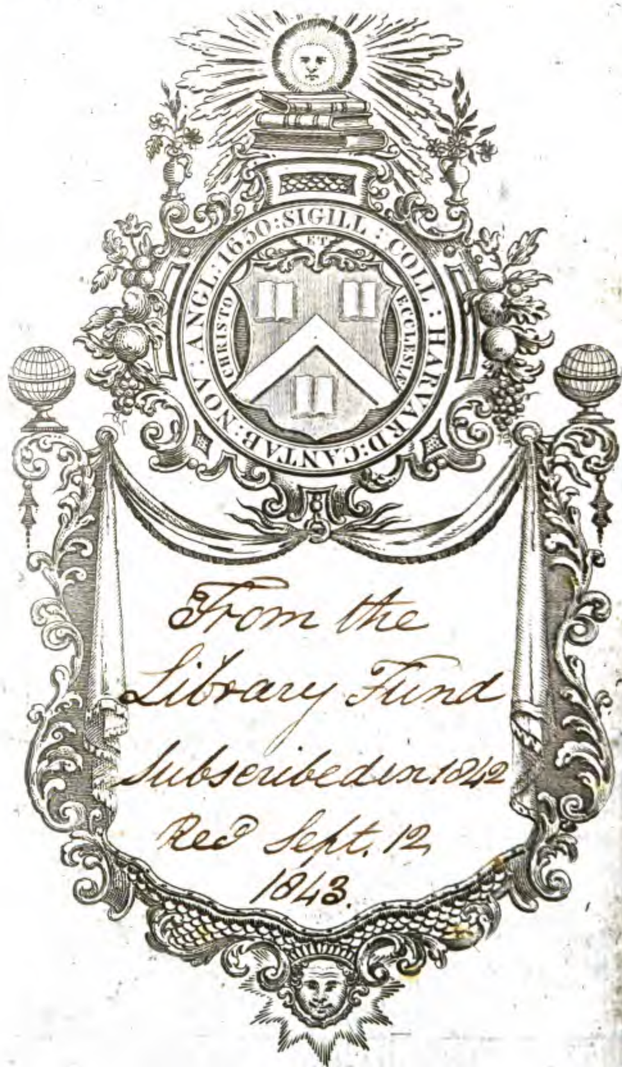



SIGILL : COLL : HARVARD : CANTAB : NOV : ANGL : 1650
CHRISTO ET ECCLESIÆ
From the Library Fund Subscribed in 1842
Rec^d Sept. 12, 1843.



HISTOIRE
DE FRANCE,
PENDANT
LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

TOME TROISIÈME.

PARIS. — IMPRIMERIE ET FONDERIE DE FAIN,
RUE RACINE, N°. 4, PLACE DE L'ODÉON.

HISTOIRE

DE FRANCE,

PENDANT

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE;

PAR CHARLES LACRETELLE,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE,

PROFESSEUR D'HISTOIRE A LA FACULTÉ DES LETTRES, CHEVALIER DES ORDRES DE SAINT-MICHEL ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

CINQUIÈME ÉDITION.

TOME TROISIÈME.



PARIS.

DELAUNAY, LIBRAIRE

DE SON ALTESSE ROYALE MADAME LA DUCHESSE D'ORLÉANS,

PALAIS-ROYAL.

1830.

HISTOIRE

DE FRANCE,

PENDANT LE XVIIIe. SIÈCLE.

LIVRE NEUVIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XV : TABLEAU DES LETTRES, DES SCIENCES, DES MOEURS.

Il est temps de mêler au récit des événemens politiques du dix-huitième siècle un tableau qui peut seul expliquer les faits imposans et terribles au milieu desquels il s'est terminé. Il faut parler de la direction ambitieuse que suivirent à cette époque les lettres et les sciences. L'histoire change ici d'aspect : des hommes voués à l'étude et à l'observation viennent par degrés figurer sur son théâtre, et s'offrent tantôt comme des législateurs qui perfectionnent des lois établies, et tantôt comme des conquérans qui les bouleversent. Les philosophes du dix-huitième siècle sont jugés aujour-

d'hui d'après des événemens que la plupart d'entre eux n'ont point vus. Tandis qu'ils reposent dans la tombe, on invoque contre eux, ou à leur appui, soit le mal, soit le bien que chaque jour fait éclore. On veut tout lier à leurs hypothèses : celles qu'ils n'ont exprimées qu'avec réserve, ou qu'ils ont seulement rajeunies; celles même qui ont été entre eux un long sujet de dispute, sont présentées, d'un côté, comme des découvertes dont le genre humain réclame la plus prompte application, et, de l'autre, comme des pensées séditieuses qui rompent toute société.

Écoutez leurs partisans enthousiastes : c'était un conseil de sages, dans lequel la raison et l'amour du bien public mettaient toutes les pensées en harmonie. Écoutez ceux qui les accusent : c'était une ligue de conspirateurs armés contre le trône, aussi-bien que contre l'autel. L'histoire, soit qu'elle examine leurs différens systèmes, soit qu'elle interroge le caractère et les penchans de chacun de ces écrivains, ne voit point entre eux cette unanimité prétendue, ou ne la voit que pendant un court intervalle. Jusqu'aux années qui suivirent le traité d'Aix-la-Chapelle, les philosophes ne paraissent point former un parti distinct. Voltaire, qui doit être leur chef, n'a trouvé que de faibles auxiliaires. Montesquieu s'élève

à des pensées si hautes, si justes et si fortes, qu'on ne peut le désigner comme le guide de turbulens novateurs. Mais les grands changemens qui se sont opérés dans les mœurs, font pressentir ceux qui vont s'opérer dans les opinions. Rien n'est encore attaqué violemment, mais tout commence à s'ébranler.

J'ai d'abord à présenter le tableau de ces premiers progrès de l'esprit philosophique. Je rassemblerai toutes les circonstances qui me paraissent y avoir concouru. Mais elles sont très-multipliées; il en est plusieurs que je serai forcé d'énoncer sans développement, d'autres dont je puis m'exagérer l'importance. Je ne cherche point à combiner les faits pour les plier à un système; je m'applique seulement à les retracer dans l'ordre qui favorise le plus l'attention et les recherches des lecteurs. C'est un devoir, pour l'âge présent, de comparer et d'apprécier les deux siècles dont il a recueilli l'héritage littéraire. On le sent, on s'en occupe: je serais heureux d'offrir quelques matériaux à ceux dont la sagesse et le génie rempliront cette tâche difficile.

Le règne de Louis XIV offre deux époques littéraires.

Tout avait tendu vers l'ordre pendant la plus belle partie du règne de Louis XIV. Le génie s'imposait des limites, la modestie se montrait presque inséparable de la gloire. Dans la littérature, l'autorité des anciens; dans les

recherches métaphysiques et dans la morale, l'autorité des livres sacrés; dans la politique, l'autorité d'un roi admiré avec excès, mais avec sincérité, interdisaient à la pensée, des sujets qu'elle n'examine point sans danger. Loin de se plaindre de ces entraves, on les chérissait. Le domaine qui restait à l'imagination paraissait assez étendu; une raison mûre et profonde aidait à le cultiver. On n'exaltait point sans mesure l'art dans lequel on excellait. Personne ne croyait avoir beaucoup fait par ses écrits pour le bonheur de la société, et ne soupçonnait même que la doctrine des sages pût avoir une grande influence sur le sort des nations.

Première époque. Éclat de la religion, du trône, des lettres et des arts.

Les Français se reposaient sur Louis XIV, sur Louvois, sur Turenne et Condé, du soin de garantir et d'étendre leur gloire extérieure. Entre tous les écrivains, aucun ne se faisait un devoir de payer les bienfaits du gouvernement par des avis sur les finances. Les merveilles des arts ajoutaient à tous les prestiges créés par de grandes actions et par des chefs-d'œuvre littéraires. La religion ne s'était jamais annoncée avec plus de pompe, et n'avait jamais fait plus d'efforts pour se concilier avec les données de la raison humaine. Bossuet, Pascal, Arnauld et Bourdaloue, venaient de réparer et de rajeunir cet antique édifice, en conservant avec soin son caractère auguste. Ces hommes, puis-

sans en observation et en sagesse, avaient fait des applications judicieuses et étendues de la morale évangélique. On croyait qu'il n'y avait plus d'autres points susceptibles de controverse, que ceux sur lesquels Arnauld luttait contre Claude, et les jésuites contre Arnauld. L'exaltation de la gloire et celle même de l'amour concouraient à l'enthousiasme religieux : car l'un et l'autre implorent le secours de la piété après la perte de leurs illusions. Les hommes ambitieux et les femmes qui avaient cédé aux passions, sanctifiaient leur repentir. Madame de Longueville vivait dans la pénitence; le cardinal de Retz s'ensevelissait dans la retraite. On faisait succéder à une jeunesse brillante, orageuse, mais rarement dépravée, une vieillesse calme et dont l'austérité n'avait rien de fâcheux ni de sombre. On ne se croyait instruit que de ce qu'on avait étudié long-temps. Louis XIV savait reconnaître la supériorité de Racine et de Boileau en matière de goût; Racine et Boileau, sur les matières de foi, n'osaient penser que d'après leurs savans amis de Port-Royal. Il y avait plutôt des libertins que des incrédules. A la vérité, le scepticisme commençait à se répandre dans quelques sociétés vouées au plaisir; mais les *esprits forts* de ce temps-là, loin d'avoir la bouillante activité ou l'orgueil qui mul-

tiplie les prosélytes, étaient les plus indolens et les plus craintifs des hommes. La gaieté, l'élégance qui régnaient à la cour, tempéraient la sévérité de la religion. Le *Lutrin* paraissait sous les auspices du président Lamoignon; le chef-d'œuvre qui sera l'éternel fléau de l'hypocrisie, le *Tartuffe*, était protégé par un roi qui, plus tard, fut amené à faire dominer les hypocrites.

Découvertes et circonspection des savans.

Les découvertes qui se faisaient alors dans les sciences ne troublaient point ce calme heureux. Le système de Descartes dominait encore, de ce Descartes qu'on peut appeler le père de toutes les grandes pensées, qui dans les sciences a éclairé ceux-mêmes qui l'ont détruit, et seul est resté maître du monde métaphysique. Spinosa avait perverti ce système jusqu'à en faire la base de l'athéisme, mais peu de Français s'étaient donné la peine de démêler ses affreux principes à travers les raisonnemens compliqués et le langage obscur du Juif d'Amsterdam. Mallebranche seul parut le vrai commentateur de Descartes. L'hypothèse qui lui faisait voir Dieu dans toutes nos pensées, fut assez généralement admise par des âmes pieuses. Pascal, après avoir perfectionné les mathématiques par la solution de grands problèmes que seul il pouvait proposer, et après avoir appuyé la physique sur des faits

qui en changeaient la face, se plut à élever des digues qui missent la religion à l'abri de toute invasion des sciences. Le père Mersenne, Roberval et tous les savans français, imitaient sa circonspection. Il est vrai que Gassendi fut accusé d'avoir fait revivre la philosophie d'Épicure; mais le désaveu qu'il en fit, et la piété dont il avait paru suivre une pratique exacte, firent tomber cette imputation. La Sorbonne se familiarisait avec le système de Copernic et avec les découvertes de Galilée. On s'étonnait de la persécution que ce dernier philosophe avait éprouvée en Italie. On ne donnait que peu d'attention à la métaphysique des savans étrangers. Les écrits de Hobbes n'étaient point lus, et d'ailleurs c'était assez qu'ils présentassent un système triste et désespérant, pour qu'ils fussent repoussés avec indignation par les Français.

Seconde époque. Le génie répand un éclat moins vif.

Cet âge d'or du génie parut s'altérer par degrés à la seconde période du règne de Louis XIV, celle où commencèrent les grandes fautes de ce monarque, que suivirent d'assez près ses malheurs. Dès l'année 1685, le prestige de cette administration s'affaiblit; les murmures trop légitimes de deux millions de Français, persécutés par la révocation de l'édit de Nantes et par les dragonnades, firent cesser l'heureuse unanimité d'affection, d'espé-

rance et d'ivresse qui entraînait depuis vingt-cinq ans la nation. Le zèle voulut en vain s'aveugler sur les effets de cette mesure; les souffrances du corps politique se firent sentir. Les manufactures tombaient; l'agriculture était découragée; le royaume se dépeuplait; on supportait impatiemment les fardeaux nés du luxe et de la guerre. Colbert n'était plus; ni Louis XIV, ni les ministres dont il croyait faire l'éducation, ne remplaçaient cet habile administrateur. Les Français virent avec étonnement qu'ils étaient mal gouvernés. On apprit à remarquer et les fautes qui se commettaient chaque jour, et celles même qui avaient été anciennement commises. Un sentiment chagrin avait déjà pénétré tellement toutes les âmes, que Fénélon y obéit sans le vouloir. *Télémaque* est un ouvrage qui semble appartenir à la fois au siècle de Louis XIV et au dix-huitième siècle. Le premier n'a rien produit, ni d'un goût plus pur, ni d'une morale plus judicieuse et plus tendre. Le second n'a point vu de leçons plus sévères, plus fermes et plus justes données aux souverains. L'infidélité du domestique qui fit à l'archevêque de Cambrai le larcin d'un livre uniquement réservé à l'instruction du duc de Bourgogne, eut des conséquences fort étendues. La gloire d'instruire les rois fut depuis avidement

recherchée. La science de l'administration fit des progrès : le gouvernement se vit plus surveillé et se montra plus timide. Ce fut plus tard qu'on aperçut dans *Télémaque* une théorie d'économie politique. Quand cet ouvrage parut, on y vit une satire. Louis XIV ne fut plus pour beaucoup de Français que le faible et vain Idoménée.

Pendant que ce monarque voyait s'élever une attaque indirecte, mais pressante, contre son système de gouvernement, la religion rencontrait le premier adversaire qui l'eût combattue sans emprunter le secours d'aucune secte religieuse; c'était Bayle. Mais il couvrait de beaucoup de voiles une incrédulité qu'il ne lui était pas permis de professer, même dans les pays protestans. D'ailleurs, il était plus fécond en idées nouvelles et hardies, en paradoxes piquans, en discussions subtiles, que séduisant écrivain. Son pyrrhonisme ne pouvait plaire à la vivacité des lecteurs français. L'incrédulité apprit bientôt à aiguiser et à polir les armes qu'elle emprunta de Bayle.

Tableau des lettres à cette seconde époque.

A cette seconde époque, les lettres descendirent de la hauteur prodigieuse où elles s'étaient élevées; mais leur chute n'était ni rapide ni humiliante. Regnard, Dufresny, Dancour et Le Sage, se présentèrent succes-

sivement pour remplacer Molière. Ils étaient, si l'on peut appliquer ici le mot de madame de Cornuel, la *monnaie* du premier des comiques, comme quelques généraux du second ordre avaient été la *monnaie de Turenne*. Ni Corneille ni Racine n'étaient remplacés; mais Crébillon, en fortifiant et en poussant à l'excès le ressort de la terreur, ébranlait vivement l'imagination. Son talent, sans être épuré par le goût, ni soutenu par ces profondes méditations qui avaient assuré les succès des deux grands maîtres du théâtre, avait paru avec éclat dans quelques scènes de son terrible *Atrée*, de son *Électre*, et surtout dans *Rhadamiste et Zénobie*. Lafosse avait pu peindre les Romains une fois après Corneille. Campistron, avec un style plus énervé qu'élégant, croyait en vain reproduire quelques traits de Racine. Il pût émouvoir quelquefois, mais il ne put jamais ravir les spectateurs. Boileau vieilli n'avait point le chagrin de se voir égalé. Le génie laborieux, opiniâtre, de J.-B. Rousseau forçait notre langue à se revêtir de la pompe lyrique. Mais ce poëte, qui avait fait passer dans ses vers pleins de charmes l'onction des livres saints, jouissait à peine de sa gloire, qu'il fut traduit et condamné comme un impudent libelliste, et comme un suborneur de témoins. En dépit d'un arrêt du parlement

de Paris, jamais l'esprit ne concevra que l'auteur de l'ode adressée au comte de Luc fut l'auteur de couplets platement infâmes.

Lamothe s'offrait comme un successeur de La Fontaine et de Quinault; mais s'il lui fut donné quelquefois d'approcher de la grâce exquise et de la mollesse du second, il ne put jamais, avec des traits ingénieux, exprimés sans poésie et sans naïveté, entrer en parallèle avec le poëte de la nature; et le *bon homme* fut toujours préféré à son spirituel émule. Fontenelle, dont les premiers essais avaient été dédaignés à l'époque où le génie brillait de toutes parts, étendait son influence à mesure que le génie décroissait et que l'esprit était appelé pour y suppléer. Unis par leurs goûts, rivaux sans jalousie, Fontenelle et Lamothe dominaient l'un par l'autre. L'esprit novateur s'unissait en eux au caractère le plus calme. Tous deux cherchaient à s'ouvrir des routes nouvelles; mais ils n'y entraient pas sans circonspection. Lamothe, aidé de son ami, renouvela cette dispute dans laquelle les modernes essayaient de proclamer leur supériorité sur les anciens. Plus heureux que Perrault, au lieu d'avoir des adversaires tels que Boileau et Racine, il eut à se défendre contre une femme dont le goût ne dirigeait point l'érudition, et qui ne savait point faire de prosélytes pour le

culte dont elle était fanatique. La victoire momentanée que Lamothe dut à sa finesse et à sa modération, produisit de fâcheux effets. En ébranlant un vieux respect pour des maîtres dont il est dangereux de secouer l'autorité et de ne pas savoir apprécier les exemples, elle accrut l'orgueil du siècle qui s'ouvrait, égara le goût, et compromit le bon sens. Les hommes de lettres devinrent ambitieux de pensées nouvelles, et souvent ils eurent recours à des expressions forcées, à des tournures bizarres, afin de rajeunir tout ce qu'ils n'avaient point créé. Le soin de chercher ces vains ornemens fit négliger la pureté, la naïveté ou l'éclat majestueux des images. Fontenelle exerça sur d'autres points l'esprit de ses contemporains : il commença dans ses *Mondes* à diriger vers les sciences la curiosité des personnes les plus frivoles. Le succès de ce brillant badinage servit d'abord plutôt à étendre le domaine du bel-esprit que celui des sciences. La facilité de paraître instruit vint séduire la vanité paresseuse. Fontenelle, depuis, sut mieux diriger l'impulsion qu'il avait donnée. Son *Histoire de l'Académie des Sciences*, ses éloges des savans, offrirent des modèles d'un style sage autant qu'ingénieux, et répandirent l'émulation la plus utile. Fontenelle s'était arrêté dans une autre tentative. La discussion

lumineuse qu'il avait faite dans son *Histoire des Oracles*, d'un point qu'on regardait comme une des preuves accessoires du christianisme, était conduite avec tant d'habileté, qu'on put craindre de le voir attaquer encore quelques autres ouvrages extérieurs de ce grand édifice : mais Fontenelle aimait à la fois sa tranquillité et la tranquillité publique. Il se tut ; la neutralité qu'il garda fut toujours suspecte d'un peu de complaisance pour les incrédules. Massillon s'élevait alors pour continuer les travaux des Bossuet et des Bourdaloue. J'ai déjà parlé de cet orateur, et regretté qu'un talent si voisin de la perfection eût brillé vainement dans une cour entraînée vers la licence.

État des mœurs à la deuxième époque du règne de Louis XIV.

Il est difficile de se former une image exacte des mœurs pendant la dernière époque du règne de Louis XIV. J'ai cherché dans l'introduction de cette Histoire à en peindre les traits les plus saillans ; je dois en ajouter ici quelques autres. Quoique la cour affectât une piété sévère, minutieuse, intolérante, les mœurs étaient moins bonnes qu'à l'époque où le monarque était encore loin de tant d'austérité. Les jeunes courtisans se livraient souvent à de grands désordres que Louis punissait faiblement, parce qu'il craignait d'en divulguer le scandale. Dans les sociétés les plus rigides vivaient des hommes habitués à tourner tout

en ridicule. Le spirituel Hamilton écrivait, presque sous les yeux du dévot Jacques II, ses *Mémoires du chevalier de Grammont*. Outre la société du duc d'Orléans, livrée aux plus bruyans excès du vice, on remarquait celle du duc et du grand-prieur de Vendôme, où la licence, la satire et l'incrédulité étaient les plus sûrs moyens de plaire. L'épicurisme devenait chaque jour moins délicat; et, en se faisant un malin plaisir d'attaquer l'hypocrisie, il ménageait peu la religion. Lorsque Chaulieu fut averti par les années de modérer son libertinage, il joignit au touchant abandon de ses rêveries les maximes d'un déisme assez ouvertement prononcé. Ninon de l'Enclos, dans sa vieillesse, faisait autant d'incrédules que la veuve de Scarron, placée auprès du trône, pouvait faire de dévots. Enfin, la plupart des mémoires, des romans et des comédies de ce temps, indiquent une corruption dont on n'avait vu que de faibles traces dans la plus belle époque de ce règne. On croirait que *Turcaret* a été écrit sous la régence, et après le fameux *système*; cependant cette pièce, qui fut représentée en 1709, donne quelque idée des mœurs d'une partie de la capitale, lorsque la cour mettait tous ses soins à l'édifier par des exemples austères. Il est évident que cette corruption, qui devait

bientôt se dévoiler sous la régence, n'avait point été causée par les gens de lettres. La plupart d'entre eux résistaient à ce torrent. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler les noms de d'Aguesseau, du bon Rollin, de Vertot, de l'abbé Fleury, de l'abbé Mongault, de Sacy et de madame Lambert.

Sciences et beaux-arts à la même époque.

Avant de considérer l'effet des mœurs de la régence sur la littérature, et celui que celle-ci eut à son tour sur les mœurs nationales, je crois devoir dire un mot des sciences et des beaux-arts pendant les dernières années de Louis XIV.

La France, après avoir fourni Descartes et Pascal, eut pendant quelque temps à envier aux nations étrangères la gloire de produire des génies créateurs dans les sciences. Deux illustres rivaux, Newton et Leibnitz, se disputaient l'une des plus étonnantes inventions qui aient signalé la force de l'esprit humain, c'est-à-dire le calcul des *fluxions*, ou le calcul différentiel. Les savans français furent arbitres, et ne furent point parties dans ce grand débat. Ils eurent la justice de décerner deux palmes au lieu d'une, et proclamèrent à la fois Newton et Leibnitz inventeurs. Mais ils firent ligue contre le premier, lorsque, développant son Système du Monde, il ruina celui de Descartes. Ils étaient repoussés de la vérité par un senti-

ment de rivalité nationale qui arrêta quelque temps leurs progrès. Cassini (Jean-Dominique), appelé et retenu en France par la noble libéralité de Louis XIV, s'immortalisa par des travaux astronomiques que, depuis, son fils et son petit-fils continuèrent en montrant l'activité et le génie héréditaires qui distinguaient en Suisse la famille des Bernouilli. Un homme d'une naissance illustre, le marquis de l'Hospital, osait résoudre les problèmes les plus difficiles, lorsqu'il avait pour concurrens Bernouilli, Leibnitz et Newton. Il avait une clef particulière pour entrer dans ces questions; cette clef était la géométrie des infiniment petits, à laquelle il fit faire de nouveaux progrès. L'activité de ses travaux épuisa ses forces, et priva la France du seul mathématicien qui parût alors digne de rivaliser avec les savans du Nord. Deux sciences qui devaient prendre une face nouvelle dans le dix-huitième siècle, la botanique et la chimie, étaient alors cultivées avec assez d'ardeur. L'Europe payait un tribut d'admiration et de reconnaissance au célèbre botaniste Tournefort, qui donna, l'un des premiers, l'exemple des longs et intrépides voyages entrepris pour le seul intérêt des sciences.

Décadence de la peinture.

Les beaux-arts dégénérèrent plus sensiblement que les lettres pendant la seconde partie

du siècle de Louis XIV. On rapporte ordinairement à la régence le moment où l'expression recherchée, les froids systèmes, les pensées bizarres et licencieuses, commencèrent à s'introduire dans la peinture; mais il est certain que les vingt-cinq dernières années du règne de Louis XIV n'offrirent que des productions très-inférieures à celles de cet âge florissant de l'école française qu'ouvrirent, dès le temps du cardinal de Richelieu, l'immortel Poussin, Le Sueur, Le Lorrain, Lahire et Champagne; que continuèrent Boulogne, Jouvenet, Le Brun, Mignard et Santerre, mais sans surpasser et même sans égaler leurs prédécesseurs. Les élèves de Charles Le Brun exagérèrent les défauts qu'on avait reprochés à ce grand peintre, et ne reproduisirent que de faibles étincelles de son génie. Le bel-esprit commença à dominer dans la peinture aussi-bien que dans la poésie. Il se présentait une foule d'ingénieux corrupteurs de ce goût vaste et sublime qui avait paru répondre à toute la majesté du règne de Louis XIV. Coypel énervait l'histoire, tandis que Vatteau dénaturait le paysage. On négligeait l'étude de l'antique, et l'on faisait un travail ingrat et stérile pour découvrir de nouveaux systèmes de beauté. La sculpture approchait moins de sa décadence: Coustou l'aîné en soutenait l'honneur.

Les somptueuses fantaisies de Louis XIV à Versailles et à Marly, et bientôt après les fléaux de la guerre, empêchèrent l'exécution des plans magnifiques conçus, soit par Charles Perrault, soit par son noble rival le chevalier Bernin, pour l'achèvement du Louvre. Le dôme des Invalides, construit par Mansard, fut le dernier monument qui parut empreint de toute la grandeur de ce siècle. La chapelle de Versailles, ouvrage du même architecte, annonça le moment où le désir de produire des effets variés, piquans et gracieux, allait remplacer des conceptions simples et sublimes. La plupart des travaux utiles, entrepris par Louis XIV, étaient heureusement terminés avant les calamités de quinze ans qui désolèrent sa vieillesse. On jouissait du beau canal qui unit les deux mers; mais beaucoup d'autres projets, qui devaient fertiliser la France par le même moyen, restaient suspendus, et furent bientôt oubliés.

Régence. Le régent, passionné pour les arts, excité par une noble émulation à connaître non-seulement les résultats, mais les procédés des sciences, et plus instruit dans les belles-lettres qu'aucun des princes de son sang, ne sut donner ni une protection judicieuse, ni une grande direction à tout ce qui avait fait l'éclat du règne précédent. Il diminua, et souvent même il dégrada les pompes du trône par le dégoût

qu'il avait pour toute espèce de contrainte et toute loi de décence. Les beaux-arts se prêtèrent trop aux penchans de ce prince et de ses courtisans, et souvent ils tracèrent, au lieu de scènes de volupté, des scènes de libertinage. L'esprit d'invention se dirigea, soit vers ce qui éblouit un moment, soit vers de nouveaux moyens de jouissance. On crut avoir assez de grands moyens; on négligea ceux que Louis XIV avait laissés imparfaits.

Le luxe s'accroît, mais il devient moins imposant.

Sous ce monarque, la distribution des appartemens n'avait encore rien ni d'élégant ni de commode. Tout était sacrifié à l'effet majestueux des galeries et des salles immenses. Le régent, et, plus que lui encore, le duc de Bourbon, introduisirent dans leurs palais un ordre qui substituait la grâce et l'aisance à un appareil gênant. Les hommes opulens, et bientôt même ceux qui n'avaient qu'une fortune médiocre, apprirent à se loger avec agrément. Les cabinets, les petites pièces offraient des asiles pour l'étude, la rêverie ou les plaisirs clandestins. Les hôtes d'une même maison crurent chacun avoir leur maison particulière. L'usage des glaces commença sous la régence : on en orna les cheminées; on en combina les effets de manière à produire d'agréables surprises. La plupart des seigneurs se piquaient d'exceller dans ces inventions frivo-

les. Le luxe fut plus ingénieux, mais plus léger, plus mobile, et servit moins à la richesse et à la gloire nationale. On vanta beaucoup l'acquisition que fit le régent du magnifique diamant qui porte encore le nom de ce prince. Le prix énorme qu'il coûta aurait pu servir à plus d'une entreprise faite pour immortaliser cette courte administration. En formant la belle galerie du Palais-Royal, le régent montra une magnificence plus éclairée ; mais ni les temps ni les lieux ne permettaient à ce prince d'égaler, dans sa collection de tableaux, les richesses qu'avaient su réunir avec tant de goût les heureux Médicis. Le *système* de Law arrêta pendant quelque temps l'essor de toutes les pensées vastes et utiles, et pas un monument ne se présente pour absoudre cette époque de folie.

Conduite adroite et honorable des gens de lettres.

Les lettres flattèrent moins que ne le firent les arts, la corruption et les vices du jour. Ceux qui les cultivaient avec le plus d'éclat honoraient la mémoire de Louis XIV. Il y en avait plusieurs qui, attachés à la duchesse du Maine, étaient portés à censurer les bruyantes folies d'une cour licencieuse, ou du moins à ne pas les partager. Fontenelle et Lamothe imitèrent, pendant les dissensions des deux familles d'Orléans et du Maine, la politique et les ménagemens de cet Atticus, qui sut si

adroitement garder la neutralité dans de plus grandes querelles et entre de plus illustres rivaux. La plupart des hommes de lettres se piquèrent également de circonspection. On les recherchait des deux côtés. Ceux même qui avaient prêté leur plume au régent et à Dubois, venaient ensuite consoler la duchesse du Maine dans ses disgrâces.

On estimait moins alors un talent que la nature et la réflexion ont voué à un objet déterminé, qu'un esprit souple et séduisant qui paraît convenir à des sujets divers. Les succès de société étaient devenus un objet d'émulation entre les gens de lettres : ils étudiaient, auprès des courtisans eux-mêmes, les finesses de l'art des cours, et cherchaient à les faire sentir dans toutes leurs productions. Pendant le siècle de Louis XIV, les grands auteurs avaient rejeté cette ambition frivole. Corneille vivait presque aussi solitaire que Pascal. Molière n'était le plus souvent qu'un observateur taciturne dans la société. La Fontaine y paraissait avec une simplicité qui allait plus loin que la bonhomie commune, mais aussi avec la grâce de la plus naïve modestie. Racine, en qui tous les moyens de plaire se trouvaient réunis avec une harmonie sans exemple, cherchait le calme de la vie domestique la plus régulière. La Bruyère, qui a tracé tant de

portraits dans ses Caractères, vivait si bien caché, que tous les soins sont inutiles aujourd'hui pour trouver des anecdotes qui le concernent. Les auteurs du dix-huitième siècle furent très-loin de cette réserve. Les connaissances variées qui les distinguaient, l'estime qu'on avait ou qu'on feignait d'avoir pour l'esprit et pour l'instruction, les rendaient arbitres sur tous les points que la conversation parcourt avec tant de rapidité. Ce fut par là, encore plus que par leurs ouvrages, qu'ils se rendirent, avec le temps, d'invisibles législateurs. Plusieurs femmes, à l'exemple de madame de Tencin, s'honoraient de les réunir, de les conseiller, et de les diriger dans des circonstances difficiles. Les seigneurs étaient plutôt leurs amis que leurs Mécènes. Le régent ne leur demandait point d'éloges imposteurs ; aussi on ne voit point un caractère servile dans les hommages qu'ils lui rendirent. A la vérité, plusieurs d'entre eux, sans en excepter Fontenelle, louèrent le cardinal Dubois, qui eut la fantaisie d'entrer à l'Académie française ; mais ils le firent en évitant tout ce qui respire une bassesse mercenaire. C'est assez les peindre par des traits généraux ; attachons-nous à ceux qui, dès lors, firent briller leur génie, et qui ouvrirent une nouvelle carrière à l'esprit humain. Deux noms s'offrent à nous, Voltaire et Montesquieu.

Voltaire, alors connu sous le nom d'Arouet, avait vingt-un ans à la mort de Louis XIV. Ce qu'il y avait de plus illustre à la cour, de plus aimable dans la société, de plus recommandable parmi les hommes studieux, avait déjà présagé sa destinée littéraire. Les instituteurs distingués qu'il avait trouvés chez les jésuites avaient formé son goût sur des principes sévères et judicieux. La vivacité de son esprit avait séduit la célèbre Ninon de l'Enclos, qui lui légua une bibliothéque, et lui transmit ses principes d'indépendance religieuse. On répétait ses bons mots long-temps avant d'avoir à répéter ses beaux vers. On le croyait voué particulièrement à la satire. Cette réputation lui fut fatale. Peu de temps après la mort de Louis XIV, entre plusieurs pièces de vers où l'on osait souiller la mémoire de ce monarque, il en parut une intitulée *les J'ai vu*, qui décelait l'emportement d'un janséniste. On l'attribua, contre toute vraisemblance, à un jeune homme qui se moquait de toutes les sectes religieuses. Le régent, qui craignait de tolérer des libelles contre Louis XIV, se hâta de sévir, et Voltaire fut mis à la Bastille. Cette rigueur injuste ne fut point un événement malheureux pour le jeune poëte. En sortant de prison, il avait déjà tous les moyens d'occuper la renommée. Jeunesse de Voltaire.

Il compose à la fois la tragédie d'*OEdipe* et le poëme de *la Ligue*.

Quand *Œdipe* parut [1], tous les hommes de goût virent avec transport que la gloire littéraire et les excellentes traditions du siècle de Louis XIV n'étaient pas perdues ; que le style de Racine avait enfin trouvé un imitateur, et que le génie de Sophocle venait encore dominer sur la scène française, dans le moment où les spirituels et injustes adversaires des anciens se proclamaient vainqueurs. Lamothe, en oubliant son propre parti, eut la franchise d'applaudir au jeune poëte, dont le succès justifiait les anciens et la poésie. Deux vers d'*Œdipe* avaient frappé par leur étonnante audace :

> Nos prêtres ne sont pas ce qu'un vain peuple pense :
> Notre crédulité fait toute leur science.

Il décèle son esprit irréligieux, mais le contient un peu.

Le talent et la pensée dominante de Voltaire s'étaient annoncés en même temps. Chaque trait de sa conversation indiquait un désir impétueux de braver et d'insulter les croyances religieuses. Ce moyen de célébrité le séduisait comme si son génie ne lui en avait pas fourni d'autres. Les plaisanteries qu'on se permettait à la cour du régent sur les objets les plus sacrés, n'excitaient que trop sa fougue

[1] En 1716.

indiscrète. Cependant, doué d'un sens juste et profond, il se faisait des objections sur un dessein pernicieux. Jeune, il parvint à s'imposer un frein qu'il écarta dans son âge mûr, et encore plus dans sa vieillesse. Il ne voulut porter ses premiers coups qu'au fanatisme. Il achevait, avec cette ardeur et cette facilité qui furent l'attribut le plus admirable de son génie, le poëme de *la Ligue*, dont il avait tracé le plan à la Bastille. On était étonné de trouver dans celui qui concevait cette grande entreprise, et dans l'auteur d'*Œdipe*, une gaieté qui paraissait aller jusqu'à l'étourderie. Elle se conciliait cependant avec une activité réglée, qui ne négligeait ni les travaux nécessaires à la gloire, ni les moyens de fortune, ni les hommes dont l'amitié donne du crédit, ni ceux dont l'intimité fait le charme du cœur et fournit les meilleurs alimens à l'esprit. Jamais homme de lettres ne s'était approché des grands avec plus de confiance, et ne les avait plus habilement soumis à une sorte d'égalité. Quelques amis du régent, tels que Canillac et Brancas, le traitaient comme le compagnon le plus aimable de leurs plaisirs. Souvent ils avaient à le défendre contre de nouvelles imputations qui l'eussent mis en péril. Les épigrammes se multipliaient sous un gouvernement qui faisait tant de fois lui-

même usage de cette arme. Voltaire se justifiait des mauvais vers qui lui étaient attribués, par des vers qui semblaient avoir été inspirés dans un souper du régent. Le duc de Richelieu l'admirait, le recherchait, sans pouvoir se donner auprès de lui la supériorité d'un protecteur, et sans l'entraîner dans ses maladroites intrigues de parti.

Montesquieu; ses *Lettres persanes*, en 1721.

Le système de Law forma un interrègne momentané pour les productions du génie et du savoir. On venait d'en sortir quand les *Lettres persanes* furent publiées. Tout devait étonner et séduire dans un ouvrage qui joignait les plus vives saillies d'un esprit original à la discussion profonde de plusieurs grands problèmes de morale, de politique et de législation. On cherchait le nom de l'auteur, et la surprise redoubla quand on entendit nommer un président du parlement de Bordeaux. Montesquieu, alors âgé de trente-deux ans, en se livrant à toutes les études que doit embrasser un grand magistrat, s'était senti l'audace et les ressources d'un génie indépendant. A l'exemple de Descartes, dans ses méditations, il avait tout renversé afin de tout reconstruire. L'habitude qu'il s'était faite d'examiner les préjugés avec rigueur, avait aiguisé son esprit et donné de la fierté à son caractère. Plein d'un grand

ouvrage, l'*Esprit des Lois*, dont il rassemblait déjà les matériaux, il voulait y préluder par un essai qui fît connaître et qui accrût ses forces. Il n'avait pas alors, pour plusieurs des institutions sociales qu'il venait de soumettre à son examen, le respect auquel la réflexion, et surtout l'expérience, le ramenèrent bientôt; mais, d'un autre côté, il n'était pas entraîné par cet esprit vague qui s'égare dans de stériles hypothèses. Il connaissait les Français et devinait les mœurs, les travers et l'ardente curiosité qui allaient caractériser le nouveau siècle. Il s'occupa de tout ce qui pouvait amuser, éblouir, scandaliser le public, et le préparer en même temps à un grand exercice de la pensée; mais il s'embarrassa peu de donner l'ensemble d'une composition régulière à ses *Lettres persanes*. Le public espéra lire un roman, et se consola de n'y trouver ni action, ni intérêt, parce qu'il y vit d'un côté une satire, et de l'autre les propositions les plus hardies. La description exacte des mœurs d'un sérail était une nouveauté qui devait plaire pendant la régence. Racine avait cru devoir modifier sur la scène un pareil tableau, par mille traits qui appartiennent aux sentimens élevés dont l'amour est pour nous la source. Montesquieu osa peindre cette passion dépouillée de toutes

ces ingénieuses délicatesses, réduite à la seule ivresse de la volupté, et dégradée par les lâches précautions de la jalousie. On applaudit à des tableaux animés par le feu des désirs. Louis XIV, *ses jeunes ministres et sa vieille maîtresse*, la constitution *Unigenitus* et le *système*, étaient attaqués dans les lettres d'Usbeck. Chacune de ses épigrammes avait une justesse et une vivacité qui les faisaient devenir proverbes; et ce qui leur donnait encore un effet plus agréable, c'est qu'aucune d'elles ne paraissait inspirée par la haine. A la vérité, le cadre de ces plaisanteries manquait de vraisemblance. Les Persans de Montesquieu étaient trop ouvertement Français et beaux-esprits. Mais la satire est accueillie avec tant de complaisance, que souvent on la dispense des lois des autres productions. On crut, d'après cet heureux exemple, que le ton de l'épigramme pouvait convenir aux pensées les plus sérieuses; et comme Montesquieu avait dissimulé sa profondeur sous la légèreté du jour, ceux qui se flattaient d'imiter sa légèreté crurent n'être pas loin de sa profondeur.

Quelques traits des *Lettres persanes* étaient dirigés contre la religion : on n'en parut point indigné. L'incrédulité n'avait pourtant encore pris de fortes racines qu'à la cour; mais on craignait dans ce temps-là de mettre aucune

limite aux amusemens de l'esprit; et, d'ailleurs, tout sujet de scandale disparaissait devant celui que donnaient les actions, les discours, la fortune et les honneurs du cardinal Dubois. Le régent et ce ministre s'amusèrent des *Lettres persanes*, et Montesquieu ne fut point inquiété. La persécution eût irrité cette âme fière, un succès paisible la modéra; il interrogea la pensée des grands législateurs de l'antiquité dans ses études, et celle des plus grands hommes d'État dans ses voyages.

Effet particulier des mœurs de la régence.

Il y eut un effet des mœurs de la régence que je ne dois point omettre dans ce tableau. Les pamphlets, les libelles, les caricatures, les contes libertins, se multiplièrent tellement à cette époque qu'on est tenté d'oublier que tous ces genres de productions avaient trouvé des modèles sous le règne de Louis XIV; que Bussy-Rabutin avait écrit ses scandaleux mémoires au moment où ce monarque donnait à ses amours adultères le prestige de la plus séduisante galanterie ou celui de la passion; et que, dans les dernières années de ce règne, J.-B. Rousseau fut à peine légèrement blâmé d'avoir appliqué le savant travail de ses vers aux épigrammes les plus cyniques. Le recueil des pièces licencieuses ou satiriques qui furent publiées sous le régent est immense; mais il offre si peu d'art et de goût, que rarement on

peut y reconnaître la plume d'un écrivain exercé. Il se forma dès lors une littérature basse, mercenaire et clandestine, toujours prête à garder et à charger les archives des scandales de la cour, à diffamer des noms recommandables, à traduire dans un style obscène et dépravé les pensées hardies que des auteurs plus jaloux d'estime avaient couvertes de quelques voiles, ou tempérées par quelques saines maximes. Le nombre des libellistes alla toujours en grossissant. L'autorité, qui eut de temps en temps la lâcheté de s'en servir, paya leur pernicieux secours par une condescendance à laquelle ils parvinrent presque à l'habituer.

Parmi les auteurs que le soin de leur gloire ne mit point à l'abri des imprudentes saillies du libertinage, on peut citer Voltaire, dont les passions étaient peu dirigées vers ce genre d'excès, mais qui crut devoir parler quelquefois ce langage pour se conformer au ton de la cour.

Ministère de M. le duc.

Le ministère de M. le duc ne produisit des effets sensibles, ni sur les lettres, ni sur les sciences, ni sur les arts. Les goûts somptueux de ce prince ne lui inspirèrent la pensée d'aucun monument. L'éclat éphémère des cérémonies et des fêtes lui suffisait. Ce qu'il entreprenait de plus durable avait un caractère de

magnificence exagérée : les fameuses écuries de Chantilly annoncent plutôt le caprice que la grandeur d'un prince. Les arts continuèrent à s'égarer dans un goût faux et recherché.

Voltaire attaque le fanatisme au moment où M. le duc persécute les protestans.

Voltaire fournit le seul événement littéraire qu'on distingue à cette époque : le poëme de *la Ligue* parut en 1725, sans l'aveu de l'auteur qui ne l'avait point encore perfectionné. La religion y était invoquée et parée de ses couleurs les plus augustes; le fanatisme y était attaqué par des faits révoltans de notre histoire. Cette noble et judicieuse leçon de tolérance fut donnée au moment où le duc de Bourbon venait de renouveler, contre les protestans, les dispositions les plus tyranniques du fatal édit de Louis XIV. On était trop ému par le nom de Henri IV, trop jaloux d'avoir enfin une épopée nationale, pour examiner sévèrement ce poëme et pour en comparer l'ordonnance trop calme, les fictions trop timides, avec la marche hardie et le mouvement enflammé d'Homère et du Tasse. Les hommes sincèrement religieux applaudissaient à des vers qui rendaient la religion aimable; l'hypocrisie et ce qui pouvait rester de fanatisme reculaient à l'aspect du tableau de la Saint-Barthélemi.

Voltaire jouissait de sa gloire et pouvait s'applaudir des heureux effets de la sagesse

qu'il avait consultée en écrivant le poëme de *la Ligue*, lorsqu'une aventure cruelle vint porter un nouveau trouble dans sa destinée, et amena l'un des événemens les plus importans pour les lettres, les sciences et la philosophie, son voyage en Angleterre.

Ce poëte, fêté des grands, mettait de la vanité à paraître leur ami; mais son penchant à l'épigramme, et surtout sa fierté très-prompte à se réveiller, rendaient pour lui cette familiarité dangereuse. Le chevalier de Rohan se vengea d'une insulte qu'il crut avoir reçue de lui, en le faisant maltraiter par ses gens à la porte du duc de Sully, l'un des seigneurs qui semblaient s'honorer le plus de l'amitié de Voltaire. L'auteur d'*OEdipe* et de la *Henriade* voulut en vain laver son outrage dans le sang de son ennemi; le chevalier de Rohan répondit au cartel du poëte en le faisant arrêter. Voltaire fut de nouveau conduit à la Bastille, où il resta six mois. Tout l'avait abandonné; son humiliation récente avait étouffé sa gloire. En sortant de prison, il n'eut point de regret de s'éloigner d'amis ingrats ou faibles, et d'un gouvernement qui venait de lui faire éprouver une grande injustice; il se retira en Angleterre.

Caractère de l'esprit philosophique dans ce royaume.

Voltaire fut chez les Anglais comme Alcibiade exilé avait été chez les Spartiates. Il

parut, tout admirer et tout imiter chez la nation qui lui donnait un asile. Il apprit à en parler la langue, à l'écrire avec agrément. Rien ne l'arrêta dans ses recherches; son attention se tournait vers les idées nouvelles, les méthodes et les systèmes qu'il pouvait rapporter dans sa patrie. Il ne fit point son étude principale de connaître les ressorts compliqués de la constitution anglaise. Quoique le coup arbitraire dont il venait d'être frappé pût le disposer au sentiment d'une fière indépendance, ses pensées ne se dirigèrent jamais vers une révolution politique. Celle qu'il aspirait à produire avait pour objet de combattre tous les préjugés qui lui paraissaient être les causes les plus fréquentes de l'effusion du sang humain. Il trouvait en Angleterre de grandes ressources pour remplir cette tâche. L'esprit philosophique s'y était formé depuis plus d'un demi-siècle, et concourait à y maintenir les principes de la révolution de 1688.

Adversaires et défenseurs de la révélation.

Tandis que les sectes religieuses avaient couvert ce royaume de crimes et de discordes, les opinions les plus opposées des philosophes s'y discutaient avec calme, inquiétaient quelquefois la religion, mais ne l'arrachaient jamais ni du fond des cœurs ni de l'ensemble des institutions, exerçaient les esprits ardens, tempéraient leur fougue et amortissaient les

pensées séditieuses qu'appelle en Angleterre le choc permanent des partis. L'athéisme avait péri sous les coups de la philosophie elle-même. Hobbes, qui, dans le siècle précédent, n'avait que trop annoncé ce système, était condamné à l'oubli; et les Anglais, qui méprisaient en lui un fauteur de l'esclavage, rejetaient avec la même indignation tout le reste de sa doctrine. Shaftesbury, dans son déisme, avait porté des coups indirects à la révélation : elle avait été défendue par le docteur Clarke, auteur de la plus puissante démonstration que les hommes aient reçue de l'existence de Dieu. Locke, dans sa logique, avait combattu et malheureusement décrié la méthode de Descartes. Les hommes les plus religieux ne craignaient pas, en Angleterre, d'adopter la logique de Locke. Quoiqu'il lui fût échappé quelques propositions dont les matérialistes se firent des points d'appui, la candeur de ce philosophe avait été attestée par l'apologie qu'il avait faite du christianisme. Newton avait poussé encore plus loin que Locke sa soumission pour les livres saints; et ce grand génie, fatigué de ses prodigieux travaux, s'était éteint en voulant pénétrer dans les ténèbres de l'Apocalypse.

Ces illustres philosophes n'étaient plus, lorsque Voltaire vint étudier la philosophie

anglaise ; mais des génies d'un ordre différent honoraient alors cette nation. Les déistes étaient encore aux prises avec les défenseurs de la religion chrétienne. Les coups étaient parés et portés avec beaucoup d'adresse, et, ce qu'il y a de plus extraordinaire, avec peu de passion. Les hommes d'État semblaient regarder ces disputes comme plus oiseuses que funestes. Wolston, Collins et Toland avaient seuls montré de la violence dans leurs attaques contre la révélation ; mais leurs écrits peu brillans n'avaient pénétré ni chez le peuple ni dans les sociétés frivoles. Le sage Adisson, l'ingénieux Steèle, dont il était le guide, étaient parvenus, à l'aide d'un journal, à régler les opinions, et l'on pourrait même dire à réformer les mœurs d'une nation qui avait encore à effacer les traces du règne licencieux de Charles II. Les feuilles du *Spectateur* et du *Gardien*, en répandant chaque jour les leçons d'une philosophie tempérée, d'une morale pratique et d'une piété exempte de superstition et d'artifice, suffisaient pour contre-balancer les efforts des plus puissans adversaires de la révélation. A la tête de ceux-ci l'on voyait le lord Bolingbroke, qui venait de rentrer dans sa patrie après un long exil. Le rôle politique auquel il avait été amené par un singulier concours de circonstances, en

l'attachant à la cause des Stuarts, l'avait rendu l'espoir des papistes d'Angleterre ; et cependant la religion chrétienne n'avait point d'ennemi plus déclaré ni plus dangereux. Il semblait souffrir de ne pouvoir amener ses amis à des hostilités déclarées contre l'autorité des Écritures. L'un d'eux, Pope, était aussi soupçonné de déisme ; mais il n'en avait encore donné de témoignage un peu apparent que dans une seule pièce de vers, *la Prière universelle*. Le docteur Swift, autre ami de Bolingbroke, et l'homme qui peut-être sut jamais mieux combiner le pouvoir du sarcasme avec celui de la logique, n'avait dirigé ses traits que contre les papistes. On s'étonnait qu'il ne vînt pas au secours de la religion menacée ; mais du moins il n'en était pas ennemi. Pendant les débats des philosophes, les Anglais, attachés à la discussion de leurs intérêts, soit politiques, soit commerciaux, ne se montraient ébranlés ni dans leurs opinions ni dans leurs habitudes. Tout suivait un cours régulier : les évêques et les prêtres n'appelaient point à eux le secours de l'autorité politique ; enfin, les déistes causaient encore moins de bruit dans ce royaume que les paisibles Quakers.

Voltaire, en voyant ces effets de la liberté de penser, bannit de son esprit le peu de scrupules qui l'avaient arrêté en France. Le

lord Bolingbroke, chez lequel il logeait, et qu'il avait connu à Paris dès sa jeunesse, encouragea son audace, et lui persuada que les Français pourraient recevoir, avec aussi peu de danger que l'avaient fait les Anglais, la liberté de discussion. Pendant que Voltaire méditait Locke, et qu'avec une ardeur incroyable il se livrait aux vastes études que demande la connaissance du Système du monde de Newton; pendant qu'il aiguisait avec Swift la malignité naturelle de son esprit, qu'il étudiait auprès de Pope l'art d'unir les pensées les plus profondes aux images les plus brillantes, et qu'il cherchait jusque dans les productions étonnantes de Shakespeare, des conquêtes à faire pour la scène française, il intéressait les Anglais au perfectionnement de son poëme national, *la Henriade*, auparavant *la Ligue*, et commençait, grâce à leurs souscriptions libérales, à trouver dans sa fortune l'indépendance dont son génie, son caractère et ses malheurs lui avaient fait sentir le prix.

Montesquieu va aussi observer l'Angleterre.

Montesquieu était arrivé à Londres peu de temps après Voltaire : il venait étudier la constitution anglaise, la comparer avec celle de son pays, avec la législation des peuples anciens et celle des peuples qui, sortis des forêts de la Germanie, mêlèrent leurs tribus conquérantes aux membres épars de l'empire

romain, et leurs lois grossières à celles des maîtres du monde. Le voyage presque simultané de Voltaire et de Montesquieu en Angleterre, ouvrait un nouveau genre de communications entre deux nations jalouses. Dans le siècle précédent, les Anglais, sollicités par l'exemple de Charles II, avaient imité avec une vive ardeur les mœurs, les manières et les arts de la France. L'éclat littéraire du règne de Louis XIV avait forcé leurs poëtes à se rapprocher un peu des règles sévères et du goût exquis auxquels les nôtres avaient dû leur renommée. Les Anglais empruntaient le secours de nos manufacturiers réfugiés, dans le moment où Marleborough exaltait par nos défaites l'orgueil de sa nation. La France n'avait encore rien emprunté d'eux, si ce n'est des découvertes en mathématiques. Voltaire revint en disant : « Imitez vos voisins, pensez librement comme eux, usez de leurs richesses, perfectionnez ce qu'ils n'ont fait qu'indiquer, et surtout ne restez point étrangers à ce qu'ils ont perfectionné eux-mêmes. » Montesquieu se contenta de dire : « Estimez vos voisins, étudiez leurs lois; mais ne négligez pas les principes des vôtres, et apprenez-en les salutaires effets. »

Ministère du cardinal de Fleury.

Le cardinal de Fleury faisait alors sentir doucement aux lettres et aux sciences une au-

torité qui n'était sévère que pour les jansénistes. Il ne savait pas inspirer des chefs-d'œuvre comme Louis XIV l'avait fait dans l'éclat de sa gloire; peut-être même ne désirait-il pas vivement que son ministère fût signalé par des productions du génie; mais il regardait la littérature comme un sujet d'entretien qui détourne l'attention publique des affaires d'État, et laisse une marche plus assurée à ceux qui les dirigent. Il aimait Fontenelle, et c'était lui qu'il consultait sur tout ce qui intéressait les lettres et les sciences. Le philosophe calmait aisément les scrupules du vieux cardinal. Ce dernier cependant avait montré quelques alarmes, lorsque Montesquieu, avant son voyage en Angleterre, s'était présenté pour remplir une place dans l'Académie Française, contre laquelle il avait dirigé un des traits piquans de ses *Lettres persanes*. On vint à bout de persuader à Fleury que, lorsque des hommes de lettres consentaient à oublier une insulte, le gouvernement devait, comme eux, oublier quelques sujets d'ombrage; et Montesquieu avait été admis dans ce corps d'après le titre même qui l'en eût exclu aux yeux des petits esprits. Voltaire crut être à l'abri de tout danger d'après cet exemple d'indulgence, et mit bien souvent à l'épreuve celle d'un ministre que son esprit éblouissait, mais qui avait

un coup d'œil trop exercé pour ne pas pénétrer ses desseins.

Tragédie de *Brutus*.

La tragédie de *Brutus*, représentée en 1730, fut le premier fruit du séjour de Voltaire chez un peuple fier de sa liberté. En traçant le tableau des vertus effrayantes des premiers Romains, il avait été bien loin du projet d'exciter dans sa patrie un enthousiasme fanatique pour un mode de liberté heureusement incompatible avec nos mœurs. Il n'avait voulu montrer que l'énergie de ses pinceaux. Il n'aspira jamais qu'à voir fleurir

La liberté publique,
Sous l'ombrage sacré du pouvoir monarchique [1].

Zaïre. 1732.

L'on ne fut point alarmé, mais aussi l'on ne fut que faiblement ému en écoutant la tragédie de *Brutus*; et la mollesse d'un goût timide s'effaroucha du ton le plus ferme et le plus sévère qu'on eût entendu depuis Corneille. Le chagrin d'un trop faible succès devint une heureuse inspiration pour Voltaire. Il fit *Zaïre*. Jusque-là il avait paru imiter tour à tour Corneille et Racine; il en approchait sans les atteindre. Sa marche était mesurée, son style tendait toujours à se perfectionner par de salutaires scrupules. Il résolut, ou plutôt

[1] Vers prononcés par l'ambassadeur toscan dans la tragédie de *Brutus*.

il fut forcé de se livrer à une impulsion plus ardente et moins réfléchie. Jamais ouvrage n'offrit plus que *Zaïre* le charme qui tient à une inspiration subite. *Andromaque, Iphigénie*, n'avaient pas fait verser plus de larmes. *Zaïre*, enfin, fut écoutée avec la même passion, avec les mêmes transports que son auteur dut éprouver pendant le petit nombre de jours qu'il mit à la composer et à l'écrire. mais la critique ne céda pas long-temps à un enchantement qui avait paru irrésistible. Plusieurs personnes craignirent pour le Théâtre Français la dangereuse facilité de substituer l'art des effets inattendus et des situations entraînantes, à cette préparation noble et solennelle qui semble inviter la raison à prendre part aux grandes émotions du cœur. Le style de *Zaïre* offrait d'ailleurs, à côté des vers les plus heureux, des traits d'un brillant artifice, et l'on se disait : Voilà bien le pathétique profond de Racine, mais ce n'est plus sa perfection continue.

Il semblait qu'un succès aussi doux que celui de *Zaïre* dût détourner Voltaire des projets dangereux qu'il avait conçus. La fortune souriait à toutes ses entreprises. Secondé par Pâris-Duverney, heureux et sage dans toutes ses combinaisons, il arrivait à l'opulence. Depuis son retour d'Angleterre, il ne

portait plus les chaînes des grands, et il s'était affranchi de celles des sociétés frivoles. Parmi les hommes de lettres les plus jaloux, quelques-uns cédaient au pouvoir de ses bienfaits, d'autres étaient contenus par les tributs adroits qu'il payait à leur vanité. Tendrement aimé d'une femme distinguée par son rang, son esprit et son caractère, d'une femme qui commentait Leibnitz et Newton, madame du Châtelet, il était invité par elle à suspendre ses projets les plus hardis. Tant de bonheur fut compromis, dès l'année 1734, par l'apparition des *Lettres anglaises*. La même année vit paraître un monument plus imposant et plus durable de l'esprit philosophique, l'ouvrage de Montesquieu, sur les *Causes de la grandeur et de la décadence des Romains*.

Second ouvrage de Montesquieu. *Grandeur et décadence des Romains.*

Ce fut à des esprits qui venaient de s'échauffer sur les miracles du diacre Pâris, que Montesquieu et Voltaire adressèrent, l'un, le tableau de la grandeur romaine, et l'autre celui de la philosophie anglaise. Ces deux hommes, en qui le génie ne dédaignait pas de se produire souvent sous les formes du bel-esprit, paraissaient avec éclat, l'un dans une carrière que personne n'avait ouverte avant lui, et l'autre dans une carrière où l'on s'étonnait qu'un poëte eût osé porter ses pas. La prose française recevait du premier une mul-

titude de tours ingénieux, profonds et sublimes; et du second, une correction, un naturel, une grâce facile et piquante que le siècle de Louis XIV avait encore laissés à perfectionner. Montesquieu offrait un ouvrage sans modèle; par sa manière de juger les résultats de l'histoire, il se plaçait sur un tribunal encore plus élevé que celui de Thucydide, de Polybe et de Tacite. La tâche de Voltaire était moins vaste, moins originale, et cependant elle produisit une commotion beaucoup plus vive.

On applaudit à Montesquieu long-temps avant de l'avoir compris tout entier. Il avait parlé aux hommes d'État; ils étaient rares en France dans un temps où la politique extérieure n'était pas entreprenante, et où de frivoles disputes absorbaient l'attention des ministres, des prêtres et des magistrats; mais l'esprit aimait à s'exercer sur les intérêts, la marche et les différentes combinaisons des gouvernemens. Les rêves bienveillans de l'abbé de Saint-Pierre, le roman féodal du comte de Boulainvilliers, les Considérations profondes et ingénieuses de l'abbé Dubos sur les commencemens de la monarchie française, entretenaient cette curiosité qu'avait éveillée pour la première fois le grand livre de *Télémaque*. Montesquieu ne souffrit pas qu'elle se ralentît. Le public crut retrouver la touche de Cor-

neille dans ce nouveau peintre des Romains; mais le philosophe fut bien loin de céder à un aveugle enthousiasme pour ces conquérans; il montrait leurs fraudes politiques et leur orgueil inhumain, aussi-bien que les rigides vertus de leur patriotisme. Il retraçait les longues misères de leur décadence avec des traits aussi frappans qu'il avait développé l'enchaînement de leurs prospérités. L'un des plus grands charmes de Montesquieu pour ses compatriotes, et je puis dire l'un de ses plus solides mérites, c'est qu'après l'avoir lu on se sent toujours plus heureux d'être Français.

Descartes et Pascal combattus par Voltaire.

Les *Lettres anglaises* étaient dirigées contre deux grandes autorités du siècle précédent, qui dominaient encore sur le dix-huitième, Descartes et Pascal. Voltaire combattait les *idées innées* du premier, moins en exposant qu'en louant beaucoup la logique de Locke, qui alors était à peine connue en France. Mais il la présenta de manière à effrayer les hommes religieux et les spiritualistes. Il fit son texte principal d'une hypothèse à laquelle Locke ne donnait aucun développement, savoir : Que Dieu a pu douer la matière de la faculté de penser. Il attaquait le Système du monde de Descartes, que depuis un demi-siècle la plupart des savans français, le clergé, les magistrats, et même les femmes, cher-

chaient à défendre contre Newton. Ses observations sur les Pensées de Pascal décelaient, sous des formes superficielles et malignes, un projet auquel il n'appliqua que trop l'ardeur et l'activité de son caractère, celui de renverser les bases du christianisme. Tous les partis, tous les corps de l'État s'émurent; mais les jansénistes, indignés d'un outrage fait à Pascal, manifestèrent avec tant d'éclat leur ressentiment, que le clergé moliniste et les ministres eux-mêmes ne voulurent pas leur donner une satisfaction trop complète : les *Lettres anglaises* furent condamnées de vingt manières; mais leur auteur fut ménagé. Celui-ci, sans désavouer son ouvrage, criait au larcin, à l'infidélité, à la trahison. Un ami indiscret, un libraire, un relieur, avaient falsifié son manuscrit; c'était là son apologie. Il eut tant de fois à répéter des excuses, à citer ou à imaginer des faits du même genre, que l'historien peut s'épargner le soin de les éclaircir. Voltaire se fit une triste nécessité, ou un jeu plus triste encore, de ces suppositions de noms et de faits, de ces ruses, de ces déguisemens qui embarrassent l'esprit dans de honteuses combinaisons, qui rendent une doctrine suspecte par le manége clandestin avec lequel on la propage, qui ôteraient à la vérité même ses deux plus beaux attributs, la candeur et

le courage; enfin, qui semblent si loin du philosophe, qu'ils sont même importuns à la pensée de l'honnête homme. Le garde des sceaux Chauvelin et le cardinal de Fleury lui-même, soit par conviction, soit par un secret attachement pour Voltaire, l'arrachèrent à la fureur de ses ennemis. Une visite qu'il fit au camp de Philipsbourg, termina tout l'orage qu'il avait excité. Il finit par rire de ses propres alarmes et ne se montra nullement disposé à renoncer au combat.

Voltaire recommande l'inoculation.

Ces *Lettres anglaises* rappellent un des plus grands services que Voltaire ait rendus à sa patrie. Les expériences multipliées des Orientaux et des Anglais, sur l'insertion de la petite vérole, y furent annoncées avec une clarté et une simplicité de résultats qui firent adopter à un assez grand nombre de pères et de mères de famille une précaution salutaire et courageuse. La voix de quelques médecins se fit entendre après celle de Voltaire. La superstition opposa des scrupules à ce moyen de diminuer un des fléaux de la vie humaine. On peut voir avec étonnement et avec douleur combien l'esprit de routine et l'apathie se maintiennent au milieu même d'une nation curieuse et mobile. L'inoculation, graduellement, mais lentement admise parmi les classes opulentes et éclairées,

ne s'étendit point jusqu'au peuple. Le gouvernement se montra un spectateur presque indifférent de ces grandes expériences qu'il est doux de rappeler au moment même où un moyen beaucoup moins dangereux, et bien plus fait pour être universel, combat sur toutes les parties du globe le mal le plus funeste à la population.

Des savans envoyés au Pérou et en Laponie déterminent la figure de la terre.

On peut aussi regarder comme un des brillans effets des *Lettres anglaises*, une des entreprises qui honorèrent le plus le ministère du cardinal de Fleury et le dix-huitième siècle. Le système de Newton avait gagné beaucoup de partisans parmi les jeunes gens qui montraient des talens distingués dans les sciences. Voltaire les enhardit à se prononcer d'une manière plus déclarée. Clairaut, Maupertuis, La Condamine, ébranlèrent puissamment le cartésianisme. D'Aguesseau et d'autres vieillards défendaient un système qu'ils avaient embrassé dans leur jeunesse. Le cardinal de Fleury, excité par le comte de Maurepas, voulut faire vérifier une des hypothèses les plus importantes du système de Newton, la manière dont celui-ci avait déterminé la figure de la terre. On proposa d'aller mesurer un degré auprès du pôle et un degré sous l'équateur. Les sciences eurent leurs missionnaires. Maupertuis, Clairaut, Camus et Le Mon-

nier furent nommés pour aller à Tornéo en Suède, sur les confins de la Laponie; La Condamine, Bouguer et Godin le furent pour aller au Pérou. Ces derniers partirent au mois de mai 1735, les autres un an après. Il n'y eut qu'un cri d'admiration dans toute l'Europe savante, lorsqu'on apprit, par le résultat uniforme de leurs expériences, que Newton, de son cabinet, avait déterminé la figure de la terre avec autant d'exactitude que s'il se fût transporté au sommet du Chimboraço, ou qu'il eût visité le cercle polaire. Les académiciens destinés pour le Nord eurent à braver plus de fatigues que de dangers; mais tous les genres de traverses attendaient ceux qui allaient suivre leurs travaux scientifiques au milieu des colons défians et superstitieux de la Nouvelle-Espagne. Que d'efforts, de patience et d'intrépidité ne leur fallut-il pas pour parvenir à dresser leurs signaux sur la cime ou le penchant de trente-neuf montagnes, dans une étendue de quatre-vingts lieues! Pendant ce voyage, qui devait être de quatre ans, et qui fut de dix, La Condamine et ses compagnons montraient une constance et même une gaieté inaltérables. Ils erraient auprès du cratère des volcans, et dormaient sur la neige qui les entoure. Ils contenaient des guides infidèles ou pusillanimes; plaidaient, devant les tribunaux

de Lima, la cause des sciences et celle de l'hospitalité, et parvenaient à faire respecter une pyramide élevée en l'honneur de leur patrie, sur le sommet des plus hautes montagnes de la terre. La France n'était point ingrate pour les savans qui étendaient sa gloire et ses connaissances. Les lettres de La Condamine, du savant botaniste Jussieu, qui faisaient les plus précieuses récoltes dans le Nouveau-Monde; celles de Maupertuis et de Clairaut excitaient le même intérêt que des événemens publics. Leur retour excitait autant de joie qu'aurait pu faire celui de guerriers triomphans. On était avide de leurs récits; ils étaient l'objet des plus flatteuses distinctions; les hommes de lettres portaient envie à la considération qui les environnait.

Éloges des savans, par Fontenelle.

C'était surtout à Fontenelle que les savans devaient cette vive curiosité du public pour leurs travaux. Ses *Éloges* intéressaient comme les *Vies* de Plutarque. La bonhomie de ses héros y était peinte avec un art facile, un agrément, et quelquefois même une simplicité qui faisait envier aux gens du monde la paix d'une vie laborieuse, modeste et solitaire. On voulait voir ces hommes qui se cachaient; on interrogeait leur candeur, on en était charmé, et l'on finissait par l'altérer en louant trop un genre de mérite qui disparaît dès qu'un peu

de prétention s'y attache. Ainsi fêtés, les savans s'éloignaient par degrés de leur ingénuité primitive. Réaumur, auquel l'histoire naturelle devait un bon ouvrage sur les insectes, et la physique, des expériences sur l'air, laissait voir un esprit de domination dans la société. Maupertuis y décelait trop souvent les chagrins d'un amour-propre inquiet. Mairan, auteur d'une théorie sur le feu, plaisait par les saillies d'un esprit original. Clairaut et La Condamine ajoutaient au mérite d'une vaste instruction cette grâce, cette aménité qu'on ne peut tenir que de la culture des lettres.

Les érudits dédaignés ne se rebutent point.

L'essor élevé que prenaient les sciences, et surtout le genre d'esprit qui dominait dans la littérature, avaient fait attacher moins de prix aux travaux de l'érudition. Les hommes de lettres, entraînés par les opinions de Lamothe et de Fontenelle, et par le dédain que Voltaire montrait pour tout ce qui était étranger aux grâces, flattaient la paresse des gens du monde. Les érudits ne furent ni vaincus ni découragés par cette indifférence. Ils opposèrent d'utiles travaux à un injuste dégoût, et parvinrent à sauver l'honneur des lettres grecques et latines. Madame Dacier et son époux y concoururent par le mérite de leurs savans commentaires, et même par leurs traductions.

Le bon Rollin, en écrivant mieux qu'eux, servait avec plus de succès la cause commune. L'université avait des secours toujours prêts à leur offrir. Crévier et Le Beau s'annonçaient. Les jésuites, animés du zèle le plus louable, ne craignaient pas de s'unir à des auteurs jansénistes pour venir à l'appui des anciens. Les pères Brumoi, Porée et Tournemine marchaient sur les traces des Rapin et des Vanière. Les bénédictins confirmaient, par l'infatigable activité de leurs travaux, les droits de leur savante congrégation à la reconnaissance des lettres. Dom Calmet, avec le singulier mélange de beaucoup de sagacité et d'une crédulité puérile, dom Montfaucon, avec un esprit méthodique, découvraient et classaient des matériaux importans pour l'histoire. Freret, auquel on prêta depuis sa mort les ouvrages les plus signalés de l'incrédulité, paraissait uniquement livré à de profondes recherches, dans lesquelles il avait fait admirer une excellente critique. Le comte de Caylus s'occupait avec passion des monumens et des chefs-d'œuvre de l'antiquité, et enseignait à les apprécier sous le rapport de l'art. La connaissance des lettres orientales s'étendait; c'était encore à des jésuites qu'on devait de nouvelles découvertes à cet égard, et l'espoir d'en acquérir de plus importantes.

Travaux des missionnaires jésuites à la Chine.

Cette société, qui portait dans toutes les parties de la terre son esprit de conquête, était habile à le cacher sous les formes les plus variées, et quelquefois à le faire pardonner par d'éminens services. Des jésuites, au commencement du siècle, avaient aidé un empereur tartare à rappeler les sciences dans la Chine, qui fit ou reçut, dans des temps reculés, les plus étonnantes découvertes. Ils devenaient des magistrats chez un peuple dont ils paraissaient adopter les mœurs, et auquel ils apportaient le christianisme. Le père Parennin, l'un des esprits les plus aimables et les plus éclairés de son siècle, ainsi que ses pieux et savans compagnons, le père Amiot et le père Duhalde, transportaient à la Chine quelques-unes des connaissances de l'Europe, et faisaient connaître à l'Europe plusieurs points de l'histoire, de la morale, de la merveilleuse police et des arts mêmes de la Chine. Les hommes du goût le plus délicat et de la critique la plus exercée trouvaient une multitude de faits intéressans et d'observations judicieuses dans les *Lettres édifiantes*.

Si la multiplicité et la variété des objets dont je trace une esquisse rapide n'ont point fatigué mes lecteurs, je les prie de me suivre dans quelques observations que je crois propres à jeter plus de jour sur ce tableau. Dans

le mouvement littéraire comme dans le mouvement politique, lorsqu'une grande époque a fini, il s'établit un long combat entre ceux qui cherchent des routes nouvelles et ceux qui veulent parcourir avec moins de gloire et de danger les routes ouvertes par de grands maîtres. Le temps accroît dans certains esprits la vénération pour les exemples anciens; chez d'autres il en diminue l'autorité. Les jeunes gens sont portés à se passionner pour les essais d'un nouveau genre; les vieillards, à les repousser avec un dédain immuable : mais les uns croissent, et les autres s'éteignent. Un mouvement qui a été long-temps indécis se détermine, et sa violence s'accélère en raison même des obstacles qui ont arrêté ses premiers progrès.

Quelques hommes d'État favorisent l'esprit philosophique

Vers la fin du ministère du cardinal de Fleury, le combat tournait au désavantage de ceux qui avaient voulu réprimer l'esprit actif et entreprenant de leur siècle. Plusieurs hommes d'État, importunés du bruit de vaines disputes, combinaient des systèmes nouveaux, et cherchaient comment, sans ébranler le trône, on pouvait l'asseoir sur de nouvelles bases. Les deux d'Argenson et le conseiller d'État Machault favorisaient en plusieurs points l'esprit philosophique, et voulaient concilier les progrès des lumières avec les progrès, ou

du moins avec l'affermissement de l'autorité royale. Le clergé oubliait souvent de signaler ses plus dangereux ennemis. Les hommes de lettres, héritiers des traditions et de la piété du règne de Louis XIV, succombaient sous le poids de l'âge. L'abbé Fleury n'était plus, Rollin et Massillon approchaient de la tombe. D'Aguesseau, quoique doué encore des forces d'une verte vieillesse, avait perdu de son autorité. On lisait encore ces excellens modèles, mais leur voix ne se faisait plus entendre, ni sur ces bancs où une jeunesse docile avait reçu de Rollin les leçons de l'antiquité et celles du christianisme, ni dans ce barreau où d'Aguesseau avait excité parmi tous les magistrats une sainte émulation de vertu, ni dans cette chaire où Massillon avait décrit toutes les tempêtes du cœur humain, et présenté l'image de la paix céleste. Fontenelle, quelquefois alarmé du mouvement des esprits, souriait cependant à ceux qui lui attribuaient cette révolution, et grondait les nouveaux philosophes moins comme un censeur que comme un père. Il survivait déjà depuis plusieurs années à son ami Lamothe, homme en qui brillait une véritable sagesse malgré les erreurs de son goût, dont le talent perdit en énergie ce qu'il voulait gagner en étendue, et surtout en flexibilité, mais qui avait conçu le tableau

simple et touchant d'*Inès de Castro*. Les dernières années de Lamothe avaient offert ce qu'a de plus doux et de plus respectable la philosophie pratique. On ne pouvait concevoir comment cet homme si calme dans ses infirmités, et si patient envers ses ennemis, avait pu être conduit, dans sa jeunesse, à aller ensevelir à la Trappe un des plus misérables chagrins de l'amour-propre. La marquise de Lambert avait terminé sa longue et honorable carrière. Les femmes devaient regretter ce guide qui avait porté dans les leçons de la morale cette tendresse de cœur et cette pénétration qui appartiennent à leur sexe. Les lettres étaient menacées d'une autre perte. Vauvenargues, dont j'ai parlé dans le récit de la retraite de Prague, touchait à sa fin prématurée : il montrait une vigueur de pensée qui approchait de celle de Pascal ; mais on peut présumer qu'il n'eût point suivi la même direction que ce philosophe religieux. Ses opinions sur les matières de foi ont été préjugées peut-être à tort d'après son amitié pour Voltaire. S'il eût pu développer les heureux essais par lesquels il révéla ses forces, sans doute il n'eût pas permis à la philosophie de s'égarer dans des opinions favorables à l'égoïsme, d'inquiéter les sentimens généreux

en les soumettant à une analyse fausse et superficielle.

Suivons ce tableau, montrons les talens qui vieillissent et ceux qui s'élèvent. Bientôt nous allons revenir à Voltaire, et de lui nous nous sentirons amenés précipitamment vers l'époque d'une fermentation générale dans les esprits.

Mort de J.-B. Rousseau.

Le poëte Rousseau, banni de sa patrie depuis trente ans, était mort à Bruxelles [1]. Accueilli par le comte du Luc et par le prince Eugène, son talent lutta encore quelque temps contre l'opprobre, le plus cruel de tous les genres d'adversité; mais la longue durée de son exil, et surtout l'importunité d'un souvenir accablant pour l'âme, finirent par décolorer son imagination. Il avait beaucoup encouragé les premiers essais de Voltaire, mais il ne put supporter l'éclat de sa gloire. Dans une entrevue qu'ils eurent à Bruxelles, en 1722, ils conçurent l'un pour l'autre une ardente inimitié. Voltaire s'abandonna, contre un homme devenu même pour ses rivaux un objet de pitié, à cette violence d'invectives, à cette colère ignoble, acharnée, dont il se souilla dans tous ses démêlés littéraires. Rousseau, de son côté, parut un défenseur trop suspect de

[1] En 1741.

la religion attaquée par Voltaire. Mais comme ses premières productions portaient l'empreinte du goût épuré du siècle de Louis XIV, il conservait en France beaucoup d'admirateurs et quelques apologistes. Le désaveu qu'il fit constamment, et qu'il répéta à son lit de mort, des infâmes couplets qui avaient causé son bannissement, persuada des âmes que son malheur avait long-temps touchées.

Longue inaction de Crébillon.

Crébillon, depuis trente ans, n'avait rien ajouté à sa renommée. La chute de quelques tragédies péniblement ordonnées, écrites sans correction et sans verve, l'avait découragé. On s'étonnait de l'espèce d'insensibilité avec laquelle il voyait les succès toujours croissans de Voltaire. Il ne répondait aux reproches de ses amis que par la promesse de son *Catilina*.

Troisième âge de la comédie française. Destouches et Marivaux.

J'ai parlé du second âge de la comédie française, de celui où Regnard, Dufresny, Dancour et Le Sage reproduisaient la gaieté, l'esprit, mais non la profondeur et la philosophie de Molière. Un autre âge avait succédé à celui-là, et trois auteurs sans gaieté occupaient la scène : c'étaient Destouches, Marivaux et La Chaussée. Le premier suppléait, autant qu'il est possible de le faire, au don du génie par les ressources d'un esprit sage ; son art était de conduire l'intrigue

de ses pièces avec une parfaite intelligence. Il trouvait des traits de caractère, mais il développait rarement un caractère entier. Il ne peignait complétement ni les passions primitives de l'homme, ni les travers particuliers à son siècle. Ceux qui, charmés de la pureté et de l'éclat tempéré de son style, le comparaient à Térence, montraient par ce parallèle combien ils sentaient peu la grâce inimitable de l'auteur latin. Destouches, dans sa vieillesse, fut un ennemi opiniâtre, mais impuissant, des philosophes ; il les attaqua dans un nombre prodigieux d'épigrammes dont pas une n'est restée. Marivaux avait l'esprit d'observation qui manquait à Destouches ; mais il gâtait, par une excessive subtilité, un don si précieux. Ses comédies étaient une analyse piquante, mais peu variée, du rôle que joue la vanité dans nos plus vives affections. A peine les eût-on comprises sous Louis XIV, lorsque les passions s'offraient sous de grands traits et s'embellissaient d'une galanterie noble, héroïque. Le style affecté dans lequel elles étaient écrites les eût rendues surtout inintelligibles. Elles plurent dans un temps où l'on se piquait de n'être pas dupe de son cœur, où l'on traitait avec légèreté les sentimens les plus tendres, où la recherche continuelle de l'esprit portait des

atteintes aux principes du goût et à la pureté de la langue. Par les nombreux imitateurs que trouva Marivaux, et qu'il trouve encore de nos jours, on peut juger combien se fût étendue la contagion de son style, si Voltaire n'eût offert un autre modèle. Marivaux était en secret jaloux d'un auteur qui, bien plus fertile que lui en traits d'esprit, en observations fines, leur donnait toujours une expression correcte et naturelle; mais il n'osait exposer contre lui ses armes légères. Il vécut heureux, parce qu'il fut modéré.

La Chaussée crée la comédie pathétique.

On voulût en vain se liguer contre les comédies pathétiques de La Chaussée. Le public adopta sans transport, mais avec reconnaissance, cette innovation. Est-il rien à la scène qui ne soit justifié par les larmes des spectateurs? D'ailleurs, La Chaussée exprimait souvent dans des vers heureux les préceptes d'une probité sévère et d'une bonté judicieuse. Ce ton réussit. Dans un temps où la licence fait chaque jour de nouveaux progrès, chacun sent le besoin de s'arrêter; on ne cherche point la digue la plus forte, mais la plus commode.

Piron les surpasse tous trois dans sa *Métromanie*.

Piron s'était élevé au-dessus de ces trois comiques, mais dans un seul chef-d'œuvre, *la Métromanie*. Il avait beaucoup tardé à réaliser la promesse d'un talent que jeune il avait annoncé par une production du genre le plus

honteux. Commandé par le caprice, et souvent par le besoin, il s'était long-temps perdu dans des sujets tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de ses forces. Ses bons mots, ses épigrammes, ses parodies, le rendaient la terreur des beaux-esprits compassés. Il était à la tête d'une réunion d'auteurs insoucians, chanteurs, buveurs, plus jaloux de leurs plaisirs que de leur renommée, trop peu raffinés dans leurs goûts pour être épicuriens. Souvent des productions très-finies dans un genre frivole sortaient de cette société, qui se piquait de demeurer fidèle à la gaieté héréditaire de la nation. On y distinguait Panard, qui mérita d'être nommé le La Fontaine du Vaudeville. D'autres auteurs gais et malins, sans respecter beaucoup la religion, se moquaient de la philosophie. Voltaire évitait de répondre à leurs attaques, et son silence montrait combien il craignait la vivacité de leur esprit.

Gresset; caractère de son talent.

Gresset paraissait dans le dix-huitième siècle un écrivain du siècle de Louis XIV. Il fuyait dans ses vers harmonieux cette recherche qui veut toujours exercer la pensée et la satisfait rarement. *Il badinait, mais avec modestie*[1]. Il n'avait qu'un genre de prétention, celui de la paresse. L'artifice savant, mais

[1] Vers de Gresset.

quelquefois trop peu caché, de ses longues périodes, démentait cet air de négligence auquel il attachait un si grand prix. On crut longtemps que son coloris pur et frais ne pouvait embellir que des sujets minutieux ou de paisibles rêveries; mais le peintre ingénieux des vétilles du cloître et du pédantisme des colléges observait les gens du monde sans se mêler ni à leurs vices, ni à leurs travers, et préparait la meilleure satire des mœurs du dix-huitième siècle, la comédie du *Méchant*.

Écrivains défenseurs de la religion.

La religion était défendue par le fils de Racine, dans un poëme auquel il ne manquait qu'un mérite, cette vive inspiration, cette onction pénétrante que son père avait puisée dans les livres saints. Avant Louis Racine, le cardinal de Polignac avait rempli une tâche du même genre, et avait aussi laissé à désirer dans son poëme latin cette sensibilité qui convient au développement des sentimens religieux. Le Franc de Pompignan, auteur d'une tragédie assez estimée, après avoir flotté pendant quelque temps entre les déistes et les dévots, commençait à se déclarer pour ces derniers; mais il attendait, pour éclater contre les philosophes, qu'ils fussent arrivés au plus haut point de leur puissance, et le malheur du reste de sa vie fut le prix de cette entreprise.

Romanciers. Cette esquisse rapide serait trop incomplète, si je ne faisais ici mention de l'un des ouvrages les plus distingués qui appartiennent à l'époque littéraire que je viens de parcourir, le roman de *Gilblas*. Depuis la fin du grand règne, ou plutôt depuis Molière, on n'avait rien vu d'une gaieté plus franche. Cette narration toujours spirituelle, toujours simple, fait sentir que c'est aux Français qu'il appartient de conter. La première partie de *Gilblas* parut en 1715, la seconde en 1724, et la troisième en 1725. C'était un temps de crise pour la probité. Le Sage eut le malheur de peindre trop de fripons, et de retracer trop souvent l'impunité et les mauvaises joies de la friponnerie. Ce n'est pas seulement la morale, c'est l'honneur qui souffre en le lisant. Aussi les Français hésitent-ils à prononcer que leur littérature ait produit dans *Gilblas* le meilleur des romans. Le Sage se montra bientôt épuisé après celui-ci, et son talent expirait dans d'insipides productions destinées aux tréteaux de la foire. Un autre romancier, l'abbé Prévôt, substituait des tableaux d'une sombre tristesse, et quelquefois de l'intérêt le plus attachant, à la gaieté vive et piquante qui avait conduit les pinceaux de Le Sage. Mais Prévôt, persécuté par la fortune, ne s'élevait pas, dans ses productions

précipitées et trop fécondes, aussi haut que semblaient le promettre sa brillante imagination, son goût pur et sa rare facilité. Avant lui on craignait d'attrister long-temps les lecteurs français, et surtout de leur montrer le malheur persécutant sans relâche, et sous toutes les formes, une même victime. Les continuelles traverses de sa vie ne lui fournissaient que trop de moyens de donner de la vraisemblance et de la variété à ce tableau. On ne savait plus où se réfugierait la gaieté française, lorsqu'elle était bannie à la fois du roman et de la comédie.

Voltaire à Cirey. Variété de ses travaux.

Après avoir ainsi rappelé les auteurs contemporains de Voltaire, je reviens à ce grand phénomène du dix-huitième siècle. Nous avons à le considérer dans le milieu de sa carrière: c'est pour les hommes d'un esprit et d'un caractère éminent, que l'âge mûr est une époque féconde et fortunée. Un mobile dominant chasse les vains caprices; les pensées, qui auparavant affluaient sans ordre, qui séduisaient par leur éclat et fatiguaient par leur multiplicité, se combinent, s'enchaînent. On s'avance vers un but déterminé dont rien ne peut plus distraire. A l'activité du génie se joint un calme qui tient à la fois à la sagesse et à la confiance. Montesquieu l'avait éprouvé, et Montesquieu faisait l'*Esprit des Lois*; mais

l'ambition de Voltaire ne pouvait ni se borner ni se maîtriser. Il avait plus de philosophie dans l'esprit que dans le caractère. L'amour de la gloire ne l'affranchissait d'aucune inquiétude de la vanité. L'humanité, ce noble sentiment auquel il dut les plus belles inspirations de son génie, ne pouvait arrêter les saillies indiscrètes de son esprit novateur. Il vivait à Cirey, dans la retraite, auprès d'une amie plus ardente à désirer son bonheur qu'habile à l'assurer par une sérénité constante. Solitaire sans recueillement, et surtout sans repos, il s'abandonnait à des travaux qui devaient faire répéter son nom en cent lieux et en cent manières différentes. Soit qu'il voulût seulement montrer la flexibilité de son esprit, soit qu'il fût séduit par quelque espoir d'égaler les savans qu'il avait appris à entendre et à admirer, il suivait les études de madame du Châtelet, s'armait du compas, du télescope, interrogeait Clairaut et Bernouilli, flattait ce même Maupertuis dont l'inimitié lui fut depuis si fatale, obtenait un *accessit* à l'Académie des sciences, écrivait les *Élémens de Newton*, bravait quelquefois, ou parvenait facilement à éluder la colère du cartésien d'Aguesseau. Enfin, quoiqu'il parût toujours un peu étranger dans l'empire des sciences, il y était un chef de parti, et, de plus, chef d'un parti qui

triompha. En même temps, il écrivait l'*Histoire de Charles XII*, le modèle le plus accompli de narration qui existe dans notre langue; il intéressait à un conquérant malheureux, et maudissait l'amour des conquêtes. Il imitait Pope, et le surpassait peut-être dans ses *Discours sur l'homme*, trésor de bon sens, de naturel et de poésie. Quelquefois il paraissait se ralentir dans son système d'attaque contre la religion, mais il ne le suivait que trop dans ses travaux clandestins. Il levait, dans l'*Épître à Uranie*, les faibles voiles qu'il avait gardés dans les *Lettres anglaises*. En se couvrant du nom de l'abbé de Chaulieu, mort depuis plusieurs années, il évitait une persécution par un mensonge qui pouvait décrier son caractère. La persécution vint inopinément l'atteindre pour l'aimable et élégant badinage du *Mondain*. *Alzire*, qu'on venait de donner dans la même année 1736, *Alzire*, l'un des plus touchans hommages qui aient été rendus aux vertus nobles et tendres qu'inspire le christianisme, ne put sauver Voltaire; seulement on consentit à ne point appeler un exil le voyage qu'on lui prescrivit.

Voltaire, au bout de quelque temps, put revenir à Cirey. Le désir d'occuper la renommée sans relâche, s'accroissait toujours dans cet esprit aussi vaste que mobile. Aux pro-

ductions qui montraient son génie dans toute sa force, il en mêlait d'autres fort inférieures aux brillans essais de sa jeunesse. Quelquefois, dans la tragédie même, tous ses moyens d'étonner et de séduire venaient échouer contre un sujet ingrat. La raison, l'élégance et la noblesse ne suppléaient point à l'enthousiasme dans ses odes; et le chagrin de ne pouvoir vaincre dans ce genre son ennemi, J.-B. Rousseau, venait troubler la joie des triomphes qu'il avait accumulés. Il restait, dans l'opéra, loin de Quinaut, et même de Lamothe. C'était encore avec moins de succès et plus de fatigue qu'il s'exerçait dans la comédie. Cet esprit piquant ne pouvait rencontrer la gaieté dans un genre où elle doit animer tous les tableaux et servir d'expression aux résultats les plus profonds de la pensée. Inspiration facile, fraîcheur de coloris, et jusqu'à la pureté du goût, tout l'abandonnait dès qu'il voulait être comique. Après avoir si mal suivi les traces de Molière qu'il admirait, il était heureux d'intéresser les spectateurs en imitant La Chaussée, pour lequel il affectait un juste dédain. Dans le dix-huitième siècle, si l'on en juge d'après les productions littéraires, on ne connut presque de gaieté que celle qui fait sourire. Voltaire la possédait éminemment, et ce fut surtout par lui qu'elle se conserva. Il en offrit un mo-

dèle plein de grâces dans le roman de *Zadig* et dans presque toutes ses poésies fugitives. Mais quelle vaine fanfaronnade de libertinage, quel fougueux désir d'insulter aux mœurs, à la religion, à la patrie, et même à la gloire, lui faisaient ébaucher à Cirey, sous les yeux de son amie, ce poëme dont la fable absurde, mal tissue et monstrueusement obscène, brille en vain de tous les éclairs de l'esprit et des ornemens les plus variés de la poésie! Quel délassement de tant de travaux qui accroissaient et répandaient partout l'honneur de notre littérature! Quoi! c'était, les yeux encore humides des larmes qu'il avait dû verser en traçant le repentir de Gusman, et en peignant le cœur d'une mère dans Mérope; c'était après avoir sincèrement gémi sur les maux de la société, que Voltaire en bravait toutes les lois en écrivant le poëme de la *Pucelle*; qu'il attachait un opprobre ingrat et bizarre au nom d'une héroïne qui sauva la France! Ainsi, Voltaire, à l'âge où tout homme chérit le frein de la morale et de la décence, exhalait les poisons dont sa jeunesse avait été infectée sous la régence. Les mœurs de ce temps-là conservent leur empreinte dans le poëme de la *Pucelle*. Il est vrai que d'abord il ne songeait pas à le publier, mais déjà il en avait répandu le scandale auprès d'amis trop complaisans. Il

vivait dans la crainte des dangers que pouvait attirer sur lui une indiscrétion, et il était sans défense contre les personnes qui brûlaient d'être confidentes de cette production clandestine. Tous les bruits de Paris l'agitaient et troublaient le repos de sa solitude. Il écoutait de loin ces mots légers et sans suite, par lesquels la mobile opinion veut apprécier une renommée contemporaine. Quand il voulut se venger de l'abbé Desfontaines, qui, en payant ses bienfaits de la plus noire ingratitude, l'avait diffamé dans un libelle, il eut le chagrin de voir le gouvernement incliner pour le libelliste dont il demandait justice, et de voir le public s'amuser de l'excès et de la puérilité de sa colère; mais de tels dégoûts ne l'empêchaient pas de créer des chefs-d'œuvre. Il dédia au pape Benoît XIV la tragédie du *Fanatisme*, dont Crébillon, censeur des théâtres, n'avait pas permis la représentation; le public applaudit à l'adresse du poëte qui savait se couvrir d'un appui si respecté, et au bon sens du pontife qui savait séparer la religion du fanatisme.

Au commencement de l'année 1743, Voltaire, qui n'avait pas encore cinquante ans, était parvenu à ce point où il est difficile à l'homme de génie de se surpasser lui-même. Ses plus beaux ouvrages étaient connus. Il

venait de donner *Mérope* : le public, ému d'un tableau si vrai, si pathétique, avait exprimé son enthousiasme et sa reconnaissance par des transports tels que la présence de Corneille, de Racine, n'en avait jamais excité de semblables. L'envie, un moment déconcertée, ne pouvait plus expliquer comment il était donné à celui qu'elle appelait un bel-esprit, de causer des impressions si profondes et si ravissantes. La cour oubliait enfin les alarmes qu'il avait pu lui donner; mais le clergé ne lui pardonnait pas des attaques plus vives et beaucoup plus directes Le cardinal de Fleury venait de mourir. Tandis que tous les courtisans se disputaient le vaste héritage de son autorité, Voltaire se présenta pour remplir la place qu'il laissait vacante à l'Académie Française. Les deux d'Argenson le secondaient. Boyer, évêque de Mirepoix, homme d'un zèle acariâtre et peu éclairé, auquel Louis XV, pour paraître dévot, avait confié la feuille des bénéfices, l'emporta, et parvint à ravir à Voltaire un honneur littéraire tant de fois mérité. Louis XV éprouva un secret plaisir en cédant aux scrupules de l'évêque de Mirepoix. Quoique peu vigilant dans l'exercice de son autorité, il voyait dans Voltaire un homme qui, par le mouvement de l'opinion, cherchait à entraîner les rois. Jamais il n'avait voulu le voir;

il aimait à le tenir toujours dans la crainte d'une lettre de cachet. La duchesse de Châteauroux, à laquelle le duc de Richelieu faisait sentir combien le talent souple et séducteur de Voltaire pouvait aider au triomphe d'une favorite, entreprit de changer à son égard les dispositions de son auguste amant. Elle y réussit un peu, et bientôt Voltaire parut entrer sous de brillans auspices dans la carrière de l'ambition. La nécessité força le gouvernement de recourir à lui. Il fut chargé d'une mission importante vers le roi de Prusse, qui avait l'air de préférer son amitié à celle même des souverains. J'ai parlé de cette mission dans le huitième Livre de cette Histoire. Elle eut du succès, mais peu de dignité. Quelques ministres, et surtout le comte de Maurepas, craignaient l'importance politique que pouvait acquérir un homme de lettres dont l'esprit de domination et l'activité étaient assez connus. A son retour de Berlin, Voltaire fut accueilli assez froidement; mais il ne renonça point à ses projets. Le soin de sa sûreté personnelle lui prescrivait de chercher des places et des honneurs. Tandis que tous les ambitieux se font des hommes nouveaux par un renoncement absolu à toute autre passion, Voltaire se promettait bien de n'abandonner aucun moyen d'augmenter sa gloire, et ne repoussait

même aucune tentation de la vanité. Un rôle politique à jouer ne lui paraissait que comme un ouvrage de plus à conduire. Plaire à des grands était pour lui une étude, ou plutôt un jeu aussi facile que celui de séduire des lecteurs.

Madame de Pompadour se déclare ouvertement pour Voltaire.

Madame de Pompadour, qui avait succédé, après un très-court intervalle, à la duchesse de Châteauroux, voulut se former dans Voltaire un puissant appui contre le parti religieux qui avait causé une si sanglante humiliation à la favorite qu'elle remplaçait. Elle se déclara pour lui avec vivacité, et se moqua de ceux qui paraissaient le craindre. Louis XV ne sut plus comment échapper aux instances de sa maîtresse et aux éloges parfaitement mesurés de Voltaire. Le comte, et surtout le marquis d'Argenson, cherchaient à diriger dans ses nouveaux travaux le compagnon de leur jeunesse. Bientôt les vœux du patriotisme s'unirent en lui à ceux de la philosophie. Il chanta les triomphes de la guerre en restant fidèle à la cause de l'humanité. Il donna un caractère nouveau à ces ouvrages qui, inspirés par les événemens du jour, perdent ordinairement leur prix aux yeux de la postérité. En célébrant des exploits contemporains, il fut moins poëte que Boileau; mais il sut, comme lui, donner d'utiles conseils sous le voile de la louange. L'oraison funèbre des officiers morts

dans la guerre de 1741, et le panégyrique du roi, ont une chaleur d'âme et même une vérité qui font reconnaître l'ouvrage d'un bon Français. En les rapprochant des autres productions de cet écrivain, on est amené à une réflexion singulière; c'est qu'il a manqué à Voltaire, pour être un vrai philosophe, d'être un homme d'État. La politique, au défaut d'un moyen de persuasion plus puissant, lui eût appris à respecter les limites que souvent il franchit avec tant d'indiscrétion. La faveur commençait à le ramener à la sagesse, mais bientôt ce rêve se dissipa.

Madame de Pompadour l'avait fait combler de présens magnifiques. L'Académie Française avait enfin ouvert ses portes à un homme qui lui apportait tant de gloire. On avait donné à Voltaire cette charge d'historiographe que Racine et Boileau s'étaient si peu occupés de remplir; il tenait un peu à la cour par la place de gentilhomme ordinaire du roi; mais la marquise de Pompadour, soit par inconstance, soit par politique, imagina de lui susciter un genre de persécution intolérable pour l'amour-propre. Sans lui donner aucun signe de disgrâce ni de mécontentement, elle fit éclater pour Crébillon un enthousiasme si vif, qu'elle semblait placer celui-ci bien au-dessus de Voltaire. Quoique le public n'aime

pas ordinairement à passer du parti des favorites, et que ce fût le moment où les plus vifs reproches s'élevaient contre la marquise de Pompadour, on affecta de partager cette admiration, et l'on se fit un jeu d'humilier Voltaire. Les Français montraient envers l'auteur qui, depuis plusieurs années, dirigeait leurs opinions, un de ces caprices fâcheux que les Athéniens signalaient contre les hommes d'État par lesquels ils craignaient d'être dominés. Les auteurs jaloux de Voltaire, les prêtres qu'il avait indignés, enfin tous ceux qui n'avaient contre lui d'autre grief que d'avoir eu trop souvent à s'occuper de lui, répétèrent à l'envi que le génie lui manquait; que Crébillon lui seul avait du génie. *Catilina*, que celui-ci promettait depuis si long-temps, parut; et cette tragédie froide, incorrecte et bizarre, fut reçue avec enthousiasme. Voltaire, qui avait déjà vaincu Crébillon dans le sujet de *Sémiramis*, crut facile de surpasser ce *Catilina*, dont les louanges le poursuivaient partout; il travaillait à donner à *Rome sauvée* l'énergie et la profondeur de *Brutus*. Enfin, rival opiniâtre, il refaisait *Électre*, l'un des titres de gloire de Crébillon; mais le public s'impatientait de le voir lutter avec tant d'effort contre sa décision, et la troisième place parmi les poëtes tragiques était toujours assignée à

Crébillon. Banni de la cour par les éloges affectés qu'il y entendait faire de son rival, Voltaire ne savait où porter son dépit. Il s'efforçait en vain de rallier ses admirateurs à l'aide de la duchesse du Maine ; la voix d'une princesse qui avait été si long-temps l'arbitre du goût, était moins écoutée que celle d'une favorite capricieuse. Le calme de la cour de Lunéville, le tableau d'un petit état où le bienfaisant Stanislas appelait le bonheur et les beaux-arts, ne purent distraire long-temps Voltaire de ses chagrins. La mort de madame du Châtelet rompit le seul lien qui l'attachait encore à sa patrie. Il céda aux instances de Frédéric, et alla vivre auprès d'un roi qui croyait pouvoir mêler aux jouissances de la gloire celles de l'amitié.

En rendant compte de cette rivalité de Voltaire et de Crébillon, j'ai déjà passé l'époque dont j'ai retracé l'histoire politique dans les Livres précédens. Celle-ci ne m'a conduit que jusqu'à la fin de 1748, et le voyage de Voltaire à Berlin est de l'année 1751. Je ne puis m'arrêter dans ce tableau : voici le moment où l'esprit philosophique produit les ouvrages qui sont les plus grands monumens du dix-huitième siècle. Je reviendrai assez tôt à des intrigues de cour, à des désordres dont il est pénible de retracer le scandale, aux

fausses combinaisons d'une politique à la fois timide et tracassière; enfin, au récit d'une guerre pleine de désastres, et surtout d'ignominie.

Aussitôt que la paix d'Aix-la-Chapelle eut été conclue, tous les esprits fermentèrent. Les différens corps se disputèrent la direction des plus importantes affaires de l'État. La lutte existait surtout entre le parlement et le clergé. Tout aspire à l'autorité quand le monarque laisse énerver la sienne; tout est en mouvement quand il s'endort. Les débats du sacerdoce et de la magistrature devinrent si acharnés, qu'on put craindre une guerre civile et religieuse. Quelques hommes d'État qui voulaient maintenir la paix, des gens du monde qui craignaient d'être troublés dans leurs jouissances, et enfin des âmes pieuses qui désavouaient, au nom de la religion, les emportemens dont elle était le prétexte, invitèrent les gens de lettres à calmer cette vive effervescence. Ceux-ci se réunirent pour étouffer, avec ce sujet de dispute, les fureurs du fanatisme qui allaient renaître; mais ils marchèrent vers ce but par des voies différentes. Plusieurs d'entre eux voulurent amener les esprits à une complète indifférence pour la religion; d'autres les dirigèrent vers l'observation de la nature, et quelques-uns propo-

sèrent à leur examen les plus hautes pensées de l'ordre social. On voyait parmi eux plusieurs hommes d'une vaste instruction, d'un caractère ardent, doués de la constance que demandent les grandes entreprises, et de la dextérité qui les fait réussir. Ils aimaient les choses nouvelles, soit par l'impulsion d'un génie original, soit par un désir de célébrité qui était leur passion dominante. La diversité qui régnait entre leurs talens, ne les rendait que plus propres à produire le résultat auquel ils avaient tous l'intention déclarée ou secrète de concourir. Buffon, J.-J. Rousseau, Diderot, d'Alembert, Duclos, Condillac, Helvétius, s'annonçaient, pendant que Voltaire et Montesquieu atteignaient le point le plus élevé de leur carrière.

L'intimité naît facilement entre les gens de lettres, lorsque, ne jouissant point encore de leur gloire, et remplis des passions bienveillantes que donne la jeunesse, ils s'animent, ils s'éclairent par la confidence de leurs travaux et de leurs études. De tous les points du royaume, il arrivait dans la capitale des jeunes gens qui, ayant lu furtivement des ouvrages signalés par quelque audace de l'esprit, étaient charmés de se communiquer les pensées dont ces écrits ou leurs propres méditations leur avaient fourni le germe. Diderot,

surtout, les séduisait, excitait leur enthousiasme, trouvait pour chacun d'eux des protecteurs, et, ce qui leur était plus doux encore, des admirateurs qui louaient avec transport leurs premiers essais. Son caractère était ouvert et facile; sa figure peignait la franchise de l'âme, et semblait annoncer la flamme du génie; sa conversation joignait aux traits brillans de l'enthousiasme le mérite d'une instruction variée et positive. Il aimait à parler comme un ancien philosophe entouré de ses disciples; c'était tantôt Platon et tantôt Diagoras.

Projet de l'Encyclopédie.

Ennemi fougueux de la révélation, il avait cru d'abord devoir s'arrêter devant le déisme; Voltaire lui paraissait avoir laissé trop de tiédeur dans cette espèce de culte; il voulait l'échauffer par de grands mouvemens de l'âme, mais le plus souvent il ne l'échauffait que par de grands mots. Il y renonça. Craignant que quelqu'un n'arrivât à un plus haut point d'incrédulité que lui, il se fit athée. Pour se consoler d'entrer dans un système aussi désespérant, il imagina un tableau d'améliorations sociales qui s'appliquaient à tout le genre humain. Son début dans les lettres avait été d'une extrême audace; les *Pensées philosophiques*, qu'il avait fait paraître en 1746, étaient l'attaque la plus directe qui eût été encore

faite en France contre la religion chrétienne. Les inquiétudes que lui avait causées cet ouvrage le portèrent à combiner d'autres plans. Il possédait les ressources d'un homme de parti, comme il en avait les passions. Insensiblement il se formait des disciples parmi ses émules ; il leur persuada que le temps était venu de répandre des lumières en torrens sur la France et sur l'Europe, d'ébranler tous les préjugés, toutes les vieilles croyances, de mettre en commun leurs travaux, et d'élever un monnment où toutes les nations viendraient s'instruire ; c'était le Dictionnaire encyclopédique. D'Alembert avait conçu avec lui ce projet. Personne ne pouvait s'offrir plus à propos pour prévenir les dangers que faisait craindre l'activité inquiète de Diderot. D'Alembert était arrivé à la gloire par la route la plus sûre. Ses travaux et ses découvertes en mathématiques l'avaient déjà placé sur la même ligne que Clairaut. Son caractère, ses habitudes et ses mœurs le rendaient éminemment propre à conduire cette grande et périlleuse association de savans et de gens de lettres.

D'Alembert.

D'Alembert était fils naturel de madame de Tencin, dont nous avons eu souvent à rappeler le nom à l'occasion des plus viles intrigues de la cour. Cette femme, après un

accouchement clandestin, eut la barbarie d'abandonner et d'exposer l'enfant qu'elle avait eu de l'un de ses amans, le chevalier Destouches. Un commissaire de quartier trouva cet enfant dans la rue pendant une nuit de novembre 1717. Il en eut pitié; il lui chercha des parens adoptifs; un vitrier et sa femme se présentèrent, d'Alembert leur fut confié. Ils firent pour lui ce qu'à peine ils auraient pu faire pour leur propre fils. Ils s'imposèrent des privations afin de lui procurer une éducation libérale. La reconnaissance vint seconder en lui l'essor du génie; il put de bonne heure payer par des succès les soins de ses bienfaiteurs. Il se distingua dans la géométrie dès cet âge où Pascal et Newton avaient étonné et surpassé tous les savans. Un mémoire qu'il fit sur la théorie des vents, et qui fut couronné à l'Académie de Berlin, excita l'admiration des plus grands géomètres de l'Europe. En peu d'années il se rendit leur égal, et ce fut lui qui assura le triomphe de Newton sur les cartésiens les plus obstinés. Il cherchait surtout dans les sciences ce qu'elles ont de plus applicable aux besoins de la société. Déjà plusieurs parties de mathématiques avaient dû le plus vaste développement à l'invention du calcul différentiel et intégral. D'Alembert en fit de nouvelles

applications à l'hydraulique, et les découvertes du siècle précédent sur ce sujet furent infiniment surpassées.

Ce n'était plus le temps où les savans se tenaient confinés dans une seule étude, et n'ambitionnaient qu'un seul genre de gloire; Fontenelle leur avait ouvert d'autres routes. L'opinion cherchait un successeur à ce philosophe nonagénaire; d'Alembert s'offrit pour perfectionner le rôle que l'esprit conciliant de Fontenelle avait créé. Il ne se sentait point attiré vers les lettres par cette vivacité d'imagination qui est le gage le plus sûr du talent; mais des études parfaitement dirigées lui avaient donné une élocution facile, précise et lumineuse. Une gaieté qui naissait en lui de la paix de l'âme et d'un grand fonds d'observations malignes, vint ajouter quelque éclat à cette rectitude qui était le suprême mérite de son esprit. Il plut à Voltaire; et l'homme dont le génie avait formé toute cette génération nouvelle d'écrivains, eut à peine entendu le jeune philosophe, qu'il se sentit disposé envers lui à une sorte de déférence. La plupart des littérateurs aimaient à trouver un arbitre dans un savant qui ne se présentait jamais comme leur rival. Il veillait sur les dangers, distribuait les rôles et les récompenses.

Entre tous ceux qui prenaient le nom de

philosophes, d'Alembert était celui qui justifiait le mieux ce titre par son genre de vie. Ses succès ne l'avaient point éloigné de l'heureuse frugalité de sa jeunesse. Il rendait les soins d'un fils au bon vitrier et à sa femme. Il occupait auprès d'eux l'appartement le plus simple, et les séductions des sociétés les plus brillantes ne l'avaient jamais distrait des devoirs d'une piété vraiment filiale.

Madame de Tencin avait voulu se faire reconnaître de son fils lorsqu'il était déjà élevé à une haute considération. Quelques avantages que pût lui offrir une mère qui, par ses longs artifices et ses adroits ménagemens, conservait beaucoup de crédit auprès des grands, et même auprès des hommes de lettres, il ne fut point ému de voir la tendresse maternelle réveillée par la vanité; il ne répondit à ses instances que par ces mots: « La vitrière seule est ma mère. » Il portait partout la même inflexibilité; aussi ses haines et ses préventions étaient-elles profondes. Il s'éloignait à cet égard du calme du philosophe et des inspirations d'une âme bienveillante.

Diderot avait annoncé le Dictionnaire encyclopédique avec l'emphase qu'il portait dans toutes ses promesses. Il avait su intéresser la gloire nationale à ce travail immense. Le gouvernement voyait avec inquiétude la réunion

L'Encyclopédie commence à paraître.

de tous ceux qui devaient y concourir. Des noms obscurs, et d'autres qui rappelaient les travaux d'un mérite modeste, s'offraient sur la liste des collaborateurs, à côté des noms qu'on n'entendait plus prononcer depuis longtemps sans ombrage. Le gouvernement resta indécis, et n'osa ni contrarier ni diriger cette entreprise. Il se flattait qu'on essaierait en vain de mettre en mouvement une machine si compliquée. Diderot et d'Alembert répondirent au défi qui leur était porté, en se résignant à tous les défauts attachés à la précipitation d'un semblable travail.

Dispositions du public et du gouvernement.

Deux volumes du Dictionnaire encyclopédique parurent en 1751. Ceux qui avaient pris le parti d'admirer d'avance une entreprise qui n'était pas tout-à-fait sans modèle, mais qui n'avait jamais été conçue dans de si grandes proportions, ne furent point rebutés par la négligence, le vide et l'aridité de plusieurs articles. Ceux qui l'avaient condamné d'avance ne rendirent point justice à des articles d'un vaste savoir, ou d'une brillante originalité. On préjugeait des principes que ce dictionnaire devait renfermer, d'après ceux que professaient ses principaux auteurs. Le gouvernement ne pouvait s'habituer à entendre les préceptes d'administration qui lui étaient donnés ; il y voyait la critique indirecte de ses

actes les plus récens. Le clergé et les jésuites sonnèrent l'alarme sur d'autres points. L'article *âme*, où l'on crut voir un matérialisme faiblement déguisé, fut livré à la censure. Tout prit parti pour ou contre l'Encyclopédie. C'était la marquise de Pompadour qui devait prononcer sur le sort de ce monument. Elle encourageait ou réprimait les philosophes, suivant les calculs de sa politique, et plus souvent encore suivant ses caprices. Quand le clergé bravait l'autorité royale, les productions les plus hardies étaient reçues avec quelque indulgence. Se voyait-on réduit à satisfaire le clergé, tout, jusqu'aux lieux communs de la nouvelle philosophie, devenait un sujet d'accusation. Le Dictionnaire encyclopédique fut particulièrement exposé à cette alternative de faveur et de défiance. Le 7 février 1752, il fut supprimé par un arrêt du conseil, comme contraire à la religion et à l'État; on crut que ses principaux auteurs n'échapperaient point à la proscription; Diderot surtout était menacé de retourner au donjon de Vincennes, où quelques passages satiriques de ses *Lettres sur les Aveugles* l'avaient fait enfermer deux ans auparavant. Au bout de quelques mois, Diderot, d'Alembert, étaient en honneur à la cour. La suppression du Dictionnaire encyclopédique était regardée comme un acte pusillanime. On

riait des inquiétudes qu'il donnait aux jésuites ; et les prédictions dont ceux-ci effrayaient le gouvernement semblaient suggérées par le dépit de voir éclipser leur Dictionnaire de Trévoux. L'Encyclopédie reparut avec toute la faveur de la mode.

Heureux effet de la philosophie du dix-huitième siècle.

Les philosophes venaient de créer une jouissance nouvelle pour l'esprit et pour l'orgueil, celle de parcourir le cercle des connaissances humaines. L'universalité de l'instruction avait été considérée jusque-là comme le privilége d'un petit nombre de génies supérieurs. Aristote seul, parmi les anciens, en avait paru doué ; Sénèque y avait en vain aspiré ; Pline l'ancien fit peut-être briller ce mérite aux yeux de ses contemporains, mais les témoignages qu'il en donna ne sont pas tous parvenus à la postérité. Parmi les modernes, le chancelier Bacon, Descartes, Pascal, avaient été regardés comme capables d'y atteindre, s'ils en eussent eu l'ambition. Leibnitz, en voulant tout connaître, semblait avoir tout découvert. Fontenelle avait paru propre à tout résumer, et Voltaire à tout embellir. Les chefs des encyclopédistes voulurent rendre plus général un genre d'esprit qui les caractérisait. Séduits par leurs promesses et par les facilités qu'ils venaient offrir, plusieurs hommes de lettres, et même plusieurs hommes du monde, ne re-

culèrent point devant la tâche immense qui leur était proposée. On appela pédans ceux qui consacraient leurs travaux à une seule étude; ceux qui les embrassaient toutes ne furent pas accusés de présomption. Cependant il ne résulta point d'une direction aussi téméraire la confusion qu'on en pouvait craindre. A la vérité, les hommes superficiels rendirent plus saillans les ridicules de leur vanité, par leur ostentation à produire des connaissances vagues, inexactes et frivoles. Mais, chez d'autres, cette extrême avidité de savoir put se concilier avec la sagesse, et même avec la modestie. L'état où nous voyons aujourd'hui les sciences, la communication intime qui existe entre elles et les belles-lettres, les secours qu'elles se prêtent mutuellement, sont les résultats de cette impulsion qui leur fut donnée vers le milieu du dix-huitième siècle. Des hommes appelés par leur naissance, et encore plus par la noblesse de leur âme, aux emplois les plus importans, ne craignirent point d'ordonner leurs études sur un plan aussi étendu. Turgot montrait la belle ambition d'un Leibnitz, et peut-être en aurait-il eu les succès, s'il n'eût aspiré à faire un bien plus direct à sa patrie. Son ami, Lamoignon de Malesherbes, acquérait toutes les connais-

sances pendant qu'il s'exerçait à toutes les vertus.

Service rendu par d'Alembert.

Ce n'était pas assez que d'exciter une telle émulation, il fallait créer des méthodes nouvelles pour la diriger. D'Alembert s'imposa cette tâche : il entreprit de ranger, dans une classification exacte et complète, tout ce qui formait le dépôt confus des connaissances humaines. Bacon, il est vrai, en avait pu concevoir le plan dans le temps même où plusieurs sciences se dégageaient à peine du charlatanisme et de la folle curiosité qui leur donna naissance; mais ce plan, il fallait l'appliquer à une époque plus heureuse et plus féconde. D'Alembert emprunta le secours d'un autre philosophe anglais, Locke, déjà vanté, puisque Voltaire ne cessait d'invoquer son nom, mais peu connu, et surtout peu compris. Son *Discours préliminaire de l'Encyclopédie* est un des ouvrages où sont employés avec le plus d'art tous les avantages particuliers à la langue française. Elle y brille de sa grâce naturelle, sans le secours d'aucun ornement; elle y est grave, pure, facile, entraînante comme la vérité.

Condillac achève son ouvrage.

Mais d'Alembert avait indiqué un but sans avoir fourni dans sa marche rapide les moyens d'y atteindre. Condillac fit de l'étude de ces moyens l'emploi de toute sa vie. Quoiqu'il fût

médiocrement versé dans les sciences, il ambitionna d'être leur guide, et il le fut. Comme Newton avait deviné la figure de la terre sans avoir eu besoin de mesurer ni les pôles ni l'équateur, Condillac devina les liens qui unissaient les sciences entre elles, sans avoir pénétré bien avant dans leurs secrets. Son *Essai sur l'origine des connaissances humaines* parut presque en même temps que le discours préliminaire de l'Encyclopédie, et fut bien moins remarqué, quoiqu'il lui fût égal en clarté et qu'il présentât plus d'aperçus nouveaux. Locke avait conseillé l'analyse, Condillac apprit à se servir de cette arme puissante de la logique, et il en fit toujours l'usage le plus habile. Ami circonspect des nouveaux philosophes, il ne contractait point avec eux d'engagemens indiscrets. Pendant long-temps il expliqua les facultés de l'âme sans dire un seul mot qui en démentît la noble origine et la haute destination. Plus tard, il parut s'éloigner de cette réserve; la triste et stérile hypothèse d'une statue organisée qu'il présenta dans son *Traité des sensations*, est le seul sujet d'inquiétude que Condillac ait donné aux spiritualistes les plus zélés.

Dans le même temps, le judicieux Dumarsais, l'un des collaborateurs du Dictionnaire encyclopédique, appliquait l'analyse à la

grammaire, et Duclos l'appliquait à la morale dans ses *Considérations sur les mœurs du dix-huitième siècle*. Ce dernier avait auparavant cherché et obtenu sans peine les succès du bel-esprit. Il avait publié des romans et des contes pauvres d'imagination, mais remarquables par l'énergie et la variété des portraits. On en était presque venu à se persuader que l'agrément et la richesse de la fiction étaient indifférens dans ces productions légères. Duclos, dans ses *Confessions du comte de* ***, avait peint ce libertinage systématique où la vanité a plus de part que les sens mêmes. Le triste mérite d'avoir donné de la vérité à un pareil tableau, lui avait fait une réputation plus éclatante que les mots piquans et les brillantes antithèses dont il avait orné et surchargé son histoire de Louis XI. Duclos fit l'ouvrage d'un honnête homme. Ce fut Louis XV qui qualifia ainsi les *Considérations sur les mœurs*, et la postérité a confirmé ce jugement. Dans le noble désir d'être juste et d'épargner, comme disait Fontenelle, *le plus petit ridicule à la plus petite vertu*, Duclos sut faire le sacrifice d'une des parties brillantes de son talent, et s'abstint de la satire. S'il eût eu recours à ce moyen de succès, il eût approché de plus près de La Bruyère; mais il aurait eu à peindre des caractères ou trop vicieux ou

trop effacés. Il aima mieux porter beaucoup de justesse et de sagacité dans des observations générales. Il n'eut pour éloquence que l'accent fier et calme de la probité. On le citait comme un des plus beaux esprits de son siècle; on l'estimait comme un esprit sage. Les illusions qu'appelait en foule la philosophie nouvelle, le séduisaient peu. Lié avec des hommes d'État dont il n'était point le flatteur, il était porté aux vertus difficiles du citoyen et dédaignait les commodes vertus du cosmopolite. Il prévoyait avec inquiétude les désordres qui naîtraient de la ruine entière de la religion; il trouvait que c'était bien assez d'attaquer l'hypocrisie et l'intolérance.

Écrivains irréligieux.

Pendant qu'on publiait ces ouvrages, et d'autres encore plus importans et plus distingués dont je parlerai tout à l'heure, l'incrédulité se manifestait dans une foule d'écrits émanés d'une littérature abjecte. Le médecin La Mettrie, impudemment et sottement athée, trouvait à Postdam un protecteur dans un roi qui, depuis, se déclara contre l'athéisme, mais qui mettait de l'orgueil à paraître dédaigner les croyances que tous les monarques regardent comme le ressort et comme le soutien de leur autorité. Le marquis d'Argens se prévalait aussi de l'amitié de Frédéric pour attaquer la religion avec impu-

nité. Il avait cherché dans ses *Lettres juives* à imiter la légèreté de Voltaire, et là il avait su garder quelque modération. Mais bientôt, dans des ouvrages clandestins, il répandit les principes d'un matérialisme grossier, et voulut renverser tout ce qui sert d'appui à la morale. Depuis quelques années il circulait à Paris de nombreuses copies du testament du curé Jean Meslier, qui, apostat à son lit de mort, déclara que toute sa vie n'avait été qu'une longue imposture. Le souvenir des professions de ce genre, que nous avons eu l'horreur et le dégoût d'entendre, soulève l'indignation contre la mémoire du premier prêtre qui donna ce scandale. Une thèse soutenue sur les bancs de la Sorbonne causa encore une plus grande rumeur. Un abbé, sans mœurs et sans foi, nommé de Prades, imagina, de concert avec quelques incrédules, de jouer les théologiens au sein même de leur empire. En s'enveloppant des voiles que peuvent offrir le langage et les subtilités de l'école, il insulta, dans une thèse publique, à la révélation, et même au déisme. Les miracles de Jésus-Christ y étaient assimilés à ceux d'Esculape; le feu y était présenté comme l'essence de l'âme; l'inégalité des conditions y était désavouée au nom de la raison. Les incrédules sourirent, les théologiens s'indignèrent. Le parlement et le

clergé se réunirent; l'abbé de Prades, décrété de prise de corps, prit la fuite, et obtint un asile chez le roi de Prusse. Depuis, par mille traits d'une âme basse, il s'attira le mépris du parti auquel il avait voulu plaire.

La conversation offrait à l'incrédulité un autre moyen de se répandre; jamais il n'avait régné plus de liberté, ni plus de chaleur dans les entretiens. On avait renoncé, bientôt après la régence, à un libertinage fougueux. On préférait à cette jouissance grossière des discussions hardies. Elles étaient conduites avec beaucoup d'urbanité, de grâce, et quelquefois même avec méthode. Le *bon ton* avait proscrit tous les plaisirs qui naissent de l'intempérance. On ne se piquait pas cependant d'austérité dans les mœurs, mais on glissait sur le scandale, et l'on évitait ce sujet d'entretien. La religion n'était point attaquée par d'impudens blasphèmes, mais par une ironie légère qui trompait jusqu'à des personnes pieuses. On voulait jouir avec sécurité de tous les plaisirs d'un luxe délicat, et en même temps on faisait des vœux, des projets pour adoucir le sort des classes les plus malheureuses. La bienfaisance était vantée et pratiquée; les titres du talent étaient mieux reconnus que ceux de la naissance. On relevait les fautes du gouvernement avec moins d'amer-

Progrès de l'incrédulité.

tume que dans les cercles voués à des cabales actives ; mais on voulait l'éclairer en dépit de lui-même. L'esprit s'exerçait à trouver des remèdes pour chacun des maux qui affligent les hommes, et l'on détruisait, en attendant, ce qui soulage le mieux ces maux, la religion.

J.-J. Rousseau.

Il s'élevait un philosophe qui, dès son début, parut ennemi de cette sagesse qu'on voulait concilier avec les plaisirs du luxe. C'était J.-J. Rousseau. Il n'était pas aisé de discerner le germe d'un talent sublime dans un homme qui, parvenu à l'âge de quarante ans, n'avait encore rien produit, dont la conversation n'était ni brillante ni féconde ; qui, dans sa timidité, avait l'air de la défiance, et que les traverses d'une vie errante et peu honorable semblaient éloigner de la gloire. J.-J. Rousseau, fils d'un horloger de Genève, n'avait pu recevoir l'éducation libérale que les sages institutions de cette petite république offraient à ses jeunes citoyens. Un goût d'aventures, premier indice d'une imagination ardente, l'avait séduit dès son enfance, et jeté sans guide dans des pays où il n'apportait ni ressources ni industrie. Ici la pitié l'avait accueilli, et souvent il l'avait lassée en décelant des penchans vicieux, qui sont le triste partage des enfans dont la raison n'est point cultivée par un instituteur bienveillant et

judicieux. Ailleurs, il avait été repoussé avec dédain et traité avec injustice. Quoique son imagination fût toujours ouverte à des rêves enchanteurs, il avait laissé entrer dans son âme cette aigreur qui exagère les vices des institutions sociales. Fatigué de lutter contre la misère, destitué de tout conseil comme de toute protection, il abjura la religion réformée sans que sa conscience l'y déterminât, et reçut à Chambéry quelques secours. La piété croyait multiplier les conversions en les payant.

Une femme qui avait aussi abjuré, et qui recevait une pension du roi de Sardaigne, offrit à Jean-Jacques un asile où il put enfin se recueillir et se connaître. Ce fut là qu'il sentit les premières étincelles de l'émulation; placé dans un beau site, jouissant pour la première fois du bonheur que donnent la tranquillité, l'amitié, l'indépendance, il commença et suivit avec force des études où personne ne le guidait et ne venait l'asservir. Mais sa bienfaitrice était une femme indiscrète et prodigue ; leur bonheur cessa bientôt. Il fallut que Jean-Jacques interrompît ses studieux loisirs et cherchât à se former des ressources avec des talens qui avaient pris une trop haute direction pour être déjà perfectionnés. Il erra longtemps sans pouvoir trouver aucun poste qui

l'approchât de la fortune, aucune femme qui répondît à la vive exaltation de ses sentimens, aucun ami qui pût les modérer. Les aventures de sa jeunesse furent mêlées de beaucoup de fautes, et même de quelques actions basses, dont il fit dans ses *Confessions* l'orgueilleux et déplorable aveu. Enfin il fut conduit à Paris par le vague pressentiment d'une destinée brillante; mais sa timidité trahit d'abord ses espérances. Il n'osait se diriger vers la gloire littéraire, et ne comptait plus que sur son talent pour la musique. Lorsqu'il était déjà fatigué de ses vaines tentatives pour faire jouer ses opéras, le hasard l'appela à une place qui devait l'éloigner des lettres; ce fut celle de secrétaire de l'ambassadeur de France à Venise. Des motifs de dégoût qui s'offrirent à son caractère inconstant la lui firent bientôt abandonner.

De retour à Paris, il voulut se donner de la force d'âme pour s'assurer un bien qu'il préférait à tous les autres, l'indépendance. Il fit des essais de philosophie pratique avant d'entrer dans les vastes champs de la philosophie spéculative. La frugalité devint bientôt pour lui une habitude facile, et cependant elle ne put bannir de son âme un secret sentiment d'envie contre ceux qui étaient comblés des jouissances qu'il affectait de dédaigner. Une

fille sans éducation, sans naissance, d'une beauté médiocre et d'un esprit borné, vint le distraire d'un vague désir d'aimer qui obsédait son imagination. Diderot, avec lequel il eut une occasion de se lier, lui révéla le secret de son talent, et lui apprit la puissance du paradoxe pour accélérer la réputation. Soit d'après les conseils de cet ami, soit d'après sa propre impulsion, J.-J. Rousseau résolut hardiment, en 1750, de soutenir la négative dans une question proposée par l'académie de Dijon : *Les sciences et les lettres ont-elles contribué à épurer les mœurs?* Une société savante couronna un discours qui déprimait et même calomniait les lettres. Le public, que séduisaient alors toutes les entreprises bizarres et hardies, fut enchanté de voir ce combat de l'éloquence contre elle-même. Les preuves d'un talent plein de force et de mouvement frappèrent les juges les plus exercés. Les philosophes attendaient de grands secours d'un écrivain qui savait si bien attaquer les opinions reçues. Ils lui pardonnèrent un paradoxe qui se conciliait mal avec leur doctrine de perfectibilité indéfinie, et se flattèrent de lui donner une autre direction. Mais l'orgueil de J.-J. Rousseau était arrivé au même degré d'énergie que son talent. Il fuyait toute chaîne, toute subordination.

C'était alors un travers commun à plusieurs

gens de lettres, de vouloir occuper la renommée de leur personne aussi-bien que de leurs écrits. J.-J. Rousseau le porta plus loin qu'aucun d'eux, et Diderot vit avec chagrin qu'on essayait de le surpasser en originalité. Celle de Jean-Jacques devait être d'un plus grand effet que la sienne. Tous deux fondaient leur éloquence sur des opinions singulières et sur une sorte de bonne foi en les professant. Ils vivaient encore unis, parce qu'ils se croyaient nécessaires l'un à l'autre. Le discours *sur l'inégalité des conditions* fut le dernier et triste fruit de leur liaison. Ce fut Diderot, si l'on en croit Jean-Jacques, qui lui inspira la profonde amertume dont ce discours est rempli. La plupart des philosophes blâmèrent cet ouvrage, même en l'admirant. Il leur déplaisait de voir attaquer l'ensemble des institutions sociales ; aucun d'eux ne voulait aller si loin. Ils se défiaient d'un auxiliaire qui ne marchait pas dans leurs rangs, et qui surtout opposait aux maximes complaisantes de leur morale une rigidité stoïque.

Le public s'amusa de l'hypothèse qui lui était présentée, sans l'examiner sérieusement, et se réjouit de voir un misanthrope fidèle à son caractère et à ses prétendus principes. Jean-Jacques l'occupait toujours d'une manière inattendue. La musique et les paroles naïves du

Devin du Village venaient de charmer la cour. Un tableau plein de fraîcheur avait ranimé des hommes et des femmes que les mœurs du jour, la mode et le mauvais goût des arts, semblaient éloigner chaque jour davantage des impressions de la nature. Rousseau avait joui de son succès avec une ivresse intérieure, mais il craignit que son originalité ne vînt à se démentir. Il répondit avec une fierté poussée jusqu'à la rudesse, aux puissans protecteurs qui venaient le chercher. Il s'amusa bientôt après à défier ce même public dont les applaudissemens lui étaient si chers. Il s'éleva contre la musique française, et voulut faire préférer la mélodie italienne à des effets monotones et forcés. La vanité nationale s'éveilla sur un point aussi futile. L'esprit de parti était si prompt à s'allumer, à l'époque singulière dont je retrace les mœurs, qu'il s'engagea sur la musique une guerre de parti non moins opiniâtre que celle du clergé contre le parlement, et de ces deux corps contre les encyclopédistes. Ceux-ci avaient soutenu Jean-Jacques dans une querelle fort étrangère à leurs hautes spéculations. Mais les partisans de Lulli et de Rameau poussèrent si loin leur animosité, que Jean-Jacques fut fatigué de leurs cris. Ce fut vers ce temps qu'il prit une résolution à laquelle tenait tout le développement de son génie. Il voulut vivre

dans la retraite, afin de mieux occuper la capitale dont il fuyait le bruit. Une petite maison, qui lui fut offerte par l'amitié dans la vallée de Montmorenci, devint son refuge.

Suivons-le dans le moment où il prépare les grands ouvrages qui vont agiter son siècle. Jean-Jacques se regardait à l'*Ermitage* comme un homme qui vient de recouvrer la liberté. Le joug auquel il se félicitait le plus de s'être soustrait, était celui de l'amitié de Diderot et des philosophes. Préoccupé de la pensée que ceux-ci le regardaient comme un transfuge, il leur supposait une vive inquiétude et un profond ressentiment. Quelquefois il en jouissait avec orgueil, d'autres fois il en était effrayé. Il devinait, croyait traduire, et le plus souvent dénaturait les propos, les démarches d'amis qu'il n'aimait plus; il désirait qu'ils eussent des torts envers lui, et son imagination, toujours effarouchée, parvenait facilement à leur en prêter. A mesure qu'il s'isolait davantage, il se formait un chagrin fantastique ou s'enivrait de jouissances idéales. Quoiqu'il affectât un mépris superbe pour la gloire, elle dominait toutes ses pensées; il lui avait fait un monstrueux sacrifice. Cinq enfans qu'il avait eus de la fille obscure avec laquelle il vivait, n'avaient présenté à son esprit d'autre image que les soins de leur édu-

cation, et la distraction qu'ils apporteraient à ses travaux. Il les avait envoyés tous cinq à l'hôpital des Enfans-Trouvés, et s'était même privé de la faculté de les reconnaître un jour. Ce n'était pas une âme que le remords dût épargner. Comment s'absoudre d'une dureté de cœur qui pouvait avoir les résultats d'un parricide? La pensée de faire par ses écrits un bien immense aux hommes, vint le calmer. Il se remplit de cette espérance, il en savoura les délices, elle enflamma ses pinceaux. Il fut en paix avec le monde. D'abord il avait regardé comme le plus beau et le plus direct des actes expiatoires qu'il pût faire pour ses cinq enfans exposés, un traité sur l'éducation; mais, soit que son cœur ne pût s'habituer tout de suite à remplir une tâche qui lui rappelait trop celle qu'il avait si indignement rejetée, soit qu'il y réservât la plus grande force que pût acquérir son génie, un autre travail vint le séduire et faire l'enchantement de sa retraite; c'était le roman de *la Nouvelle Héloïse*.

Peu lui importait de contredire par le tableau d'une passion brûlante la réputation d'austérité à laquelle il semblait aspirer. C'était une belle tâche à ses yeux de rendre le charme des illusions à des âmes qui les perdaient chaque jour dans les langueurs de la

mollesse, dans les plaisirs du vice, ou même dans les recherches d'une froide philosophie. Il craignait peu de séduire, pourvu qu'il s'abstînt de corrompre. En réveillant les transports de l'amour, il sentait qu'il rendait aux femmes un empire qui leur échappait. Il jouissait de la secrète reconnaissance qu'elles lui en garderaient au fond du cœur; du dépit qu'il leur causerait par quelques traits de satire ; du plaisir de les voir braver l'hypocrite défense qu'il leur ferait de lire son roman ; enfin, de la méprise où elles tomberaient en confondant l'auteur avec son héros. L'ivresse à laquelle il cédait était plus vive que ne l'est ordinairement celle même d'un poëte. Il aimait cette Julie que son imagination douait de tant de charmes, de vertus si aimables, et dont il avait décrit la faiblesse comme si le bonheur de Saint-Preux eût été le sien même. Malgré cette espèce de délire, il voulait en même temps remplir la mission d'un philosophe. Comme il avait peint l'amour sans l'avoir ressenti, et d'après le modèle idéal qu'il s'en était formé, il peignit non moins éloquemment la vertu vers laquelle un désir véhément et continuel le portait. La religion recevait dans ce même roman un pur et judicieux hommage. Il la montrait douce, tolérante, et voyait en elle le meilleur guide de la

mora[illegible] sans en faire cependant un guide exclu[illegible]e la probité.

Pe[illegible]t un voyage qu'il avait fait à Genève 1753.
avant [illegible]etraite à l'*Ermitage*, il était rentré dans [illegible]religion protestante. Les philosophes n'avai[illegible] vu qu'un acte de fierté dans cette mani[illegible] de se fermer en France le chemin aux pla[illegible]t aux honneurs, Jean-Jacques voulut p[illegible]r que cet acte émanait de sa conscience. P[illegible]ant plus de six ans il fut chrétien dans [illegible]écrits; et peut-être même crut-il l'être en-[illegible]re un peu lorsque, dans son *Émile*, il eut attaqué toutes les bases historiques du christianisme. Le sentiment religieux domine surtout dans sa *Lettre sur les Spectacles*, celui de ses ouvrages où brille le plus la fraîcheur du coloris, et le seul où l'on croie sentir la paix de l'âme. La sienne était cependant fort agitée en l'écrivant (c'était dans l'année 1757). Aigri par quelques signes de jalousie qu'il croyait avoir vus dans la conduite de Grimm et de Diderot, ses anciens amis, importuné de leur ton dominateur, et révolté des tracasseries artificieuses dont le premier, peut-être, s'était rendu coupable envers lui, il s'était éloigné de l'*Ermitage*, et avait rompu sans ménagement avec une femme spirituelle et faible qui lui avait offert cet asile, et lui avait long-temps rendu les soins d'une amitié

délicate et sincère. Les cercles de la capitale où il avait vécu lui paraissaient peuplés d'esprits malfaisans conjurés contre son repos et son honneur. Confiant et crédule pour les seuls êtres dont l'ignorance lui semblait garantir la candeur, il grossissait ses visions chagrines de récits qui lui étaient faits par des domestiques ou par une compagne dépourvue de bon sens et d'esprit de conduite. On ne pouvait l'aimer qu'en tremblant : son cœur cependant put faire quelques rares exceptions, et deux ou trois fois il garda un souvenir reconnaissant de l'intérêt qu'il avait inspiré. Mais l'exaltation qu'il mêlait à tous ses sentimens, finissait par l'éloigner des personnes qui voulaient calmer cette âme inquiète. Déjà il était près de retomber dans le plus triste isolement, lorsque la maréchale de Luxembourg lui offrit une nouvelle retraite au château de Montmorenci. La Lettre contre les spectacles fut un signal éclatant de sa rupture avec les philosophes. De quelque amertume que son âme fût remplie, il veillait à conserver dans sa polémique littéraire un ton de noblesse, un calme altier et presque dédaigneux, secret que ne connut jamais l'irascible Voltaire. D'Alembert, qu'il réfutait à l'occasion d'un des articles du Dictionnaire encyclopédique, était ménagé dans cette lettre. Diderot y était atta-

qué par un trait détourné qui devait lui faire une profonde blessure. J'ai cru devoir conduire J.-J. Rousseau jusqu'à l'époque où éclata cette scission. Les faits positifs manquent lorsque l'on parle de cet éloquent et malheureux écrivain. Les lumières qu'il a voulu donner sur sa vie, ne servent qu'à embarrasser l'esprit dans de vaines conjectures. C'est lui-même qui a déchiré ce voile, dont on voudrait couvrir les faiblesses et les fautes de l'homme de génie. On cherche à l'absoudre autant que le permet la morale; et, pour justifier son cœur, on est forcé de remarquer en lui un genre de déraison que sa puissante dialectique ne réprimait point, et venait même fortifier. Cependant le nom d'un écrivain qui exalta si vivement les âmes, est réclamé par l'histoire. En s'occupant de lui, elle perd son impassibilité; et tour à tour elle l'admire ou le plaint, le bénit ou l'accuse.

Buffon. Quelques traits de son caractère.

La carrière de Buffon fut exempte de ces tristes orages. Ses liaisons avec les philosophes furent courtes. Il ne leur céda point en témérité dans ses premières conceptions; mais bientôt après il s'éloigna d'eux sans éclat et sans animosité. Ils virent plutôt en lui un auxiliaire timide qu'un ennemi. Les partis, qu'il n'alarmait pas, unirent leurs voix en sa faveur, et ses travaux eurent la marche régulière, paisible et

imposante des grands objets auxquels ils étaient consacrés. Les premiers volumes de son *Histoire naturelle* parurent dans l'année 1749. Avant de parler de cet ouvrage, je crois devoir dire un mot du caractère et des premiers essais de son auteur. Le génie de Buffon eut la fierté pour mobile et la patience pour point d'appui. Il avait attendu aussi long-temps que Rousseau avant de débuter dans les lettres, mais il avait rempli cet intervalle par une étude assez approfondie des sciences. La traduction du *Calcul des fluxions* de Newton, celle *de la Statistique des végétaux* du docteur Halles, et quelques expériences, l'avaient fait connaître des savans. Il prenait de l'empire sur eux par l'ascendant de son caractère, avant d'en avoir pu prendre par l'ascendant de sa gloire. Le naturaliste Daubenton, né comme lui à Montbard, auprès de Dijon, confiait aux pinceaux brillans de son ami les résultats de ses observations exactes et profondes. Peu de faits suffisaient à Buffon pour que son imagination ardente en formât un système. Il avait ordonné tout le plan de sa vie avec une rare fermeté. Les plus hautes facultés de son esprit s'accroissaient par degrés dans un travail de quatorze heures par jour. Hors de ses études, il repoussait l'imagination comme un guide dangereux. Sensible au plaisir, il ne l'était

point à l'amour. On ne l'offensait pas impunément ; il s'était annoncé dans le monde par un duel avec un Anglais qu'il avait blessé à mort. Un cercle où il ne dominait pas lui devenait bientôt indifférent. Il se plaisait à vivre dans sa terre de Montbard ; il lui fallait des vassaux. L'appareil du luxe séduisait cet observateur de la nature. Chez lui, l'homme de qualité aimait à se produire avant l'homme de lettres. Il réussissait auprès des grands, sans mettre ni assiduité ni bassesse dans les hommages qu'il leur rendait.

Commencement de l'*Histoire naturelle*.

La Théorie de la Terre fut le début tout à la fois imposant et audacieux de *l'Histoire naturelle*. Au moment où l'esprit de système était attaqué de toute part, on devait recevoir avec étonnement et défiance une hypothèse qui expliquait l'ordre actuel de la nature, et une partie des merveilles de la création, par une comète dont le choc aurait fait naître des mondes avec des fragmens du soleil. Newton n'eût jamais pu croire qu'on étendrait d'une manière aussi arbitraire, ou plutôt que l'on contredirait aussi formellement le système où il avait présenté l'harmonie, la constance et l'immutabilité comme les lois de la nature. La géologie de Buffon expliquait d'une manière plus satisfaisante différentes révolutions de la terre, et la formation des continens, des îles,

des fleuves et des montagnes. Il conduisait l'esprit vers un genre de recherches qui venait d'être tenté en Angleterre, et qui avait été très-peu suivi en France. Les savans le remercièrent de leur avoir ouvert de nouvelles routes, et les hommes de lettres, de leur avoir montré un nouveau modèle de l'éclat et de la majesté du style.

L'autorité de la Genèse était méconnue dans *la Théorie de la Terre*, ou du moins elle y était éludée avec des ménagemens presque dérisoires. La Sorbonne se rendit l'organe des plaintes du clergé. Buffon trouva une facilité inespérée à la satisfaire par un vain acte de soumission à la censure dont il était l'objet. Bientôt après, un peu guéri des hypothèses par le danger de les énoncer, il employa les richesses de son imagination à revêtir des couleurs les plus magnifiques et les plus variées le tableau de la nature. La prose française lui dut une solennité soutenue dont elle n'avait pas encore été jugée susceptible. Il est à remarquer que les quatre hommes d'un génie supérieur qui honorèrent cette époque, Voltaire, Montesquieu, Buffon et J.-J. Rousseau, avaient chacun pour talent éminent celui d'être de grands coloristes. Voltaire, qui avait prouvé combien il était poëte, écartait de sa prose tout ornement ambitieux. L'expression poéti-

que échappait à Montesquieu comme elle échappe souvent à Tacite, pour graver et non pour parer une pensée forte. Buffon et J.-J. Rousseau, libres, et variés dans leur style harmonieux, ne cherchaient point à imiter les effets de la poésie, et parvenaient quelquefois à les surpasser.

L'Histoire naturelle se continua sous les auspices du gouvernement. A l'exemple du cardinal de Fleury, Louis XV protégeait les sciences; il sentait ce qu'elles peuvent faire pour la prospérité d'un empire. Jetons un coup d'œil sur l'état où elles étaient parvenues.

Progrès des sciences.

Le gouvernement avait fait continuer la méridienne de Paris, commencée sous Louis XIV, et qui traverse la France du sud au nord. Dominique Cassini avait conduit ce grand travail; son fils (Jacques) éleva une perpendiculaire à cette méridienne de l'est à l'ouest. Bientôt la carte du royaume fut dressée. Plusieurs excellens géographes, qu'on appela *Cassinistes*, parcoururent la France dans toute son étendue, et en firent la description topographique la plus fidèle et la plus détaillée. Aussitôt que Clairaut, d'Alembert, La Caille, Bouguer et La Condamine avaient fait des découvertes ou rectifié des calculs, la navigation, la géographie, l'optique, la mécanique, l'hydraulique, recevaient de nouveaux déve-

loppemens. On cherchait depuis long-temps à déterminer la longitude sur mer avec une précision qui s'obtient facilement pour la latitude. L'observation des satellites de Jupiter, découverts par Galilée dans le siècle passé, offrait quelques inconvéniens. La connaissance la plus exacte de la marche de la lune dans son orbite parut un moyen plus assuré. Clairaut, Euler et d'Alembert unirent leurs travaux pour cet objet, et la gloire d'une théorie fondée sur des calculs difficiles se partage entre ces trois noms. Le gouvernement chargea, en 1750, l'abbé de La Caille d'aller observer la parallaxe de la lune au cap de Bonne-Espérance, tandis que Lalande l'observait à Berlin; et l'on connut, par le rapport de ces deux astronomes, la distance de la lune à la terre, à cinquante lieues près. Le voyage du premier rendit un autre genre de service à l'astronomie : l'abbé de La Caille mesura un degré du méridien au Cap, observa les étoiles de l'hémisphère austral, et donna des noms à des constellations nouvelles. La marche des planètes, des comètes, des satellites de Jupiter et de Saturne, était chaque jour calculée avec une exactitude plus rigoureuse. Dès qu'une révolution céleste était annoncée, les savans français se vouaient à des courses lointaines, et regardaient comme le plus grand honneur,

que le gouvernement consentît à leurs travaux et à leurs dangers. Ils attendaient surtout avec impatience le passage de la planète de Vénus sur le disque du soleil. Un astronome anglais, Halley, depuis plus de vingt ans, l'avait annoncé pour le 6 du mois de juin 1761. Le père Pingré, Le Gentil et l'abbé Chappe s'embarquaient déjà pour aller, à de grandes distances, observer cet événement astronomique qui a fait connaître la distance du soleil à la terre. J'aurai à parler dans un autre Livre du résultat de cette nouvelle expédition de savans. Bouguer, dans son Traité sur la navigation, s'offrait déjà comme un guide aux immortels voyageurs qui devaient bientôt faire et répéter en plusieurs sens le tour du globe. Deux savans horlogers, Le Roi et Berthoud, préparaient pour eux des montres marines et des instrumens astronomiques d'une rare perfection. D'Anville éclaircissait avec génie les obscurités de la géographie des anciens; et, sans sortir de son cabinet, il rendait des oracles qui étaient presque toujours vérifiés sur les lieux mêmes. Deux hommes, que nous avons vus dans leur vieillesse retracer tout ce qu'on nous raconte de la frugalité des philosophes anciens, et les surpasser peut-être en modestie et en bienveillance, Adanson et Anquetil, pénétraient avec le courage et l'ardeur de la jeu-

nesse, l'un dans l'Inde et l'autre dans le Sénégal. Le premier cherchait les trésors d'une science antique, et l'autre commençait à faire en plantes la récolte de l'Afrique, comme Jussieu avait commencé celle du Nouveau-Monde. Les deux frères de ce dernier s'associaient à la gloire de ses travaux en botanique. Cette science venait de trouver son Newton; toute l'Europe savante adoptait avec admiration la méthode et la nomenclature du grand Linnée. Les Français éprouvèrent, en voyant ce nouveau système succéder à celui de Tournefort, le même chagrin qu'ils avaient montré lorsque Newton détrôna Descartes ; mais la vanité nationale céda après une faible résistance. Ce fut en vain que Buffon employa contre le professeur d'Upsal, l'arme puissante du ridicule ; ses objections parurent frivoles, et Linnée imposa ses lois aux botanistes français. Poivre étudiait l'agriculture de la Chine, et préparait les belles et honorables conquêtes qu'il voulait faire pour la culture des colonies. Un homme, à qui rien de ce qui pouvait servir son pays et l'humanité n'était étranger, Duhamel, cherchait à tirer l'agriculture de la France de la langueur où elle était tombée depuis près d'un siècle. Dans la médecine, quoique la France n'eût point produit un Boerhaave ni un Stahl, l'école de Montpellier, dirigée par Théophile

Bordeu, faisait de grands efforts pour substituer les leçons de l'expérience et les fruits de l'étude à ces systèmes hasardés, à ces pratiques exclusives qui rendaient encore plus obscure une science malheureusement conjecturale. La chirurgie faisait des progrès plus assurés. On les devait à une protection spéciale de Louis XV, aux travaux et à la noble libéralité de la Peyronie, enfin, à l'esprit observateur de Jean-Louis Petit. L'anatomie se perfectionnait sur l'amphithéâtre de Montpellier. Les médecins et les savans suivaient avec un vif intérêt les découvertes que le suisse Haller venait de faire dans la physiologie. La plupart des étrangers dont je rappelle ici les travaux, acquéraient en France un droit de cité par leur association à l'Académie des Sciences. Tout affermissait une ligue qui avait pour objet le plus grand bien de la société. Daubenton et Buffon créaient parmi nous l'anatomie comparée, l'une des sciences qui demande la plus vaste étendue de génie, et qui est aujourd'hui cultivée avec le plus de succès. Malgré les expériences de Pascal, de Galilée et de Torricelli, les physiciens étaient toujours portés à revenir à l'esprit de système; l'abbé Nollet les ramenait à l'expérience. Il faisait sur les phénomènes de l'électricité des observations dont il ne saisissait pas toutes les merveilleuses conséquences.

La chimie attendait encore la révolution qui devait la placer au nombre des sciences les plus exactes, et surtout les plus utiles. La gloire de produire Lavoisier était réservée à la France comme un dédommagement de n'avoir produit ni Linnée ni Newton.

Sans doute l'esprit d'invention dans les sciences ne s'était pas signalé avec moins d'éclat pendant le quinzième, le seizième et le dix-septième siècles ; mais alors on ne faisait point des applications aussi étendues, aussi directes de leurs résultats ; les savans étaient au milieu de l'Europe comme un peuple à part dont on parlait avec respect, mais qui n'excitait point une vive curiosité. Ce furent les progrès indéfinis des sciences qui séduisirent le plus les littérateurs du dix-huitième siècle. Plusieurs d'entre eux les cultivaient avec succès ; presque tous savaient les apprécier. Ils voulurent s'emparer de leurs méthodes. Ceux qui se croyaient sages parce qu'ils n'éprouvaient point d'enthousiasme, redoublaient d'efforts pour soumettre à l'analyse les phénomènes de la sensibilité. Ils essayaient follement de les juger par analogie avec les lois physiques. En s'occupant du bonheur du genre humain, ils dégradaient l'homme dans leurs spéculations. Ils en faisaient une machine, afin de lui donner tout le perfectionnement dont une machine est sus-

ceptible. D'autres, plus vivement entraînés par leur imagination, et mêlant les vœux d'un sincère amour de l'humanité avec les inspirations de l'orgueil, voulaient tout renouveler dans le culte, la morale, la politique et les opinions. Leur tort et leur chimère étaient de chercher des principes invariables et des découvertes tout-à-fait nouvelles, dans des sujets peu susceptibles de démonstrations exactes, et qui n'offrent point de résultats universels. Ils parlaient d'expériences et rejetaient celles qu'ils n'avaient pas faites. Le monde moral dont ils s'occupaient semblait être pour eux à son premier jour. La manie de trouver partout des erreurs fut la cause principale de celles qu'ils répandirent.

Tel n'était point Montesquieu. Ce fut en consultant l'expérience de tous les siècles, qu'il éleva le plus grand monument dont le sien ait à s'honorer. Dès le commencement de ce Livre, nous l'avons montré méditant *l'Esprit des Lois*. Il le publia dans l'année 1748; ainsi cet ouvrage est antérieur à la plupart de ceux dont je viens de parler. Les limites du tableau que je présente ne me permettent que de m'arrêter un moment devant ce chef-d'œuvre de sagacité, de justesse et de profondeur; j'ai seulement à considérer les effets qu'il produisit. Sans doute son influence s'étendra bien au delà de cette

Montesquieu; *Esprit des Lois.*

époque, et de celle même où nous sommes; mais un tel examen n'appartient point à mon sujet.

Le succès de *l'Esprit des Lois* fut long-temps indécis. Les magistrats, dont ils devaient être le guide, furent d'abord choqués de n'y point voir une gravité soutenue. Les hommes d'État trouvèrent qu'on s'y était trop peu occupé de leurs petites combinaisons du jour. Une apparence de désordre, ou plutôt un mépris pour un ordre vulgaire, offensa des esprits timides. Beaucoup de gens du monde, et même beaucoup de femmes, piqués de ne pouvoir suivre les pensées profondes de Montesquieu, affectèrent de se plaindre des ornemens et des traits d'esprit qu'il avait prodigués. Le clergé, qui se sentait alors entraîné par sa politique, ses dangers et ses craintes, vers les principes ultramontains, condamnait la manière indirecte, mais pressante, dont l'auteur de *l'Esprit des Lois* invitait la puissance civile à se tenir indépendante de la puissance ecclésiastique. Le roi, la marquise de Pompadour, et même plusieurs ministres, demandaient aux courtisans ce qu'ils pensaient de cet ouvrage, mais ne savaient point le juger par eux-mêmes. On écrivait des réfutations de *l'Esprit des Lois* en moins de temps qu'il n'en faut pour le méditer dans toutes ses parties. Il semblait qu'une

grande récompense eût été promise à qui pourrait y trouver de la satire et de l'impiété.

Les *philosophes* s'unirent pour défendre *l'Esprit des Lois*, quoique Montesquieu n'eût avec eux ni aucune intimité personnelle, ni aucun engagement de parti. Une admiration vivement sentie est éloquente. On vit des pensées fortes, exactes et sublimes dans des traits qui n'avaient paru qu'ingénieux, et un bel enchaînement là où l'on avait cru voir du désordre. L'esprit s'exerça à remplir des lacunes que Montesquieu avait laissées à dessein, pour donner plus de force à ceux qui voulaient le suivre. Un génie original, un penseur profond fait éprouver une jouissance particulière : chaque lecteur est tenté de croire que seul il peut bien l'apprécier et l'entendre. On s'excepte du vulgaire comme il s'en est excepté lui-même. Au bout de quelques années, les personnes les plus frivoles auraient cru faire un aveu d'ineptie en paraissant admirer faiblement *l'Esprit des Lois*.

J'ai dit, en parlant d'un autre ouvrage de Montesquieu, qu'il faisait sentir à ses compatriotes le bonheur d'être nés Français. Il s'attacha, dans *l'Esprit des Lois*, à les pénétrer profondément de l'avantage de vivre sous une monarchie tempérée. Quoiqu'il assigne un mobile plus imposant aux républiques,

et qu'il porte un peu trop loin son admiration pour quelques démocraties qui apparaissent de loin à loin dans l'histoire, il leur assigne de si courtes limites en étendue de territoire et en durée, que l'attention est promptement détournée d'un gouvernement presque idéal. Montesquieu invite à la fois les nations à se modérer dans leur passion pour la liberté, et à n'en désespérer jamais. Il cherche dans les institutions politiques ce sage milieu où la liberté se concilie avec l'ordre. Avant lui, le despotisme avait été trop souvent attaqué par des déclamations triviales; il sut le flétrir en le définissant. L'indignation concentrée avec laquelle il en décrit les effets immuables, produit une impression plus forte que la véhémence des philosophes et des orateurs de l'antiquité. Tous les contemporains de Montesquieu partagèrent sa haine contre le despotisme. Le tableau des misères et des perpétuelles horreurs de la servitude orientale ne cessa plus d'être présent aux esprits. Louis XIV lui-même, s'il eût vécu à cette époque, n'eût osé porter envie au pouvoir des sultans. Louis XV n'imita les despotes de l'Asie que dans leur mollesse. Les ministres même qui voulaient relever ou accroître son autorité, évitaient toutes les institutions qui eussent présenté un joug avilissant. Si le despotisme se maintint dans

quelques États européens où il était presque légalement établi, il y prit pour mobile et pour soutien cette modération dont Montesquieu avait fait l'attribut du gouvernement aristocratique.

Les anciens, à l'exception d'Aristote, avaient à peine entrevu les caractères particuliers des monarchies tempérées; Montesquieu fait partout sentir une prédilection judicieuse pour ce genre de gouvernement. Dans son vaste tableau, le temps se montre comme un bienfaiteur invisible et constant de tous les peuples qui ne méconnaissent pas son empire. Rien n'échappe à Montesquieu des institutions, des mœurs et des usages qui peuvent conserver la liberté dans les temps difficiles. Il combat le découragement qui prépare la servitude et la rend plus honteuse; il résout le problème le plus difficile de la science politique, celui qui montre comment les institutions libérales peuvent survivre à l'énergie du caractère, à la pureté des mœurs. En y appuyant le gouvernement monarchique sur le principe de l'honneur, il ne lui donna point une base idéale ni fragile. C'était un trait de génie que d'associer ainsi le sentiment de la gloire à celui de la liberté, une passion indestructible chez les Français avec une passion qu'ils semblent ne connaître que par intervalles. Si Montes-

quieu inventa ce principe, c'était ainsi qu'il fallait inventer.

L'auteur de *l'Esprit des Lois* présenta sous un nouvel aspect les corps puissans dont l'orgueil semble peser sur le peuple, et les montra comme des gardiens de la liberté publique, placés auprès du trône, moins pour en relever l'éclat que pour opposer une utile et constante barrière au pouvoir absolu. Malheureusement, il laissa beaucoup à désirer sous un point de vue aussi important. Les vestiges du règne féodal le frappèrent d'un respect un peu superstitieux ; lui qui savait si bien connaître la puissance du temps, il ne vit pas assez que *le vieux chêne* de la féodalité ne pouvait plus résister aux coups qui lui étaient portés depuis plusieurs siècles. Pour en considérer les racines, il pénétra trop avant dans les âges obscurs où se fonda la monarchie française, et ce fut la seule fois qu'il interrogea l'histoire sans en faire sortir des vérités lumineuses. En combattant le système de l'abbé Dubos, il lui parut inférieur dans la sagacité et dans la profondeur des recherches. Les nobles, à la cause desquels Montesquieu se montrait favorable, ne reçurent point de lui des leçons assez précises sur la manière de conserver leurs droits à l'aide de quelques sacrifices, de céder

au temps ce que le temps emportait, et d'en obtenir une existence nouvelle.

Ce fut surtout en examinant les rapports de la puissance civile avec le sacerdoce, que Montesquieu joignit les plus hautes pensées du philosophe à celles de l'homme d'État. Son esprit, exercé à lire dans l'avenir, envisagea comme prochain et comme infaillible le moment où la tolérance serait établie. De là ce ton de modération et de réserve qu'il sut garder en la recommandant. L'auteur de *l'Esprit des Lois* expiait envers la religion chrétienne les torts de l'auteur des *Lettres persanes*.

Quoique Montesquieu n'eût énoncé rien de direct en faveur des prétentions des parlemens, ils ne tardèrent pas à se prévaloir des principes de *l'Esprit des Lois*, dans le long combat qu'ils soutinrent contre le clergé et contre l'autorité souveraine. Il avait si bien décrit les heureux effets du gouvernement représentatif, que les Français cherchèrent à se consoler d'avoir perdu leurs états généraux, en favorisant la fiction à l'aide de laquelle les parlemens paraissaient succéder aux assemblées nationales. Dès lors, on put remarquer dans différens actes de ces corps judiciaires, et surtout dans leurs remontrances, une théorie de droit public plus élevée que celle dont jusque-là ils s'étaient fortifiés. La na-

tion vit avec reconnaissance qu'on stipulait ses droits. Les ministres furent obligés de la respecter eux-mêmes dans leur manière d'interpréter les constitutions du royaume. Aussi paraissaient-elles se rapprocher d'une liberté modérée. Malheureusement, l'influence salutaire de *l'Esprit des Lois* fut bientôt contrebalancée par le *Contrat social*, ouvrage où J.-J. Rousseau se perdit dans les hypothèses dont Montesquieu avait vu le vide et dédaigné la futilité; par les conceptions chagrines et inapplicables de l'abbé de Mably, qui rêvait, comme un citoyen de Sparte ou de Rome, sur les rives de la Seine, et demandait toujours au delà de ce qu'il était possible d'obtenir; enfin, par les déclamations dont l'indiscret et fougueux Diderot transmit le goût à plusieurs de ses disciples, et surtout à l'abbé Raynal.

Montesquieu avait le premier dévoilé les abus de la jurisprudence criminelle. Cette grande et utile partie de sa tâche fut suivie avec ardeur par les philosophes et par quelques magistrats. Plusieurs usages cruels, nés de la barbarie, et particulièrement la torture, inspirèrent autant d'horreur que les institutions créées par le fanatisme.

La jurisprudence civile, à laquelle le judicieux Domat, sur la fin du dix-septième siècle, avait prêté un utile flambeau en cher-

chant l'esprit des lois romaines, fut éclairée d'une manière plus vive par l'ouvrage de Montesquieu. Mais le chancelier d'Aguesseau, avare des belles ordonnances par lesquelles il honora notre législation, réprimait le goût des réformes, comme s'il eût pressenti à quel point on devait un jour abuser de la facilité de multiplier les lois. Ses successeurs héritèrent de ses craintes beaucoup plus que de ses lumières.

La gloire qu'obtint Montesquieu surpassa de beaucoup celle que peuvent ambitionner les gens de lettres. Il fut considéré comme un législateur des nations. Tant d'éclat n'éblouit point cette âme ferme et tranquille. Soit qu'il vécût dans la société où il faisait briller quelquefois les rapides éclairs de son génie, soit qu'il jouît en paix du bonheur de sa solitude, des agrémens d'un jardin que, le premier en France, il avait fait dessiner selon le goût anglais, de la tendresse de sa famille et de l'affection de ses paysans, il échappait à la curiosité du public, et n'était en rien tributaire de ceux qui l'admiraient. Tous ses amis étaient constans, parce qu'il ne les avait pas choisis dans l'intérêt de sa fortune ou de sa gloire. L'ordre qui régnait dans sa conduite était aussi réel et aussi peu apparent que celui qui distingue ses grandes productions. Ses fré-

quens voyages semblaient indiquer une vague inquiétude ou quelque indifférence pour sa patrie; mais on connaissait, à son retour, quelle sagesse l'avait guidé, et combien sa patrie avait été présente à sa pensée. Il fut plus heureux que Fontenelle, puisqu'il le fut sans égoïsme. On découvrit, après sa mort, plusieurs traits de bienfaisance qu'il n'avait jamais laissé soupçonner. Louis XV n'imagina pas que l'auteur de l'ouvrage *sur la Grandeur des Romains*, et de l'*Esprit des Lois*, dût être appelé dans ses conseils. Montesquieu fut loin de s'en étonner et de s'en affliger : il lui suffisait de vivre en paix avec les hommes puissans. Il mourut en 1755, à l'âge de soixante-six ans, lorsque l'esprit philosophique avait le plus besoin d'un pareil modérateur.

Séjour de Voltaire à Berlin. 1750.

Ce fut dans ce temps-là que Voltaire voulut de loin être le guide de ceux qu'il avait fait entrer dans une route brillante et dangereuse; mais, avant de le montrer sous ce nouvel aspect, il faut le suivre dans un des principaux événemens de sa vie. Nous l'avons laissé au moment où il se rend aux vœux du roi de Prusse, et vient habiter Berlin. Les deux hommes les plus extraordinaires de leur siècle se trompèrent en prenant une admiration réciproque pour une véritable ami-

tié. Ce qui mettait pour eux un obstacle à cette intimité, était moins la distance du rang, qu'une trop grande analogie de caractère. L'un et l'autre, enflammés de l'amour de la gloire, cherchaient à la fois tous les moyens de l'obtenir. Le héros allemand eût voulu se placer à côté des écrivains les plus purs du siècle de Louis XIV, et des philosophes les plus distingués de son temps. Le poëte français ne se croyait point inhabile à diriger les conseils d'un monarque. Ils avaient tous deux l'amour de la justice et de l'humanité; mais l'un s'en écartait dès qu'il s'agissait d'une conquête, et l'autre ne craignait pas d'exciter un trouble indiscret dès qu'il s'agissait d'un effet à produire. Fréderic se vengeait quelquefois comme un maître sévère, et Voltaire comme l'écrivain le plus emporté. Leur liaison ne fut jamais sans ombrage.

Le roi de Prusse, quoique peu libéral, avait fait à Voltaire un traitement presque égal à celui de ses ministres, et l'avait nommé son chambellan; celui-ci fut bientôt humilié de n'être consulté que sur des vers qui lui paraissaient les fruits d'une malheureuse métromanie. Le soin de deux ou trois provinces l'eût moins fatigué que cette ingrate révision. Il n'avait d'ailleurs ni attachement,

ni estime pour les compagnons que le sort lui avait fait rencontrer auprès de Frédéric. L'athéisme de La Mettrie le révoltait; l'indolence épicurienne du marquis d'Argens lui paraissait abjecte; Maupertuis l'effrayait par un air sombre et par les symptômes les plus prononcés de la jalousie. Ce savant avait quitté la France parce qu'il avait le chagrin d'y entendre louer trop souvent d'autres travaux que les siens. Président de l'Académie de Berlin, il y était despote autant que Frédéric permettait de l'être.

Voltaire prévit qu'il ne lutterait pas longtemps contre un ennemi secret à qui le manége des cours n'était point étranger. Un sentiment de regret pour sa patrie le suivait sur les bords de la Sprée. L'appareil militaire dont il était entouré ne lui offrait que de mornes images. Il eut bientôt épuisé le plaisir de dire et d'entendre des bons mots dans les soupers du roi. L'impiété séduisait moins son imagination dans une cour où personne n'osait s'en offenser. Il se garda bien d'user de tout l'avantage que lui assurait sa position à cet égard, et de se fermer le retour en France par des ouvrages qui eussent attiré sur lui une proscription formelle.

Histoire du siècle de Louis XIV.

Jaloux de montrer à ses compatriotes combien, dans le fond de l'Allemagne, il gardait

les sentimens d'un Français, Voltaire écrivit le *Siècle de Louis XIV*. Il ne pouvait tirer une plus noble vengeance du gouvernement dont il avait essuyé les froideurs et les persécutions secrètes. Un autre motif non moins judicieux le dirigeait encore dans cet ouvrage; il avait vu avec regret s'effacer en France le sentiment d'admiration pour un règne si favorable aux arts, et pour un roi qui avait déployé tant de grandeur. La philosophie cessait de lui plaire lorsqu'elle offensait la gloire. Dès sa jeunesse il avait lutté contre les progrès du mauvais goût. Son amour-propre irrité voyait dans le triomphe apparent de Crébillon un retour à la barbarie. Il s'exagérait la décadence des lettres, parce qu'il ne voulait laisser à aucun de ses contemporains une place trop voisine de la sienne. Buffon et Montesquieu ne rendaient qu'une justice imparfaite à ses talens. De son côté il ne les admirait qu'avec des restrictions un peu jalouses. Le paradoxe de J.-J. Rousseau contre les lettres l'avait indigné; il craignait plus qu'il n'appréciait cet écrivain éloquent. L'histoire du siècle de Louis XIV s'offrait à lui comme le plus beau panégyrique des lettres et de leur influence. C'était à ses yeux une sage entreprise que de ramener les âmes à quelque désir d'imiter les vertus de Turenne, de Ca-

tinat, de Fénélon, les grandes qualités de Louis XIV; de faire revivre l'héroïsme et la galanterie, et enfin d'éclairer le goût qui s'égarait. Voltaire était si plein de ces pensées en écrivant cette histoire, que c'est de tous ses ouvrages celui où l'esprit philosophique se fait le moins sentir, et le seul où l'on ait quelquefois à le regretter. Nous n'avons qu'une histoire où les traits caractéristiques de notre nation soient présentés, c'est celle du siècle de Louis XIV. Les grandes choses y sont racontées avec la simplicité la plus noble, et du ton d'un homme qui les voit se succéder rapidement, qui s'y accoutume. Dans les faits moins importans, la narration est enjouée sans être trop familière. On assiste aux combats, aux fêtes de Louis XIV. L'auteur est tellement entraîné, qu'il semble avoir renoncé à discuter les effets du luxe, à condamner les fléaux de la guerre. S'il relève ceux de l'intolérance, ce n'est point avec son indignation accoutumée. Partout il diminue autant qu'il peut les ombres d'un tableau si brillant. A peine s'arrête-t-il pour écouter les rumeurs des mécontens, pour examiner des faits graves et tristes. Enfin on croit moins avoir lu une histoire qu'un panégyrique plein d'art et sans emphase. La division par chapitres que Voltaire eut le malheur d'imaginer, est

une erreur de goût inexplicable dans un tel écrivain. Il avait écrit l'histoire de Charles XII sur le modèle des historiens de l'antiquité, et il avait créé un chef-d'œuvre. En cherchant une méthode nouvelle, il diminua les grands effets de son talent, et l'intérêt d'un règne qui se présente à l'imagination avec un ensemble majestueux.

Le *Siècle de Louis XIV* fut reçu des Français avec enthousiasme. On y voyait une satire indirecte du règne présent. Louis XV, avili par d'infâmes débauches et par les lâchetés de sa politique, n'était plus Louis le *Bien-Aimé*; tout rendait plus imposans et plus chers les souvenirs de Louis le Grand. Le gouvernement, qui n'osait manifester son dépit, reprochait à Voltaire d'avoir quitté sa patrie, comme s'il ne l'y eût pas provoqué indirectement.

Voltaire quitte le roi de Prusse.

On se demandait dans le public, avec une vive curiosité, ce que deviendrait l'amitié du roi de Prusse et de Voltaire. Dès qu'on apprenait qu'un nuage s'était élevé entre eux, on était charmé de penser que ce dernier regrettait la France. Bientôt on eut la joie maligne d'apprendre leur éclatante rupture. Vingt raccommodemens avaient mal réparé les blessures d'amour-propre qu'ils s'étaient faites, lorsque le dépit de Maupertuis suscita un orage que

tout le pouvoir du monarque ne pouvait plus calmer. Voltaire s'était joué de son rival avec un peu de cruauté. Des projets chimériques, que celui-ci avait exprimés du ton le plus grave, prêtaient au ridicule ; Voltaire l'accabla ou voulut l'accabler dans un pamphlet où il ne gardait aucune mesure. Frédéric souffrait de voir compromis dans la personne de Maupertuis l'honneur de son Académie naissante ; mais, contre les lois de l'amitié, il aimait mieux railler Voltaire que l'avertir avec tendresse. Celui-ci ne pouvait endurer un mot piquant sans user de représailles. Dans cette lutte, il était évident que le roi était plus attaché au favori, que le favori ne l'était au roi. Voltaire, dont la crainte la plus vive était d'être retenu dans une cour où le chagrin et l'ennui pourraient étouffer son talent, voulait s'évader de Postdam, et bravait une disgrâce. Il soutint, contre Maupertuis, un savant allemand qui avait attaqué ce géomètre, et que Frédéric avait fait rayer de l'Académie de Berlin. Le roi prit parti pour Maupertuis. Comme il voulait à la fois garder Voltaire et l'humilier, il se jouait, avec un flegme désespérant, de ses craintes, de sa colère, et surtout il éludait chacun de ses prétextes pour sortir de la Prusse. Demandait-il les eaux de Plombières, on lui indiquait celles de la Silésie. Se

plaignait-il d'être consumé par une fièvre lente, au lieu d'un passe-port on lui envoyait du quinquina. Frédéric lui retirait et lui rendait les ordres dont il l'avait décoré, et la clef de chambellan. Voltaire tantôt le calmait par des vers enchanteurs, et tantôt l'irritait par de nouvelles plaisanteries.

Ce passe-port tant désiré, Voltaire l'obtint enfin, mais en promettant un prompt retour. A peine eut-il quitté les frontières de la Prusse, qu'il se crut délivré pour toujours du tyrannique attachement d'un roi dont il dirigeait sans beaucoup de succès, et surtout sans aucun plaisir, le talent poétique. Mais la France lui serait-elle ouverte encore? Il n'osait l'espérer. Les philosophes venaient d'y faire un tel éclat, que le gouvernement pouvait craindre de les laisser se ranger sous un chef qui leur avait donné depuis si long-temps le signal de l'audace, et dont l'esprit était aussi fécond en stratagèmes qu'en productions brillantes. Persuadé que son retour avait besoin d'être négocié, il s'arrêta quelque temps à la cour du duc de Saxe-Gotha. Les chagrins auxquels il venait de se soustraire avait tellement navré son âme et obscurci son imagination, qu'il put se résigner au travail fastidieux d'un abrégé chronologique. Pour plaire à la duchesse de Saxe-Gotha, il écrivit *les Annales de l'Empire*;

Il est arrêté à Francfort. 1753.

et chercha du moins à montrer combien un esprit clair et pénétrant peut triompher du sujet le plus stérile. Enfin il se rapprocha de la France. Il était arrivé à Francfort-sur-le-Mein; sa nièce, madame Denis, l'y attendait. Le roi de Prusse, en perdant l'espérance de revoir bientôt Voltaire, éprouva un genre de chagrin qui ne semble tenir qu'aux sentimens les plus passionnés; mais l'ami courroucé se vengea comme un tyran. Par ses ordres, Voltaire et sa nièce furent arrêtés dans une ville libre impériale. Cette violation du droit des gens n'avait d'autre prétexte que la restitution des œuvres poétiques du roi de Prusse, manuscrit dont Voltaire n'eût pu abuser que par une lâcheté bien inutile à sa gloire. Il l'avait laissé à Leipsick. Pendant trois semaines il fut gardé à vue, ainsi que sa nièce. Persécuté à chaque instant par la sotte brutalité des agens de Frédéric, il riait et pleurait de son malheur. L'espoir de livrer à un long ridicule le métromane couronné qui le poursuivait, amusait sa vengeance; et quelquefois il s'attendrissait encore au souvenir des hautes distinctions et des preuves d'amitié dont il avait été comblé. Enfin, il fut libre et il rentra en France, mais avec beaucoup de timidité. Ce qu'il avait eu à souffrir d'un roi dont il était aimé, lui faisait tout craindre de Louis XV qui ne l'aimait pas.

Pendant deux ans il vécut en Alsace. Son ami le plus fidèle, le modeste et bon d'Argental, l'avertissait des dispositions de la cour, et réveillait pour lui le zèle de quelques protecteurs puissans. Cette vie inquiète ne ralentissait point l'activité de Voltaire. Sa gaieté paraissait redoubler, mais c'était celle d'un homme qui rejette beaucoup d'illusions et diminue les peines en diminuant l'espérance. Un grand ouvrage l'occupait depuis long-temps ; il s'y voua durant cette espèce d'exil, mais non sans mélange d'autres travaux. C'était son *Essai sur l'Esprit et les Mœurs des nations*. Il lui tardait de prouver qu'il pouvait suivre une entreprise d'un genre presque aussi vaste que celle de Montesquieu ; malheureusement il attachait trop de prix à le surpasser dans la célérité de l'exécution. On le vit s'enfermer quelque temps dans une abbaye de bénédictins, et demander à la crédule bonhomie de dom Calmet des matériaux dont il voulait se faire des armes contre la religion.

Cependant il touchait au moment de réaliser un projet dont il avait fait le but de sa vie entière. Ses richesses s'étaient accrues et lui présentaient la perspective d'une existence indépendante qui serait ennoblie par des bienfaits et par une judicieuse magnificence. Mais quel pays, quelle province consentirait à re-

cevoir un hôte regardé comme si dangereux? Quelques dégoûts qu'il reçut à Lyon du cardinal de Tencin, l'avertirent que la cour de France gardait contre lui des sujets d'ombrage et de ressentiment. Il se dirigea vers la Suisse. Les bords du lac de Genève lui offraient des retraites délicieuses où sa vie pouvait couler dans la paix et dans la splendeur. Après quelque incertitude, il s'arrêta dans celle qui reçut de lui le nom du château des *Délices*, et qui était près de Genève. Heureux et fier de respirer un air de liberté, il exhala sa joie dans une épître qui semble unir l'enthousiasme d'un républicain au calme d'un sage. Mais il était occupé de projets trop vastes et trop périlleux pour que ce calme fût profond.

Ce fut alors qu'il parut, pour la première fois, examiner d'un œil attentif la révolution morale qui s'était faite à Paris pendant son absence, et dont il avait été l'infatigable promoteur. Chacun des philosophes qui étaient regardés comme ses disciples, avait déjà une gloire personnelle. Les opinions qu'ils exprimaient différaient en plusieurs points des siennes, et même leur étaient quelquefois absolument contraires. Il n'appréciait point assez leurs talens. En lisant les pages où des prosateurs semblaient chercher tous les moyens d'éblouir l'imagination et d'exciter le plus vif

enthousiasme, il craignait que bientôt on ne laissât rien à la poésie; mais il fallait se présenter aux philosophes comme un chef ou comme un adversaire; Voltaire prit le premier parti. Ils parurent recevoir ses lois, et se réservèrent de les éluder. En se montrant zélés pour sa gloire, ils obtenaient un certain privilége d'attaquer ce qu'il respectait. L'éloignement où il vivait gênait beaucoup son empire sur ses disciples. L'activité de sa correspondance n'y remédiait pas suffisamment. Était-ce avec des lettres qu'on pouvait apprivoiser l'orgueil de J.-J. Rousseau, imposer un frein à la hardiesse de Diderot, faire sortir Duclos et Condillac de leur sage réserve, et forcer Buffon à chercher des périls lorsque, sûr de sa renommée, il avait indiqué un but noble et paisible à ses travaux?

Voltaire crut trouver dans d'Alembert un fidèle interprète de ses vœux. Il s'ouvrit entre eux une correspondance très-suivie, dans laquelle ils firent un déplorable assaut de mépris pour la religion chrétienne. Un grand poëte et un grand géomètre semblent s'y donner le divertissement de jouer une conspiration. Quelquefois on la croirait sérieuse, et souvent elle est puérile. Une pensée domine dans leurs lettres, c'est celle de réunir contre la révélation toutes les forces de l'esprit philo-

sophique. Au delà de ce but ils ne peuvent convenir de rien, et même il s'en faut de beaucoup que ce but soit bien déterminé entre eux. La société leur paraît partagée en deux classes, l'une qui jouit et gouverne, et l'autre qui est gouvernée et qui souffre. Ils croient qu'on peut laisser à cette dernière les secours ou les terreurs de la religion, et qu'il importe à l'humanité que l'autre les rejette. Par quel code particulier celle-ci sera-t-elle dirigée et contenue? C'est ce qu'ils n'examinent pas. Voltaire incline pour la religion naturelle; mais dans son déisme peu fervent, il est ralenti, et quelquefois intimidé par la sceptique indifférence de d'Alembert. Leur correspondance ressemble à ces conversations où l'on se pique un peu de chercher la vérité, et beaucoup plus de respecter la politesse; où l'on croit être d'accord parce qu'on ne dit pas le mot qui éveillerait la dispute.

Et comment Voltaire aurait-il pu imposer à des gens de lettres un système uniforme qui eût embrassé les questions les plus difficiles de la morale et de la politique? Quand même son esprit l'eût combiné, son caractère ne se prêtait point à le suivre constamment. Il eût fallu, pour modérer tant de disciples hardis, savoir se modérer soi-même. Voltaire âgé de soixante ans, souvent malade ou croyant

l'être, troublé par des craintes diverses ou enivré de ses succès, prompt à s'irriter et à se calmer, se gardait bien de contenir la mobilité de son imagination; il eût craint de laisser se dissiper les dernières étincelles de son génie poétique. Lorsque son *Essai sur l'Histoire générale* l'avait un peu rapproché du calme nécessaire à une critique élevée, il travaillait à rendre de l'agitation à son âme pour donner à l'*Orphelin de la Chine* quelques momens d'une verve brillante. Une belle scène lui coûtait un beau développement historique. Jeune, il s'était un peu défié de l'extrême facilité de son talent; dans sa vieillesse, il s'y abandonnait sans scrupule, parce qu'il croyait pouvoir jouer avec la gloire. Les ouvrages qui s'échappaient de sa plume avec une rapidité qu'on ne peut comprendre, étaient souvent les fruits du caprice, des circonstances, et même de ses craintes. Pour désavouer l'un, il en composait un autre qui paraissait avoir absorbé tous ses momens. Plus courtisan dans sa retraite qu'il ne l'avait été à Versailles ou à Berlin, il flattait les grands et leur laissait voir qu'il avait besoin de leur appui. Mais bientôt il se relevait auprès d'eux d'une humble contenance; il leur enseignait par son exemple à jouir d'une grande fortune, à féconder des champs, à peupler des villages, et parvenait à faire res-

pecter un seigneur bienfaisant dans celui qu'on craignait comme l'écrivain le plus dangereux. Frédéric oubliait mieux que lui la scène de Francfort; et, après être sorti de sa dignité par un éclat à la fois odieux et ridicule, il y rentrait en paraissant toujours honorer l'homme de génie dont il avait voulu faire son ami. Les cours du Nord, les princes d'Allemagne, et jusqu'à des cardinaux, payaient une louange de Voltaire d'un long tribut d'admiration. Louis XV eût craint de paraître ridicule entre les rois, en trahissant les alarmes que lui causait cet écrivain. Madame de Pompadour conservait quelque espérance d'opposer Voltaire aux encyclopédistes; mais le parlement et le clergé observaient celui-ci avec une vive inquiétude.

Ce fut dans le temps où Voltaire paraissait aspirer au repos, que le poëme de la *Pucelle* parut, d'après une copie volée depuis longtemps à l'auteur. Tout semblait réuni pour lui faire expier cruellement ce caprice de son imagination. Un faussaire, qui voulait le perdre et s'enrichir, avait grossièrement brodé ce canevas, et y avait ajouté des traits de satire contre le roi et la marquise de Pompadour. Voltaire ne crut pouvoir mettre trop d'indignation dans son désaveu. On se plut à supposer la part du faussaire très-étendue ; on

rejeta sur celui-ci tout ce qui ne tirait aucun éclat du talent, et l'on admira le reste avec transport. Les libertins se crurent en alliance avec les philosophes. Voltaire fut étonné lui-même de l'indulgence avec laquelle ce grand scandale était reçu. Des jours de sa vieillesse, des jours souvent ennoblis par de bonnes actions furent employés à retoucher et non à purifier cet ouvrage. On vit avec étonnement tout ce qui lui appartenait dans une conception dépravée. On en rougit pour lui, mais on continua de répéter les plus brillantes épigrammes qu'offre notre poésie.

Le même homme venait d'écrire le *poëme de la Religion naturelle*, ouvrage où le philosophe bienveillant se fait partout reconnaître, mais où l'on cherche trop souvent le poëte. Le parlement proscrivit ce poëme, et Voltaire eut quelque repentir d'une modération qu'on savait si mal encourager. Vers le même temps il publiait l'*Essai sur l'Histoire générale*, l'une des productions les plus étendues de l'esprit philosophique. La littérature française doit à Voltaire la gloire d'avoir offert le premier modèle de ces tableaux comparés qui font entrer les nations dans un parallèle historique; qui développent les traits particuliers de leurs mœurs, les progrès plus ou moins tardifs de leur civilisation, l'instruction et les bienfaits

qu'elles reçoivent les unes des autres, même dans un état de guerre; et qui présentent enfin la belle perspective des secours plus actifs qu'elles pourraient se prêter dans un état de concorde. Voltaire fut bientôt surpassé dans ce genre qu'il créa. Les Anglais, auxquels il devait beaucoup, empruntèrent de lui une manière juste et rapide de tracer les grands résultats de l'histoire moderne, et d'en éclairer les époques les plus confuses. Hume d'abord, et bientôt après Robertson, consacrèrent leur esprit vaste, judicieux et patient, à des ouvrages dont leur nation s'enorgueillit, et que nous admirons en oubliant trop celui qui leur servit de type. Plus recueillis que Voltaire, les historiens anglais observèrent sans efforts une gravité que celui-ci ne pouvait garder long-temps, et une impartialité dont il s'écartait dès qu'il était question de l'église. Robertson surtout fut habile à développer, dans son *Introduction à l'Histoire de Charles-Quint*, tout ce que Voltaire avait aperçu. Tel est l'effet d'une méthode puissante et d'un style toujours proportionné à la dignité du sujet, que Robertson semble ne devoir aucune de ses vues principales à ceux qui pénétrèrent avant lui dans les ténèbres du moyen âge; et c'est lui qui prend soin de reconnaître et de spécifier ce qu'il doit à Voltaire.

L'Essai sur l'Histoire générale a trop le ton d'un manifeste contre la puissance ecclésiastique; l'auteur rit trop souvent des sottises humaines, même lorsque de longs fléaux en ont été la suite. Il ne montre pas assez de nuances entre la barbarie d'un siècle et la barbarie déjà modifiée du siècle suivant. Enfin, il oublie trop de faire ressortir le caractère de quelques grands personnages qui s'élèvent au-dessus de leurs contemporains, quoiqu'ils participent à quelques-uns de leurs défauts et de leurs préjugés. Voltaire ne veut apercevoir la gloire que là où il rencontre des lumières. Il ne peut admirer quiconque n'a point une physionomie un peu semblable à celle des hommes du siècle de Périclès, d'Auguste ou de Louis XIV. Mais, dans ce même ouvrage, que d'efforts de sagacité! combien le bon sens y est allié avec l'esprit et la grâce! que d'art pour répandre l'instruction la plus difficile! Pourquoi un plan conçu avec tant de grandeur n'a-t-il point été exécuté avec patience? Des pamphlets pleins de sel, mais indiscrets et monotones dans leur objet, valaient-ils donc la peine que Voltaire aspirât à se dégager si vite de la plus belle entreprise qui pût exercer son génie!

J'interromps ici un tableau que je ne me reproche point d'avoir trop étendu. C'est là

que se marque le plus vivement le caractère du dix-huitième siècle. On a vu s'élever par degrés la génération au milieu de laquelle ont paru à la fois tant de penseurs hardis et profonds. On verra croître une autre génération fortement imbue de leurs principes, et travaillée du désir impétueux de les appliquer avant même d'avoir pu les concilier. La plupart des hommes d'État qui vont occuper la scène politique, paraîtront avoir reçu quelque teinte des doctrines nouvelles. Des circonstances nées des progrès du luxe et d'une extrême civilisation, les désordres de la cour, le choc des partis ont agi sur les philosophes. Ceux-ci réagiront à leur tour sur les mœurs, sur la marche des différens corps de l'État, sur les courtisans, sur les ministres et sur les événemens politiques. Tout est attentif en Europe à ce mouvement des esprits. Quelques souverains y applaudissent. Frédéric écoute derrière un rempart de baïonnettes les leçons de la nouvelle philosophie, les condamne quelquefois, et les propage par son exemple. La cour de Russie, qui veut avoir des lumières à quelque prix que ce soit, admet sans examen celles qui lui viennent de France. L'Angleterre croit reconnaître son ouvrage dans cette extrême agitation, et ne la partage pas. Elle se laisse

louer d'une incrédulité qu'elle se garde bien de professer. Elle chérit davantage sa constitution depuis qu'elle la voit enviée, et en préfère les défauts même à de nouvelles expériences. Elle spécule pendant qu'on l'admire, et sur ceux qui l'admirent. Rome est inquiète et se garde bien de le paraître. Elle voudrait retenir le zèle de ses partisans les plus emportés. Les jésuites sont indociles à ses représentations; ils veulent soutenir le combat, et Rome finira par les désavouer, et même par prononcer leur abolition.

FIN DU NEUVIÈME LIVRE.

LIVRE DIXIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XV; 1749—1757.

Tableau de la cour, depuis 1748 jusqu'en 1754.

L'ÉPOQUE où je suis arrivé peut se considérer comme une régence exercée par la marquise de Pompadour. On croirait le monarque absent, si l'on n'était obligé de s'occuper quelquefois de ses débauches, de ses loisirs puérils et de ses combinaisons craintives. Le gouvernement est devenu si faible, que ce n'est plus lui qui imprime un mouvement à la nation. Elle s'agite, se divise, s'amuse de cabales, étudie des systèmes, cherche à se former une destinée nouvelle, obéit mal et n'est point encore révoltée. La cour de France ne montre pas plus de dignité au dehors : jouet de l'ambition et de la politique perfide de ses voisins, elle est humiliée par l'Angleterre, et devient lâchement esclave de l'Autriche.

La marquise de Pompadour ne connut bien de tous les hommes de son temps que celui qu'il lui importait de captiver. La dévote madame de Maintenon, douée de toutes les grâces de l'esprit, ne savait comment amuser

un roi dévot; il fallait moins d'efforts pour amuser un roi libertin, pour varier ses plaisirs et lui créer de futiles occupations. Dès que la favorite s'aperçut que sa puissance pouvait survivre à l'amour qu'elle avait inspiré à Louis XV, elle servit et dirigea son inconstance. Elle lui donna ou le laissa se former un infâme sérail, afin d'écarter des rivales dangereuses. Elle devint premier ministre par le même moyen que le cardinal Dubois. Les lois de l'opinion sont si arbitraires, que madame de Pompadour réussit assez bien à échapper au mépris qui avait poursuivi ce scandaleux ecclésiastique. La cour avait d'abord affecté de dédaigner la fille de l'ignoble Poisson. Une vivacité inconsidérée, une coquetterie trop familière, et surtout des expressions qu'on appelait *bourgeoises*, trahissaient l'obscurité de sa naissance; mais le pouvoir, en l'élevant à ses propres yeux, mêla bientôt à ses agrémens un peu de dignité. Persuadée qu'elle règnerait long-temps, elle sut le persuader à tout le monde. Mobile dans ses affections et dans ses goûts, elle écoutait avec enthousiasme les plans nouveaux, secondait les réputations nouvelles. Tous les ambitieux devinrent ses partisans. Les hommes cupides en grossirent le nombre, parce qu'elle se garda bien d'imiter le désintéressement de madame

de Mailly et de la duchesse de Châteauroux. Louis XV, économe par instinct, devint prodigue par faiblesse. Le trésor royal fut aisément ouvert à une femme qui nommait et déplaçait les contrôleurs généraux. Alors s'étendit sans mesure le fatal usage des *acquits du comptant*, genre de désordre qui eût suffi seul pour ébranler la monarchie la plus fortement constituée. Ces billets n'avaient besoin, pour être payés, que de la signature du roi, sans qu'il fût fait mention du genre de service auquel ils étaient affectés. Quand Louis XV en eut signé un, il lui en fallut signer vingt mille. La favorite ne se contentait pas de dons clandestins; chaque année elle recevait une nouvelle terre [1], et plus souvent encore des gratifications de cent mille écus. Elle faisait, il est vrai, un usage splendide et

[1] Madame d'Étioles, lorsqu'elle fut déclarée maîtresse du roi en 1745, reçut une pension de deux cent mille livres, avec le marquisat de Pompadour. Le roi lui donna depuis la terre de La Celle, le château et la terre de Crécy, le château d'Aulnai, la terre de Saint-Remi, Brinborion, le château de Bellevue. C'est dans ce dernier qu'elle se plaisait le plus. Elle aimait à y jouer la comédie. Ce fut elle qui introduisit ce genre d'amusement à la cour. Elle aimait à représenter des paysannes naïves, et surtout le rôle de Colette dans *le Devin du village*. Les seigneurs et les dames de la cour briguaient l'honneur de figurer

même bienfaisant de son opulence : elle mariait de pauvres filles, soulageait des vieillards, réparait des villages dévastés par quelque fléau, en affectant sur ce point de suivre l'impulsion de la philosophie nouvelle. La cour bénissait la marquise, et des acquits du comptant payaient les suffrages de la cour.

J'ai déjà dit combien madame de Pompadour s'aidait du prestige des arts. Elle en jugeait mal, mais en récompensait libéralement les productions. Son frère, le marquis de Marigny, qu'elle fit nommer intendant des bâtimens du roi, donna aux arts une protection très-vigilante. C'était un homme timide, assez désintéressé, que Louis aimait et qu'il se plaisait à combler de faveurs pour exciter l'envie des courtisans [1]. Le roi voulait en vain faire accepter des dons et des emplois au

dans ces comédies. Le roi, quoiqu'il ne parût pas goûter beaucoup de plaisir, distribuait les rôles. La marquise de Pompadour possédait les plus beaux hôtels à Paris, à Versailles, à Compiègne, à Fontainebleau. On peut estimer qu'elle recevait annuellement près de quinze cent mille livres.

[1] Le frère de madame de Pompadour avait d'abord été appelé marquis de Vandières, nom dont il se dégoûta quand des plaisans en eurent fait le marquis d'*Avant-hier*. L'empressement des grands à lui faire la cour l'étonnait et le fatiguait. Le roi ne rougissait pas de l'appeler *petit frère*. Il le fit un jour dîner en

mari que madame de Pompadour avait quitté, Le Normand d'Étioles; celui-ci refusa tout, et vécut jusqu'à un âge très-avancé, sans avoir augmenté sa fortune ni avili son caractère.

Composition du ministère.

Après la paix d'Aix-la-Chapelle, le ministère était composé d'hommes pour la plupart dévoués à la favorite. Le marquis de Puysieux, secrétaire d'État, avait secondé son empressement à signer cette paix qui allait pour toujours ensevelir Louis dans les langueurs de Versailles. Le comte de Saint-Florentin, chargé des affaires du clergé et de quelques soins intérieurs du palais, adorait le pouvoir de toutes les maîtresses du roi. Le contrôleur général Machaut devait sa place à la marquise, et ne s'en montrait que trop reconnaissant, par la manière dont il lui ouvrait le trésor royal. Mais ce ministre avait de grandes vues : résolu d'attaquer les priviléges du clergé, il avait besoin de tout le crédit de la marquise pour le soutenir dans une lutte si périlleuse. Le comte d'Argenson, secrétaire d'État de la guerre, était en secret jaloux de l'ascendant que prenait Machault, et se proposait de contrarier tous ses plans.

tiers avec lui et la marquise. L'événement le plus important n'aurait pas fait plus de bruit à la cour.

Comme il avait des talens distingués dans l'administration, il espérait se rendre nécessaire au roi, et indépendant de la favorite. Le comte de Maurepas, secrétaire d'État de la marine, quoiqu'il fût de tous les ministres celui qui avait le plus long usage de la cour, mettait de la vanité à braver les maîtresses du roi, et à les désoler par des traits satiriques. Une épigramme outrageante pour les charmes de la marquise courut dans le public, et fut attribuée au comte de Maurepas; la vengeance fut prompte, il fut renvoyé, exilé. Il se consola de sa disgrâce en se livrant à des goûts frivoles que, pour le malheur de la France, il n'oublia point lorsqu'un jeune monarque lui confia les rênes de l'État. La marquise commençait à croire qu'il n'y avait pour elle de sûreté qu'avec des protégés peu connus à la cour, et elle fit donner la marine à Rouillé. Elle alla bien plus loin que Madame de Maintenon dans son goût pour les hommes médiocres. Le chancelier d'Aguesseau se maintenait par la dignité de son nom, et affectait d'ignorer des intrigues auxquelles il voulait rester étranger.

Faible opposition de la famille royale contre la marquise de Pompadour.

La famille royale n'offrait qu'un aspect insignifiant. La reine, plus patiente et plus résignée que jamais, n'était guère connue que des pauvres. Le dauphin, toujours frappé

d'une disgrâce secrète, paraissait découragé. Ce prince, jusqu'au moment où il avait inspiré des ombrages à son père, avait annoncé des qualités brillantes ; mais quand il se vit soupçonné et presque haï, sa vivacité fit place à une gêne habituelle. On ne pénétrait pas aisément son caractère. Il témoignait un froid mépris à madame de Pompadour [1] ; celle-ci, intimidée par sa présence, le peignait au roi comme un prince ambitieux qui se faisait un parti dans l'État en s'appuyant des jésuites et du clergé ; qui achetait par des aumônes abondantes la faveur de la multitude ; qui se vouait avec une extrême ardeur aux études de l'homme d'État, dans un impatient désir d'exercer le pouvoir ; enfin, qui mettait de

[1] Lorsqu'en 1752 la marquise de Pompadour obtint le tabouret et les honneurs de duchesse, le dauphin, forcé de lui donner l'accolade de cérémonie, fit un geste de dégoût outrageant. Peu s'en fallut que le roi ne l'en punît par l'exil. La marquise, peu de temps auparavant, avait donné une fête magnifique pour célébrer la convalescence de ce prince après une maladie sérieuse. Elle avait fait représenter, dans un feu d'artifice, un dauphin lumineux, contre lequel différens monstres vomissaient des flammes, et qui finissait par les exterminer. Une idée aussi triviale, et qui était même une inconséquence, vu l'inimitié qu'on supposait entre elle et le dauphin, décèle le mauvais goût de cette favorite.

l'ostentation dans la régularité de ses mœurs, pour condamner la conduite de son père. Les courtisans ne montraient au dauphin [1] que du respect sans aucune espèce d'empressement. Ceux qui affectaient de le braver et de déprécier son caractère étaient sûrs de la plus haute faveur. Il n'y avait pour lui d'autre moyen de jouer un rôle politique, que de se mêler des affaires du clergé et du parlement; il le fit avec persévérance, mais sans hardiesse. Son ancien précepteur Boyer, évêque de Mirepoix, suggérait à un prince qui paraissait né pour de grandes choses, les petitesses d'un zèle acariâtre. La dauphine n'employait les grâces de son esprit qu'à plaire à son époux, et à calmer sa mélancolie [2]. Les filles du roi, Mesdames, gardaient une sorte de neutralité entre

[1] Le duc de Châtillon, gouverneur du dauphin, qui vivait exilé depuis la scène de Metz, n'eut pas honte de recourir au crédit de la marquise pour faire cesser sa disgrâce, et mourut peu de jours après s'être avili par cette démarche.

[2] La dauphine avait comblé les vœux de la France en donnant le jour à un duc de Bourgogne, le 13 septembre 1751. Dans les fêtes que cet événement occasiona, madame de Pompadour proposa l'heureuse innovation de faire marier six cents filles, dotées par le roi. Elle en dota elle-même dans toutes ses terres, et fut imitée dans cet acte de bienfaisance par un grand nombre de courtisans et de financiers.

leur mère et la favorite. Le duc d'Orléans était chaque jour plus paresseux et plus dévot. Son nom servait de ralliement aux jansénistes. Le duc du Maine, le comte de Toulouse et M. le duc n'étaient plus; leurs fils n'avaient aucune influence. Le prince de Conti, le seul prince français qui eût acquis un peu de gloire, irrité d'avoir été réduit à un rôle secondaire après sa campagne d'Italie, se conduisait comme un courtisan très-indocile. Quelquefois il avait devant la marquise de Pompadour le ton qu'il eût pu se permettre devant madame Le Normand d'Étioles [1]. Fatigué des froideurs de la cour, il y paraissait peu, et assistait aux assemblées du parlement pour y animer l'opposition contre le ministère.

L'abbé de Bernis et le comte de Stainville.

Parmi les courtisans qui attendaient leur fortune de la marquise de Pompadour, on distinguait deux hommes brillans et d'un caractère entièrement opposé : l'un était l'abbé, depuis cardinal de Bernis; l'autre, le comte de Stainville, depuis duc de Choiseul. Le premier joignait à la recommandation d'une noblesse antique, mais peu connue à la cour, une

[1] Le prince de Conti, ennuyé un jour de ce que madame de Pompadour le laissait debout devant elle, s'assit sur son lit en disant : *Madame, voilà un coucher excellent.* Le roi ne lui pardonna point une insulte faite à sa favorite.

figure noble et gracieuse, un esprit fin, et l'art de faire tout ce qui convient à la fortune sans manquer essentiellement aux devoirs de l'honnête homme. Doué d'une imagination fleurie, il avait d'abord cultivé un genre de poésie qui convenait mieux à un homme de cour qu'à un homme d'église. Le cardinal de Fleury, quoiqu'il eût été très-galant lui-même, trouva de l'inconvenance dans les vers et dans la conduite du jeune ecclésiastique. Il lui refusa un bénéfice, et lui dit de n'en point espérer tant qu'il vivrait. La réponse de l'abbé de Bernis fut extrêmement vive. « Eh bien! monseigneur, » j'attendrai. » Ce mot rendit au vieux cardinal sa gaieté, mais ne changea point sa résolution. L'abbé de Bernis continua sans scrupule à faire des vers plus brillans et plus harmonieux que ceux de l'abbé de Chaulieu, mais moins naturels et moins touchans. Il célébra madame Le Normand d'Étioles; il lui plut, et sa fortune fut assurée. Cependant tout le crédit de sa protectrice échoua long-temps contre la fermeté du dévot évêque de Mirepoix. L'abbé de Bernis étudia les affaires. Comme on n'avait attendu de lui que de l'agrément, on s'exagéra bientôt ses connaissances et son habileté. Madame de Pompadour le fit nommer ambassadeur à Venise, et bientôt après conseiller d'État.

Le comte de Stainville, qui n'arriva pas si tôt

que l'abbé de Bernis à un grand rôle politique, était bien plus fait pour le remplir avec éclat. Sa naissance était illustre, sa valeur bien prouvée, son esprit prompt, tranchant et positif, son regard perçant, audacieux. Pour assurer ses succès dans le monde, il avait pris d'abord, et même exagéré tous les travers à la mode. Fronder le gouvernement, railler la religion et tromper des femmes, étaient alors trois grands moyens de renommée. Le comte de Stainville les employait avec une sorte de jactance qui causait du scandale. Madame de Pompadour commença par le craindre, et finit par l'admirer.

La reine de Hongrie flatte la marquise de Pompadour.

On pourrait ranger au nombre des courtisans de la marquise de Pompadour, le comte de Kaunitz, qui était alors ambassadeur de la cour de Vienne à celle de France. Ce seigneur, qui cachait sous l'apparence de la mollesse d'un Sybarite une grande ambition et des ressources assez étendues, suivait à Paris un plan qui devait beaucoup augmenter l'ascendant de la maison d'Autriche, et le conduire au ministère. Tout était subordonné dans la politique de Marie-Thérèse au désir de reconquérir la Silésie. La France pouvait seule l'aider dans une telle entreprise; mais quelle espérance de trouver dans le cabinet de Versailles des hommes assez inconsidérés pour entraîner leur pa-

trie dans une nouvelle guerre qui n'offrait aucun avantage en perspective, et qui rompait un système que la France avait constamment suivi depuis Richelieu? Le comte de Kaunitz, pour opérer un tel renversement de politique, n'eut besoin que de tendre des piéges à la vanité d'une femme légère. Ses hommages empressés furent d'abord reçus avec un peu de défiance; mais la marquise fut transportée de joie lorsque l'ambassadeur de Vienne lui remit les lettres les plus affectueuses de cette reine de Hongrie, de cette héroïne qui, après avoir montré des qualités supérieures à celles de son sexe, paraissait en respecter scrupuleusement les devoirs, et surtout les bienséances. Marie-Thérèse poussa bientôt les artifices politiques jusqu'à nommer son amie la fille de Poisson. Louis XV s'applaudit d'un pareil signe de déférence, et crut qu'on admirait le génie de la marquise de Pompadour et son propre discernement. Nous n'avons point encore à présenter les suites déplorables de ces flatteries d'une reine pieuse adressées à la maîtresse d'un roi.

La marquise veut marier sa fille au fils du maréchal de Richelieu.

Le maréchal de Richelieu se maintenait dans la faveur de son maître sans briguer beaucoup celle de la marquise de Pompadour. Il se trouva dans la circonstance la plus difficile pour un courtisan, lorsque celle-ci lui proposa d'unir au duc de Fronsac une fille qu'elle avait eue de

Le Normand d'Étioles. Il reçut avec un dépit intérieur, mais avec une joie affectée, la proposition d'une alliance qui eût fait retomber sa famille, dont l'illustration n'était pas ancienne. Il espéra l'éluder en disant qu'il se croyait obligé de demander pour ce mariage le consentement de la maison de Lorraine, à laquelle il avait l'honneur d'être allié par sa seconde femme, mademoiselle de Guise. Madame de Pompadour ne parut point offensée de cette réponse. Le maréchal de Richelieu lui ménageait, sans qu'il s'en doutât, un nouveau triomphe. La branche aînée de cette maison de Lorraine, établie sur le trône impérial, se fût bien gardée de s'aliéner, par un refus, une femme qui lui promettait la restitution de la Silésie. Madame de Pompadour attendait une réponse de l'impératrice *son amie*, lorsque la mort de la jeune fille, objet de cette intrigue, vint mêler une profonde amertune, un chagrin sans remède, à tout ce qui composait sa fausse félicité.

Occupations futiles de Louis XV.

A l'exception de Louis XIV, il n'est peut-être aucun des rois nés sur le trône qui n'ait porté un regard d'envie sur les jouissances de la vie privée. Louis XV aimait à s'isoler, non qu'il fût porté à la méditation et au recueillement, mais par le penchant d'un caractère égoïste et par un besoin insatiable de volupté.

Quelque avantage qu'il eût à se produire, lui que la nature avait doué de tous les dons extérieurs qui commandent le respect et l'amour, il craignait les regards du peuple, s'ennuyait de la contrainte des cérémonies, des discussions du conseil, et soupirait après ses petits appartemens. Lorsqu'il donnait son avis sur les affaires les plus importantes, il le proposait comme un particulier timide, judicieux, mais indifférent. Il semblait toujours dire : *Si j'étais roi.* Il cédait à un avis contraire sans conviction et par fatigue, et n'était pas fâché quelquefois que l'événement vînt justifier ses prédictions fâcheuses. Ce monarque cherchait à se faire un trésor particulier comme un esclave se forme un pécule [1]. Son oisiveté le conduisait quelquefois à s'essayer dans les arts mécaniques. Madame de Pompadour avait entrepris de lui faire comprendre et adopter les principes d'une nouvelle théorie d'économie politique, que son ami le médecin Quesnay venait de créer, et qui devint bientôt l'une des productions les plus importantes du dix-hui-

[1] Ce fut peu de temps après la paix d'Aix-La-Chapelle que Louis XV commença à se faire un trésor particulier. Il jouait très-gros jeu, et tout ce qu'il perdait il le remplaçait en puisant dans le trésor royal.

tième siècle [1]. Louis avait alors la fantaisie de s'exercer au métier d'imprimeur. Un manuscrit de Quesnay fut confié à la petite presse dirigée par le roi, mais n'excita que faiblement l'attention de l'auguste ouvrier.

Si Louis eût été capable de quelque volonté, de quelque effort moral, ses principes l'auraient rendu dévot. Il regardait la religion comme singulièrement indulgente pour les rois. Une foi, qu'il ne lui coûtait rien de garder, paraissait le dispenser de devoirs et de privations qui lui auraient coûté beaucoup. Il lui arrivait quelquefois de lire les admirables sermons que Massillon avait composés pour former son enfance à toutes les vertus. On dit que madame de Pompadour, l'ayant surpris plongé dans un recueillement douloureux après cette lecture, lui demanda le sujet de son émotion : « *Tenez*, *lisez*, » lui dit le roi. Madame de Pompadour pleura et s'emporta comme une femme qui craint de n'être plus aimée. Le roi ne fut plus occupé que de calmer sa favorite.

Sa galanterie. Cette âme indolente n'avait qu'un seul pen-

[1] Quesnay était premier médecin ordinaire du roi. Il s'était distingué par plusieurs ouvrages sur la médecine et sur l'agriculture. Il avait donné à la marquise de Pompadour plusieurs preuves d'un attachement sincère.

chant caractérisé, celui qui l'entraînait vers les femmes. Il faut considérer ici Louis XV sous deux aspects bien différens. Charmé de plaire aux femmes à d'autres titres que ceux du pouvoir suprême, il oubliait devant elles la réserve dédaigneuse qu'il faisait sentir à tous ses courtisans. Il les prévenait par un salut noble et plein de grâces; il remplissait avec une sorte de scrupule les soins de la galanterie, même auprès de celles qui n'avaient point les avantages de la jeunesse, de la beauté, ni d'une haute naissance. Ce fut à la faveur de cet exemple du souverain que se maintinrent, à l'époque de la plus grande corruption des mœurs, des formes dues aux institutions chevaleresques. Quelquefois il faisait son amie d'une femme qui lui avait résisté. Plusieurs dames de la cour recevaient de lui des confidences importantes. Il gardait le secret sur leurs confidences réciproques, et se montrait aussi propre à donner un bon avis, qu'incapable de suivre des conseils énergiques; mais la plupart des femmes qui aspiraient à lui plaire, craignaient de lasser sa patience. Celles qui n'eurent aucune influence échappent du moins au malheur d'être nommées et flétries dans l'histoire.

Louis, rassasié des conquêtes que lui offrait la cour, fut conduit par une imagination Ses infâmes désordres.

dépravée à former pour ses plaisirs un établissement tellement infâme, qu'après avoir peint les excès de la régence, on ne sait encore comment exprimer ce genre de désordre. Quelques maisons élégantes, bâties dans un enclos nommé *le Parc-aux-Cerfs*, recevaient les femmes qui attendaient les embrassemens de leur maître. On y conduisait de jeunes filles vendues par leurs parens, ou qui leur étaient arrachées. Elles en sortaient comblées de dons, mais presque sûres de ne revoir jamais le roi qui les avait avilies, même lorsqu'elles portaient un gage de ses indignes amours. La corruption entrait dans les plus paisibles ménages, dans les familles les plus obscures: elle était savamment et long-temps combinée par ceux qui servaient les débauches de Louis. Des années étaient employées à séduire des filles qui n'étaient point encore nubiles [1], à com-

[1] La tradition et le témoignage de plusieurs personnes attachées à la cour ne confirment que trop les récits consignés dans une foule de libelles relativement au *Parc-aux-Cerfs*. Il paraît que ce fut dans l'année 1753 que commença cet infâme établissement. On prétend que le roi y faisait élever des jeunes filles âgées de neuf ou dix ans. Le nombre de celles qui y furent conduites fut immense. Elles étaient dotées, mariées à des hommes vils ou crédules Celles qui avaient eu des enfans du roi conservaient un traitement fort con-

battre dans de jeunes femmes des principes de pudeur et de fidélité. Il y en eut quelques-unes qui eurent le malheur d'éprouver une vive tendresse, un attachement sincère pour le roi. Il en paraissait touché pendant quelques momens; mais bientôt il n'y voyait que des artifices pour le dominer, et il s'en rendait le délateur auprès de la marquise, qui faisait rentrer ces rivales dans leur obscurité.

L'insensibilité morale s'accroissait chez le monarque lascif, à mesure qu'il assouvissait et réveillait encore la fougue de ses sens. Il n'entendait point les cris des familles qu'il livrait aux discordes et au deshonneur. Roi chrétien, il ne rougissait pas d'un harem d'où la pudeur était absente aussi-bien que la

sidérable. Mademoiselle de Romans fut la seule qui obtint que son fils fût déclaré l'enfant du roi; madame de Pompadour réussit à écarter une rivale qui paraissait avoir fait une impression assez profonde sur le cœur du roi. On lui enleva son fils, qui fut élevé chez des paysans. Mademoiselle de Romans n'osa réclamer contre cette violence qu'après la mort du roi. Louis XVI lui rendit son fils, qu'il protégea, et qui fut connu sous le nom d'*abbé de Bourbon*.

Les dépenses du *Parc-aux-Cerfs* se payaient avec des acquits du comptant. Il est difficile de les évaluer; mais il ne peut y avoir aucune exagération à affirmer qu'elles coûtèrent plus de cent millions à l'État. Dans quelques libelles on les porte jusqu'à un milliard.

jalousie. Amant dégradé, il livrait à la prostitution publique celles de ses sujettes qu'il avait prématurément corrompues. Il souffrait que des enfans nés de ces infâmes plaisirs partageassent la destinée obscure et dangereuse de ceux qu'un père n'avoue point, et qui ont tout à craindre des leçons et de l'exemple de leur mère. Un fils, une fille de roi, pouvaient être livrés aux châtimens ignominieux de la police ou des tribunaux.

Le prince Édouard est arrêté à l'Opéra. 1748. Novembre.

Même avant que ces désordres eussent été inventés ou connus, les Français montraient déjà par différens signes qu'ils méprisaient leur roi. Ce sentiment se manifesta surtout après l'enlèvement du prince Édouard.

L'Angleterre, peu de temps après le traité d'Aix-La-Chapelle, avait exigé que le prétendant fût renvoyé de France. La politique offrait plusieurs moyens de satisfaire, sans bruit et sans ignominie, à ce vœu d'une puissance qui pouvait craindre le retour d'une guerre civile. On compromit l'honneur français par une basse et maladroite précipitation. Le prince Écouard fut mandé devant le marquis de Puysieux, et reçut de lui l'ordre brusque de quitter la France sans délai. Nous avons vu que le prétendant s'était aliéné les cœurs en montrant, après ses revers et pendant le supplice de ses partisans, une

légèreté, une insensibilité qui eût été intolérable même au sein du bonheur. La manière dont il ressentit le procédé d'un roi qui, trois ans auparavant, l'avait appelé son frère, lui rendit l'affection des Parisiens. Il refusa d'obéir, en déclarant qu'il ne céderait pas même à la force, et qu'on n'avait contre lui d'autre ressource à employer que celle de l'assassinat. Le marquis de Puysieux fut interdit, et la cour hésita; mais l'Angleterre se montra inquiète et offensée de tout retard. Louis et la favorite ne voyaient que le danger d'irriter cette puissance altière. On résolut de faire arrêter le prétendant, et l'on prit des mesures comme si l'on avait voulu violer l'hospitalité avec le plus grand éclat. Il s'agissait de surprendre le prince qui ne marchait jamais sans armes. On choisit la salle de l'Opéra pour exécuter cet enlèvement, dont le roi combina les dispositions avec le marquis de Vaudreuil, major des gardes françaises. Le spectacle était commencé; le prétendant y arriva. A peine était-il descendu de voiture que les gardes fermèrent toutes les issues de la salle. Comme il entrait dans les couloirs, quatre grenadiers le saisissent par derrière, afin de lui ôter l'usage des armes qu'il portait. Le marquis de Vaudreuil vient à lui. « Prince, lui dit-il, je vous arrête

» au nom du roi et en vertu de ses ordres. » Édouard ne montra qu'une indignation muette, et suivit les gardes. Le bruit de cet événement interrompit le spectacle. On se demandait depuis quand l'Angleterre donnait des ordres dans Paris? si Louis XIV eût permis que la France, asile des rois malheureux, eût été souillée par cette lâcheté perfide? quel crime avait commis le vainqueur de Preston-Pans, le héros qui avait fait trembler l'Angleterre?

L'escorte du prince le conduisit par des rues peu fréquentées jusqu'à l'endroit où une voiture à six chevaux l'attendait pour le mener à Vincennes. Là on lui fit des excuses du moyen violent qui avait été employé. Au bout de trois jours, il consentit à donner sa parole d'honneur qu'il quitterait la France et passerait les Alpes. Il partit avec un seul exempt, et arriva à Chambéry. Mais bientôt, comme pour braver le gouvernement, dont il avait à se plaindre, il traversa le Dauphiné, et vint se réfugier à Avignon, où le légat du pape lui rendit les plus grands honneurs.

Satires. Libelles. Lettres de cachet.

Le traité d'Aix-La-Chapelle fut jugé par les Français d'après cet acte servile. On ne pouvait concevoir que les victoires de Fontenoy, de Lawfelt, de Raucoux et de Coni, eussent amené un résultat aussi honteux.

Comme l'affection était perdue, on commençait à rompre le frein de l'obéissance. Des satires, dont la violence paraissait avoir pour principe le sentiment de l'honneur indigné, étaient dirigées contre le roi qui, quatre ans auparavant, avait reçu le surnom de *Bien-Aimé*. On lui disait, en parlant du prince Édouard :

Il est roi dans les fers ; qu'êtes-vous sur le trône ?

L'autorité recourut aux lettres de cachet, qui, depuis long-temps, ne menaçaient plus que les hommes occupés de querelles théologiques. On arrêta plusieurs personnes soupçonnées d'avoir fait ou distribué des pamphlets. Il y en avait qui prenaient peu de précautions pour se cacher, et bravaient tout ce qu'on rapportait d'une cage de fer du mont Saint-Michel, afin d'être illustrés par une persécution. Madame de Pompadour avait l'esprit trop mobile pour être long-temps vindicative. Ceux qui n'étaient pas assez obscurs ou assez méprisés pour être oubliés dans les prisons, lorsqu'ils en sortaient devenaient quelquefois les protégés de la marquise [1].

[1] Les satires qui furent publiées après l'enlèvement du prince Édouard, ont plus de verve et d'éclat que les fameuses *Philippiques* de La Grange-Chancel. On

Émeute à Paris; haine du peuple contre le roi.
1750.

Deux ans après, la haine que le peuple avait conçue contre son roi éclata par des soupçons atroces et des mouvemens séditieux. Voici quelle en fut l'occasion. Paris était infesté d'une foule de mendians : tel est le malheur des grandes capitales sous une administration peu éclairée ; la population la plus misérable y est attirée par l'espérance d'y trouver des ressources, et y puise les vices qui perpétuent la misère. On ne prenait contre ce mal d'autre précaution que de faire refluer sur les villes et les campagnes ce qu'elles avaient rejeté. Au mois de mai 1750, la police procédait avec beaucoup de violence à un de ces enlèvemens périodiques. Quelques-uns de ses agens enlevèrent des enfans qui tenaient à des familles un peu aisées, dans l'espoir d'obtenir des rançons de leurs parens. Les mères remplissaient les places publi-

croit qu'elles furent l'ouvrage de quelques jeunes gens attachés à la cour. Malgré leur violence, on ne peut disconvenir qu'il y règne un sentiment d'honneur et de patriotisme. Un chevalier de Malte, nommé de Rességuier, fut arrêté et enfermé à la Bastille. Un secrétaire de l'abbé de Broglie fut conduit au mont Saint-Michel, et fut, dit-on, serré dans une cage de fer où l'on ne pouvait se tenir debout ni couché. Un de ceux qui avaient été arrêtés à l'occasion de ces satires, nommé Mairobert, devint censeur royal en sortant de prison.

ques des cris du désespoir. On s'attroupe, on s'excite ; partout s'offrent des femmes désolées qui s'exagèrent le sujet de leurs alarmes. Les unes rapportaient que les agens de police leur avaient demandé de l'or pour leur rendre leurs enfans ; les autres s'exerçaient en conjectures sur le sort qui leur était réservé. Une fable absurde et odieuse circula dans le peuple, toujours porté à recevoir ce qui ébranle vivement son imagination. On prétendit que des médecins avaient conseillé à un grand personnage de prendre des bains de sang humain pour réparer son sang altéré par des débauches. Les uns désignaient un prince ; les autres, le roi même. Quand la populace hait, voilà le genre d'imputations qui s'offre à sa pensée. Elle se mit à faire la guerre aux exempts de police. L'un d'eux fut tué ; beaucoup d'autres furent maltraités, poursuivis. Le lieutenant de police (Berryer) fut investi dans son hôtel ; il s'évada par les jardins, et se réfugia dans l'hôtel du premier président du parlement de Paris : c'était alors Maupeou. La populace l'y poursuivit. La fureur était au comble ; on parlait d'escalader les murs de l'hôtel. Maupeou fit ouvrir les portes, et parla aux séditieux comme un magistrat intrépide. « Je connais vos chefs, leur » dit-il ; ils vont être arrêtés. » Ceux-ci fuient, et la populace les suit. Quelques mutins furent

pendus les jours suivans. Les enlèvemens continuèrent, mais on enjoignit au lieutenant de police de veiller avec plus de soin sur la conduite de ses agens. Quoiqu'il se fût montré inhabile, dur et lâche, il ne perdit point la protection de la marquise, qui le réservait aux emplois les plus importans.

Depuis ce temps, Louis XV évita de se montrer aux regards des Parisiens. Ses courtisans, au lieu de lui représenter combien il est aisé de ramener la multitude; quelle séparation il existe habituellement entre elle et la partie éclairée d'une grande capitale; enfin, l'effet infaillible que produisent sur les cœurs les communications faciles du souverain avec ses sujets, le flattèrent dans son penchant à la défiance et à l'inertie. Le roi était obligé de traverser Paris lorsqu'il se rendait à Compiègne. Pour le délivrer de cette occasion unique de se montrer aux Parisiens, on construisit à la hâte un chemin de Versailles à Saint-Denis, qui fut appelé le chemin *de la Révolte*, comme si tout ne prescrivait pas de faire rentrer dans un profond oubli un moment de vertige dont on ne pouvait énoncer la cause sans offenser la majesté du trône et sans attrister le cœur.

Multiplicité des partis et des cabales.

Si les malheurs qui suivirent, peu d'années après, cette crise honteuse; si des fautes de tout genre ne développèrent que faiblement

ces semences de haine et de sédition, on le dut à l'étonnante multiplicité des partis qui se formèrent dans l'État. Il n'y avait point de centre commun pour des cabales qui, de moment en moment, se sous-divisaient, et ne se rencontraient jamais dans un but. Ceux qui attaquaient la religion n'avaient point de plus ardens ennemis que ceux qui attaquaient la cour de Rome. Le comte d'Argenson soutenait le clergé contre le parlement, et protégeait en secret les philosophes. Nous avons vu combien ceux-ci étaient loin de présenter une doctrine uniforme : les partisans de J.-J. Rousseau ne pouvaient pas s'entendre long-temps avec ceux de Voltaire. Qu'y avait-il de commun entre les principes de Montesquieu et les opinions de Diderot ? Dans le parlement même, les enquêtes étaient souvent en querelle avec la grand'chambre. Au conseil, il fallait choisir entre d'Argenson et Machault, et attendre avec sollicitude un nouveau caprice de la favorite. On ne savait ce qui prévaudrait en finances, du parti qui proposait pour modèle l'administration de Colbert, ou de celui qui voulait ramener et développer les principes de Sully. Les hommes d'Etat se disputaient pour ou contre le pernicieux système d'une alliance avec l'Autriche. Par un contraste singulier, la monarchie paraissait aller en décadence,

et l'on éprouvait sur plusieurs points des améliorations sociales. Développons ce tableau par des faits qui seraient peu dignes de l'histoire, s'ils ne s'enchaînaient avec des faits postérieurs, dont nous avons trop connu l'importance. Suivons d'abord les querelles du parlement et du clergé.

Machault menace les biens ecclésiastiques.

Un principe que les philosophes tendaient à faire prédominer, c'est que tous les citoyens doivent concourir dans une égale proportion aux charges de l'État. La cour, qui avait besoin de nouvelles ressources de finances, approuvait cette partie de leur doctrine, et croyait surtout que le temps était venu d'imposer les biens du clergé. Le contrôleur général Machault ne se serait fait aucun scrupule d'aller plus loin, et la suppression de quelques ordres monastiques lui paraissait le moyen le plus facile d'alléger le fardeau de la dette publique. La guerre dont on sortait avait ajouté un capital de près de douze cents millions à cette dette, et l'intérêt en était fort onéreux [1].

[1] Des emprunts avaient été faits à cinq pour cent pour les rentes perpétuelles, à dix pour les rentes viagères. Ainsi, l'on payait annuellement un intérêt de plus de sept pour cent. L'Angleterre était, à cet égard, dans une situation beaucoup plus heureuse. La dette que son gouvernement avait contractée à

Ce n'était pas le moment d'imiter l'empressement du cardinal de Fleury à diminuer les impôts. Le faste de la cour n'avait jamais été poussé plus loin. Le roi, dominé par la marquise de Pompadour, n'eût point consenti à le réduire. Le contrôleur général voulut cependant donner au peuple une apparente satisfaction. Le dixième, établi en 1741, fut converti en un vingtième; mais comme on y avait ajouté des sous pour livre, et comme on avait pris des précautions plus fortes pour assujettir tous les corps privilégiés à payer le nouvel impôt, on en espérait un produit plus considérable. Toutes les opérations de

l'occasion de la guerre de 1741, ne s'élevait pas tout-à-fait à onze cents millions de livres tournois; l'intérêt, qui en était d'abord de quatre pour cent, fut réduit à trois peu de temps après la paix, ce qui n'occasiona aucun murmure, tant les capitaux abondaient dans ce pays! Les ressources extraordinaires du contrôleur général Machault consistèrent surtout dans la création de nouveaux offices, dans des additions aux droits sur les entrées de Paris, sur la capitation et sur le sel. Il parvint à diminuer les tailles de trois millions. l'Angleterre se modéra dans toutes ses dépenses après la paix. En France, au contraire, la magnificence royale fut portée jusqu'à une excessive prodigalité. L'Angleterre put amortir une partie assez considérable de sa dette; on ne fit en France que de faibles remboursemens.

ce genre étaient suivies de trois effets inévitables : un assez long refus du parlement d'enregistrer, les représentations hautaines et menaçantes du clergé, enfin un commencement de révolte dans les pays d'états, et surtout dans la Bretagne. Le parlement de Paris fit d'abord sa résistance accoutumée; mais, quand il vit que c'était le clergé qui était sérieusement menacé par cette opération de finances, il céda, et l'enregistrement fut plus facile qu'on ne l'avait espéré. L'opposition de la Bretagne fut plus longue, mais elle se calma à l'aide de transactions dont le gouvernement prenait trop l'habitude. Quant au clergé, il aperçut l'étendue de ses dangers. Comment échapper à la fois à la haine active et constante des parlemens, à l'impulsion que donnait contre lui la philosophie moderne, et enfin à la cupidité d'un gouvernement qui, prodigue au milieu de sa détresse, ne pouvait se créer d'abondantes ressources qu'en touchant aux biens de l'Église? Le clergé n'avait presque plus de discordes intestines. Les molinistes y avaient établi leur empire. Le cardinal de Fleury et son successeur dans les affaires ecclésiastiques, l'évêque de Mirepoix, s'étaient attachés à n'accorder de bénéfices qu'aux partisans de la bulle. Les jésuites voyaient tous les siéges prin-

cipaux occupés par des prélats sortis de leur école, ou même de leur société. Ils avaient conquis jusqu'à la Sorbonne. La savante congrégation de l'Oratoire, celle de Sainte-Geneviève, et quelques monastères de filles, étaient les derniers refuges ouverts au jansénisme. C'était beaucoup pour le clergé d'opposer la force de l'union aux attaques séparées de ses différens ennemis. Il ne s'occupa d'abord qu'à gagner du temps. En protestant toujours contre le vingtième, il offrait des dons gratuits, secours peu considérable et presque dérisoire, mais que l'extrême pénurie du trésor pouvait faire accepter. En effet, on négociait déjà ; Louis XV commençait à se conduire comme s'il eût redouté l'excommunication. Madame de Pompadour craignait de voir se diriger contre elle la persécution sacerdotale à laquelle avait succombé la duchesse de Châteauroux. Le contrôleur général ne savait plus comment rendre de la fermeté au roi et à la favorite. Il prit courageusement son parti, et débuta par des mesures assez vives, persuadé qu'on n'oserait l'abandonner. Il jeta l'effroi dans le clergé en demandant à ce corps un état détaillé de tou les biens ecclésiastiques. On crut voir arriver le moment de la suppression des plus riches monastères. Un édit important et sage, qui avait été rendu en 1749, était con-

sidéré comme le précurseur de cette opération.

Édit concernant les gens de main-morte.

Août. 1749.

Par cet édit, l'un des premiers triomphes accordés à l'esprit philosophique, on défendait *tout nouvel établissement de chapitre, collége, séminaire, maison religieuse ou hôpital, sans une permission expresse du roi, et lettres patentes expédiées et enregistrées dans les cours souveraines. On révoquait tous les établissemens de ce genre faits sans cette autorisation juridique. On interdisait à tous les gens de main-morte d'acquérir, recevoir ou posséder aucun fonds, maison ou rente, sans une autorisation légale.* Le contrôleur général avait eu le bonheur d'être secondé dans la formation de cette loi, par le chancelier d'Aguesseau. Celui-ci, trop souvent faible comme homme d'État, montra toujours une grande élévation comme législateur. Il ne crut point offenser la religion en ôtant au clergé une faculté illimitée d'accroître ses immenses richesses. Peu de temps après cet édit qui honorait sa vieillesse, il chercha la retraite[1]. Sa démission fut acceptée en 1750. Il revint à sa

[1] Le chancelier d'Aguesseau eut beaucoup de peine à faire accepter sa démission. Il en signa l'acte le jour même qu'il finissait sa quatre-vingt-deuxième année. Il voulut que ses cendres fussent mêlées et confon-

terre de Fresne, goûter les délassemens d'une vie laborieuse, et se recueillir dans les espérances du juste. Il mourut en 1751, âgé de quatre-vingt-trois ans. On avait fait un partage de ses fonctions. Lamoignon avait été nommé chancelier, et Machault avait eu les sceaux en conservant le contrôle général.

Le clergé n'avait élevé que de faibles murmures contre l'édit de 1749; mais cette patience ne provenait point d'une résignation craintive. Il se lassa de recevoir des coups et de n'en point porter. Par les démarches les plus vives et les plus imprudentes, il jeta la discorde parmi tous ceux qui voulaient l'attaquer, sauva ses biens et compromit gravement la religion.

Tentatives des jésuites pour établir une sorte d'inquisition.

A l'époque où parurent successivement l'*Esprit des Lois*, l'*Encyclopédie*, l'*Histoire naturelle*, les écrits lumineux de Condillac, de d'Alembert et de Duclos, le poëme de *la Religion naturelle*, l'*Essai sur les Mœurs des nations*, ce fut une question de savoir si on aurait en France l'inquisition ou des usages non moins odieux que ceux de ce terrible tri-

dues parmi celles des pauvres, dans le cimetière de la paroisse d'Auteuil, où son épouse avait été enterrée. Il ne laissa d'autre fruit de ses épargnes que sa bibliothéque.

bunal. Du fond de son sérail du *Parc-aux-Cerfs*, Louis XV y eût consenti, les parlemens s'y opposèrent.

Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, depuis 1746.

Depuis la mort du cardinal de Noailles, adversaire long-temps courageux des maximes ultramontaines, le siége métropolitain de Paris avait été occupé par des prélats plus courtisans que molinistes, Vintimille et Bellefond. Leur successeur, Christophe de Beaumont [1], joignait aux maximes et aux emportemens du père Le Tellier, plusieurs des vertus que le cardinal de Noailles avait fait bénir; elles se peignaient sur sa figure pleine de noblesse et de bonté; son esprit était cultivé, son élocution facile et brillante; il était austère sans rudesse; il répandait avec discernement des aumônes qui absorbaient presque tout son revenu. Mais il était altier, opiniâtre, et dévoré du désir d'attacher sur lui tous les re-

[1] Christophe de Beaumont fut d'abord nommé évêque de Bayonne. Lorsque l'infante d'Espagne, première épouse du dauphin, passa par cette ville, il lui fit donner des fêtes ingénieuses qui touchèrent beaucoup cette princesse. Elle se souvint de lui, et le fit nommer archevêque de Vienne en 1745. Après la mort de Bellefond, archevêque de Paris, qui arriva quelques semaines après son installation, Boyer, qui aspirait à faire des coups d'éclat dans la capitale, fit nommer Christophe de Beaumont, dont il connaissait le zèle et l'intrépidité.

gards. Le saint évêque n'était plus qu'un homme de parti. Les jésuites s'emparèrent de son zèle, de ses passions, et même de ses vertus. Ils attribuaient les progrès de l'incrédulité au défaut d'un tribunal chargé de la surveiller et de la punir. Chaque fois qu'ils avaient parlé d'introduire l'inquisition en France, ils avaient été repoussés par toute l'énergie de l'honneur français. Patiens et rusés, ils résolurent de masquer, sous différentes formes, l'établissement anti-national qu'ils voulaient élever par degrés. S'ils attaquaient directement les incrédules, s'ils entreprenaient d'exiger d'eux des actes de foi sous les peines les plus graves, ceux-ci étaient trop nombreux, trop puissans à la cour pour se soumettre à cette tyrannie. Il était plus aisé de faire l'essai d'un nouveau code sur les prétendus hérétiques, qu'on appelait jansénistes, hommes importuns à la cour, et discrédités dans le public par la chute des miracles du diacre Pâris. Les évêques et la plupart des curés, dociles aux instructions des jésuites, feignirent d'avoir plus de peur que jamais du jansénisme, et le supposèrent triomphant tandis qu'il expirait. L'archevêque de Paris donna le signal. Usurpant un droit que ne lui donnait point sa place, il destitua la supérieure de l'hôpital général de Paris, sous prétexte de son

opposition à la bulle *Unigenitus*, et la remplaça par une fille adroite, belle encore, et qui passait pour intrigante. Le public prit bientôt parti pour la supérieure destituée. On s'étonnait qu'une vie toute consacrée aux soins de la charité n'eût pu faire excuser, devant un prélat charitable, des opinions à peu près indifférentes. Le parlement accusa celui-ci d'usurpation; le conseil n'intervint dans cette affaire que lorsqu'elle avait déjà rallumé la fureur des partis. Sa médiation fut gauche, embarrassée, et ne servit qu'à irriter les combattans. Ce n'était là qu'une première épreuve tentée par l'archevêque de Paris. Il résolut de persécuter les jansénistes à leur lit de mort, de les menacer d'un refus de sacrement et même d'un refus de sépulture, s'ils ne prouvaient, par un billet de confession, qu'ils avaient été entendus par un prêtre approuvé. Ni les plus hautes dignités, ni les vertus les plus recommandables, ne mettaient les mourans à l'abri d'un odieux interrogatoire. On n'entendait parler que des menaces par lesquelles le curé de Saint-Étienne-du-Mont troublait les derniers momens de ses ouailles les plus saintes. Ce curé était un religieux, nommé frère Bouettin, sorti du monastère de Sainte-Geneviève, où le jansénisme dominait. Il montrait la plus grande fureur contre un

parti qu'il avait quitté. Dévoué à l'archevêque de Paris, il était porté à exagérer les instructions violentes qu'il en avait reçues. La nature l'avait formé pour le rôle d'un inquisiteur.

Une des premières victimes des emportemens de ce moine fanatique, fut le célèbre Coffin, qui, à l'exemple de Santeuil, avait orné les hymnes de l'Église d'une poésie élégante et harmonieuse. La renommée de ses vertus l'avait fait choisir pour successeur du bon Rollin dans la place de principal du collége de Beauvais. Il était, comme celui-ci, janséniste, et n'appliquait qu'à sa propre conduite ses maximes sévères. Lorsque, succombant au poids des années, il appela les secours de l'Église, le curé de Saint-Etienne vint le désoler en lui demandant la rétractation de ses erreurs. Le malade octogénaire s'indigna de cette violence, et mourut sans avoir été communié. Le curé refusa de l'enterrer. Un neveu de Coffin, conseiller au Châtelet, obtint, par son courage, que les restes d'un homme pieux fussent reçus dans l'église. Mais lui-même, six mois après avoir rempli ce devoir, tomba dangereusement malade, et ne put éviter la visite d'un prêtre qui trouvait beau de se venger sur un mourant d'avoir perdu l'occasion d'outrager un mort. Les sa-

cremens lui furent refusés, et cette scène odieuse hâta sa fin.

On dénonçait au roi ces scandales, et le faible monarque n'y voyait que des affaires de discipline ecclésiastique, dans lesquelles il lui était défendu d'intervenir. Le parlement fit informer contre le curé fanatique, et le décréta de prise de corps. Celui-ci refusa de répondre, comme si l'inviolabilité de l'autel était attaquée. Il allégua les ordres de ses supérieurs; l'archevêque de Paris déclara les avoir donnés. Les billets de confession étaient, disait-il, un saint usage qu'il avait trouvé établi dans son diocèse. On s'y était d'abord servi de ce remède salutaire pour l'extirpation de l'hérésie des prétendus réformés; ensuite on l'avait employé avec succès contre l'hérésie des appelans. Les magistrats furent indignés d'apprendre ce que les évêques se permettaient dans des diocèses éloignés, et voulurent, par leur fermeté, réparer la condamnable inertie du gouvernement. Le curé de Saint-Étienne fut condamné à une aumône de trois livres, et reçut injonction de ne plus faire de refus de sacremens. Le conseil cassa l'arrêt, et ne prit aucune mesure pour empêcher ce refus scandaleux.

L'archevêque de Paris, le curé qui le secondait, les jésuites qui faisaient leurs in-

strumens de l'un et de l'autre, s'applaudissaient de l'inaction du conseil. Ceux-ci avaient une belle occasion de brouiller pour jamais la cour avec la magistrature; il leur suffisait d'exciter la colère du parlement par de nouveaux actes d'inquisition bien signalés. Le roi se tairait; le parlement voudrait jouer le rôle du roi; le conseil crierait à l'usurpation; la favorite serait effrayée; les projets de Machault seraient abandonnés. Les philosophes, de leur côté, s'emporteraient à l'approche d'une persécution nouvelle. Le parlement, fidèle à la religion, rejetterait leur secours, condamnerait leur impiété; la cour, fatiguée, reprendrait l'habitude de se soumettre aux jésuites. Tout arriva d'abord comme ces religieux l'avaient prévu, ou plutôt comme ils l'avaient ordonné. Mais la suite ne fut favorable ni à cette société, ni au clergé, ni à la religion.

Le duc d'Orléans, surnommé *le Dévot*, était près de rendre le dernier soupir dans son monastère chéri de Sainte-Geneviève. Ce prince était janséniste, autant que la simplicité de son âme et de sa foi lui permettait de l'être. Il mourait entouré de jansénistes opiniâtres. Le curé de Saint-Étienne mit de l'orgueil à venir le disputer à ses anciens confrères; rien ne l'intimida; il parla au pre- Mort du duc d'Orléans. 1752.

mier prince du sang comme il l'avait fait à un recteur de l'université ; et le trouvant indocile, il lui refusa la communion. Le prince endura tout avec la patience et la sérénité d'un chrétien, se fit administrer par son aumônier, et défendit que l'on fît poursuivre le frère Bouettin. Celui-ci se désespérait de n'être point dénoncé pour un fait aussi audacieux. Mais un autre de ses paroissiens, attaché à la maison d'Orléans, vint lui offrir une nouvelle occasion d'exercer sa fougueuse intolérance. C'était un ancien aumônier de l'abbesse de Chelles, de cette princesse galante, janséniste, et, par-dessus tout, fanatique. Le curé de Saint-Étienne ne manqua pas d'excommunier cet ecclésiastique à son lit de mort. Au bruit de cette nouvelle violence, toutes les chambres du parlement s'assemblèrent. Un arrêt ferme et judicieux fut rendu. Le curé de Saint-Étienne fut encore une fois décrété de prise de corps. Mais ce qui fit beaucoup plus d'impression sur le public, ce fut la déclaration que la bulle *Unigenitus* n'était point un article de foi ; ce fut aussi une volonté fortement prononcée de résister aux fauteurs séditieux d'un nouveau genre d'inquisition. Comme les motifs et le ton de cet arrêt s'accordaient avec les principes de tolérance qui étaient devenus, bien plus que la bulle *Unigenitus*, des articles

de foi, le plus vif enthousiasme éclata pour les magistrats[1]. Jansénistes, esprits forts, chrétiens paisibles, tous regardaient comme une égide l'arrêt du 18 avril 1752. Le conseil le cassa, les molinistes redoublèrent de fureur; le curé de Saint-Étienne trouva plusieurs émules parmi les curés de Paris, qui étaient alors presque tous dans les principes ultramontains. L'évêque de Mirepoix leur faisait espérer des abbayes ou l'épiscopat; le parlement les menaçait d'une aumône de trois livres. Les prédicateurs tonnaient contre les magistrats; ceux-ci faisaient arrêter les prédicateurs. Quelques incrédules, pour mieux fronder la cour, feignaient d'être jansénistes. Les jansénistes, pour avoir le plaisir de se faire refuser les sacremens, feignaient quelquefois d'être malades. Il n'y avait point de personnage médiocre qui ne pût avoir de la célébrité pendant quelques jours. Un fanatique idiot était souvent l'objet de tous les entretiens. Les hommes les plus religieux s'accusaient réciproquement d'être athées[2]. A Pa-

[1] Cet arrêt fut distribué au nombre de plus de dix mille exemplaires. On l'achetait en disant : *Voilà mon billet de confession.*

[2] Un curé des environs de Paris, prêchant dans une église où étaient plusieurs conseillers au parlement,

ris et dans plusieurs villes de province, la sainte table était chaque jour profanée [1], soit par des communions qu'on venait extorquer en bravant l'archevêque, soit par des refus de communion exprimés avec une colère indigne d'un ministère de paix. Le tumulte, les invectives, les anathèmes, accablaient les mourans. À Orléans, à Auxerre, à Langres, on laissait pendant plusieurs jours les morts sans sépulture. Les hôpitaux servaient aussi de théâtre à ces discordes. Des filles pieuses en étaient arrachées. La charité s'absentait du lit des malades. Les parlemens, occupés de résister à des évêques, et de sévir contre des curés, oubliaient les plaideurs. Malgré de si graves inconvéniens, on trouvait une source d'amusemens dans ces fureurs de parti. On se disputait à qui aurait le plus de zèle, à qui ferait les satires les plus piquantes. Les jésuites jouaient leurs adversaires dans des co-

les apostropha et les traita d'athées. Le parlement le condamna à un bannissement perpétuel.

[1] Un curé du diocèse de Langres, en communiant publiquement deux filles accusées de jansénisme, leur avait dit : *Je vous donne la communion comme Jésus l'a donnée à Judas.* Ce curé fut condamné à l'amende honorable, et à payer aux deux filles trois mille francs, moyennant lesquels elles furent mariées. (*Histoire du Parlement de Paris.*)

médies moins plaisantes que profanes[1], qu'ils faisaient répéter à leurs élèves. Les jansénistes excellaient dans les caricatures. Les philosophes, moins surveillés, se livraient aux discussions les plus hardies. Les libertins chantaient. Le peuple répétait des couplets où l'Eucharistie était attaquée bien autrement que par les controverses de Luther et de Calvin[2], et se battait pour communier. C'était un mélange inouï d'incrédulité et de fanatisme, de fureur et de gaieté.

Irrésolution du roi et de la marquise.

La marquise de Pompadour se conduisait, pendant ce trouble, comme Catherine de Médicis s'était d'abord conduite pendant des troubles plus sérieux. Charmée de se voir implorer par les deux partis, elle les flattait

[1] Il existe un recueil de comédies faites sur les affaires du jansénisme. On en remarque deux qui sont écrites avec assez d'agrément. L'une, qui a pour titre *la Femme-Docteur*, est attribuée au P. Bougeant; l'autre, qui s'appelle *la Banqueroute des Marchands de Miracles*, est l'ouvrage du P. Danton. Toutes les expressions de la théologie y sont employées fort indiscrètement.

[2] On connaît et nous ne croyons pas devoir transcrire ici une chanson, sur l'air d'un Noël, qui commence ainsi :

Laissez paître vos bêtes,
Croyez-moi, monsieur de Beaumont.

alternativement. Le contrôleur général lui rappelait en vain les plans qu'elle avait promis d'appuyer, et qui, donnant au roi de grandes ressources de finances, affermiraient son autorité ménacée. Laissons, lui disait-il, laissons le parlement poursuivre un clergé séditieux, contre lequel le public se déclare. Si ce corps tombe aux pieds du roi, le parlement n'est bientôt plus à craindre. Voici le moment de profiter de l'esprit de vengeance qui anime toutes les cours souveraines, pour assujettir le clergé aux impositions qu'il refuse, et pour abolir enfin des monastères où se fomentent toutes les cabales, et dont les biens soulageront les finances. Veut-on ôter aux parlemens un pouvoir dangereux? il faut que le roi se hâte de faire avant eux tout ce qui leur attire aujourd'hui faveur et respect dans la nation; que le conseil maintienne la liberté des sacremens, et rassure enfin tout le public contre la tyrannie des billets de confession. Le parlement ne sortira plus de ses fonctions judiciaires que pour enregistrer avec joie les édits qui abaisseront le clergé. Les prélats courtisans se détacheront de l'archevêque de Paris, parleront un langage plus évangélique; et la religion, moins crainte, sera plus respectée.

Rivalité de d'Argenson et de Machault.

Le comte d'Argenson, qui avait succédé à toute la haine de son père contre les parle-

mens, détruisait auprès de la marquise, et surtout auprès du roi, l'effet des conseils du ministre son rival. On ne répare point, disait-il, les brèches faites à l'autorité du roi. Si le parlement est encouragé dans des actes multipliés de désobéissance, quels moyens se réserve-t-on de contenir son ambition toujours croissante? En cherchant son appui, on se met sous sa tutelle. Le clergé se rend ridicule, le parlement se rend dangereux. Lequel de ces deux corps convient-il d'abaisser? Il suffit d'opposer à l'une des chansons, il faut opposer à l'autre l'énergie de l'autorité qu'il méconnaît.

Les avis du contrôleur général plaisaient plus à la marquise, ceux du comte d'Argenson plaisaient plus au roi. Ces deux ministres se faisaient la guerre, suivant l'expression du temps, *à coups de parlemens et de clergé*. De cette lutte il résultait une anarchie presque aussi confuse que celle de la république de Pologne.

La cour paraissait décidée à saisir le premier prétexte pour sévir contre le parlement de Paris, lorsque ce corps, fatigué de lancer d'inutiles arrêts contre des curés, résolut d'attaquer enfin leur opiniâtre instigateur, l'archevêque de Paris, et prononça la saisie de son revenu. Une religieuse du couvent de

Le parlement saisit les revenus de l'archevêque de Paris. 1752.

Sainte-Agathe, nommée sœur Perpétue, avait voulu jouer un rôle. Janséniste, ainsi que sa communauté, elle feignit une maladie grave et appela le curé de Saint-Médard; celui-ci lui refusa le viatique. L'archevêque approuva la conduite du curé. Le parlement les condamna l'un et l'autre. Le comte d'Argenson fit enlever la religieuse. Le peuple cria au sacrilége. Le parlement s'assembla, les pairs furent convoqués. Le roi défendit à ceux-ci de se rendre au parlement. Ils se soumirent; mais quelques-uns, tels que le prince de Conti, murmuraient hautement. Les enquêtes étourdirent la grand'chambre de leurs clameurs. Toutes les lois de la monarchie française leur paraissaient violées. Séparer les pairs du parlement était un attentat inouï. C'était, disait-on, une fille sainte, c'était une mourante que l'autorité venait de faire enlever. Les orateurs ne trouvaient point d'expressions assez fortes pour dénoncer cet abus du pouvoir. A l'abbé Pucelle, qui avait exercé tant d'ascendant sur cette compagnie, avait succédé l'abbé de Chauvelin, homme adroit, éloquent, philosophe dans la société, janséniste au parlement, et qui ne trouvait aucune dignité de l'État égale à l'importance d'un chef d'opposition. Il alla jusqu'à proposer de discuter les lettres de cachet. Le parlement avait presque toujours

évité ce sujet périlleux. Les vieux conseillers sortirent épouvantés, les jeunes s'exaltèrent. Les écrits des nouveaux publicistes leur fournissaient des développemens qui prêtaient à cette discussion assez d'analogie avec les séances du parlement d'Angleterre. On rédigea des remontrances qui étaient la plus ferme protestation contre les ordres arbitraires. Le roi, instruit de tous les détails de cette discussion, refusa d'écouter des remontrances qui lui paraissaient séditieuses. Le parlement annonça que toutes les chambres resteraient assemblées jusqu'à ce que la vérité fût parvenue au pied du trône. On lui envoya des lettres de jussion; il déclara qu'il ne pouvait obéir sans manquer à son devoir et à ses sermens. Le roi crut qu'une plus longue patience avilirait son autorité. La marquise de Pompadour excitait sa colère. Elle venait d'apprendre qu'elle avait été désignée au parlement dans les termes plus les injurieux. Machault n'osait défendre le corps auquel il avait prêté quelque appui. Le comte d'Argenson fut chargé de punir cette révolte de la magistrature. Des lettres de cachet furent expédiées contre tous les conseillers des enquêtes et des requêtes, et les envoyèrent dans différens lieux d'exil. Quatre magistrats furent conduits dans des prisons d'État, l'abbé de Chauvelin au mont Saint-Michel, Bèze-de-

Lis à Pierre-Encize, le président de Béligny au château de Ham, et le président de Méri aux îles Sainte-Marguerite. La grand'chambre était conservée ; elle devait, à elle seule, remplir toutes les fonctions du parlement.

Les exilés obéirent ; fermement résolus de n'opposer à la cour qu'une résistance d'inertie, ils continrent les mécontens, et ne voulurent point que leur disgrâce fût accompagnée de quelques signes d'une émeute. Toutes les corporations de l'ordre judiciaire s'unirent par des sermens. Ceux qui avaient été timides craignirent de paraître avoir trahi leur corps. La grand'-chambre refusa d'enregistrer l'édit qui lui donnait une nouvelle existence. On la transféra à Pontoise, et là, les vieillards dont elle était composée imitèrent tout ce qu'ils avaient condamné dans leurs jeunes collègues. Ils ne rendirent point la justice aux particuliers, et ne cessèrent de procéder contre l'archevêque et les curés de Paris. Il fallut enfin dissoudre cette chambre. On la remplaça par un nouveau tribunal composé de conseillers d'État et de maîtres des requêtes. En donnant à cette commission des fonctions judiciaires, on n'osa lui donner l'attribution importante d'enregistrer les édits. Voltaire, à cette occasion, remarque la puissance des anciens usages ; peut-être est-il plus juste de remarquer la puissance des

nouveaux principes qui se répandaient, et la crainte où était la cour d'effaroucher l'opinion publique par l'image d'un pouvoir sans limites. On s'adressa au Châtelet pour enregistrer l'édit qui créait une *chambre royale*. Cette juridiction inférieure refusa les dépouilles d'une cour souveraine, et n'enregistra point. La chambre royale, qui n'avait osé siéger au Palais, vit ses audiences désertes dans la salle des Augustins. Elle était exposée aux insultes du peuple et au dédain des avocats, qui s'obstinaient à ne point la reconnaître. Toute l'affection publique se portait vers le Châtelet; et ce tribunal s'en prévalut au point d'annuler des arrêts de la chambre royale. Jusqu'à la justice criminelle, tout restait suspendu. Le Châtelet prétendait qu'un malfaiteur ne pouvait subir la peine de ses crimes sans un arrêt du parlement [1]. De leur côté, les jésuites et le clergé ne mettaient aucune modération dans la victoire qu'ils devaient à l'intervention de l'autorité. Les inepties d'un

[1] Un voleur, qui avait été condamné à être pendu par le Châtelet, en appela à la chambre royale, qui confirma la sentence. Le Châtelet prétendit que l'appel aurait dû être porté au parlement de Paris, et refusa de faire pendre le voleur qui avait décliné cette juridiction. Le rapporteur de cette cause et trois autres conseillers furent arrêtés. On les relâcha peu de temps après que le voleur eut été pendu.

zèle hypocrite et tyrannique occasionaient de si fréquens scandales, que la cour elle-même ne pouvait plus les tolérer. Le roi et la favorite craignirent enfin qu'un curé ne vînt leur demander un billet de confession. Le contrôleur général, qui reprenait courage, ne trouvait point de fonds pour rembourser les charges parlementaires. Les clameurs du peuple redoublaient. Il fallut céder, proposer un pardon aux magistrats exilés, et leur ménager en effet un triomphe éclatant. La naissance d'un second fils du dauphin [1], le duc de Berri, depuis Louis XVI, fournit un prétexte pour le rapprochement des partis. On observera sans doute ici combien de chocs avait reçus l'autorité royale, lorsque naquit l'infortuné monarque entre les mains de qui elle devait périr. Elle transigeait alors [2], et la destinée de Louis XVI était d'éprouver tout le danger des transactions. Le contrôleur général fut chargé de négocier les conditions du retour du parlement avec le premier président Maupeou, qui, pendant toute cette crise, avait joué, avec assez de dextérité,

[1] Le duc de Bourgogne, fils aîné du dauphin, existait encore. Ce prince mourut en 1761.

[2] Le duc de Berri fut désigné dans tous les discours qui eurent lieu à l'occasion de la rentrée du parlement de Paris, comme le gage de la paix.

le rôle ambigu d'un homme attaché à la cour et à l'honneur de son corps.

Mais en même temps la cour voulait s'assurer des dispositions du clergé : ç'aurait été tout compromettre que de s'adresser à l'inflexible archevêque de Paris ; un prélat vertueux, pacifique et plein d'aménité, le cardinal de La Rochefoucauld, promit d'engager les évêques à ne plus insister sur les billets de confession ; mais il exigea en leur nom qu'on les délivrât de tout sujet d'inquiétude en renonçant aux projets du contrôleur général, et en le faisant passer à un autre ministère. La cour y consentit. Ainsi, perfide par faiblesse, elle trahissait Machault au moment où celui-ci, fier de ramener le parlement, se croyait puissamment soutenu pour exécuter ses grands projets. La paix se fit, ou plutôt parut se faire. Le parlement, qui rentra dans Paris, se hâta d'enregistrer un édit qui prescrivait un silence absolu sur les matières de religion. Les jansénistes, les philosophes, le peuple, tout célébrait son retour. La cour elle-même, loin de se montrer humiliée du pas rétrograde qu'elle venait de faire, affectait de l'allégresse. Les jésuites et l'archevêque de Paris étaient consternés. Ce n'était pas assez pour eux de voir leur ardent ennemi, le contrôleur général, passer à un ministère où il ne pouvait plus leur nuire, celui de la marine ;

Médiation du cardinal de La Rochefoucauld.

ils craignaient, dans un temps de crise, la faiblesse des prélats courtisans et la politique indifférence du pape Benoît XIV [1].

Sagesse du pape Benoît XIV pendant ces troubles.

Ce fut peut-être au caractère modéré et à l'esprit judicieux de ce pontife, que la France dut d'avoir évité à cette époque une guerre religieuse. Il s'abstint d'échauffer les esprits, et se prêta à tous les moyens qui pouvaient les calmer. Quelles que fussent ses sollicitudes pour la religion, il condamnait des mesures violentes que l'esprit du siècle repoussait. Loin de vouloir que Rome se montrât de plus en plus formidable aux hérétiques, il cherchait à leur inspirer de l'estime et à guérir leurs plus

[1] Benoît XIV naquit à Bologne en 1675; il était de l'illustre famille des Lambertini. Son caractère calme et ferme, son esprit fin, l'avaient déjà distingué entre tous les cardinaux, lorsqu'il fut nommé pape le 17 août 1740. Aucun souverain n'avait une conversation plus vive ni plus enjouée. Avant son élévation, sa gaieté avait été poussée quelquefois jusqu'à la bouffonnerie. Il la modéra et la rendit plus digne du chef de l'Église. Quoiqu'il s'occupât avec beaucoup d'activité et d'intelligence de l'administration, il consacrait beaucoup temps à écrire. On a de lui six volumes *in-folio* sur des matières ecclésiastiques. Benoît XIV est bien plus connu par une foule de reparties ingénieuses. Ce spirituel et aimable pontife mourut le 3 mai 1758, à quatre-vingt-trois ans, et eut pour successeur Clément XIII.

sombres préventions. Il s'applaudissait de voir tomber dans plusieurs pays le fanatisme qui avait animé les ennemis du Saint-Siége, et se gardait bien de réveiller leur haine et leurs alarmes. Les Anglais qui visitaient Rome recevaient de lui l'accueil le plus flatteur, et déclaraient n'avoir rien vu de plus aimable que le pape. Le roi de Prusse l'honorait, et était charmé d'entretenir avec lui une correspondance à l'occasion des catholiques de la Silésie. Benoît XIV avait fait bénir sa médiation aux Suisses. Les protestans du midi de la France avaient souvent trouvé en lui un intercesseur lorsqu'on voulait recommencer des persécutions contre eux. D'après ses instructions, des évêques molinistes, tels que celui de Montpellier, les avaient protégés. Le tolérant Lambertini eût fléchi les plus durs jansénistes s'il eût fait un voyage à Paris. Ce qui se passait en France l'étonnait et lui paraissait le comble du délire. Il ne concevait point la faiblesse d'un roi qui ne savait point être maître chez lui. Il admirait la solidité d'un gouvernement qui résistait à de pareilles secousses. *La bonne machine*, disait-il, *qui va toute seule !*

L'archevêque de Paris recommence les refus de sacremens.

Les jésuites s'étaient tellement animés dans le combat, qu'ils ne pouvaient plus se conformer aux vœux de ce pontife pacifique. Quel que fût l'événement de cette lutte, ils

croyaient n'en avoir rien à craindre pour eux-mêmes. Ils ne paraissaient pas en première ligne. Des évêques et des curés tenaient à honneur de porter les premiers coups et de se dévouer à tous les périls. Peu de jours après la déclaration du 2 septembre 1754, les refus de sacremens recommencèrent dans Paris. Le parlement informa, décréta; les officiers de justice faisaient partout la guerre aux officiers subalternes du clergé. La cour s'irrita de la conduite de l'archevêque, qui rompait le silence prescrit sur les matières de religion, et lui ordonna enfin d'administrer les sacremens. L'ardent prélat saisit une occasion de se faire persécuter. Il déclara que son devoir était d'obéir à Dieu avant d'obéir aux hommes. Chacun alors trouvait un devoir qui ne lui permettait pas l'obéissance au roi. L'archevêque de Paris fut exilé à son tour; mais de Conflans, de Champeaux, de Lagny, où on l'envoya successivement, il était à portée d'exciter de nouveaux troubles. Son rôle lui paraissait plus glorieux depuis qu'il se présentait comme un martyr de la foi. Il ne cessait de fulminer des excommunications tandis qu'on arrêtait ses prêtres, et que le parlement condamnait à un bannissement perpétuel le séditieux curé de Saint-Étienne-du-Mont. Deux autres prélats molinistes partagèrent ses fu-

reurs et sa disgrâce; l'un était l'archevêque d'Aix, et l'autre l'évêque de Troyes. Le premier se tut dans son exil; le second fit tant de bruit, qu'on fut forcé de l'enfermer chez des moines en Alsace. Enfin, un parti plus sage prévalut dans le clergé. L'évêque de Mirepoix mourut; la feuille des bénéfices fut confiée au cardinal de La Rochefoucauld, dont le bon sens et la piété paisible condamnaient les emportemens de ses confrères. Un esprit de paix se répandit parmi les ecclésiastiques, lorsque l'épiscopat et les abbayes ne furent plus le prix d'un zèle turbulent[1]. Bientôt l'archevêque de Paris se vit à peu près abandonné. Mais un nouveau sujet de discorde qui s'éleva entre la cour et le parlement, fit changer encore une fois la scène. Avant de continuer l'histoire de ces troubles, je dois rassembler différens traits sur la situation intérieure et extérieure du royaume.

Situation intérieure de la France.

Si le gouvernement était faible et peu vigilant, la nation était active; elle profitait d'une paix malheureusement trop mal affermie, se livrait à un vaste commerce, en recueillait les fruits, étouffait les élémens d'une guerre ci-

[1] Les évêques qui montraient de la modération étaient appelés *feuillans*, parce qu'ils suivaient, disait-on, la feuille des bénéfices.

vile ; dans le silence ou l'anarchie des autorités, elle se modérait d'elle-même. Nous avons vu, dans le livre précédent, combien les découvertes des savans lui étaient utiles et contribuaient à sa gloire. Les hommes de lettres lui faisaient encore de plus grandes promesses. L'influence de l'esprit philosophique faisait peu craindre de dangers, parce qu'il agissait lentement sur les institutions politiques, et subissait alors l'épreuve du temps et de l'expérience. Enfin, ce qui contribua le plus à rendre la France heureuse et florissante depuis l'année 1748 jusqu'à l'année 1756, c'est que toutes les autres nations de l'Europe l'étaient en même temps. Les richesses de l'une s'accroissaient des richesses et de l'industrie des autres. L'Angleterre troubla, par une ambition insatiable et par des crimes politiques, un état de paix qui faisait sa prospérité particulière. Mais arrêtons-nous pour voir quelle était en France, à cette époque, la direction du luxe, des arts et du commerce [1].

[1] Parmi les ouvrages que j'ai consultés pour faire ce tableau, je dois citer avec une reconnaissance particulière celui de M. Gudin, qui a pour titre : *Essai sur les Progrès des Arts et de l'Esprit humain sous le règne de Louis XV*. L'instruction la plus variée y est ornée d'un style élégant et rapide.

Paris s'embellissait. Pendant le ministère long-temps heureux de l'économe Fleury, la magnificence des particuliers avait un peu excité celle du gouvernement. Ce fut alors que le faubourg Saint-Honoré et le faubourg Saint-Germain se couvrirent de ces beaux hôtels dont les villes d'Italie offraient seules le modèle en Europe. Alors aussi on commença à faire une promenade riante et saine, des boulevarts, en les plantant d'arbres dans leur longue étendue. Bientôt ils s'animèrent par une multitude de jeux, de spectacles, de lieux de plaisir, et présentèrent l'image d'une fête perpétuelle. On commença à border la Seine de quais magnifiques. Bouchardon éleva, en 1739, la fontaine de Grenelle, l'un des plus agréables monumens de ce genre. Quoique le gouvernement fût porté à négliger des édifices commencés sous Louis XIV, la magnifique église de Saint-Sulpice, ainsi que celle de Saint-Roch, furent achevées: Languet, curé de la première de ces paroisses, intéressa la piété des fidèles et l'ostentation des grands à une construction qui s'annonçait de la manière la plus imposante. Embellissemens de Paris.

Le luxe régnait surtout dans les maisons de campagne. Les seigneurs imitaient à grands frais l'élégante somptuosité des châteaux bâtis pour le roi et pour les princes. Nulle manière

de se ruiner ne paraissait plus noble. Les financiers cédaient à cette vanité, et quelques-uns mouraient délaissés dans ces demeures royales qui avaient épuisé leurs trésors.

Fondation de l'École militaire. 1751.

Après la mort du cardinal de Fleury, et surtout après la paix d'Aix-la-Chapelle, le gouvernement montra un désir plus vif de rivaliser avec la grandeur de Louis XIV : Voltaire y contribua beaucoup par le tableau qu'il fit de ce règne ; le comte d'Argenson, surtout, cherchait à inspirer au roi le goût des monumens utiles, et les concevait d'une manière judicieuse. Il le prouva par l'établissement d'une école militaire où étaient reçus cinq cents gentilshommes français, dont les pères, dépourvus de bien, étaient morts au service, ou s'y étaient distingués. L'on approuva un monument dont l'exécution fut simple et noble comme son objet. Le même ministre ne cessa de protéger l'établissement des Invalides. Ce fut pour eux qu'il fit planter, vis-à-vis leur hôtel, l'agréable promenade auquel il donna le nom de *Champs-Élysées*, comme pour inviter ces guerriers mutilés à goûter le repos que les fables anciennes ont imaginé pour les ombres illustres. L'édit par lequel il fit instituer une noblesse militaire, acquise de droit à ceux qui parviendraient au grade d'officiers-généraux, fut vivement ap-

plaudi de la nation, et plusieurs philosophes y virent une application heureuse de leurs maximes.

Ponts, canaux et grandes routes.

Les ponts et les canaux existans étaient assez bien entretenus. Mais le gouvernement accueillait avec froideur de nouveaux projets qui lui étaient présentés. Il s'occupait des grandes routes avec activité, et surpassait à cet égard la magnificence de Louis XIV. Un administrateur éclairé, passionné pour tout ce qui est utile, Trudaine, intendant des finances, dirigeait ces travaux ; mais il ne put détourner le gouvernement de sacrifier à une vaine ostentation, en rendant ces routes trop spacieuses aux dépens de l'agriculture.

Embellissemens des villes de province.

Les villes de province s'embellissaient aussi bien que la capitale. Des places environnées d'édifices réguliers, et au milieu desquelles s'élevaient la statue équestre ou pédestre de Louis XIV *après sa mort*, ou celle de son successeur, ornaient les villes de Nantes, de Rennes, de Bordeaux, de Montpellier, de Lyon, de Valenciennes, de Reims, de Dijon et de Nanci. Stanislas déployait en Lorraine une magnificence aisée et judicieuse qui paraissait tenir du prodige, vu ses modiques revenus. Les commerçans de Lyon et ceux de Bordeaux faisaient, pour l'embellissement de ces villes, autant qu'un souverain aurait pu faire. Les premiers s'étaient

honorés en faisant construire le plus bel hôpital de France suivant le plan du célèbre architecte Soufflot, et plus encore en le faisant administrer avec les soins les mieux entendus. Partout où florissait le commerce, il s'élevait de nouveaux théâtres, des bourses, des halles au blé, supérieurs aux établissemens de ce genre faits sous Louis XIV.

Église de Sainte-Geneviève.

Malgré les représentations du marquis de Marigny, on ne s'occupait jamais de suite de réparer et de continuer le Louvre; mais il fut plus heureux en proposant un monument fait pour illustrer un règne; c'était l'église de Sainte-Geneviève. On ne se livra point à la vaine espérance d'égaler Saint-Pierre de Rome; Soufflot sut approcher du plus sublime modèle de l'architecture, en triomphant d'une foule d'obstacles dont le plus sérieux était la détresse du trésor royal.

Mausolée du maréchal de Saxe.

Un sentiment de reconnaissance inspira la pensée d'ériger un mausolée au maréchal de Saxe, qui mourut le 30 novembre 1750, à l'âge de cinquante-quatre ans, dans sa terre de Chambord. Ce héros, dont la santé était depuis long-temps affaiblie par ses excès encore plus que par ses fatigues, avait lutté contre la mort tant qu'il fut nécessaire à sa patrie adoptive. La paix le fit renoncer au régime qu'il avait consenti à suivre, et il

expira lentement en montrant la plus grande indifférence pour les jouissances de la gloire. Le deuil fut général; il aurait été plus profond encore s'il y avait eu des craintes d'une guerre prochaine. Le maréchal de Saxe avait voulu que ses restes fussent consumés dans de la chaux vive, afin, disait-il, qu'il ne restât de lui de souvenir que dans le cœur de ses amis. On se garda de respecter un pareil vœu. Ses restes furent déposés avec pompe dans l'église luthérienne de Strasbourg; mais on oublia, pendant plusieurs années, le mausolée projeté. On y revint lorsque la France eut subi les premières ignominies d'une guerre malheureuse : Pigal l'exécuta d'une manière qui fut plus admirée dans le temps qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Décadence de la peinture.

Le mauvais goût dominait encore dans la peinture. Le pinceau s'était efféminé. Aux bergères factices et ridiculement ornées de Vatteau, avaient succédé les nymphes lascives de Boucher et de sa nombreuse école. La marquise de Pompadour était éprise de ce genre. On reconnaissait partout l'inspiration de la maîtresse du roi. Les exemples du Poussin et de Le Sueur étaient abandonnés. Les Coypel et les Vanloo avaient corrompu l'art par des systèmes froids et recherchés. Le Moine, qui n'était point exempt de leurs défauts, mais

qui les rachetait par plus de feu et d'invention, n'avait pu sauver l'honneur de l'école française. Une sombre mélancolie l'avait atteint au milieu de ses succès, et il se tua dans un accès de désespoir insensé. Vernet, pendant cet âge dégénéré de la peinture, faisait briller les premiers essais d'un talent plein de verve, de naturel et de fécondité; et de jeunes peintres concevaient le projet d'une heureuse réforme.

Inventions du luxe.

On inventa de nouveaux procédés dans plusieurs arts qui tiennent à la peinture. Les tapis, les carrosses, les vases, les portes, les lambris, offrirent une multitude de tableaux; mais le plus souvent on y voyait reproduites les fades inventions des paysagistes maniérés: des groupes d'Amours étaient représentés pêle-mêle avec des monstres fabuleux et des êtres bizarres créés par l'imagination de Boucher et de ses imitateurs. Partout les ornemens se pressaient et s'entre-choquaient. L'or était employé avec profusion, il étincelait sur les vêtemens. Jamais ceux des femmes n'avaient été ni d'une plus lourde magnificence, ni d'un plus absurde caprice. La mode redoublait de mobilité, parce qu'elle s'éloignait toujours plus du point où le goût aime à s'arrêter. Chaque année voyait éclore une multitude de petites inventions qui enseignaient à la mollesse de nouveaux raffinemens. On imitait avec plus de va-

riété que de goût les meubles qui servent à la nonchalance des Orientaux. On étudiait avec un soin trop recherché tout ce qui peut épargner au corps une attitude gênante. Je m'étendrais moins sur des observations de ce genre, si je n'avais bientôt à raconter le commencement d'une guerre où les Français prouvèrent que les goûts de la mollesse avait pénétré jusque dans leurs camps. Le reproche que l'on fait à la philosophie d'avoir dégradé nos guerriers, me paraît vide de sens. Le vrai fléau de la discipline militaire, c'est le luxe, quand il n'est point dirigé par un souverain judicieux et magnanime.

Manufactures; commerce.

Mais ce luxe entretenait un grand mouvement dans la nation; et comme les étrangers en admiraient encore les productions, il donnait de l'activité au commerce. Les modes françaises parcouraient l'Europe. Toutes les branches de l'industrie, créées sous Colbert, se perfectionnaient; il est vrai que la révocation de l'édit de Nantes nous avait créé des rivaux dans plusieurs points importans. Mais on n'en trouvait point pour les soieries et la fabrication des draps fins. Vaucanson, après avoir établi sa renommée par ses automates et par des machines extrêmement ingénieuses, mais futiles, appliquait aux manufactures, et surtout à celle des Gobelins, les ressources de

son esprit inventeur. L'or et l'argent étaient ciselés avec une perfection qui ne multiplia que trop les vaines richesses et les caprices dispendieux de la bijouterie.

J'ai parlé ailleurs des progrès de l'horlogerie, dus à deux célèbres rivaux, Julien Le Roi et Berthoux. La marquise de Pompadour avait inspiré à Louis XV le plus vif intérêt pour l'établissement de la manufacture de porcelaine à Sèvres. L'un des plaisirs, ou plutôt l'une des occupations les plus sérieuses de ce monarque, était de visiter avec elle cette manufacture. Il aimait à en produire les plus beaux ouvrages aux yeux des courtisans, et à les leur faire acheter, et payait quelquefois par de grandes récompenses le zèle qu'ils montraient pour le satisfaire sur un point aussi facile.

Le luxe de la table, les soins de quelques propriétaires opulens, et particulièrement ceux des moines et des riches bénéficiers, ne cessaient de perfectionner les vins de France, et accroissaient beaucoup cette source abondante de la richesse nationale. Les vins de Bordeaux devaient aux Anglais eux-mêmes une renommée qui éleva cette ville commerçante à un haut degré de splendeur.

Agriculture. Depuis le traité d'Aix-la-Chapelle, l'agriculture commença en France à lutter un peu contre l'oppression d'un mauvais régime fiscal;

mais les faibles améliorations qu'elle reçut à cette époque n'étaient en rien comparables à celles de l'Angleterre, qui déjà était parvenue au point de pouvoir encourager par une prime l'exportation de ses grains. La Flandre et l'Alsace, ces deux belles conquêtes de Louis XIV, étaient seules en possession de ces procédés actifs et industrieux qui multiplient les productions de la terre sans l'épuiser. Les améliorations étaient peu praticables dans les provinces qui avaient le malheur d'être comprises dans le bail des cinq grosses fermes; là, l'agriculture était découragée par mille genres de vexations et par des préjugés qu'entretient la misère. Il régnait plus d'activité dans les pays d'États. Ceux de Languedoc avaient une administration habile; ceux de Bourgogne, soumis de plus près à l'influence de la cour, étaient moins libres dans le bien qu'ils pouvaient opérer. La féodalité gâtait en Bretagne les fruits de l'espèce de liberté que cette province devait à ses priviléges et au caractère opiniâtre de ses habitans.

Malgré de telles entraves, grâce à la paix, l'abondance régnait dans tous les marchés. Le gouvernement en profita pour rendre, au mois de septembre 1754, un arrêt du conseil qui autorisait la libre circulation des grains de province à province, et accordait aux pro- Colonies.

vinces de Languedoc et de Gascogne la permission indéfinie d'en trafiquer avec l'étranger. La guerre, qui ne tarda pas à se déclarer, ôta presque tout effet à cette grande expérience sollicitée par la plupart des philosophes, et surtout par ceux qu'on appelait *économistes*. Dix ans après, l'agriculture reçut enfin un mouvement plus heureux et plus déterminé. La France était puissamment aidée dans tous ses moyens de prospérité par ses colonies. Nous allons voir bientôt ce qu'osait entreprendre et ce que promettait la compagnie des Indes orientales. Les îles de France et de Bourbon, créées en quelque sorte par le génie et l'activité du malheureux La Bourdonnaie, accroissaient leur culture malgré la disgrâce de leur fondateur. Les colonies de l'Amérique réalisaient de grandes espérances.

La Louisiane seule ne faisait que de faibles progrès, malgré la fertilité de son sol. Le triste sort de l'expédition insensée et coupable qu'avait ordonnée Law, avait jeté à la Nouvelle-Orléans un découragement sans remède. Le Canada, quoiqu'il coûtât encore quelques sommes à l'État, se formait des moyens de subsister par lui-même, et fournissait des branches précieuses au commerce de la France. Ni les peuples anciens, ni les modernes, n'avaient vu s'élever une colonie aussi promp-

tement florissante que celle de Saint-Domingue. Le sucre, le café, le coton, l'indigo et le cacao qu'on y cultivait, produisaient un revenu beaucoup plus sûr et plus susceptible d'accroissement que les mines du Mexique et du Pérou. Les villes du Cap-Français, du Port-au-Prince, de Léogane et de Saint-Marc, rivalisaient avec l'éclat des villes européennes. Les fortunes rapides qui s'y faisaient venaient alimenter le luxe de la métropole. Les retours de Saint-Domingue étaient plus que quadruplés depuis l'année 1720. Il en était de même de la Martinique. La Guadeloupe, Sainte-Lucie et Tabago, faisaient des progrès moins rapides, mais c'étaient pourtant d'utiles possessions. Rien n'avait plus favorisé les moyens de culture de ces diverses colonies, que les établissemens français sur les côtes d'Afrique; celui du Sénégal était florissant. Les négocians de Nantes, de Rennes, de Bordeaux et de Saint-Malo portaient en Amérique des capitaux qui, au bout de quelques années, avaient souvent décuplé. Nos ports sur la Méditerranée s'enrichissaient par le commerce du Levant; la jalousie des Anglais veillait en vain à nous enlever ces fruits précieux de notre vieille alliance avec la Porte.

Les Anglais veulent la guerre.

L'Angleterre qui, dans le calme des nations européennes, perfectionnait plus qu'aucune d'elles son agriculture, son industrie et tous ses moyens de puissance, était poussée à la guerre par un excès d'orgueil et de cupidité. On eût dit qu'elle avait fait grâce à la France en lui imposant une paix où elle n'avait laissé subsister aucune trace des journées de Fontenoi et de Lawfelt. Les milliers de bâtimens français qui sillonnaient les mers avec de riches cargaisons lui semblaient une proie offerte à ses vaisseaux de ligne, à ses frégates. Quand seraient-ils amenés dans ses ports? Cependant le duc de Newcastle, qui avait dirigé la dernière guerre avec gloire, et qui jouissait de l'autorité d'un ministre principal, sentait le prix d'une paix qui lui permettait de diminuer progressivement la dette immense de l'État. Son grand pouvoir lui avait fait des ennemis qui s'attachaient à déconcerter ses plans. Le plus puissant et le plus adroit de tous était le duc de Cumberland. Ce prince travaillait à se rendre nécessaire. L'âge avancé de son père lui faisait craindre la fin de son crédit. L'héritier du trône était le fils du prince de Galles, mort en 1751. Le duc de Cumberland voulait que son neveu fût forcé de recourir à lui, en montant sur le trône au milieu des embarras de la guerre. Sa patrie le célébrait

comme un libérateur depuis sa victoire sur le prince Édouard; mais au dehors sa gloire était encore problématique. Pour l'établir mieux, il prenait des mesures qui allaient causer une longue effusion de sang dans les quatre parties du globe. Son ambition fut punie, comme nous le verrons bientôt; et celui qui avait été sur le point de vaincre le maréchal de Saxe, posa les armes devant le maréchal de Richelieu. Deux illustres rivaux, Pitt et Fox, balançaient alors les suffrages du parlement britannique. Le dernier, particulièrement attaché au duc de Cumberland, appelait la guerre. Pitt, animé d'une haine profonde contre les Français, ne la désirait pas moins; mais comme il craignait de paraître ingrat envers le duc de Newcastle, il n'éclatait pas encore; seulement ses discours éloquens tendaient à exalter l'orgueil de la nation anglaise, à lui donner un patriotisme farouche, à colorer son avarice de l'exaltation d'un peuple libre; enfin, à forcer les deux hémisphères de reconnaître le code arrogant et exclusif d'une île commerçante. Ce fut un grand malheur pour l'Europe, que l'Angleterre reçût une telle impulsion du plus grand homme d'État qu'il y eût à cette époque (si le roi de Prusse en est excepté). Les peuples s'avançaient trop dans la civilisation pour ne pas tendre à s'unir. La

guerre offrait très-rarement des dépouilles et des conquêtes qui fissent une compensation avec ses dépenses. Dans aucun temps la paix n'avait procuré plus d'avantages. Enfin l'esprit philosophique tendait à éclairer les rois sur les prestiges d'une fausse gloire. Les vœux de la sagesse n'étaient plus chimériques, parce qu'ils se trouvaient heureusement combinés avec la mollesse qui s'introduisait dans les mœurs, avec le goût des plaisirs frivoles et des jouissances variées, avec les suggestions de l'intérêt particulier qui raisonnait avec justesse, et les inspirations de la bienveillance sociale. L'Angleterre voulut ramener des jours de destruction et de rapine. Le génie de William Pitt lui assura le salaire de beaucoup d'injustices et de perfidies.

Affaires des Indes ; succès de Dupleix.

Dans la crainte d'offenser l'Angleterre, le gouvernement français avait laissé échapper la plus belle occasion d'établir sa domination dans les Indes orientales. Dupleix, persécuteur et calomniateur de La Bourdonnaie, après avoir compromis par ses intrigues le salut de la petite armée qui avait pris Madras et fait trembler les Anglais sur toute la côte de Coromandel, avait été réduit à se défendre dans Pondichéri avec les faibles débris de cette armée. Mais dans ce siége, qu'il parvint à faire lever aux Anglais, il avait développé de telles ressour-

ces, que les rivaux de la France n'osaient plus le troubler, et que les gouverneurs indiens recherchaient son alliance. L'anarchie désolait ces belles contrées depuis que Thamas-Koulikan avait ébranlé et encore plus humilié le trône du Mogol. Un tyran imbécile vendait ses royaumes à des généraux qui disposaient à leur tour de ce qu'ils avaient acheté. De là, une monstrueuse hiérarchie de soubabs qui possédaient des royaumes, de nababs qui possédaient des provinces, de rajabs qui possédaient des districts : ardens à s'entre-détruire, ils avaient besoin d'appuyer leurs crimes par le courage et l'avidité des soldats européens. Dans le voisinage de Pondichéri était la nababie d'Arcate : un féroce aventurier, né dans l'Arabie, voulait l'usurper; et, d'assassinats en assassinats, il était près d'obtenir ce gouvernement. Quelques revers qu'il essuya le portèrent à recourir à Dupleix, directeur de la compagnie française. Celui-ci, qui méditait de grands projets, s'était bien gardé de licencier son armée après la paix d'Aix-la-Chapelle. Il avait dans Bussy un officier très-distingué. Son artillerie était bien servie et des milices indiennes, qu'il soldait, achevaient de le rendre formidable à ses voisins. Il se joignit à l'Arabe Chandasaëb, entra victorieux dans la province d'Arcate, la soumit à un nou-

veau vice-roi qui ne mit point de bornes à sa reconnaissance. Le territoire de Pondichéri fut accru d'un grand nombre de villages. L'île de Shéringam, formée par deux branches du Cavéri, fut cédée aux Français. Ils eurent une grande part dans la dépouille des vaincus. Peu de temps après, Dupleix se vit implorer par un Indien, nommé Mouza Fersing, qui disputait la soubabie de Décan à son oncle Nazerfing, que protégeaient les Anglais. Mouza Fersing éclata lorsque Dupleix n'avait pu lui envoyer encore que de faibles secours. Il fut vaincu, chargé de fers. Le vainqueur épargna les jours de son neveu, et bientôt après expia sa clémence. Dupleix réussit, par ses intrigues, à corrompre les soldats de l'armée de Nazerfing. Ceux-ci assassinèrent leur chef pendant qu'il livrait un combat aux Français, brisèrent les chaînes de Mourza Fersing, et le proclamèrent soubab. Le butin qu'on acquit avec si peu de gloire fut immense. Dupleix enrichissait à la fois son armée et sa compagnie. Le bruit de son nom parvint à Delhi. Le grand-mogol espéra se servir des Français, d'un côté pour soumettre une multitude de gouverneurs indépendans, et de l'autre pour arracher aux Anglais les postes importans qu'ils possédaient dans la presqu'île et dans le Bengale. On permit à Dupleix d'acheter, à la chancellerie

du grand-mogol même, la nababie ou vice-royauté de Carnate. Il faisait déjà des spéculations hardies sur la faiblesse et la stupidité d'un souverain qui lui vendait pour deux cent cinquante mille livres un puissant moyen de le détrôner. Il avait fait part à la cour de France d'un plan d'opérations militaires et d'intrigues qui devaient lui ouvrir, avant une année, le chemin de Delhi. Il demandait quelques renforts de vaisseaux et de soldats pour l'aider dans l'exécution de ses projets. La cour de Versailles, qui, charmée des premiers succès de Dupleix, l'avait créé marquis et décoré du cordon rouge, s'épouvanta de ses nouveaux projets, le laissa incertain, ne lui envoya aucun secours, et lui prescrivit même de renoncer au titre de vice-roi de Carnate.

Revers de Dupleix.

La cour de Londres se conduisait suivant d'autres maximes : elle envoya de puissans secours à l'adversaire de Dupleix, Saunders, qui dirigeait la compagnie anglaise. La fortune changea ; les Anglais ramenèrent en triomphe les rajahs qui s'étaient réfugiés dans leur camp. Dupleix marcha contre eux, ignorant ou affectant de mépriser les renforts qu'ils venaient de recevoir. Il fit imprudemment le siége de Maduré, dans le voisinage d'Arcate. Les Anglais, sous la conduite du lord Clive,

dissimulèrent avec soin leurs forces et leurs ressources. Leur supériorité était telle, qu'ils parvinrent à enfermer les Français dans les circonvallations que ceux-ci avaient tracées. Dupleix, après avoir perdu la plus grande partie de son armée pendant ce siége malheureux, se soutint encore avec fermeté dans plusieurs postes qu'il avait conquis. Le bruit du revers qu'il avait éprouvé fut exagéré à la cour de Versailles; elle prit bientôt le parti d'abandonner un gouverneur qui promettait de donner à la France l'empire le plus fertile et le plus opulent de l'univers. On se hâta de satisfaire au vœu des Anglais. Le marquis Dupleix fut rappelé. Il arriva en France lorsque son glorieux et infortuné rival expirait au sortir de la Bastille. On avait laissé languir La Bourdonnaie trois ans et demi dans cette prison. Il avait été traité en coupable tant qu'on avait voulu complaire à Dupleix; il fut déclaré innocent lorsqu'on fut fatigué du gouverneur de Pondichéri. Mais une maladie cruelle, née de sa longue oppression, ne lui permit pas de rendre de nouveaux services dans l'Inde à sa patrie ingrate. Dupleix à son tour n'essuya que des mépris. Il succomba au chagrin et mourut oublié. Lorsqu'on vit les Anglais soumettre tout le Bengale, dominer sur les côtes de Malabar et de Coromandel, et régner dans

l'Indostan par leurs intrigues, on regretta d'avoir sacrifié successivement deux hommes tels que La Bourdonnaie et Dupleix.

Tandis que la modération ou plutôt la pusillanimité du cabinet de Versailles laissait les Anglais sans rivaux et sans surveillans dans les Indes, ceux-ci, impatiens de commencer la guerre, accusaient la France de vouloir usurper leurs possessions d'Amérique. Les limites qui séparaient le Canada des colonies anglaises, avaient été mal déterminées par le traité d'Utrecht. La paix d'Aix-la-Chapelle avait été trop précipitée pour qu'on songeât à expliquer des clauses obscures que les Anglais laissaient subsister à dessein. Ils en profitèrent bientôt pour se former un prétexte d'agression. Ils bâtirent sur un territoire appartenant aux Français, un fort auquel ils donnèrent le nom de *la Nécessité*. Les Francais, qui n'avaient point couru aux armes en leur voyant franchir les monts Apalaches, limite jusque-là reconnue entre les deux nations, vinrent les observer dans le travail de ce fort. Un officier, nommé Jumonville, fut envoyé vers eux avec une escorte de trente hommes. Il s'avançait comme un négociateur. Les Anglais, rangés en cercle autour de lui, écoutèrent d'abord les représentations qu'il venait leur faire. Avaient-ils

Agression des Anglais en Canada.

1754.

prémédité un crime affreux[1]? Cédèrent-ils à un mouvement subit de haine et de férocité? On ne le sait; mais ils souillèrent le Nouveau-Monde d'un attentat inconnu chez les peuples civilisés, et qui transporta d'indignation les sauvages. Ils assassinent Jumonville, immolent huit soldats qui tombent à côté du corps sanglant de leur chef; ils font prisonniers tout le reste de l'escorte. Un seul Canadien s'échappe, et vient porter cette horrible nouvelle au commandant français. De nombreux sauvages accouraient avec leurs massues, et venaient demander que l'honneur de leurs vieilles forêts fût vengé d'une si atroce perfidie. On marcha; Villiers, frère de l'infortuné Jumonville, conduisit cette troupe indignée. Il assiégea les Anglais dans le fort de *la Nécessité*. Au bout de quelques jours, ceux-ci avaient épuisé tous leurs moyens de défense. Les sauvages faisaient les apprêts du long supplice où devaient expirer les Anglais. Le généreux Villiers eut horreur de livrer à des

[1] Il en coûte beaucoup de dire que le détachement anglais qui commit cet attentat était commandé par Washington. Cet officier, qui devait développer les plus pures vertus du guerrier, du citoyen et du sage, n'avait alors que vingt-deux ans. Il ne put contenir les hommes féroces et indisciplinés qui marchaient sous ses ordres.

cannibales les meurtriers de son frère, et, ne pouvant les faire prisonniers sans péril pour leurs jours, il leur permit de se retirer avec un canon.

Succès des Français en Canada. 1755.

Le gouvernement français n'osa céder à toute son indignation. Il se plaignit faiblement. Bientôt les Anglais osèrent se plaindre eux-mêmes d'avoir été attaqués dans le fort de *la Nécessité*. Les négociations qu'ils entamèrent n'étaient qu'un voile dont ils couvraient des armemens et des expéditions. Le général Braddock partit pour aller envahir la plus grande partie des établissemens français en Amérique. Les forts du Canada et ceux de la Louisiane furent menacés en même temps. Une escadre anglaise vint se présenter à l'entrée du fleuve Saint-Laurent. Les Français, que les sauvages secondaient avec ardeur, ne furent point étourdis d'une attaque inopinée; ils s'avancèrent contre le général Braddock, qui allait investir le fort Duquesne. L'action s'engagea. Tandis que les Français se livraient à toute leur impétuosité, leurs alliés, les sauvages, montés sur des arbres ou cachés dans des buissons, faisaient un feu continuel; et, visant avec une adresse étonnante, ils faisaient presque à chaque coup tomber un officier anglais. Le général Braddock fut blessé mortellement en voulant ramener les siens

au combat. La déroute de son armée fut complète. Un petit nombre de fugitifs parvint à se réfugier au fort de Cumberland. La victoire se montra encore pendant quelque temps fidèle aux Français. Le baron de Dieskau, Suisse d'origine, les marquis de Vaudreuil et de Montcalm, après des avantages dus à leur bravoure et à leur habileté, plus qu'au nombre de leurs troupes, entraient en conquérans sur plusieurs points des colonies anglaises.

L'Angleterre nous enlève trois cents bâtimens sans déclaration de guerre.

Pendant ce temps, l'ambassadeur de France, Mirepoix, demandait, d'un ton timide et embarrassé, des explications à la cour de Londres, croyait à toutes les protestations du cabinet britannique, et communiquait sa funeste crédulité à la cour indolente que gouvernait la marquise de Pompadour. On se livra à des regrets tardifs et à une vaine indignation, lorsque l'on apprit que de tous les ports de l'Angleterre il sortait de nouvelles escadres; que nos vaisseaux de guerre n'étaient pas impunément rencontrés; que les Anglais, loin d'imiter la générosité excessive et imprévoyante avec laquelle on leur avait rendu une de leurs frégates prise à la suite de la plus injuste agression [1], retenaient les vaisseaux dont ils s'étaient

[1] Au mois d'octobre 1755, une frégate française

emparés, insultaient et tourmentaient nos marins prisonniers; que des convois, chargés des plus riches retours de nos colonies, tombaient en leur pouvoir, et qu'ils témoignaient une joie insolente d'avoir enlevé trois cents bâtimens avant la déclaration de guerre. Il fallut armer enfin pour soutenir un commerce qui était déjà presque anéanti.

Il était aisé de juger, par la situation de toutes les puissances continentales, combien s'étendrait et se prolongerait l'incendie que la cupidité des Anglais venait d'allumer. On eût dit que la nature voulait effrayer, par des signes terribles, les nations qui couraient aux armes, et qui allaient s'égorger sans passion, sans but et sans gloire. La fin de l'année 1755 fut remarquable par une suite de phénomènes désastreux. La terre paraissait ébranlée dans

Désastres de Lisbonne. 1er. novembre. 1755.

rencontra et prit la frégate anglaise *le Blandford*. Louis XV ordonna qu'elle fût reconduite dans un port de l'Angleterre. Peu de jours après un vaisseau français, armé seulement de vingt-quatre canons, eut à se défendre contre un vaisseau anglais de soixante-quatorze. Le vicomte de Bouville, qui le commandait, soutint le combat pendant cinq heures avec une valeur inexprimable. Enfin, forcé de se rendre, il refusa les passe-ports qui lui étaient offerts comme prisonnier de guerre, et ne cessa de soutenir aux Anglais qu'ils étaient des pirates.

ses fondemens. Les côtes maritimes de l'Espagne et celles de l'Afrique éprouvaient des secousses presque continuelles. La mer sortait de son lit près de Cadix [1], et menaçait la Hollande. Les villes de Maroc, de Fez et de Méquinez furent détruites en partie, ainsi que la petite ville de Sétuval en Espagne. Mais le plus affreux désastre fut celui de Lisbonne. Vingt mille habitans y périrent sous les ruines de leur ville : ici les palais étaient embrasés, et là ils étaient détruits par les eaux. Des brigands se livraient au meurtre et à la rapine au milieu des décombres. Le roi lui-même errait dans la campagne au milieu de sa famille et de ses sujets désolés. Ce fléau ne semblait pouvoir s'arrêter. Une nouvelle secousse eut lieu à Lisbonne six semaines après ce grand désastre. La France éprouva aussi quelques tremblemens de terre. On crut en ressentir un à Paris. Mais nulle part ces terribles phénomènes ne firent comprendre aux nations combien il est insensé d'ajouter par leurs discordes aux fléaux de la nature.

[1] L'inondation qui eut lieu à Cadix et dans les campagnes environnantes, coûta la vie au fils unique de Louis Racine, jeune homme qui promettait de soutenir, par ses vertus et par ses talens, l'honneur d'un si beau nom.

Traité d'alliance avec l'Autriche.

Des leçons cruelles et répétées avaient en vain appris à la France le danger de s'engager dans une guerre continentale, lorsqu'elle avait à lutter contre les forces maritimes de l'Angleterre. On commit cette grande faute sans nécessité, sans prétexte, et, ce qui est le comble du vertige, sans y être même sollicité par l'ambition. Nul ennemi ne s'offrait sur le continent; il fallut s'en faire un, et l'on choisit, pour objet d'une ligue insensée, un roi qui, à moins d'être insensé lui-même, ne pouvait jamais menacer la France; un roi ennemi de l'Autriche, et fait pour contenir cette puissance ambitieuse; enfin, un grand homme, Frédéric II. Ce monarque avait plus d'une fois humilié Louis XV par des avis fermes et sévères, lorsqu'il était son allié, et l'avait irrité par deux défections. Depuis la paix, il s'était permis quelques épigrammes sur la mollesse, l'irrésolution et les honteux plaisirs de la cour de Versailles. Comme elles ne réveillaient point Louis XV de ses langueurs, elles lui inspiraient autant de ressentiment qu'une âme faible en peut nourrir. La marquise de Pompadour n'était pas épargnée dans les caustiques entretiens de Postdam et de Sans-Souci. La cour d'Autriche épiait tout pour fomenter la haine contre le conquérant de la Silésie.

Lorsque, peu d'années après la paix d'Aix-

La-Chapelle, Marie-Thérèse entreprit de former les liens les plus étroits avec une puissance qui venait d'essayer tout pour sa ruine, elle mit en avant des offres si brillantes, qu'on ne put s'empêcher d'y soupçonner de la perfidie. Pourvu qu'on l'aidât à reprendre la Silésie sur le roi de Prusse, elle consentait à céder les Pays-Bas à la France. La marquise de Pompadour ne pouvait trouver autour d'elle un courtisan assez bas pour ne pas l'avertir qu'on lui tendait un piége. L'impératrice ne tarda pas à s'apercevoir que la défiance naissait de l'excès de ses promesses. Elle n'en fit plus que de très-faibles; on y crut davantage. Elle finit par ne s'engager à rien; elle obtint tout. On s'habitua à envisager un changement politique comme une nouveauté brillante. Il était temps, disait-on, de contenir l'ambition et les intrigues des puissances du second ordre par l'union des puissances principales. Tantôt un duc de Savoie [1], tantôt un électeur de Brandebourg ou

[1] Le roi de Sardaigne eut le bonheur de ne jouer aucun rôle dans la guerre de sept ans. Cependant les premières négociations de l'Autriche et de la France avaient paru menaçer ses États ; et, si le roi de Prusse eût succombé, la guerre eût été bientôt portée dans le Piémont par les deux grandes puissances. Peu s'en fallut qu'elle ne fût allumée dans ce pays dès l'année 1755, à l'occasion du fameux chef de contrebandiers

de Hanovre, avaient réussi à susciter de longues guerres dont eux seuls avaient recueilli les fruits. C'était là le funeste effet des discordes continuelles des maisons de Bourbon et d'Autriche. En se rapprochant, en confondant leurs intérêts, elles ôtaient tout espoir à des politiques tracassiers. Une ou deux campagnes qu'il en coûterait pour faire rentrer le roi de Prusse dans ses premières limites, préviendraient pour l'avenir tout sujet de guerre continentale. Ce repos universel serait l'ouvrage de la France, et rien ne pourrait plus mettre un terme à ses prospérités.

Ainsi, les courtisans s'habituaient à répéter un langage qu'ils avaient souvent entendu tenir à l'adroit comte de Kaunitz, pendant son ambassade en France. D'anciens ministres

Mandrin. Cet homme, après avoir commis dans sa patrie un grand nombre de violences et de meurtres, s'était retiré dans un vieux château dépendant du roi de Sardaigne, d'où il continuait à exercer ses brigandages. Les soldats français et les commis des douanes, qui avaient à venger sur lui le sang de plusieurs de leurs compagnons, pénétrèrent sur le territoire de S. M. Sarde, attaquèrent Mandrin et le firent prisonnier. Le roi de Sardaigne se plaignit vivement de cette violation de son territoire. Le comte de Noailles fut envoyé à la cour de Turin pour faire une satisfaction, qui fut acceptée. Mandrin fut condamné à la roue, et fut exécuté à Valence.

et quelques vieux généraux résistaient à ces maximes nouvelles. Les deux négociateurs du traité d'Aix-La-Chapelle, le marquis du Puysieux et Saint-Séverin d'Aragon, défendaient leur ouvrage avec chaleur; mais leurs talens diplomatiques avaient tiré si peu de lustre de ce traité, qu'on écouta peu leurs conseils les plus sages. Cette grande affaire d'État devint un nouveau sujet de rivalité entre deux ministres dont l'inimitié avait fomenté les troubles intérieurs, Machault et d'Argenson. Le premier qui, après avoir soutenu une lutte impuissante contre le clergé, avait passé au département de la marine, y portait l'activité et les ressources d'un habile administrateur. Il s'effrayait d'une inutile et funeste diversion qui allait faire négliger les opérations navales. Quoi de plus inconséquent, disait-il, que de s'unir, pendant une guerre contre l'Angleterre, à une puissance qui ne pourra nous aider d'aucun vaisseau? Ne vaut-il pas mieux solliciter le zèle d'un prince de la maison de Bourbon, éveiller le roi d'Espagne sur ses dangers, tirer de lui un puissant secours, et sauver à la fois ses colonies et les nôtres? En parlant ainsi, ce ministre combattait le penchant de sa protectrice; il craignit d'insister. Le comte d'Argenson exprimait un sentiment plus conforme aux vœux de la favorite, quoi-

qu'il fût alors son ennemi déclaré. Comme il ne voulait point que son ministère restât sans action et sans éclat, pendant que les plus grands intérêts de la France seraient attachés à celui de la marine, il prétendait que la facile conquête de l'électorat de Hanovre suspendrait toutes les résolutions du roi d'Angleterre, à qui nul sacrifice ne coûterait pour recouvrer cette possession de ses ancêtres. L'Autriche, par tous ses mouvemens, favoriserait l'invasion de cet électorat; il fallait donc s'allier avec l'Autriche.

Traité de Versailles.

L'abbé de Bernis, qui d'abord n'avait point été séduit par ce nouveau système [1], s'y attachait à mesure que la marquise de Pompadour redoublait d'enthousiasme pour la souveraine

[1] Beaucoup de personnes ont prétendu que l'abbé de Bernis avait provoqué la ligue contre le roi de Prusse, pour se venger de la manière dont le poëte de Sans-Souci avait parlé de ses vers :

> Évitez de Bernis la stérile abondance.

Ce reproche est exprimé avec beaucoup de talent et de fiel dans une célèbre épigramme composée par Turgot, et qui, après avoir retracé les horreurs de la guerre de sept ans, finit par ce trait cruel :

> Vos petits vers sont-ils assez vengés?

Il faut bien se garder d'adopter une supposition aussi

qui voulait bien traiter avec elle des destinées de l'Europe. Il fut chargé de négocier secrètement avec le nouvel ambassadeur d'Autriche, le comte de Stahremberg. Les conférences eurent lieu dans une petite maison de campagne de la marquise, nommée *Babiole*. Elle y assistait régulièrement, combattait quelquefois les objections de l'abbé de Bernis, et montrait la chaleur d'un plénipotentiaire de l'Autriche. C'est ainsi que fut préparé le funeste traité de Versailles. Il fut conclu le 1er. mai 1756. La reine de Hongrie y déclarait sa neutralité pendant la guerre de la France avec l'Angleterre, et contractait cependant un traité d'alliance avec le roi. Elle promettait de garantir et de défendre tous les États du roi en Europe (personne ne les menaçait). Le roi, de son côté, promettait de garantir et de défendre toutes les possessions de l'impéra-

odieuse. L'abbé de Bernis ne montra jamais beaucoup d'orgueil littéraire. D'ailleurs, son caractère était plein de modération et de bienveillance. Duclos, qui dans ses Mémoires le défend avec le zèle d'un ami, prouve qu'il ralentit pendant plusieurs années l'empressement de la marquise de Pompadour à lier, ou plutôt à subordonner la France à l'Autriche. Il fut entraîné et n'entraîna personne. C'était un homme d'État fort médiocre, mais ami de la paix; et sa retraite honorable prouva combien il gémissait sur les maux de la guerre.

trice-reine, selon l'ordre établi par la pragmatique-sanction; ce qui détruisait le traité d'Aix-La-Chapelle et celui de Dresde. Les deux États s'engageaient à se fournir un secours de vingt-quatre mille hommes effectifs pour empêcher les attaques ou invasions dont l'un ou l'autre pourrait être menacé. La France, au bout de quelques mois, fournit ce sécours de plus de cent mille hommes et bientôt elle mit à la disposition de l'Autriche toutes ses forces militaires.

Expédition de Mahon.

Une guerre qui devait être plus désastreuse que celle de la succession d'Espagne, s'ouvrit, comme celle-ci, par des succès brillans. Au commencement de l'année 1756, on avait fait, avec la plus grande activité, des armemens de terre et de mer. Quinze nouveaux vaisseaux venaient d'être construits avec un art et une célérité que les Anglais étaient forcés d'admirer. C'était là un des heureux effets qu'avait produits l'application immédiate des découvertes des sciences à la marine. Comme nos forces navales étaient encore très-inférieures à celles des Anglais, on voulut y suppléer en leur faisant craindre une descente dans leur île. Les côtes de l'Océan se couvrirent d'une armée nombreuse qui brûlait d'aller venger à Londres les Français assassinés dans le Canada. Ce fut alors que la cour de

Versailles dut se rappeler avec regret le traitement ingrat et déloyal qu'elle avait fait éprouver au prince Charles Édouard. La terreur des Anglais eût été bien plus forte s'ils avaient vu dans les rangs de l'armée qui menaçait leurs rivages, le prince qui, sans auxiliaire, avait soumis plusieurs de leurs provinces. Cependant ils montrèrent, par toutes leurs mesures, qu'ils regardaient comme sérieux un projet de descente. Ils se mirent sous la protection de troupes mercenaires qu'ils firent venir de la Hesse et du Hanovre. La France en même temps excitait leurs craintes sur les îles de Jersey et de Guernesey, sur Gibraltar et sur Minorque. Cette dernière possession était pour eux un gage très-utile de leurs succès pendant la guerre de la succession d'Espagne. Ils avaient employé trente ans à la fortifier, et, suivant eux, le fort Saint-Philippe ne le cédait qu'à Gibraltar. C'était par cette conquête importante que les Français voulaient d'abord signaler leurs armes.

Le maréchal de Richelieu avait le premier présenté les avantages d'une expédition qui pouvait assurer à la France, pendant la guerre, l'empire de la Méditerranée. Plusieurs généraux, et particulièrement le prince de Conti, en exagérèrent les difficultés. Richelieu de-

manda, pour y réussir, une armée de trente mille hommes et une escadre de douze vaisseaux de ligne. Le roi et la marquise de Pompadour le laissèrent partir, comme pour se débarrasser d'un solliciteur importun. Richelieu sentit quel était pour lui le besoin de s'illustrer dans une entreprise importante. Les vices brillans de sa jeunesse, conservés dans son âge mûr, n'étaient plus vus avec la même indulgence. Le public, fatigué du scandale monotone de ses aventures galantes, instruit de la cruauté et de la perfidie qu'il y portait souvent, attribuait à ses leçons et à son exemple la corruption profonde du monarque. Il fallait un exploit au maréchal de Richelieu; la fortune vint le lui offrir [1].

La flotte française sortit des îles d'Hyères le 10 avril 1756. Elle était composée de douze vaisseaux de ligne, de cinq frégates et de cent cinquante bâtimens de transport. Une violente tempête la dispersa dès le premier

[1] Ce fut la duchesse de Lauraguais qui obtint de Louis XV le commandement des côtes de la Méditerranée pour le maréchal de Richelieu, qu'elle aimait avec une extrême passion. Ce choix fut généralement blâmé. Ce seigneur venait de se rendre odieux en abusant indignement de son nom et de son crédit pour persécuter des ennemis obscurs, et jusqu'à des filles du peuple qui lui avaient résisté.

jour; mais les vaisseaux, manœuvrant avec habileté, parvinrent à se rallier à la vue de Minorque. L'armée y débarqua sans obstacle le 17, et s'empara de la ville de Ciutadella, ainsi que de celle de Mahon, que les Anglais abandonnèrent pour aller s'enfermer dans le fort de Saint-Philippe. Ils étaient peu nombreux. Le gouvernement britannique, obligé de disséminer ses forces sur plusieurs points menacés, n'avait employé que quatre bataillons à la défense d'une citadelle bâtie sur un roc, environnée de fossés profonds de vingt et de trente pieds, protégée par beaucoup d'ouvrages extérieurs et par quatre-vingts mines, et enfin abondamment pourvue d'artillerie, de vivres et de munitions. Le maréchal de Richelieu s'en approcha, et parut d'abord indécis sur les moyens de commencer l'attaque. Pendant qu'il bloquait la citadelle, l'escadre française, commandée par le plus habile de nos marins, le marquis de La Galissonière, veillait à fermer l'entrée du port à un nombreux secours que les Anglais envoyaient à Mahon, sous la protection de quatorze vaisseaux de ligne. L'amiral Bing les commandait. La Galissonière vint à sa rencontre. Le combat s'engagea le 20 mai entre les deux escadres. Les Français y développèrent un art de bataille qui déconcerta les manœuvres de leurs

ennemis. Leur ligne fut un moment rompue; mais ne tarda pas à se reformer. L'amiral Bing, fatigué de plusieurs attaques infructueuses, n'ayant pu réussir ni à prendre, ni à disperser aucun des vaisseaux français, fit cesser le combat, et se trouva heureux de n'être point poursuivi. Il renonça au but de son expédition, et revint à Gibraltar réparer ses vaisseaux fort endommagés.

Cette victoire navale, la plus importante et la plus glorieuse que les Français eussent obtenue depuis plus de cinquante ans, anima le courage des assiégeans. Cependant on n'avait fait encore que des brèches peu considérables aux ouvrages extérieurs de la citadelle. Les ingénieurs ne donnaient que des espérances fort éloignées. L'armée avait beaucoup souffert du feu des ennemis; la saison faisait craindre des maladies. Le maréchal parut tout disposer pour un assaut, et dès ce moment il fut l'idole des soldats [1]. A la gaieté qui les animait, il

[1] Pendant toute la durée du siége, les officiers français rivalisaient à qui s'exposerait le plus. Le maréchal de Richelieu leur en donnait l'exemple. Un jour où il s'était approché assez près d'un des forts, il fut couché en joue et manqué par une sentinelle Un canonnier se chargea de punir le soldat anglais, et le renversa en effet du premier coup de canon. Pendant trois jours ce brave canonnier resta constamment sur

voulut joindre les effets de la discipline. La manière dont il l'établit sera long-temps célèbre dans nos annales. Les soldats étaient portés à oublier leurs fatigues en s'enivrant. Le maréchal leur défendit ces excès : « Je déclare, dit-il, que celui d'entre vous qui continuera de s'enivrer, n'aura pas l'honneur de » monter à l'assaut. » Jamais défense ne fut plus religieusement exécutée. Cet assaut si désiré se donna dans la nuit du 27 au 28 juin. On descendit dans les fossés. Là où les échelles étaient insuffisantes, les soldats grimpaient sur les épaules les uns des autres, et gravissaient le roc sous le feu de la plus formidable artillerie. Tous les chefs donnaient l'exemple du courage. On distinguait parmi eux le comte de Maillebois, le prince de Beauvau, le duc de Fronsac, fils du maréchal, et le comte

sa pièce, et ne souffrit pas qu'on vînt le relever. Le maréchal, charmé de son adresse et de son dévouement, donna l'ordre qu'on lui fît quitter enfin sa batterie. Ce canonnier s'y refusait encore. Enfin, il demande à parler au général, tombe à ses pieds, lui déclare qu'il est déserteur d'un des régimens qui ont débarqué à Minorque, et qu'il a voulu expier sa faute en mourant sous le feu des ennemis. Le maréchal, touché du repentir d'un si brave homme, le mit encore à l'épreuve, le tranquillisa ; et, comme il vit toujours en lui la même adresse et la même intrépidité, il le fit lieutenant, et ensuite capitaine.

d'Egmont, son gendre. Cinq fortes redoutes furent emportées. Le gouverneur du fort, le général Blakney, vit qu'il ne pouvait plus résister long-temps dans la citadelle; il demanda et obtint la plus belle capitulation. Le maréchal de Richelieu consentit à faire transporter la garnison anglaise à Gibraltar.

La prise de Port-Mahon fut célébrée comme l'ont toujours été les succès remportés sur une nation qui ne veut jamais se modérer dans son inimitié contre les Français. Voltaire excita la joie publique en vantant cet exploit avec une exagération bien pardonnable dans un ami et dans un poëte. La marquise de Pompadour, qui eût triomphé d'un mauvais succès de Richelieu, parut se réjouir de sa victoire. Louis XV fut dans son royaume le seul qui ne céda point à cette ivresse. Quand il revit le vainqueur de Mahon, il n'eut d'autre question à lui faire que celle-ci : *Comment avez-vous trouvé les figues de Minorque?* Son inconcevable apathie lui donnait ainsi l'apparence d'un tyran qu'inquiète la gloire d'un de ses généraux. Le public, de son côté, eut le tort d'oublier le marquis de La Galissonière, qui n'avait, pour exalter sa gloire, ni le secours des femmes, ni celui des poëtes[1]. Les Anglais

[1] Le marquis de La Galissonière mourut d'hydro-

étaient encore plus irrités de leurs revers par l'allégresse de leurs ennemis. Le peuple de Londres, qui avait demandé la guerre contre la France avec une haine féroce, poursuivait de ses clameurs l'amiral Bing, fils du célèbre marin qui avait donné à sa patrie la victoire navale de Messine. Les ministres, qu'on accusait eux-mêmes de négligence ou de trahison, livrèrent cet amiral à un conseil de guerre. Le maréchal de Richelieu, sollicité par Voltaire, fit un imprudent effort pour sauver l'infortuné Bing, et lui rendit un témoignage qui n'était point propre à calmer les Anglais. Cet officier fut fusillé aux acclamations de la populace, et plusieurs de ses compatriotes, qui ne le jugeaient point coupable, applaudirent à un jugement qui punissait le malheur, et ne montrait aux chefs d'escadre de salut que dans la victoire.

L'Angleterre fit les plus grands efforts pour réparer ce début malheureux d'une guerre qu'elle avait injustement suscitée. Le gouvernement français ne tenta plus rien pour assurer à sa marine les succès dont le combat de Mahon semblait devoir être le présage. Troublé

pisie à Nemours, la même année où il avait gagné la bataille navale de Port-Mahon. La perte de cet officier distingué, fut très-funeste à la marine française.

au dedans par les discordes futiles et opiniâtres de deux corps qui ne le reconnaissaient pas comme arbitre; entraîné au dehors par le fatal ascendant du cabinet de Vienne; humilié par le sentiment de sa détresse, il parut oublier qu'il était engagé dans une guerre maritime. Tout cédait au désir insensé de dépouiller le roi de Prusse. Voyons quelle était la situation de ce monarque.

Ligue générale contre le roi de Prusse.

Frédéric se voyait près d'être accablé par toutes les forces de l'Europe, parce qu'il était en butte à la colère de quatre femmes : la reine de Hongrie, l'impératrice de Russie Élisabeth, la reine de Pologne, et la marquise de Pompadour. Il allait éprouver que les sarcasmes d'un roi sont une grande cause de calamité pour les peuples. Marie-Thérèse tenait registre de tout ce qui échappait à un héros trop enclin à la satire. Élisabeth apprit par la cour de Vienne que Frédéric avait plaisanté en mauvais vers sur ses amours multipliés. Quoiqu'elle ne les couvrît pas d'un mystère fort scrupuleux, elle se crut outragée. Mais elle avait horreur de l'effusion du sang; il n'était pas aisé de l'entraîner à la guerre pour venger un tort de cette nature. Le comte de Kaunitz, qui avait déjà l'autorité d'un premier ministre à la cour de Vienne, trouva, pour entraîner celle de Pétersbourg, des prétextes politiques.

Le comte de Bestuchef, favori d'Élisabeth, les appuya. Il haïssait le roi de Prusse ; et cette inimitié était si forte en lui, qu'il renonça, pour l'assouvir, à une pension qu'il recevait de l'Angleterre. Heureusement pour Frédéric, les principes d'humanité qui régnaient toujours dans le cœur d'Élisabeth ralentirent l'effet des résolutions violentes où l'on voulait l'entraîner. La puissance qui devait porter les coups les plus terribles à la Prusse ne se mit en mouvement que lorsque celle-ci eut accru ses forces par des victoires.

Dispositions de la cour de Saxe.

La reine de Pologne, électrice de Saxe, fille de l'empereur Joseph Ier., à l'exemple des princes de sa maison, considérait toujours le roi comme un vassal révolté; elle aigrissait contre lui son époux Auguste III, par le souvenir même des disgrâces qu'il avait éprouvées durant la dernière guerre, et le flattait de pouvoir venger à Berlin les humiliations reçues dans le palais de Dresde. Déjà elle avait promis à Marie-Thérèse tous les secours que pouvait fournir l'électorat de Saxe. Une convention secrète avait été conclue entre les deux cours. Jusqu'à ce que l'on pût agir, la reine de Pologne se flattait de tromper le prince le plus vigilant par des protestations d'amitié. Mais Frédéric n'ignorait rien de ce qui se tramait

contre lui. Il feignit de la sécurité, afin de surprendre et d'accabler un voisin jaloux.

Comme si la fortune eût voulu lui susciter à la fois tous les genres de traverses, un motif qui pouvait lui attacher la Suède rangea cette puissance parmi ses ennemis. L'une de ses sœurs était mariée au roi de Suède, Adolphe-Frédéric de Holstein, qui, depuis 1751, avait succédé au faible époux de la sœur de la sœur de Charles XII. Adolphe-Frédéric, en montant sur le trône, avait encore vu restreindre le peu d'autorité laissée à son prédécesseur. Il ne pouvait se résoudre à en imiter la longue patience. Quelques seigneurs aperçurent les dispositions du jeune monarque, et prirent trop de confiance dans ses ressources et dans sa fermeté. Ils projetèrent de changer la forme du gouvernement, s'assemblèrent, furent trahis, découverts, enchaînés et conduits au supplice. Le roi lui-même n'échappa à la vengeance du sénat qu'en désavouant ses imprudens amis. La France, qui depuis long-temps soutenait en Suède le parti aristocratique, profita de ce mouvement pour obtenir tout de ceux qui le dirigeaient. Elle leur persuada que le roi de Prusse, frère de la reine de Suède, pourrait un jour intervenir dans leurs disputes, et rendre du lustre à une couronne avilie, et qu'il n'y avait de

Et de la Suède.

sûreté pour eux que dans sa ruine. La Suède arma. La Poméranie prussienne lui était promise pour prix de ses efforts.

Frédéric, menacé par ce concours de nations belliqueuses, n'avait qu'un allié; avant même que le traité d'union entre la France et l'Autriche fût conclu, il s'était uni au roi d'Angleterre. Instruit des conférences qui se tenaient chez la marquise de Pompadour, il n'avait pas douté qu'une reine vindicative ne réussît à entraîner la femme légère qu'elle enivrait par ses protestations d'amitié. Il avait regardé comme un piége les offres que la France lui avait fait faire par un négociateur aimable et spirituel, le duc de Nivernais[1], et avait accepté les offres de Georges II, qui voulait mettre à couvert son électorat de Hanovre.

Frédéric envahit la Saxe.

Le roi de Prusse ne se fit aucune illusion

[1] Lorsque le duc de Nivernais fut envoyé à Berlin, les négociations entre la France et l'Autriche, étaient trop avancées pour que le roi de Prusse ne reçût pas avec beaucoup de défiance les propositions du cabinet de Versailles. L'ambassadeur français était chargé de lui offrir la souveraineté de l'île de Tabago, s'il voulait renouveler son alliance avec Louis XV. Frédéric trouva cette offre dérisoire, et pria le duc de Nivernais de jeter les yeux sur quelqu'un qui fût plus propre que lui *à devenir gouverneur de l'île de Barataria*.

sur ses dangers. S'il se présentait en suppliant à un seul de ses ennemis, c'en était fait de sa puissance. L'Autriche, la France, la Russie, la Suède, la Saxe et plusieurs princes de l'Empire allaient porter sur ses États cinq cent mille combattans. Mais son armée, instruite à toutes les manœuvres, était prête au combat, tandis que les armées ennemies se grossissaient à la hâte de milices inexpérimentées. Son trésor était abondant, tandis que ses ennemis levaient péniblement des impôts et suppléaient par des emprunts à des revenus insuffisans. Ses forces étaient surtout dans sa gloire, dans un patriotisme guerrier qu'il avait su inspirer à des soldats recrutés souvent parmi des vagabonds, des serfs et des déserteurs; enfin, dans la promptitude, l'énergie et l'unité de ses conseils. Du rôle d'oppresseur qu'il avait joué en 1741, il passait à celui d'opprimé. Mais ce n'était pas à un esprit comme le sien à se reposer sur l'intérêt peu durable qu'inspire celui qui repousse une injuste agression. Il ne craignit point de paraître agresseur. L'Angleterre, qui pouvait tout sur les mers, avait osé enlever trois cents vaisseaux français avant une déclaration de guerre. Lui qui sur le continent n'était presque rien par la masse de ses États, voulut aussi qu'une importante conquête lui servît de manifeste. Mais il cédait

à la nécessité, et l'Angleterre n'avait écouté qu'une insolente avarice. Dès qu'il eût mis en sûreté ses frontières de Prusse contre une armée de cinquante mille Russes qui s'avançaient très-lentement, et ses frontières de Poméranie contre un corps suédois dont il était menacé, il se dirigea sur la Saxe et l'envahit avec cinquante-huit mille combattans. La Saxe avait eu quelque pressentiment de l'orage qui allait fondre sur elle. Le comte de Broglie ambassadeur de France près de cette cour, avait pénétré les projets du roi de Prusse. D'après ses avis, un camp formidable avait été tracé à Pirna, sur les bords de l'Elbe, dans une longue enceinte de rochers et sous la protection de deux forts. Là, dix-sept mille Saxons croyaient pouvoir attendre en sûreté l'arrivée d'une armée autrichienne qui marchait en Bohême. Le roi de Prusse traverse l'électorat sans résistance, s'empare de Dresde, et n'a pas de soin plus empressé que de visiter les archives où il sait que doit être le traité qui fait entrer la Saxe dans la confédération de l'Autriche. La reine de Pologne, qui est restée dans sa capitale avec intrépidité, veut s'opposer à la visite des archives : Frédéric répond avec colère aux représentations hautaines d'une princesse dont il pourrait faire sa captive. Il trouve ce traité, il le publie pour

sa justification. La Saxe lui fournit des vivres, des habillemens et des trésors. Mais qu'entreprendra-t-il contre ce camp de Pirna, où toutes les ressources de la nature et de l'art protègent l'armée saxonne? Ses généraux et ses soldats demandent à l'attaquer. Le succès est possible; mais Frédéric, qui s'attend à de nombreux combats, ne sacrifiera point à une première entreprise l'élite de son armée. Il prend le parti de bloquer, avec trente mille hommes, le camp de Pirna, où les Saxons, dans une retraite trop précipitée, n'ont amené que d'insuffisantes provisions. L'armée autrichienne a déjà passé l'Éger: elle est forte de cinquante mille hommes, et commandée par le maréchal Brown, celui de tous les généraux autrichiens dont Frédéric craint le plus la tactique et l'activité. Il va l'affronter avec une armée moins forte de moitié. Le 1er. octobre, les Autrichiens et les Prussiens arrivent presque en même temps sur les bords de l'Elbe, auprès d'un village nommé Lowositz; les Autrichiens dissimulent leurs mouvemens, le nombre et la direction de leurs troupes; un brouillard épais les seconde; nul bruit n'a trahi leur présence; il faut que Frédéric devine un ordre de bataille dont toutes les dispositions sont voilées à ses regards. Il occupait la cime d'une montagne nommée le Lo-

ros, et de là il s'étendait jusqu'au bord de l'Elbe. Enfin, on entendit le bruit de la cavalerie autrichienne; celle du roi de Prusse vint l'attaquer. De part et d'autre les manœuvres étaient habiles, et la cavalerie prussienne avançait peu. Le roi ordonna un choc plus décisif; mais ses cavaliers, emportés par trop d'ardeur, arrivèrent auprès d'un large fossé, d'où le feu de plusieurs redoutes les éloigna. Le soleil, en se montrant un peu, permit au roi de faire manœuvrer son infanterie. Après avoir exécuté avec précision des ordres savans, elle fit usage de la baïonnette. Les Autrichiens cédèrent peu à peu. Leur réserve arrivait tard. Brown ne songea plus qu'à se mettre à l'abri d'une poursuite. Il abandonna le village de Lowositz et le champ de bataille. La perte des deux armées, après un combat obstiné, était, pour le vainqueur, de douze cents hommes, et de près de trois mille pour les Autrichiens.

Le roi de Prusse, content de leur avoir fait repasser l'Éger, revint sur le camp de Pirna, et consterna les malheureux Saxons par les salves répétées d'artillerie qui célébraient la victoire de Lowositz. Ils étaient aux prises avec la famine dans un lieu inculte et resserré. Les rochers dont ils avaient attendu leur salut faisaient leur désespoir. Comment des-

cendre de ces crêtes escarpées sous les yeux d'une armée nombreuse et enflammée par la victoire? Le roi de Pologne, réfugié à peu de distance de là, au fort de Kœnigstein, fit parvenir au général Rutowsky l'ordre de tenter à tout prix une retraite. Il comptait sur une diversion de l'armée autrichienne qui était revenue sur ses pas; mais Brown fut si bien contenu, qu'il n'osa point agir le jour indiqué pour la retraite des Saxons; et ceux-ci, écrasés du haut des rochers qu'ils avaient quittés, furent réduits à se rendre par capitulation, tandis que leur prince contemplait leur désastre du fort de Kœnigstein.

Frédéric, après avoir employé les plus habiles ressources de l'art militaire, eut recours à celles de la politique. Il voulut faire son allié de l'ennemi qu'il avait vaincu. Mais, excédé des petites ruses qu'Auguste portait dans cette négociation, il la rompit, permit à ce monarque de se retirer en Pologne, mit à contribution son électorat, et osa incorporer dans son armée les troupes qui avaient capitulé au sortir de Pirna. Ensuite il attendit, et peut-être trop long-temps, l'effet qu'allaient produire une conquête si hardie, un genre de manifeste si nouveau, deux victoires, enfin un étonnant mélange de violence et de ménagemens, de prudence et d'audace.

Ainsi s'ouvrit, en 1756, une guerre aussi froide que meurtrière. On eût dit que la fortune se plaisait à ôter aux intrigues politiques, ainsi qu'aux batailles sanglantes, tout résultat décisif, comme pour appuyer, par une triste expérience, les leçons de paix que la religion avait en vain données depuis long-temps, et que l'esprit philosophique espérait développer. Mais on vit la vanité, le caprice, le dépit, se montrer aussi obstinés que peuvent l'être les passions les plus ardentes.

Considérations préliminaires sur la guerre de sept ans.

Rien ne donne une âme aux masses qui s'ébranlent pour écraser la Prusse. Les Français courent en chantant exécuter des plans de campagne qui ont été tracés dans le cabinet de la maîtresse du roi, et chantent encore après des revers ignominieux. Les Russes s'avancent pesamment vers de longs massacres qui attristent le cœur de leur indolente souveraine. Les Autrichiens, pleins d'adresse et d'activité dans les négociations, sont de glace dans les combats ; ils tuent, se font tuer, battent et sont battus avec un flegme imperturbable. Chaque année on peut compter que cent ou deux cent mille hommes ont péri ; et on les a vus si mornes, si passifs, qu'il semble seulement que deux cent mille automates aient disparu. Frédéric lui seul anime ses guerriers, leur donne sa vigilance, son courage

indomptable, et fait d'un pays qu'il régit despotiquement une Sparte nouvelle. C'est sur lui que s'attachent tous les regards. Si quelque intérêt peut s'élever au milieu de ces combats monotones, c'est lui seul qui l'absorbe. Aujourd'hui même nous paraissons faire, en l'admirant, la même faute qui a été reprochée à nos pères; mais, loin que cet intérêt porté au héros qui nous vainquit à Rosback, et dont les lieutenans nous vainquirent ailleurs, soit un oubli de l'honneur national, il en est une secrète inspiration. En voyant Frédéric lutter contre des obstacles que depuis un petit nombre d'années nous avons connus et renversés quatre fois, une glorieuse sympathie nous attache à ses hauts faits, et ce parallèle ajoute encore à notre gloire. Nous triomphons du souvenir de nos disgrâces depuis qu'elles sont vengées.

Au lieu de raconter avec des détails minutieux les combats accessoires que la France fournit à une guerre dont le nord de l'Allemagne fut le théâtre, je suivrai cette guerre sur son théâtre principal. Ce sera l'objet du Livre suivant. Je serai rapide en esquissant un tableau dont le développement n'appartient qu'à des militaires. La guerre maritime qui vint s'entremêler à ces événemens est moins un récit de combats, qu'une énumé-

ration des pertes que nous avons éprouvées dans les quatre parties du monde. Je ferai cette énumération, et je ne perdrai point de vue les partis qui s'agitent dans l'intérieur de la France.

FIN DU DIXIÈME LIVRE.

LIVRE ONZIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XV : GUERRE DE SEPT ANS.

Au commencement de l'année 1757, un attentat fut commis sur la personne du roi. Pour montrer tout l'effroi que cet événement devait jeter dans les âmes, il faut reprendre l'histoire des ardentes querelles du clergé et du parlement.

Le parlement inquiète de nouveau la cour.

Tandis que l'archevêque de Paris était exilé, qu'un grand nombre de curés et d'ecclésiastiques se faisaient persécuter en attendant l'occasion d'être persécuteurs à leur tour, le parlement gardait peu de modération dans son triomphe. La guerre qui s'allumait allait nécessiter de nouveaux impôts ; il voulait mettre à un prix élevé l'enregistrement qu'on lui demanderait. Le clergé, de son côté, voulait vendre cher les secours qu'il fournirait à l'État. La cour croyait qu'il était d'une bonne politique de faire pencher de nouveau la balance pour le clergé. Les philosophes avaient applaudi vivement à la noble résistance que les magis-

trats avaient opposée à l'introduction du tyrannique usage des billets de confession; mais ils se lassaient de les voir réveiller l'esprit de secte, oublier toute prudence et toute dignité dans de vains débats avec la Sorbonne, et mêler à leurs arrêts les subtilités de la théologie. Ces arrêts étaient souvent cassés. Le roi mettait en liberté les ecclésiastiques décrétés par les cours souveraines. L'anarchie recommençait; les Français existaient sous trois espèces de juridictions qui ne cessaient de se combattre: celle de l'autorité royale, celle de l'autorité ecclésiastique, et celle de l'ordre judiciaire. Le parlement de Paris vit qu'il était temps de se mettre en défense contre les nouveaux coups dont il était menacé. Il s'allia plus intimement aux princes et aux pairs du royaume. Il imagina de former avec tous les autres parlemens une confédération, sous le nom de *classes*, et fit de sévères remontrances contre les nouveaux impôts qui étaient demandés [1]. Louis voulut étouffer cette résistance par un coup d'éclat. Le

[1] Le système des classes tendait à établir une association entre tous les parlemens du royaume, et à les présenter comme un corps indivisible. Le parlement de Paris en devait être le chef, sous le nom de première classe. C'était un essai hardi pour accoutumer la nation à se croire représentée par les parlemens. Le chancelier de Lamoignon, qui avait succédé à d'Aguesseau,

21 août 1756, il vint au parlement tenir un lit de justice dans tout l'appareil militaire. Il y fit enregistrer un impôt qui créait deux vingtièmes pour les besoins de la guerre. Les magistrats avaient refusé d'opiner dans cette séance. Ils protestèrent dès le lendemain; tous les parlemens suivirent l'exemple de Paris. Bientôt le roi eut recours à un nouveau lit de justice. Faible au moment même où il voulait déployer une autorité despotique, il fit de cette séance un triomphe pour le clergé. Le premier édit qu'on y lut contenait cet article pusillanime : « Malgré la loi du silence, les évêques pour» ront dire tout ce qu'ils voudront, pourvu que » ce soit avec charité. »

développa fortement au conseil du roi les dangers d'une telle organisation.

Le parlement de Paris avait de plus mécontenté la cour par son opposition contre le grand conseil. Le gouvernement s'attachait à donner plus de lustre et d'autorité à ce dernier tribunal, et manifestait l'intention de le substituer à un corps dont la résistance le fatiguait.

La Sorbonne montrait le plus grand zèle pour la constitution. *Unigenitus*, qu'elle avait autrefois fortement combattue. Le parlement fit examiner les thèses de cette congrégation, réprimanda les docteurs et les professeurs; et, dans ses arrêts, il ouvrit avec eux des discussions théologiques. La cour prit bientôt le parti de la Sorbonne.

Un second édit changeait toute l'organisation du parlement de Paris, et anéantissait à peu près son influence politique. On confiait à la grand'chambre seule la police générale. On ordonnait, sous peine de désobéissance, que tous les édits fussent enregistrés immédiatement après la réponse du roi aux remontrances permises. Enfin, la troisième et la quatrième chambres des enquêtes étaient supprimées.

Le silence qui avait régné dans Paris pendant la tenue de ce lit de justice, était sombre et menaçant. Il eût dépendu des magistrats de porter à la révolte des hommes qui s'assemblaient en foule et s'échauffaient par des discours séditieux. Le nom du roi n'était plus prononcé qu'avec imprécation. On s'entretenait de ses infâmes débauches, de ses prodigalités, de son lâche asservissement à la marquise de Pompadour. On s'effrayait de l'inquisition qu'allait exercer de nouveau l'archevêque de Paris. On prévoyait les désastres d'une guerre condamnée par la politique, et qu'une femme se proposait de diriger. Des hommes graves et recommandables exprimaient leurs alarmes sans ménagement, et la populace semblait attendre d'eux le signal des désordres. Mais le parlement n'était plus celui de la fronde. Quelque opiniâtre et quelque audacieux qu'il fût dans ses prétentions, il ne voulait point les appuyer

par des troubles civils. Souvent il faisait représenter à ceux qui prenaient sa cause trop ardemment, que les jésuites et le clergé demandaient une émeute, afin de calomnier leurs courageux adversaires, et d'exercer sur eux de vastes proscriptions. Le peuple se contint; presque tous les membres du parlement de Paris envoyèrent leurs démissions, et il ne resta que les présidens à mortier et dix conseillers pour composer la grand'-chambre. La justice fut encore une fois suspendue.

Assassinat du roi.

Les partis étaient dans cette situation lorsque, le 5 janvier 1757, Louis XV fut assassiné dans son palais. A six heures du soir, le roi montait en voiture pour se rendre de Versailles à Trianon; le dauphin et plusieurs officiers de la couronne étaient à ses côtés. Il faisait nuit; les gardes, rangés sous une voûte spacieuse, étaient mêlés avec des courtisans et un assez grand nombre de personnes qu'attirait la curiosité de voir de près le monarque [1]. Un homme s'avance entre les gardes, comme s'il était un officier de la maison, frappe le roi d'un coup de canif au-dessus de la cinquième

[1] Comme le froid était rigoureux, chacun était couvert d'une redingote. D'ailleurs la voûte était mal éclairée, et les spectateurs se distinguaient peu les uns les autres.

côte, et rentre au milieu des spectateurs. Le roi porte la main sur sa blessure, en tire quelques gouttes de sang, se retourne, reconnaît l'assassin qui avait conservé son chapeau sur la tête, et dit : « C'est cet homme qui m'a » frappé; qu'on l'arrête, et qu'on ne lui fasse » point de mal. » L'assassin est arrêté; les premiers mots qu'il profère sont ceux-ci : « Qu'on » prenne garde à monsieur le dauphin, et » qu'on ne le laisse point sortir de toute la » journée. » L'alarme est au comble; on croit qu'une vaste conspiration menace toute la famille royale. Le roi est porté dans son lit; sa blessure paraît légère, mais on craint que l'arme dont il a été atteint ne soit empoisonnée. Lui-même, frappé de cette idée, se croit à son dernier moment; on s'empresse de lui donner les secours de la religion [1]. La reine effrayée vient le trouver; il lui parle avec tendresse, et se félicite d'avoir été frappé plutôt que son fils. La marquise de Pompadour est délaissée de tous les courtisans; et le ministre qu'elle protége le plus, Machault lui-même, vient lui signifier l'ordre de s'éloigner du château.

[1] Il arriva, comme à la mort du régent, que le château était presque désert. On ne trouva aucun des ecclésiastiques attachés à la cour. On se servit du premier prêtre que l'on put trouver.

La nouvelle de ce crime se répand dans la capitale. On est consterné plutôt qu'attendri. L'archevêque ordonne des prières de quarante heures, mais les églises restent vides. On ne doute pas que les coups de l'assassin n'aient été dirigés par l'un des deux partis qui se combattent avec tant d'acharnement. On se soupçonne, on s'accuse; tous les grands, les prêtres, les magistrats volent à Versailles pour se mettre à couvert d'une horrible imputation. Mais, pendant ce temps, les gardes, indignés que leurs rangs aient été traversés par un régicide, le tourmentent, le tenaillent, et cherchent à obtenir de lui des aveux [1]. Il ne répond rien; sa contenance est tantôt celle d'un homme effaré, et tantôt celle du plus intrépide scélérat. Il peut, par ses déclarations, vouer aux soupçons, à l'opprobre, à la mort, les hommes les plus importans de l'État. La pensée d'être maître de la vie de tant de grands personnages semble lui donner de l'orgueil. On examine l'arme dont il s'est servi; on voit avec étonnement que c'est un couteau à ressort, qui, d'un côté, présente une lame longue et pointue, en forme de poignard;

[1] Le garde des sceaux Machault s'était transporté dans la salle des gardes. Ce fut en sa présence, et peut-être par ses ordres, que Damiens fut tenaillé.

et de l'autre un canif ordinaire. Comment un homme qui affronte les supplices des régicides a-t-il frappé avec un canif lorsqu'il était armé d'un poignard?

L'assassin fut d'abord livré à un tribunal qui, suivant les lois du royaume, avait la connaissance des crimes commis dans le palais du roi, la prevôté de l'hôtel. Il y subit deux interrogatoires. On apprit qu'il se nommait Robert-François Damiens; qu'il était né, en Artois, de parens misérables; qu'il était âgé de quarante-deux ans; qu'il n'avait fait d'autre métier que celui de laquais; qu'il avait servi long-temps chez des jésuites, et ensuite chez plusieurs autres maîtres, dont quelques-uns étaient conseillers au parlement de Paris. L'exempt des gardes de la prevôté, Belot, l'interrogea particulièrement sur les rapports qu'il avait pu avoir avec ces derniers. Damiens en nomma plusieurs, mais en altérant le nom de quelques-uns; il ajouta qu'il les connaissait presque tous. Soit de son propre mouvement, soit d'après l'instigation de celui qui l'interrogeait, il écrivit au roi la lettre suivante :

« Sire, je suis bien fâché d'avoir eu le mal- » heur de vous approcher; mais si vous ne » prenez pas le parti de votre peuple, avant » qu'il soit quelques années d'ici, vous et » monsieur le dauphin, et quelques autres,

» périront; il serait fâcheux qu'un aussi bon
» prince, par la trop grande bonté qu'il a
» pour les ecclésiastiques, dont il accorde toute
» sa confiance, ne soit pas sûr de sa vie; et,
» si vous n'avez pas la bonté d'y remédier sous
» peu de temps, il arrivera de très-grands
» malheurs, votre royaume n'étant pas en
» sûreté; par malheur pour vous que vos sujets
» vous ont donné leur démission, l'affaire ne
» provenant que de leur part. Et si vous n'a-
» vez pas la bonté, pour votre peuple, d'or-
» donner qu'on leur donne les sacremens à
» l'article de la mort, les ayant refusés depuis
» votre lit de justice, dont le Châtelet a fait
» vendre les meubles du prêtre qui s'est
» sauvé; je vous réitère que votre vie n'est pas
» en sûreté, sur l'avis, qui est très-vrai, que
» je prends la liberté de vous informer par
» l'officier porteur de la présente, auquel j'ai
» mis toute ma confiance. L'archevêque de Paris
» est la cause de tout le trouble, par les sacre-
» mens qu'il a fait refuser. Après le crime
» que je viens de commettre contre votre
» personne sacrée, l'aveu sincère que je prends
» la liberté de vous faire, me fait espérer la
» clémence des bontés de votre majesté.

» *Signé* DAMIENS. »

A cette lettre était joint un billet ainsi conçu:

« MM. Chagrange. Seconde. Baisse de Lisse.
» De la Guyomie. Clément. Lambert.
» Le président de Rieux Bonnainvilliers.
» Président du Massy et presque tous.
» Il faut qu'il remette son parlement, et
» qu'il le soutienne, avec promesse de ne rien
» faire aux ci-dessus et compagnie.

» *Signé* Damiens. »

Ainsi, le régicide appelait les plus affreux soupçons sur les membres du parlement, en paraissant attribuer l'attentat qu'il avait commis au désir de les venger. L'indignation et la crainte régnaient parmi les membres dispersés de ce corps. Tous ceux qui avaient donné leur démission faisaient conjurer le roi d'accepter leurs services. Louis parut flotter pendant quelques jours dans la plus cruelle incertitude. Pour la première fois, il consultait le dauphin, lui parlait avec affection ; et, quoique sa légère blessure eût pu lui permettre de vaquer aux affaires, il semblait en abandonner la direction à son fils. Le dauphin se conduisit comme un prince judicieux et magnanime. Loin de saisir avec un odieux empressement l'occasion de perdre un corps dont il condamnait les principes, il demanda et obtint que l'instruction du procès de Damiens fût confiée à ce qui restait du parlement de

Paris [1], la grand'chambre, et que les princes et les pairs y fussent appelés.

Dans la nuit du 17 au 18 janvier, Damiens fut conduit de la prison de Versailles à celle du Palais, avec un appareil qui ressemblait, dit Voltaire, à l'entrée d'un ambassadeur. Il se présenta devant ses juges comme un homme froidement exalté, qui ne montrait ni une scélératesse ni un fanatisme très-caractérisés. Si quelquefois ses réponses paraissaient indiquer de la démence, bientôt il en faisait d'autres qui changeaient toutes les idées de ses juges. Damiens se réjouissait de les voir in-

[1] Le secrétaire d'État d'Argenson, malgré sa haine contre le parlement, insista beaucoup pour que l'instruction du procès de Damiens fût déférée à la grand'-chambre. Le dauphin, en se rangeant à cet avis, voulut montrer aux Français qu'il n'était animé d'aucun esprit de secte et de vengeance ; il y a peu d'exemples d'une telle loyauté dans des affaires de parti. Le dauphin n'était entré au conseil que depuis peu de jours. Le roi avait dit, le soir même où il fut assassiné : « Je donne tous mes pouvoirs au dauphin, et je » le déclare mon lieutenant. » Comme Louis XV continua pendant quelque temps de garder le lit pour une blessure si légère qu'elle n'était pas même accompagnée de fièvre, le dauphin décidait tout, et montrait la plus grande modération. A la vérité, seize des conseillers qui avaient donné leur démission furent exilés ; mais cette mesure ne parut avoir aucun rapport avec le procès de Damiens.

quiets et déconcertés. Comme le duc de Biron le pressait de nommer ses complices : « Vous se» riez bien embarrassé, lui dit-il avec le plus » grand flegme, si je déclarais que c'est vous. » Il feignait d'admirer l'éloquence du rapporteur de son affaire, Pasquier. « Le roi, disait-il, de» vrait vous faire son chancelier [1]. » On eût dit que son crime le relevait de la bassesse dans laquelle il avait vécu. Il ne s'emportait que contre l'archevêque de Paris ; il parlait du roi avec une sorte d'affection, et de son crime avec plus de regret que d'horreur. Dans la matinée du 5 janvier, il avait, disait-il, cherché à calmer

[1] Damiens ne parut point déconcerté à la vue des princes du sang et des pairs. Il paraissait les passer en revue : « Voilà, disait-il, M. d'Uzès, que j'ai eu l'hon» neur de servir à table ; voilà M. Turgot, que j'ai » servi aussi, de même que M. de Boufflers. » Il dit au maréchal de Noailles : « Vous ne devez pas avoir » chaud avec vos bas blancs ; vous devriez vous ap» procher de la cheminée. » Dans ses interrogatoires, il parut quelquefois persuadé que la religion permettait dans certains cas le régicide. Quand on lui demandait où il avait puisé cette doctrine, il refusait de répondre.

Quoique Damiens niât le plus souvent qu'il eût eu des complices, il avait dit à Versailles : « J'en ai, je » ne les déclarerai pas à présent. Qu'on me fasse par» ler à M. le dauphin, je lui révélerai bien des » choses. Si le roi veut me donner la vie, je m'expli» querai plus clairement. »

le délire dont il se sentait transporté, et avait demandé à un aubergiste de le faire saigner, ce que celui-ci avait refusé : ce fait fut prouvé. Damiens niait constamment avoir eu l'intention de tuer le roi. « Je l'aurais pu, disait » il, si je l'avais voulu ; » cela était assez évident. Il désavouait une partie de ce que l'exempt Belot avait écrit sous sa dictée. Lorsqu'on lui parlait de vols qu'il avait commis dans sa jeunesse, loin d'en rougir, il en plaisantait. « J'étais, disait-il, un maladroit voleur. » Il avouait du même ton quelques traits qui annonçaient le déréglement de ses mœurs[1]. On savait par lui que les jésuites l'avaient chassé d'une de leurs maisons pour des friponneries, et qu'au bout de quelque temps il était rentré à leur service et les avait encore quittés. Il regrettait de n'avoir pas pris pour directeurs des prêtres jansénistes de Saint-Omer. « Ceux-là, disait-il, m'auraient dé» tourné de mon crime. » On avait trouvé sur lui trente-sept louis au moment où il fut arrêté, et cette somme paraissait au-dessus des moyens d'un laquais vagabond et vicieux. Il

[1] On le pressait de dire en quel lieu il avait été dans un certain moment. « C'est, répondit-il, dans » un endroit qui ne se doit nommer en si bonne com» pagnie ; et j'y ai été conduit par une fille enga» geante qui m'avait plu, étant coiffée à la *courtoisie*.

faisait entendre qu'il possédait bien d'autres ressources. Dans un de ses interrogatoires, il dit que, si, après son crime commis, il avait pu gagner les chevaux qui l'attendaient, il eût été en sûreté. On le pressa en vain d'éclaircir ce fait important. On croyait apercevoir de l'artifice jusque dans les contradictions où il tombait sans cesse. On eût dit qu'il se faisait un jeu de tenir deux partis en alarmes. Ses discours, ainsi que ses actions, peignaient un homme dénué de tout principe religieux; et cependant il était bouillant de colère au seul mot de refus de sacremens. Il se montrait indifférent sur le choix du confesseur qu'on voulait lui donner, et déclarait que son âme était en sûreté. Tout ce qu'il dit pendant qu'il subit la torture fut si incohérent et si contradictoire, qu'on n'en put tirer aucune lumière [1].

Ce procès fut instruit pendant près de deux mois et demi. Durant ce temps, les partis s'accablaient d'accusations réciproques. Les jésuites paraissaient indignés de la déférence que la

[1] Quelques personnes prétendirent qu'on n'avait pas employé une torture assez sévère pour arracher les aveux de Damiens. Son premier cri, quand on le serra, fut : « Coquin d'archevêque, tes refus sont cause de » tout ! » Il accusa de complicité un nommé Gauthier, qu'on fit arrêter, mais contre lequel on ne trouva aucun indice, et qui fut mis en liberté au bout d'un an,

cour montrait pour les membres du parlement de Paris. « Voilà, disaient-ils, où conduisent ces principes d'indépendance, de sédition et d'hérésie, qui retentissent depuis long-temps dans l'enceinte du Palais. Les magistrats ont à la fois effacé dans le peuple la soumission pour le chef de l'église et l'affection pour le chef de l'État. Ceux qui mettent en fuite ou jettent dans les prisons de pieux ecclésiastiques, ont aiguisé le poignard qui devait percer le cœur d'un monarque fidèle à l'église. Dans quel moment le coup a-t-il été porté? Lorsque l'autorité s'est lassée d'être méconnue par des magistrats rebelles, et a pris du moins quelques mesures pour les contenir. En voyant une foule agitée se porter dans la grande salle du Palais, braver les gardes du roi, outrager son auguste nom, en voyant les dépositaires de la loi se mêler à la plus vile populace, échauffer son délire, l'encourager à rompre tous les freins qu'ils ont eux-mêmes rompus, n'a-t-on pas dû prévoir qu'un grand crime allait sortir de ce foyer de révolte? C'est là que Damiens a conçu son horrible projet; il le déclare lui-même. L'a-t-il conçu seul? un seul coup devait-il être porté? Non sans doute. Les mots qui lui sont échappés dans la première agitation de ses remords, *qu'on prenne garde à monsieur le dauphin, qu'on veille sur lui*

pendant toute la journée, prouvent qu'il avait des complices, et que plusieurs crimes devaient être commis dans une même soirée. Mais ces complices, a-t-on pris les moyens de les connaître? Par quelle fatalité le plus grand des coupables est-il jugé par les membres mêmes d'un corps qui l'a conduit à ce parricide? Suffit-il que ceux-ci aient été un peu moins séditieux que leurs collègues, pour être sans intérêt dans cette cause? Laisseront-ils se former des déclarations qui dévoileraient les trames de leurs parens, de leurs amis, et peut-être appelleraient sur eux la peine des régicides? Ils semblent tous pâlir à la vue d'un scélérat audacieux qui prolonge leur embarras et leur terreur. Essaient-ils envers lui des menaces, il leur ferme la bouche par un affreux sourire. Il semble leur dire qu'ils doivent tout à son silence intrépide. »

Les jansénistes et les parlementaires rétorquaient avec beaucoup de violence les raisonnemens de leurs ennemis. « Quel devait être, disaient-ils, le résultat du crime de Damiens? L'avénement au trône d'un prince dont on connaît le dévouement aux prétentions ultramontaines et aux jésuites. Conspire-t-on pour se faire opprimer, pour voir régner des principes qu'on déteste? Mais le dauphin, nous dit-on, devait être frappé lui-même, et c'est

le coupable qui l'a déclaré. Ne reconnaît-on pas à une si étrange sollicitude d'un assassin pour ceux qu'il assassine, un scélérat aposté, fidèle à un rôle qu'il répète, assez froid dans le crime pour chercher à détourner les soupçons, à jeter le trouble, à élever des incidens nouveaux dont il espère encore son salut? Meurtrier du roi, il s'intéresse au dauphin: est-ce par une sorte d'affection? Des jansénistes la lui auraient-il inspirée? Si c'est un artifice, on voit assez quels hommes ont pu le lui suggérer. Oui, sans doute, Damiens a eu des complices, ou plutôt des instigateurs. Ce sont ces jésuites, dont il a reçu les premières leçons, qu'il a constamment servis, soit lorsqu'il a été deux fois attaché à une de leurs maisons, soit lorsqu'il a été placé par eux en espion chez des magistrats dont ils craignent la vigilance. Ce sont ceux qui professent jusque dans leurs écrits les maximes du régicide, et qui ont conduit les poignards des Châtel et des Ravaillac. Les jésuites pouvaient seuls recueillir le fruit de ce crime. Si le roi eût péri, ils régnaient, renversaient le parlement, se vengeaient de tous leurs adversaires, et nous rendaient enfin un nouveau Le Tellier. L'assassin, même en manquant son coup, conservait encore la puissance d'accuser et de calomnier les ennemis des jésuites. Voyez

comme on l'entoure dès les premiers momens; remarquez les insidieuses questions qui lui sont faites à la prevôté de l'hôtel, le perfide conseil qui lui est donné d'écrire au roi. Que prétendait-il en annonçant de feintes alarmes pour ces vertueux magistrats qu'il affecte de placer sous son infâme et dangereuse protection? Il a reçu des instructions pour les compromettre; mais son esprit s'embarrasse dans un rôle trop difficile à soutenir. Il altère les noms de ceux qu'il prétend connaître; il voudrait alléguer contre eux des faits, et n'en trouve aucun. Son embarras redouble lorsqu'il se voit traduit devant ce même corps que les jésuites lui ont prescrit de diffamer et de perdre; il lui reste de l'audace pour braver ses juges, mais il est hors d'état de suivre le plan qu'on lui a tracé. On s'aperçoit qu'il compte encore sur un appui secret et puissant. Son procès ne lui paraît qu'un jeu. Le détestable hypocrite se pare de principes religieux que ses mœurs et les turpitudes de sa vie désavouent. La doctrine qu'il professe sur le régicide est celle des jésuites. Le parti sur lequel il compte encore est celui des jésuites. Qui ne voit en lui leur complice, ou plutôt leur instrument? »

Les philosophes et surtout Voltaire, leur chef, inclinaient à croire que Damiens était

un scélérat isolé. Suivant eux, ce n'était point un fanatique du même genre que Châtel et Ravaillac ; mais il était poussé vers le crime par des habitudes vicieuses, par une fièvre habituelle qui faisait bouillonner son sang, par un vague désir de célébrité, une grossière ignorance de la morale, de fougueux accès d'un patriotisme insensé, un dégoût de la vie; enfin par la réunion de tous les mauvais penchans et de toutes les idées folles qui peuvent égarer un homme avili, crédule, inquiet, mécontent de la société, et plus mécontent de lui-même. Je laisse le lecteur choisir entre ces trois opinions, car je ne puis rien prononcer. Le 28 mars, à quatre heures après-midi, commença l'horreur du supplice de Damiens. On lui brûla la main droite, ensuite il fut tenaillé. On versa du plomb fondu dans ses plaies; enfin on l'écartela. Ses membres épars furent consumés dans un bûcher, et ses cendres jetées au vent. Dans le nombre immense de spectateurs qu'attira cet odieux spectacle, il y en eut peu qui ne fussent indignés de ce qu'on les forcât à éprouver quelque pitié pour un scélérat, par l'atrocité froide et prolongée de ses tourmens. Le père, la femme et la fille de Damiens furent bannis du royaume à perpétuité. Ce châtiment, exercé sur des personnes qui n'étaient point accusées, donna lieu d'examiner

un des préjugés les plus opiniâtres de notre législation et de nos mœurs.

Exil de Machault et de d'Argenson.

La marquise de Pompadour était déjà rentrée à Versailles. Le roi, guéri de ses craintes, l'avait rappelée : il ne pardonnait pas à ceux qui, se livrant ou feignant de se livrer aux plus vives alarmes, avaient poussé les siennes à l'excès. Deux ministres surtout avaient offensé Louis et sa favorite : c'étaient les deux rivaux dont l'inimitié avait prolongé les troubles de l'État, Machault et d'Argenson. Le premier s'était conduit avec peu de calme et de fermeté. Convaincu que ses ennemis allaient employer tous les moyens pour le perdre, rien ne lui avait coûté pour les désarmer. Il s'était déclaré brusquement contre sa protectrice, et s'était chargé de lui signifier l'ordre de se retirer. Le comte d'Argenson, fier d'avoir depuis long-temps résisté au parlement et à la favorite même, avait montré pour le dauphin un empressement que le roi n'était pas disposé à pardonner. L'un et l'autre furent exilés dans leurs terres [1]; mais la vengeance que

[1] La lettre de cachet adressée au comte d'Argenson était extrêmement sévère. Le roi l'avait écrite lui-même en ces termes : « Votre service ne m'est plus » nécessaire. Je vous ordonne de m'envoyer votre dé- » mission de secrétaire d'État de la guerre, et de tout » ce qui concerne les emplois y joints, et de vous re-

tira la marquise d'un ami infidèle et d'un ennemi déclaré, priva la France des deux seuls hommes d'État qu'elle avait encore.

La faveur qu'avait obtenue le dauphin, immédiatement après l'assassinat du roi, s'évanouit bientôt et fit place à une sombre défiance. Le parlement profita d'un événement qui semblait devoir lui être contraire. Le roi révoqua les édits qui changeaient l'or- Le parlement est rétabli. 1757. 1 septembre.

» tirer à votre terre des Ormes. » Le roi paraissait, au contraire, faire des excuses à Machault. Il l'assurait de sa protection, de son estime, lui conservait une pension de trente mille livres, et les honneurs de garde des sceaux. On lit, dans les Mémoires du baron de Bezenval, un détail assez curieux sur les causes de la disgrâce de ces ministres. Voici en quels termes cette intrigue, dont le développement serait ici superflu, y est résumée : « Dans toute cette affaire, M. d'Argenson avait voulu sacrifier le roi à M. le dauphin, pour prolonger son pouvoir. Le roi avait voulu sacrifier sa maîtresse à l'opinion et aux terreurs qui agitaient sa pensée. M. de Machault consentait à sacrifier madame de Pompadour, son amie; et tout fut enfin sacrifié à l'amour. »

Le comte d'Argenson eut pour successeur, dans le ministère de la guerre, le marquis de Paulmy, son neveu. Il supporta sa disgrâce avec assez de fermeté, et mourut en 1764. Machault fut remplacé au ministère de la marine par Moras, qui était déjà contrôleur général des finances, et qui se montra bien audessous de ces deux emplois. Le roi garda les sceaux jusqu'en 1761.

ganisation de ce corps, permit à tous les magistrats qui avaient donné leur démission de rentrer dans leurs places, saisit le premier prétexte pour exiler de nouveau l'archevêque de Paris, prit des mesures énergiques pour vaincre l'obstination des prélats et des curés molinistes sur les refus de sacremens, annonça par degrés l'intention de livrer les jésuites à leurs implacables adversaires, employa des précautions craintives pour sa sûreté, et continua de s'enivrer des infâmes voluptés du Parc-aux-Cerfs. Suivons maintenant les événemens de la guerre.

Préparatifs des puissances contre le roi de Prusse.

L'invasion de la Saxe par le roi de Prusse avait irrité le gouvernement autrichien, qui cherchait, en excitant l'indignation de l'Europe, à couvrir la honte d'avoir laissé prévenir et déconcerter tous ses plans. D'habiles négociateurs employaient tous les moyens pour faire partager aux grandes puissances les ressentimens et les fureurs de la cour de Vienne. On n'était que trop disposé en France à suivre cette impulsion. Des succès assez brillans, obtenus dans le Canada par le marquis de Montcalm, et surtout la prise du Port-Mahon, avaient inspiré au cabinet de Versailles une folle confiance. La marquise de Pompadour surtout s'abandonnait aux espérances les plus flatteuses. La multiplicité des entreprises

amusait et n'effrayait pas son imagination. L'abbé de Bernis cherchait seul à la modérer, et lui montrait le danger de subordonner à l'Autriche toutes les forces militaires de la France. Mais comme elle lui offrait le ministère [1] pour prix d'une entière docilité, il suivit, en gémissant, des plans absurdes qu'il espérait modifier dans leur exécution. La marquise fit rappeler au conseil, avec le titre de ministre d'État, le maréchal de Belle-Isle; elle était sûre de trouver dans ce vieillard ambitieux un ardent promoteur de la guerre. Pour entraîner le roi, elle poussa l'artifice jusqu'à se servir des prières et des larmes de la dauphine, quoiqu'elle fût ennemie de cette princesse. On avait entrepris, en 1733, une guerre qui n'avait d'autre but que de soutenir contre Auguste III les droits du beau-père de Louis XV; on donna pour prétexte à une nouvelle guerre, l'engagement imposé par l'honneur, de rétablir ce même Auguste, père de la dauphine, dans l'électorat dont il venait d'être chassé. Un roi trop enclin à la mollesse pour savoir bien maintenir la paix, sacrifia tout intérêt politique à de telles considérations. On ne s'occupa plus que de combattre le roi de Prusse, et

[1] L'abbé de Bernis fut nommé secrétaire d'État des affaires étrangères le 25 juin 1757. Il succédait à Rouillé.

l'on parut oublier entièrement la guerre maritime. Une armée puissante marchait pour enlever à Frédéric ses possessions sur le Bas-Rhin, et pour conquérir le Hanovre. On promit des subsides à la Russie. Enfin, Marie-Thérèse semblait disposer des trésors aussi-bien que des armées de la France. C'était avec la même facilité qu'elle entraînait toute l'Allemagne à l'exécution de ses projets. Le roi de Prusse avait été traduit au ban de l'Empire. On levait l'armée des cercles.

Frédéric entre en Bohême. 1757. Avril.

Frédéric, qui avait pris ses quartiers d'hiver dans la Saxe, essayait en vain de rompre le nœud de cette ligue; quoiqu'il fût déjà vainqueur, il n'était écouté nulle part. Il calcula les forces, les projets et les passions de ses ennemis, et résolut d'attaquer d'abord l'Autriche. Ce n'était pas assez pour lui que de vaincre, il fallait accabler ses ennemis. Au mois de mars 1757, l'Autriche paraissait seule être prête à soutenir le combat. Les milices des cercles de l'Empire n'étaient pas encore rassemblées. La Suède et la Russie même attendaient, pour agir, l'or de la France; mais ce dernier gouvernement, aussi obéré que prodigue, était à la fois embarrassé de payer et ses auxiliaires et ses propres armées. Celles-ci ne pouvaient pénétrer que lentement dans le nord de l'Allemagne. Le roi de Prusse se reposait du soin

de couvrir le Hanovre, la Basse-Saxe et la Westphalie, sur le duc de Cumberland, qui s'était fait à la hâte une armée de Brunswickois, de Hanovriens et de Hessois. Il résolut de tomber sur la Bohême, d'anéantir l'armée autrichienne qui défendait les frontières de ce royaume, de marcher ensuite vers une seconde armée qui se formait plus loin; enfin de ne prendre conseil que de son courage et de la nécessité. Vers la fin du mois de mars, Frédéric lève ses quartiers d'hiver, pourvoit avec soin à la défense de la Saxe, et plus faiblement à celle de la Poméranie et de la Prusse, qui ne peuvent être attaquées que plus tard, et réunit autour de lui l'élite de ses troupes et de ses généraux. Il semble se mettre à l'abri des fautes où pourrait l'entraîner trop d'ardeur, en confiant ses principales divisions à des guerriers aussi froids dans les conseils qu'intrépides dans les combats. Il se réjouit de voir que la cour de Vienne lui ait opposé pour cette campagne le prince Charles de Lorraine, qu'il a deux fois vaincu. Tous ses soldats partagent sa confiance. On entre en Bohême. L'avant-garde de l'armée autrichienne, sous le commandement de Kœnigsegg, essaie en vain de défendre les défilés et la crête des montagnes. Fréderic, après l'avoir repoussée à chaque rencontre, pénètre jusqu'aux environs de Prague.

Bataille de Prague.
1757.
6 mai.

Tous les magasins de l'armée autrichienne étaient dans cette ville. Le prince de Lorraine ne pouvait se résoudre à les abandonner. Les deux armées se présentèrent l'une à l'autre d'une manière si imposante, que le maréchal Schwérin suppliait le roi de Prusse d'éviter la bataille, tandis que le maréchal Brown faisait les mêmes instances au prince Charles. Mais le roi, ainsi que le prince, s'indignèrent de ce conseil, et humilièrent un peu les généraux qui le leur avaient donné. Schwérin et Brown résolurent de se venger d'une espèce d'affront par des prodiges de bravoure. La bataille se donna le 6 mai, et fut vivement disputée. Malgré les savantes dispositions du roi de Prusse, les Autrichiens se défendaient par leur immobilité dans des postes excellens. Les Prussiens avaient été deux fois repoussés. Le roi fut obligé de substituer à un ordre de bataille trop méthodique, un autre qui laissait plus de place au courage. Le maréchal Schwérin conduit une nouvelle attaque, et s'élance à la tête de son régiment, en tenant un drapeau à la main. Ce vieux guerrier, l'un des créateurs de l'armée prussienne, est tué dès le premier choc [1]. Le général Manteufel relève

[1] Schwérin était né dans la Poméranie en 1685 ; ses talens militaires s'étaient perfectionnés auprès de Char-

le drapeau que ce héros avait teint de son sang, et anime les Prussiens à le venger; les Autrichiens s'ébranlent: Brown, qui voit leur désordre, se dévoue comme l'avait fait Schwérin, et reçoit une blessure mortelle [1]. Ses soldats se troublent, et l'armée autrichienne est enforcée. Dans cette bataille de Prague, l'une des plus meurtrières du dix-huitième siècle, les Autrichiens perdirent vingt-quatre mille hommes, et les Prussiens dix-huit mille. De part et d'autre on eut à regretter grand nombre de vaillans officiers et de vieux soldats. Deux guerriers qui devaient se couvrir de gloire dans cette guerre de sept ans, l'un le prince Henri, frère du roi de Prusse, et l'autre, le prince Ferdinand de Brunswick, signalèrent sous les yeux de ce monarque leurs talens et leur bravoure.

Il fallait profiter d'une victoire aussi chèrement achetée. Frédéric crut que la fortune

les XII. Le roi de Prusse, qui lui devait le gain inespéré de la bataille de Molwitz, et par conséquent tout ce qui commença sa gloire et sa puissance, lui fit élever, en 1769, une statue de marbre sur la place Guillaume à Berlin; et l'empereur Joseph II lui consacra un monument, en 1783, sur le champ de bataille où il mourut.

[1] Brown mourut à Prague, le 26 juin 1757, à l'âge de cinquante-deux ans.

comblait tous ses vœux, lorsqu'il vit le prince de Lorraine s'enfermer dans Prague avec quarante mille hommes qui lui restaient La guerre de la succession d'Autriche avait montré que cette place était un asile peu sûr. Mais, de toutes les parties de la science militaire, Frédéric n'en avait négligé qu'une seule, l'art de conduire les siéges. Il n'avait pas assez de grosse artillerie, et manquait surtout d'ingénieurs habiles. Le siége différait peu d'un simple blocus; mais quarante mille hommes devaient épuiser bientôt les provisions d'une ville assez peuplée, et la famine leur ferait subir les lois les plus dures.

Bataille de Kolin. 1757.

Cependant l'Autriche tenait en réserve une nouvelle armée de soixante mille combattans, qui laissait au prince Charles l'espoir de sa délivrance; elle était sous les ordres du maréchal Daun, le plus habile, mais aussi le plus lent des généraux autrichiens. Le roi de Prusse s'estima heureux d'avoir à combattre cette seconde armée. Jamais un prix plus vaste n'avait été promis pour une nouvelle victoire. Toutes les forces de la monarchie autrichienne pouvaient être anéanties dès le commencement de la campagne; l'Autriche n'aurait plus que des milices dispersées pour se mettre à couvert d'une invasion, et Frédéric pouvait étouffer dans le palais de Vienne la ligue dont

il avait trouvé la preuve et prévenu les projets dans le palais de Dresde. La perspective d'un triomphe aussi rapide et aussi complet enflamma son courage; les jours d'Alexandre semblaient renaître pour lui. Daun ne montrait point d'empressement à venir délivrer quarante mille hommes assiégés dans une ville mal fortifiée. Frédéric s'ennuya de l'attendre, et ne voulut pas lui laisser le temps d'aguerrir ses troupes, ni de se décider enfin à un parti courageux. Il marcha contre lui avec quarante mille hommes; le reste de son armée contenait le prince Charles. Daun reculait lentement : les lieutenans du roi de Prusse voyaient un stratagème dans cette retraite; il s'obstinait à ne l'attribuer qu'à la crainte. Daun s'arrêta lorsqu'il fut arrivé près du village de Kolin, dans un lieu où il pouvait déployer toutes ses forces. Le roi de Prusse fut frappé d'étonnement en voyant l'armée autrichienne distribuée d'une manière qui ne laissait aucun point faible, isolé ou dégarni. Daun avait fait un mélange savant de cavalerie et d'infanterie. Les plaines, les montagnes et les villages avaient reçu l'espèce de troupes qui convenait le mieux à leur défense. Frédéric, malgré les représentations de ses lieutenans, fut inébranlable dans le projet d'attaquer cette armée. Point de ressources

pour lui s'il ne frappait un coup d'éclat. Un ennemi qui prenait trop de précautions décélait de la timidité. Habile à manœuvrer dans l'ordre oblique, Frédéric espérait tourner les positions qui paraissaient les plus imposantes. Son ordre de bataille fut bientôt conçu. Il voulait prouver au général autrichien quelle est la différence du génie au savoir. Le 19 juin il commença l'attaque vers midi, et d'abord il vit enlever par ses troupes deux postes importans; mais les dispositions qu'il ordonna ensuite, parurent à l'un de ses généraux, le prince Maurice d'Anhalt, si peu conformes à la nature des lieux, que celui-ci hésita avant de les accomplir, et courut représenter au monarque les inconvéniens qui devaient en résulter. Frédéric, étonné de recevoir des leçons de l'art militaire, s'emporta, et l'orgueil lui fit oublier la prudence. Comme il voyait le prince hésiter encore, il courut à lui l'épée à la main, et lui demanda d'un air menaçant s'il prétendait obéir ou non. Le prince n'osa plus le contredire. Par l'effet du plan nouveau que venait d'imaginer le roi, les Prussiens furent obligés d'attaquer de front les positions les plus formidables. Quelles que fussent leur valeur et la précision de leurs manœuvres, ils furent foudroyés par l'artillerie autrichienne. Le roi changea encore une fois

ses dispositions, et le fit avec tant d'habileté, que les Autrichiens, fatigués de l'obstination de leurs ennemis, paraissaient se disposer à la retraite. Mais la colonne prussienne qui s'était ouvert un passage, fut mal soutenue, parce que les ordres du roi n'avaient point été suivis. Un nouvel effort que Daun fit contre elle la rompit. Frédéric espéra encore rallier les fuyards, et vint avec quarante hommes attaquer une batterie. Son exemple ne put ranimer le courage de ses troupes. On le laissa avec ses aides de camp. « Voulez-vous, lui » disaient ceux-ci, emporter cette batterie à » vous seul? » Frédéric se retourne et voit l'aile gauche de son armée en fuite. Il examine encore la batterie avec sa lorgnette, puis s'avance au petit pas vers l'aile droite de son armée. Enfin il est réduit à donner le signal de la retraite. Les Autrichiens, heureux d'une première victoire remportée sur les Prussiens, craignent de renouveler le combat en les poursuivant avec trop d'ardeur, et la retraite s'exécute avec ordre.

Telle fut l'issue de cette bataille de Kolin, où le roi perdit plus de quatorze mille hommes, tués, blessés ou faits prisonniers. La levée du siége de Prague en fut la suite. Quelque profonde douleur qu'éprouvât Fré-

déric après ce revers éclatant, il montra une telle vigilance que Daun et le prince Charles n'osèrent hasarder une action nouvelle pour le chasser de la Bohème. Ils recoururent à des manœuvres lentes pour couper ses communications avec la Silésie. Mais un autre danger appelait le roi de Prusse sur un autre théâtre. L'armée française venait de soumettre le Hanovre; un corps qui en avait été détaché entrait dans la Saxe. Quatre-vingt mille Russes s'avançaient dans la Prusse orientale, les Suédois faisaient des incursions dans la Poméranie prussienne.

Mouvemens de l'armée française.

La cour de Versailles attachait le plus grand prix à la conquête du Hanovre. Comme on craignait la perte prochaine des colonies, qui n'étaient point protégées par une marine suffisante, on voulait se réserver un moyen de compensation. Soixante mille hommes avaient ordre de se porter sur cet électorat, en commençant par occuper les États du roi de Prusse situés sur le Rhin. Cette armée était sous le commandement du maréchal d'Estrées; on avait fait choix de ce général brave, instruit, mais trop minutieusement méthodique pour conduire des soldats peu disciplinés, et qu'on avait exercés pendant la paix suivant des systèmes confus et con-

tradictoires [1]. La marquise de Pompadour s'était résignée à faire nommer un homme fier et désintéressé, qui n'avait point grossi sa cour, afin d'éviter le maréchal de Richelieu, qui s'attendait à un commandement général après l'exploit de Mahon. Celui-ci dissimula son dépit, chercha, par les soins les plus assidus, à effacer tous les sujets d'ombrage qu'il avait pu inspirer à la marquise, et remplit l'armée de ses intrigues. Avant que le maréchal d'Estrées eût agi, tout le monde s'entendait pour l'accuser d'ineptie. Il avait sous ses ordres un officier qui se prévalait avec beaucoup d'orgueil d'un renom de grand tacticien assez facilement obtenu; c'était le comte de Maillebois. Celui-ci n'avait pas été heureux dans sa campagne d'Italie; mais on

[1] Le comte de Saint-Germain, grand partisan de la tactique allemande, avait réussi à faire introduire dans une partie de l'armée l'exercice et les manœuvres à la prussienne. Le caractère du soldat français répugnait à des institutions militaires qui le rendaient trop automate. Parmi les colonels, quelques-uns adoptaient la nouvelle méthode; d'autres lui préféraient celle du maréchal de Saxe; et quelques-uns faisaient un amalgame de l'une et de l'autre, en sorte que l'instruction variait suivant les différens corps. La discipline fut corrompue par les efforts mêmes que l'on fit pour la rendre trop servile.

lui savait gré d'avoir pu ramener quelques débris de l'armée, après la funeste bataille de Plaisance. Ambitieux et jaloux, il paraissait servir le maréchal de Richelieu contre le maréchal d'Estrées; mais il espérait, dès qu'il aurait renversé un général sans audace, renverser promptement un second général peu versé dans la science militaire.

Ses premiers succès. 1757. 6 avril.

L'armée française ouvrit la campagne, au commencement d'avril par une attaque sur Clèves, dans laquelle elle n'éprouva aucune résistance. Le roi de Prusse, qui craignait de disséminer ses forces, s'était bien gardé de faire aucun effort sérieux pour la défense d'une partie de ses états trop isolée du centre. Wésel fut emportée sans peine; Cologne fut soumise; on passa le Rhin sans obstacle de la part du duc de Cumberland. Ce prince vit avec le même flegme occuper le landgraviat de Hesse. Il se retirait en grande hâte vers les rives du Weser, et les Francais suivaient avec beaucoup de circonspection un ennemi toujours prêt à déloger devant eux. Le duc d'Orléans qui servait dans cette armée[1], le comte de Maillebois et le comte de Broglie, s'impa-

[1] Il y avait deux autres princes du sang à l'armée, le prince de Condé et le comte de La Marche, depuis prince de Conti, tous deux vivans en 1809.

tientaient de la lenteur du maréchal d'Estrées; et prétendaient que l'armée du duc de Cumberland aurait dû déjà être anéantie. Leurs murmures étaient répétés à Versailles. Le rôle de Fabius, y disait-on, ne convient que devant un Annibal : ici l'ennemi est faible, irrésolu; le duc de Cumberland doit se défier de troupes mercenaires, peu instruites et formées du mélange de plusieurs nations. Le vainqueur de Mahon aurait-il laissé se consumer ainsi cette vivacité française qui aime à se signaler par des exploits décisifs? Le sort du Hanovre et celui même de la Prusse devaient être décidés dans une seule campagne. Il faut apprendre à des alliés trop lents ce qu'on fait avec de l'audace, et en s'écartant des règles minutieuses. La marquise de Pompadour fut bientôt déterminée à sacrifier le maréchal d'Estrées; et le roi, qui était résolu de se reposer sur elle de toutes les opérations militaires, nomma le maréchal de Richelieu pour remplacer un général trop timide.

Bataille d'Hastenbeck. 1757.

Quelques amis que le maréchal d'Estrées avait à la cour, l'avaient averti de ce qui s'y tramait contre lui, et pressé de déconcerter son rival par un coup d'éclat. D'Estrées, en marchant sur la rive droite du Wéser, se dirigeait contre Hameln; le duc de Cumberland, pour protéger cette place, se montrait aux

Français fortement retranché derrière le Wéser. Il ne s'opposa point au passage du fleuve. Sa position lui paraissait inexpugnable. Appuyé à sa droite sur Hameln, et à sa gauche au village d'Hastenbeck, son centre était couvert par un bois et par quelques hauteurs où il avait placé des batteries. Le maréchal d'Estrées l'attaqua le 26 juillet. L'intrépide Chevert se chargea de pénétrer dans le bois, et de s'emparer de la redoute qui protégeait le centre des ennemis. Il tint sa promesse, s'élança sur la redoute avec des troupes d'élite, et s'en rendit maître. Le duc de Cumberland annonçait par tous ses mouvemens qu'il se disposait à la retraite; mais il avait auprès de lui un jeune guerrier d'un courage impétueux, qui brûlait d'illustrer son premier combat; c'était le prince héréditaire de Brunswick. Celui-ci avait remarqué que Chevert, en poursuivant ses avantages, n'avait laissé qu'un petit nombre de troupes pour la défense du plateau dont il s'était emparé. Le prince se glissa dans le bois, et surprit un corps trop faible qui ne s'attendait à aucune attaque, le fit prisonnier, s'empara de ses pièces d'artillerie, et les tourna contre les corps français qui venaient un peu tard seconder l'attaque de Chevert. Le comte de Maillebois, qui commandait cette aile de l'armée, fut déconcerté

ou feignit de l'être en voyant l'ennemi occuper la redoute. On crut que le corps de Chevert avait été tourné et forcé de mettre bas les armes. On se laissa chasser du bois, et l'on rentra dans une plaine très-resserrée, qui ne permettait point les manœuvres. Mais pendant ce temps, Chevert, emporté par l'ardeur de son courage, et ne se doutant pas qu'il eût les ennemis à dos, s'avançait toujours sur le centre de leur armée, et commençait à y porter le désordre. Le duc de Cumberland ignorait le succès du prince de Brunswick, comme le maréchal d'Estrées ignorait ceux de Chevert. Le général français, croyant que tout son plan de bataille était manqué par l'inaction du comte de Maillebois allait donner le signal de la retraite, lorsqu'il s'aperçut que l'ennemi faisait la sienne sur tous les points, et abandonnait enfin cette batterie du centre qui avait trop épouvanté le comte de Maillebois. Le duc de Cumberland ne fut que faiblement poursuivi. Il se conduisit cependant comme s'il eût éprouvé une déroute complète; il abandonna la défense de Hameln.

Richelieu remplace d'Estrées. 3 août. 1757.

Il ne fut pas permis au maréchal d'Estrées de recueillir le prix de cette victoire inespérée. Le maréchal de Richelieu se présenta au camp deux jours après la bataille, et le général victorieux reçut l'ordre du roi qui le

destituait. C'était un grand soulagement à sa disgrâce, que son rival ne fût pas arrivé assez tôt pour lui ravir le facile honneur de cette journée. Richelieu, trop peu pressé de saisir une occasion de gloire, s'était arrêté à Strasbourg, où l'avait attendu la duchesse de Lauraguais, et avait sacrifié quelques jours à une amie zélée pour son élévation. Le maréchal d'Estrées emporta les regrets de son armée; mais les officiers généraux témoignèrent leur joie d'avoir réussi dans leurs intrigues. Il voulut au moins se venger du plus signalé de tous ses ennemis, le comte de Maillebois. C'était à lui qu'il reprochait tout ce qui avait compromis la victoire d'Hastenbeck, et l'avait rendue incomplète. Il l'accusa avec tant de chaleur et de persévérance, que le gouvernement fit examiner la conduite de cet officier-général [1].

Fuite du duc de Cumberland.

Richelieu trouva dans le duc de Cumber-

[1] L'accusation que le maréchal d'Estrées porta contre le comte de Maillebois, devant le tribunal des maréchaux de France, occupa long-temps la cour et le public. Les juges donnèrent leur avis cacheté. Il fut porté au roi. Ce jugement n'a jamais été connu légalement. Le comte de Maillebois fut enfermé à la citadelle de Doulens, et privé de tous ses emplois. Quelques années après, il reparut à la cour, et obtint de nouvelles places.

land le plus commode adversaire. Ce prince paraissait frappé d'un esprit de vertige et de terreur. Loin de se tenir à portée de secourir Hameln, il continuait sa retraite sur Niembourg, sur Werden et sur Stade, en laissant à découvert le Hanovre et le pays de Magdebourg. Le maréchal de Richelieu, le trouvant toujours résolu à éviter le combat, le poussa jusqu'à l'embouchure de l'Elbe. Le général anglais, bien différent de ce qu'il était aux champs de Fontenoy et de Culloden, regarda sa position comme désespérée. Lui qui avait paru transporté d'un désir immodéré de gloire, il se résigna sans hésitation à la plus complète ignominie [1]. Par l'entremise du comte de Linar, ministre du roi de Danemarck, il négocia avec le maréchal de Richelieu, et signa la fameuse convention de Closter-Severn, par laquelle il s'engageait à faire ren-

[1] La convention de Closter-Severn n'est ni une capitulation ni un traité. On ne sait si le duc de Cumberland s'y montra plus étourdi de ses revers, que le duc de Richelieu de ses faciles succès. Le comte de Linar, qui en fut le négociateur, était une espèce d'illuminé. Cette convention ne réglait rien touchant l'électorat de Hanovre, ni contributions, ni restitution, de sorte que cet état se trouvait abandonné à la discrétion des Français.

Le roi de Prusse, dans ses Mémoires, cite une lettre

trer dans leurs pays les troupes de Hesse, de Brunswicks et de Gotha, et à faire rester celles de Hanovre immobiles dans les quartiers qui leur étaient assignés auprès de Stade. Il était convenu que les hostilités cesseraient.

Ainsi l'on regardait comme anéantie la seule armée auxiliaire que le roi de Prusse pût opposer aux grandes puissances de l'Europe. Le maréchal de Richelieu avait détaché de la sienne un corps de vingt-ciuq mille hommes qui, sous la conduite du prince de Soubise, et réuni à l'armée des cercles de l'Empire, devait pénétrer dans la Saxe, et rendre au père de la dauphine son électorat. Pendant qu'on attendait la ratification du traité de Closter-Severn, de la part des deux cours de France et d'Angleterre; le duc de Cumberland quittait son armée, et allait s'exposer sans pudeur aux reproches de ses compatriotes. Le maréchal de Richelieu agissait

folle du comte de Linar, dans laquelle ce ministre s'exprime ainsi sur la convention de Closter-Severn : « L'idée qui me vint de faire cette convention était une inspiration céleste. Le Saint-Esprit m'a donné la force d'arrêter les progrès des armées françaises, comme autrefois Josné arrêta le soleil. Diéu tout-puissant, qui tient l'univers en ses mains, s'est servi de moi, indigne, pour épargner ce sang luthérien, ce précieux sang hanovrien qui allait être répandu. »

comme si la guerre eût été terminée, s'approchait lentement de Magdebourg, laissait au vaillant prince Ferdinand de Brunswick le temps de se jeter avec quelques bataillons dans cette place importante, oubliait le prince de Soubise, et ne faisait aucun effort pour se joindre à lui, livrait le Hanovre à des contributions exorbitantes, donnait l'exemple d'un insatiable cupidité, permettait tout à ses soldats, laissait la discipline se corrompre, et soulevait d'indignation les troupes hanovriennes qu'il n'avait pas pris la précaution de désarmer [1]. La convention de Closter-Severn était jugée à Versailles d'après ces tristes résultats; on hésitait à la ratifier, sans songer que les ennemis pouvaient se prévaloir de ce retard, et se dégager par degrés de tout scrupule pour la rompre.

Le roi de Prusse paraît désespéré de sa situation.

Le roi de Prusse, en apprenant cette fatale convention, parut, pendant quelque temps, n'oser plus compter ni sur la fortune, ni sur les ressources de son génie. Les manœuvres lentes du maréchal Daun et du prince de

[1] Les soldats français appelaient le maréchal de Richelieu *le père la Maraude*. On sait combien le public lui reprocha les contributions excessives qu'il avait levées. Un pavillon élégant qu'il fit bâtir à Paris peu de temps après son retour, reçut le nom de *Pavillon de Hanovre*.

Lorraine l'avaient enfin forcé de quitter la Bohême. Son frère, le prince Guillaume de Prusse, avait éprouvé quelques échecs qui compromettaient le sort de la Silésie. Chaque courrier apportait à Frédéric la nouvelle qu'une de ses provinces était ou allait être dévastée. Tantôt c'étaient les Russes qui, suivis d'une horde de Tartares, s'emparaient de Mémel et ruinaient ses environs; tantôt c'étaient les Suédois qui faisaient des incursions dans la Poméranie. Ces désastres venaient accabler le roi de Prusse à la suite de deux campagnes où il s'était annoncé comme un conquérant; vainement avait-il réparé, à force de constance et d'habileté, la perte de la bataille de Kolin; le sort semblait se jouer de ses combinaisons les plus sages. Ses épargnes étaient près d'être épuisées; comment lever des impôts sur de malheureuses provinces dans lesquelles tant de peuples divers exerçaient leurs brigandages? c'était la victoire qui avait donné à ses soldats un héroïsme en quelque sorte artificiel; maintenant ils lui prouvaient, par des désertions fréquentes [1],

[1] Le roi de Prusse, en faisant capituler les troupes saxonnes du camp de Pirna, les avait forcées de servir dans ses armées. Ces troupes avaient horreur d'une guerre dont leur patrie était victime. Elles désertèrent pour la plupart après la bataille de Kolin.

combien ils étaient peu animés de ces vertus civiques à l'aide desquelles de faibles états peuvent résister à de grands empires. La lâcheté de ses auxiliaires avait été aussi funeste pour lui qu'eût pu l'être leur perfidie. Tel était encore le malheur de sa position, que ses ennemis, en l'accablant, paraissaient punir un prince qui avait troublé le repos de l'Europe. Livré à ces tristes pensées, Frédéric n'en voyait pas moins avec un coup d'œil ferme et sûr les meilleurs partis qui lui restaient à prendre dans une position si fâcheuse; mais les petits expédiens fatiguaient son âme exercée à de grandes combinaisons. Combien ne lui en coûtait-il pas de recourir au maréchal de Richelieu pour fléchir la cour de France? Quelle humiliation d'éprouver le refus d'un guerrier courtisan, qui, plus que jamais, craignait de déplaire à la marquise de Pompadour! Lorqu'à la fin d'une journée laborieuse, Frédéric se retirait dans sa tente, il cédait au désespoir que son âme avait eu la puissance de contenir en présence de ses guerriers. « Ma chère » sœur, écrivait-il à la margrave de Bareith, » il n'y a de port et d'asile pour moi que dans » les bras de la mort. » Presque sûr de périr, et résolu du moins de ne point survivre à la honte qui s'attache à un prince dépouillé, il s'occupait de la mémoire qu'il laisserait parmi

les hommes. Dans une telle disposition d'âme, il craignait le ressentiment de Voltaire, qu'il regardait comme l'arbitre de la renommée des rois. Peut-être aussi se rappelait-il avec regret les sages conseils qu'il avait reçus du poëte philosophe, et comparait-il douloureusement sa vie agitée à l'heureuse vieillesse de Voltaire. Il prépara sa réconciliation avec lui, en lui envoyant une épître en vers qu'il avait adressée au marquis d'Argens, et dans laquelle on trouvaït quelques traits de poëte, mais non le caractère d'un grand homme. L'intention du suicide y était formellement exprimée [1]. On peut

[1] Voici quelques traits de cette épître, dans lesquels Frédéric retrace et même exagère le malheur de sa position :

Ami, le sort en est jeté;
Las de plier dans l'infortune
Sous le joug de l'adversité,
J'accourcis ce temps arrêté
Que la nature, notre mère,
A mes jours remplis de misère
A daigné prodiguer par libéralité.
D'un cœur assuré, d'un œil ferme,
Je m'approche de l'heureux terme
Qui va me garantir contre les coups du sort,
Sans timidité, sans effort.
Adieu grandeurs, adieu chimères;
De vos bluettes passagères
Mes yeux ne sont plus éblouis.
. . . .
Depuis long-temps pour moi l'astre de la lumière

douter que le roi de Prusse l'eût en effet, ou du moins qu'il n'eût pas attendu, pour l'exécuter, des malheurs plus graves et tout-à-fait irréparables. Voltaire eut peu de peine à lui rappeler les maximes de la véritable gloire. Satisfait d'avoir montré assez de force d'âme pour orner de couleurs poétiques les pensées les plus funèbres, et résolu, comme il le disait dans une nouvelle lettre à Voltaire, d'affronter l'orage, de vivre et de mourir en roi,

N'éclaira que des jours signalés par des maux;
Depuis long-temps Morphée, avare de pavots,
N'en daigne plus jeter sur ma triste paupière.
Je disais ce matin, les yeux couverts de pleurs:
Le jour qui dans peu va paraître
M'annonce de nouveaux malheurs;
Je disais à la nuit: Tu vas bientôt renaître
Pour éterniser mes douleurs.
Vous, de la liberté héros que je révère!
O mânes de Caton! ô mânes de Brutus!
Votre illustre exemple m'éclaire
Parmi l'erreur et les abus;
C'est votre flambeau funéraire
Qui m'instruit du chemin peu connu du vulgaire,
Que nous avaient tracé vos antiques vertus.
. . . .
Ainsi, pour terminer mes peines,
Comme ces malheureux au fond de leurs cachots,
Las d'un destin cruel, et trompant leurs bourreaux,
D'un noble effort brisent leurs chaînes;
Sans m'embarrasser des moyens,
Je romps les funestes liens
Dont la subtile et fine trame,
A ce corps rongé de chagrins,
Trop long-temps attacha mon âme.

Frédéric observa les fautes de tous ceux qui le combattaient, et se promit bien de n'en pas laisser une seule impunie.

Frédéric se rend en Saxe.

Dès le mois de juillet il avait quitté son armée de Silésie, et confié la défense de cette province au duc de Bévern. Il laissait à ce général cinquante-six mille hommes pour s'opposer aux masses que commandaient le maréchal Daun et le prince de Lorraine. Il vint chercher les Français. Il prit avec lui douze mille hommes, se fit joindre en chemin par dix mille autres, sous le commandement du prince Maurice d'Anhalt, et vint, avec cette armée tenir tête à celle des Français et des Impériaux, qui étaient réunis à Erfurt. Il les vit bientôt se replier précipitamment; mais, pendant ce temps, un corps autrichien, sous le commandement du général Haddick, traversait la Lusace pour pénétrer dans le Brandebourg, et, trouvant des points dégarnis, s'avançait jusqu'à Berlin, levait sur cette ville une contribution de deux cent mille écus, et se retirait. Le roi de Prusse voulut venger l'affront fait à sa capitale; et, pour couper la retraite au corps de Haddick, il détacha de sa petite armée huit mille hommes sous le commandement du prince Maurice. Les Impériaux et les Français rougirent de leur inaction: réunis, ils formaient une armée de cinquante-

cinq mille hommes; mais ils avaient deux chefs bien peu dignes de se mesurer avec le roi de Prusse : l'un était le prince de Saxe Hildbourghausen, le plus ignorant, le plus présomptueux de tous les généraux autrichiens; l'autre, le prince de Soubise, officier brave et loyal, mais irrésolu, peu versé dans l'art militaire, haï de l'armée parce qu'il était chéri à Versailles, se livrant sans défiance à ses ennemis secrets, incapable de feinte, mais incapable aussi de démêler aucun stratagème. On l'avait soumis aux ordres du général allemand, qui lui inspirait de la défiance, et auquel il n'inspirait nulle estime. A mesure que les Français avaient pénétré dans l'Allemagne, ils avaient rompu le frein de la discipline. On pillait en Hanovre, on pillait dans la Thuringe. Les Allemands, auxiliaires des Français, plaignaient le sort de leurs compatriotes qui étaient impitoyablement rançonnés. La plupart de leurs petits souverains avaient été entraînés malgré eux à une guerre qui allait ôter en Allemagne un puissant contre-poids à l'ambition de l'Autriche. Les troupes des cercles de l'Empire étaient mal exercées, et ne pouvaient former un ensemble régulier. Les Français avaient tout à craindre du peu de courage et de la haine secrète de leurs alliés.

Une expédition que l'armée combinée essaya sur la ville de Gotha fut le triste présage d'une plus grande ignominie. Un officier prussien, nommé Seidlitz, se retira derrière la ville avec un corps de deux mille hommes, et sut si bien les disposer en bataille, que les alliés crurent voir l'avant-garde d'une armée considérable. Dès le premier choc ils abandonnèrent Gotha, en laissant beaucoup de prisonniers.

Bataille de Rosbach. 3 novembre. 1757.

On était à la fin d'octobre, et la cour de Versailles avait déjà donné l'ordre de prendre des quartiers d'hiver. On repassa la Saale. Le roi de Prusse poursuivit l'armée qui battait en retraite, et n'éprouva un peu de résistance qu'au pont de Weissenfelds, où commandait le marquis de Crillon. Mais Frédéric, qui avait besoin d'une action d'éclat, s'impatientait de cette petite guerre; il chercha tous les moyens de rendre de la confiance à ses ennemis, et eut le bonheur d'y parvenir. Pendant quelques jours il se tint immobile dans son camp de Rosbach. Les princes de Hildbourghausen et de Soubise furent à portée de juger du petit nombre de ses troupes, qui ne s'élevaient pas à plus de vingt mille hommes. Ils méprisèrent un ennemi si faible, et crurent pouvoir lui couper la retraite en filant sur Merslebourg. Le 3 novembre, l'armée était en marche pour

exécuter cette manœuvre. Le roi de Prusse l'observait du haut d'une colline où il avait placé une batterie. Il ne troublait par aucun mouvement la sécurité des alliés. Le prince de Soubise abandonnait par degrés une position où il était fortement retranché, dans l'espérance de cerner les Prussiens, et marchait avec aussi peu de précaution que s'il eût cru ceux-ci décidés à se laisser enfermer. Le roi contenait ses troupes et se contenait lui-même, pendant que le prince de Soubise côtoyait sa gauche. Il entendait résonner les clairons et les timbales des Français en signe de victoire. Enfin, à deux heures il sortit de cette immobilité fatigante. Il donna le signal d'abattre les tentes, et les Prussiens se présentèrent en ordre de bataille à leurs ennemis, qui marchaient presque au hasard. Frédéric manœuvra pour tourner ceux qui avaient voulu le tourner lui-même. Sa cavalerie, sous les ordres de Seidlitz, se glissa par des bas-fonds derrière la cavalerie française, la chargea, la mit en fuite, et vint tomber sur des colonnes d'infanterie qui n'étaient point encore formées. Une manœuvre que fit le prince Henri, frère du roi, augmenta le désordre de l'infanterie française, qui, se précipitant sur la gauche, se trouvait toujours plus débordée par le front des Prussiens. Soubise veut en vain rétablir

le combat à l'aide de sa cavalerie; elle est écrasée à son tour. Il avait suffi, pour dissiper les troupes des cercles, de quelques volées d'artillerie que leur avait envoyées le prince Ferdinand. La batterie des Prussiens, établie sur une hauteur, écrasait les Français, qui ne pouvaient y répondre que par une inutile batterie placée dans un fond. Ils avaient une forte réserve sous les ordres du comte de Saint-Germain, qui ne parut que pour protéger la retraite. Cette inaction fut jugée depuis aussi suspecte que l'avait été celle du comte de Maillebois à Hastenbeck; mais il faut observer qu'ici la déroute avait été si prompte et si complète, qu'il était difficile d'arriver à temps pour soutenir les mouvemens désordonnés des généraux allemands et français. La nuit vint protéger leur retraite. Mais les corps étaient tellement dispersés, que cette journée honteuse coûta aux alliés plus de dix mille hommes, dont sept mille prisonniers. La perte des Prussiens fut à peine de cinq cents hommes tués ou blessés. Parmi ces derniers étaient les deux généraux qui avaient le mieux secondé les dispositions du roi de Prusse, le prince Henri et Seidlitz [1]. Sept bataillons et quelques

[1] Le prince Henri, non moins jaloux que son frère de l'estime, et l'on pourrait même dire de l'affection

escadrons prussiens avaient remporté en une heure et demie cette victoire sur une armée de cinquante mille combattans. Elle se retira par Freybourg, en tâchant de se rapprocher de celle du maréchal de Richelieu. Quelques officiers, tels que le marquis de Crillon, et deux ou trois régimens, firent seuls admirer leur courage au milieu de tout le vertige d'une terreur panique. Quelles que fussent à cette triste époque l'indiscipline des soldats et l'ineptie de leurs généraux, on peut croire que nos annales n'eussent point été souillées de

des Français, s'occupa de leur faire pardonner sa victoire par des soins nobles et délicats. Il consolait les prisonniers, vantait le courage que quelques-uns d'entre eux avaient montré. « Ainsi le vit-on, dit l'auteur de sa vie, moins occupé de sa blessure que d'adoucir, par les soins les plus nobles, par les attentions les plus recherchées, la honte de la défaite et le malheur de la captivité. Il fit rendre les plus grands honneurs au marquis de Custine, officier-général français, qui mourut à Leipsick de ses blessures, et consacra même, par un monument, sa valeur et celle de sa nation. Informé de la pénurie d'un grand nombre d'officiers français prisonniers, il emprunta des négocians de Leipsick l'argent dont il manquait lui-même pour le leur distribuer ; et, ce qui était plus précieux encore pour des Français, comme touchant à leur honneur, il s'indigna qu'on leur eût ôté leurs épées, et ordonna qu'elles leur fussent rendues : c'est ainsi que le prince Henri se fit connaître des Français. »

cette inconcevable ignominie, si les Français eussent combattu sans alliés.

Frédéric retourne en Silésie. Bataille de Breslaw.

Frédéric se hâta d'aller recueillir en Silésie les fruits de la journée de Rosbach. Des revers éprouvés par ses généraux l'appelaient au secours de cette province qu'inondaient quatre-vingt mille Autrichiens victorieux. Ceux-ci, en s'emparant de Schweidnitz, s'étaient fait une place d'armes pour couvrir toutes leurs opérations. Ils menaçaient Breslaw. Frédéric ne perdit pas un moment pour conduire au secours de cette ville les vingt mille hommes d'élite qui venaient de disperser une armée formidable. Instruits de sa marche, les Autrichiens voulurent le prévenir. Le 22 novembre ils attaquèrent le duc de Bévern, le battirent complétement, lui tuèrent dix mille hommes, et lui prirent quatre-vingts pièces de canon [1]. Cette victoire

[1] Un des généraux les plus estimés et les plus chéris du roi de Prusse, Winterfeld, avait été tué dans une action particulière avant cette journée. La perte d'une bataille n'eût pas été plus sensible à Frédéric que celle de ce héros. Il lui fit depuis ériger une statue sur la place Guillaume à Berlin, à côté de celle de Schwérin. Le duc de Bévern, privé du secours de son intrépide et judicieux compagnon, commit diverses fautes qui firent le succès du prince de Lorraine. Il fut fait prisonnier le lendemain de la bataille. On croit

les rendit maîtres de Breslaw. Le roi de Prusse n'arriva que pour recueillir les débris de cette armée. Les soldats ont à peine revu leur chef, que la confiance renaît dans leurs âmes; ils demandent le combat. Mais on manque d'artillerie de campagne : comment engager une action sans le secours de cette arme que Frédéric a rendue si décisive dans les batailles? Il essaie d'y suppléer en faisant venir des pièces de siége qui étaient à Glogaw. Tout ce qu'il fait, tout ce qu'il propose paraît gigantesque à des officiers qui, malgré l'ardeur dont ils sont animés, opposent leurs vieilles règles aux combinaisons du génie. Il les rassemble autour de lui; il les prévient que, résolu de ne point laisser la Silésie au pouvoir des Autrichiens, il va marcher contre l'armée du prince Charles, deux fois plus nombreuse que la sienne; que sa position ne lui permet point de suivre les

qu'il se fit prendre pour se soustraire au ressentiment de Frédéric. Ce monarque était implacable, et quelquefois injuste. Toute la Prusse pleura le sort du prince Guillaume, qui, ayant reçu de son frère, après un échec assez léger, des reproches foudroyans, tomba dans une maladie de langueur, et parut désirer la mort. Le roi se repentit vivement d'avoir été dur envers un frère qu'il chérissait; mais ses soins et ses protestations affectueuses ne purent sauver le jeune prince.

règles de l'art; qu'il veut une obéissance aveugle, et défend tout délai, tout murmure; que si quelqu'un n'est point déterminé, comme lui, à vaincre l'ennemi ou à se faire enterrer sous ses batteries, il lui permet de se retirer. On l'admire, on se regarde, nul ne veut se déclarer un lâche. Frédéric annonce alors à ses officiers de quel châtiment ignominieux il punira la moindre hésitation. « Adieu, messieurs, leur dit-il en finissant; dans peu » nous aurons battu l'ennemi, ou nous nous » serons vus pour la dernière fois. » Les officiers rapportent ses discours aux soldats; le camp retentit d'acclamations, et bientôt il y règne le silence le plus profond. On marche sur Neumarck.

Bataille de Lissa. 1757. 5 décembre.

Les Autrichiens étaient si déconcertés de l'audace avec laquelle Frédéric venait les chercher, que déjà ils semblaient oublier une victoire remportée peu de jours auparavant. Le feld-maréchal Daun, dont les plus grands succès ne pouvaient troubler le calme ni la prudence, voulait qu'on attendît le roi de Prusse dans un camp retranché derrière la Lohe; mais le prince de Lorraine était depuis long-temps las d'être enchaîné par les timides précautions de ce guerrier; il crut qu'il ne fallait pas laisser à Frédéric le temps d'échapper au péril dans lequel il croyait ce monarque

engagé, et donna l'ordre de se mettre en marche. Le roi, en le voyant avancer dans une vaste plaine, se regarda comme sûr de la victoire. Le 5 décembre se donna la bataille de Leuten ou de Lissa, qui fut pour les Autrichiens presque aussi honteuse et beaucoup plus sanglante que l'avait été pour les Français celle de Rosbach. Frédéric, pendant cette journée, passa tour à tour du courage le plus impétueux à la plus sévère prudence. Ses manœuvres n'avaient jamais été mieux inspirées par les lieux, ni plus rapidement exécutées. Il avait une telle confiance dans ses dispositions, qu'il ne craignit point de se mettre, dès l'aube du matin, à la tête de son avant-garde. Vainqueur de celle des Autrichiens qu'il avait rejetée en désordre sur le front de leur armée, il était venu observer de près toutes les dispositions du prince de Lorraine. Il avait jugé, à l'inspection de ces troupes, qu'elles seraient tournées si l'on parvenait à s'emparer d'un tertre chargé de sapins qui couvrait leur aile gauche. Les manœuvres assez compliquées qu'il employa pour y parvenir trompèrent jusqu'au vigilant Daun, qui dit au prince de Lorraine : *Ces gens s'en vont, laissons-les faire.* Lorsque Frédéric eut réussi à emporter ce tertre, la bataille fut gagnée. Il fit jouer de deux hauteurs les pièces dont

il avait dépouillé les remparts de Glogaw. Elles jetèrent la plus grande confusion dans l'armée autrichienne. Daun essaya en vain de réformer le plan du prince de Lorraine, Frédéric ne lui en laissa pas le temps. Jamais déroute ne fut si complète. Les suites de la journée de Lissa furent telles, que l'armée impériale fut affaiblie de quarante-un mille hommes. Elle y perdit cent trente-quatre canons et cinquante-neuf drapeaux [1]. Breslaw ouvrit ses portes au roi de Prusse peu de jours après, et la prise de cette ville fut presque l'unique prix d'une bataille qui, en d'autres temps, aurait entraîné la chute d'un empire.

Frédéric s'était vu trop près d'éprouver le sort de Charles XII, pour ne pas écouter la prudence. Ses troupes étaient accablées par des marches rapides et des batailles sanglantes. Des maladies épidémiques avaient porté parmi elles encore plus de ravage que le feu des ennemis. Il lui restait à reconquérir plusieurs villes de la Silésie, et surtout celle de Schweidnitz. Les mouvemens des Russes, des Suédois, des Français et de l'armée des cercles, le for-

[1] Plusieurs corps autrichiens étaient dispersés après la bataille de Lissa. Seize bataillons s'étaient jetés dans Breslaw, et cette ville fut prise. Voilà ce qui porta le nombre des prisonniers autrichiens à plus de vingt-un mille.

çaient à rester dans une position d'où il pût se porter rapidement sur tous les points menacés. Voilà ce qui modéra en lui le courage impétueux avec lequel il avait ouvert et conduit cette campagne. De toutes les puissances qui s'étaient liguées pour le partage de ses dépouilles, il n'en était aucune qu'il n'eût humiliée et sévèrement punie. A la vérité, ni les Suédois ni les Russes n'avaient éprouvé de désastre semblable à ceux de Rosbach et de Lissa; mais ces deux nations belliqueuses avaient vu leur gloire démentie par des opérations mal conduites et suivies du plus mauvais succès. Vingt-quatre mille Prussiens, sous la conduite d'un vieux général, Lewhald, avaient tenu la campagne contre quatre-vingt mille Russes, et les avaient forcés, par une suite de petits combats où ils avaient déployé toutes les ressources de la tactique, à évacuer la Prusse, à l'exception de Mémel; imitant la vigilance et l'activité de son maître, Lewhald avait volé de Tilsitt à la rencontre des Suédois qui s'établissaient dans la Poméranie prussienne. Il les chassa d'Anclam et de Demmin, les poussa sous le canon de Stralsund, et les contraignit enfin à chercher un refuge dans l'île de Rugen.

Situation des puissances belligérantes.

Tels étaient pour le roi de Prusse les succès de cette mémorable campagne de 1757;

mais ce fut un malheur pour lui qui voulait la paix, d'avoir eu des triomphes trop éclatans. Ni la France, ni la Russie, ni la Suède, ne pouvaient lui pardonner l'affront fait à leurs armes. L'Autriche, unique mobile de cette guerre, se montrait moins implacable; son honneur était sauvé par le gain de deux batailles; et, quoique le revers foudroyant de Lissa lui en eût fait perdre le fruit, elle s'était élevée, par ses efforts, beaucoup au-dessus de ses alliés. Marie-Thérèse cherchait à engager des négociations. Peut-être la cession de quelques villages de Silésie eût-elle suffi pour la satisfaire; mais Frédéric victorieux aurait cru manquer à sa gloire et à sa fortune en souscrivant au plus léger sacrifice, et la cour de France se regardait comme trahie par les dispositions pacifiques de l'Autriche. La marquise de Pompadour sentait retomber sur elle la honte de la journée de Rosbach; Louis XV en avait eu l'âme navrée; mais sa douleur inerte ne provoquait point en lui de resolution magnanime. Loin de témoigner du ressentiment au prince de Soubise, il lui avait écrit pour le consoler. La pensée de venir relever par sa présence le courage abattu de ses soldats, de les mener à un autre Fontenoy, ne s'offrit pas à son esprit; et d'ailleurs on ne lui eût pas permis de l'accomplir. La marquise de Pompadour voulait

prolonger la guerre; mais elle eût renoncé à tous ses projets, à l'amitié de Marie-Thérèse, au fatal amusement de tracer des plans de campagne, si la guerre eût éloigné d'elle le roi qu'elle tenait assujetti à Versailles. On sentait que la discipline était rompue, et qu'une infanterie si brillante sous le maréchal de Saxe, était devenue la risée de l'Europe. Les généraux accusaient l'armée, l'armée les accusait à son tour.

L'abbé de Bernis conseille en vain de faire la paix.

Il y avait à la cour quelques hommes sincères qui ne dissimulaient ni à la marquise, ni au roi, le danger de continuer une guerre qui s'ouvrait sous ces tristes auspices. L'abbé de Bernis, secrétaire d'Etat des affaires étrangères, employait tous les moyens pour dessiller les yeux de sa protectrice, et pour lui montrer des malheurs inévitables. Le traité de Versailles, auquel il avait contribué, l'importunait vivement depuis qu'on allait bien au delà des engagemens contractés. Il tâchait de présenter la victoire d'Hastenbeck et la convention de Closter-Severn comme des dédommagemens de la journée de Rosbach. « Pourquoi, disait-il, ramener au combat des troupes qui se défient de leurs généraux, et qui semblent se défier d'elles-mêmes? A quel excès leur découragement n'est-il pas porté, puisqu'elles ne rejettent pas toute leur honte

sur de lâches alliés qu'on peut soupçonner de les avoir trahies? Où sont les hommes de génie et de caractère qui peuvent les rappeler à la gloire et à la discipline? Le maréchal de Richelieu l'entreprendra-t-il, lui qui a provoqué tous les désordres; lui qui, pouvant dissoudre une armée entière, l'a laissée dans un camp d'où elle nous menace encore? Nous allons bientôt la voir reparaître, cette armée qui ne peut plus envisager de sang-froid la ruine de sa patrie. Les Anglais, qui ont commencé les hostilités dans le Canada par l'assassinat de Jumonville, qui nous ont pris trois cents bâtimens sans déclaration de guerre, ne respecteront point une convention ambiguë, et dans laquelle est empreinte toute la légèreté de son auteur. C'est la guerre maritime qui réclame tous nos soins. Qu'importeraient de vains succès en Allemagne, si nous perdions nos colonies, si nous étions insultés dans nos ports et sur nos côtes par les Anglais? »

Ces sages représentations n'ébranlèrent point une femme qui prenait la vivacité de ses caprices ou son aveugle opiniâtreté pour la force d'un grand caractère. Elle ne pouvait supporter le mépris de Frédéric, ni celui de l'armée où son nom était livré à toutes les insultes, ni enfin celui des Parisiens, qui se

vengeaient d'elle et des généraux ses protégés, par des chansons et des épigrammes. Ainsi cette déplorable guerre de sept ans, qui avait été occasionée par le ressentiment de quelques traits satiriques, se perpétuait par des causes non moins frivoles.

Impulsion donnée par le ministre Pitt à l'Angleterre.

Il s'était fait une révolution dans le ministère anglais. Le duc de Cumberland avait lassé, par la pusillanimité et l'ineptie de ses opérations, la patience de son père. Le secrétaire d'État Fox avait été entraîné dans la disgrâce de ce prince. Il était remplacé par Pitt [1], et l'entrée de celui-ci au conseil avait été marquée par les résolutions les plus énergiques. Walpole avec son or n'avait pas exercé sur le parlement d'Angleterre autant d'ascendant que Pitt en exerçait par son éloquence. Habile à justifier tout par l'intérêt de la patrie, il brûlait de rompre la convention de Closter-Severn. Tandis qu'il dirigeait les armemens maritimes avec une vigueur jusque-là sans exemple, il intéressait les Anglais au sort du roi de Prusse, et venait au secours de ce monarque en lui accordant un subside proportionné à ses dangers et à ses

[1] Le duc de Newcastle rentrait dans les affaires; mais, malgré sa renommée et ses talens, il cédait le premier rôle à Pitt.

puissans efforts. Bientôt il fit mettre à la tête de l'armée des alliés l'un des plus habiles généraux de Frédéric, le prince Ferdinand de Brunswick (frère du duc régnant). Il envoya en Hanovre un corps d'Anglais assez considérable, et le maréchal de Richelieu apprit par des hostilités que les ennemis se jouaient d'un pacte fait d'un côté sans prudence, et de l'autre sans bonne foi. La colère de la cour de Versailles retomba sur lui. Il fut rappelé. On lui donna pour successeur le comte de Clermont, dont les talens militaires n'égalaient pas même ceux du prince de Soubise. L'armée voyait moins en lui un Condé qu'un abbé de bénédictins. En arrivant, il trouva quatre-vingt mille hommes éparpillés sur une longue étendue de terrain. Le prince Ferdinand ne lui laissa pas le temps de les rassembler. Dès le mois de février 1758, il ouvrit la campagne avec trente mille hommes qui, trois mois auparavant, avaient vu combler leur déshonneur. Il conçut le projet de passer au travers des détachemens français isolés, de surprendre leurs différens quartiers, et d'imiter enfin cette belle campagne où le maréchal de Turenne attaqua en Alsace et dispersa soixante-dix mille impériaux qui ne purent jamais se réunir. Le prince Ferdinand fit d'abord occuper la rive du Wéser, et donna à

tous les corps français de l'inquiétude sur leurs communications ; chacun d'eux se crut abandonné et précipita sa retraite. Brême, Brunswick et Hanovre furent évacués successivement. Minden fut prise[1] ; le duc de Broglie, qui avait été détaché pour la secourir, n'osa tenter aucun mouvement. Le comte de Clermont se trouva heureux de repasser le Wéser à Hameln ; et, après avoir perdu en deux mois tous les postes qui eussent pu le maintenir en Allemagne, il eut la honte de repasser le Rhin en laissant au pouvoir de l'ennemi onze mille prisonniers. Une barrière telle que celle du Rhin pouvait l'aider à réparer ce désordre. Le prince Ferdinand se vit quelque temps arrêté sur les bords de ce fleuve. Mais le repos même avait accru dans le camp français la discorde et l'indiscipline. Le comte de Clermont, avili par ses revers, et surtout par ses fautes, ne pouvait plus se faire obéir.

Pendant que le prince Ferdinand obtenait des succès si rapides avec une armée qui sor- Siége d'Olmutz.

[1] Minden avait pour sa défense huit bataillons et huit escadrons, qui se rendirent après six jours de tranchée ouverte. Quinze cents Français furent si indignés de cette capitulation, qu'ils s'échappèrent en traversant les rangs ennemis. Le comte de Morangiés, qui avait rendu cette place, fut exilé.

tait en quelque sorte des Fourches Caudines, le roi de Prusse pénétrait dans une province autrichienne à la tête des vainqueurs de Prague, de Rosbach et de Lissa ; il avait repris Schweidnitz après un siége assez court, et délivré la Silésie. Comme la Bohême avait été épuisée par les longs fléaux de la campagne précédente, il se porta sur la Moravie, quoiqu'il s'attendît à y être arrêté devant la place d'Olmutz. Il réussit assez promptement à investir cette place, mais il eut bientôt une nouvelle occasion de reconnaître l'inhabileté de ses ingénieurs, et l'insuffisance de son artillerie. Le général autrichien Marshall, gouverneur d'Olmutz, déploya beaucoup de talent dans la défense de cette ville. Daun se présenta pour en faire lever le siége. La déroute de Lissa avait augmenté sa circonspection naturelle. Il combina toutes les ressources de l'art militaire pour parvenir à son but sans risquer une bataille. Frédéric faisait venir de Neiss un convoi de trois cents chariots qui devait lui fournir les moyens de terminer le siége. Daun le sut, et ne s'occupa plus que d'intercepter le convoi. Ses manœuvres furent si bien concertées, que presque tous les chariots tombèrent en son pouvoir. Après un événement qui ruinait toutes ses espérances, le roi de Prusse prit la résolution courageuse

de n'abandonner la Moravie que pour se jeter dans la Bohême; les Autrichiens l'y suivirent en paraissant toujours craindre de s'approcher de trop près d'une armée si puissante par son courage et par sa tactique.

Opérations des Russes.

Le but de Frédéric, dans cette expédition nouvelle, était d'empêcher les Autrichiens de seconder les mouvemens de cent mille Russes qui marchaient rapidement à la conquête de ses États. L'impératrice Élisabeth s'était décidée à jouer le premier rôle dans cette ligue. Indignée que vingt-quatre mille Prussiens eussent repoussé une armée formidable au delà du Niémen, elle avait accusé de ce mauvais succès son ministre Bestuchef. Celui-ci avait en effet trahi sa souveraine, d'abord en ralentissant, et ensuite en faisant rétrograder avec une extrême promptitude l'armée qui était alors sous le commandement du général Apraxin. La santé d'Élisabeth déclinait. Plus livrée encore aux voluptés que Catherine Ire., elle les expiait par une maladie qui annonçait sa fin prochaine. Bestuchef avait tourné ses regards vers le grand-duc, neveu et héritier de l'impératrice. Ce jeune prince avait pour le roi de Prusse une admiration qui était poussée jusqu'au vertige. Bestuchef fut puni d'avoir voulu lui complaire, et remplacé par le comte Pierre Schouvalow,

homme ardent, habile, ambitieux, qui osait défier l'héritier du trône, et voulait l'humilier par les disgrâces de son héros. L'armée russe, sous les ordres de Fermor, rentra bientôt dans le royaume de Prusse, s'empara d'Elbing, passa la Vistule; et, pour essayer de combiner ses mouvemens avec les Autrichiens, elle traversa la Nouvelle-Marche jusqu'aux bords de l'Oder. Dès que Fermor eut quitté le royaume de Prusse, que la Russie voulait joindre à ses États, il permit tout aux troupes irrégulières dont son armée était grossie. Ce n'était pas assez pour les Cosaques d'égorger des habitans paisibles; ils les livraient à d'épouvantables supplices qui prolongeaient leur agonie. Le vieillard, expirant sous le bâton, dit l'historien Rentzow, bénissait le coup de lance qui venait terminer ses tortures.

Bataille de Zorndorf. 25 août. 1758.

Fermor s'était avancé jusqu'à Custrin, et déjà il bombardait cette ville. Un général prussien, le comte de Dohna, avait eu ordre de quitter le blocus de Stralsund pour marcher au secours de Custrin. Frédéric y marchait lui-même avec quatorze bataillons d'élite. Fermor, à son approche, leva le siége de cette ville. Frédéric le poussa vivement et l'atteignit enfin au village de Zorndorf, devenu fameux par une des batailles les plus sanglantes de cette guerre. Le roi brûlait de

venger dans le sang des Russes les souffrances et les tortures de ses sujets. Avant la bataille, il avait donné ordre de ne pas faire de quartier; mais il n'avait que trop communiqué à ses troupes la fureur dont il était transporté. Elles n'exécutèrent point avec leur précision ordinaire ses savantes manœuvres. Il fut obligé de changer plusieurs fois son ordre de bataille; de son côté, Fermor, dirigé par un habile tacticien, Romanzow, changeait aussi souvent que le roi ses dispositions. A midi, le carnage avait fatigué les combattans. Ils sortirent de ce repos plus acharnés et plus terribles. Les Russes attaquèrent vivement une batterie, et l'emportèrent. Seidlitz, un des héros de Rosbach, réussit à rompre les rangs des Russes par une charge de cavalerie. Le roi vint le seconder. Les Russes regagnaient en désordre la Mutzel; mais lorsque, en arrivant aux bords de cette rivière, ils virent que les ponts étaient rompus, que toute retraite leur était coupée, ils ne songèrent plus qu'à vendre chèrement leur vie. Frédéric pouvait terminer le combat et assurer sa victoire en s'abstenant de les poursuivre; mais ce long carnage l'avait comme enivré. Il donna l'ordre de l'attaque, et une troisième bataille recommença dans la même journée. Les Russes, cédant au désespoir, tinrent ferme, et bientôt se rap-

prochèrent du premier champ de bataille. La nuit vint terminer enfin cet épouvantable massacre. Les Russes avaient perdu dix-neuf mille hommes tués ou blessés, et seulement trois mille prisonniers. Les Prussiens avaient perdu onze mille hommes. Les uns et les autres se proclamèrent vainqueurs. Mais Fermor, affaibli par la perte de plus d'un tiers de son armée, ne put tenir la campagne, et fut obligé de se retirer en Pologne.

Bataille de Hochkirck. 15 octobre. 1758.

Le roi de Prusse vola en Saxe. Le prince Henri s'y défendait comme un grand capitaine contre le maréchal Daun. Retiré sous le canon de Dresde, il y attendait le secours du roi son frère. Il n'avait pas en vain compté sur ce héros. Daun manœuvra de manière à menacer la Silésie et à protéger le siége de Neiss, que suivait un autre corps d'armée. Le roi cherchait à secourir cette place. Les deux armées étaient en présence, et Frédéric se réjouissait que Daun vînt enfin l'approcher de si près. Mais ce général, fatigué peut-être des reproches que lui attiraient ses éternelles lenteurs, et cédant aux instances du plus audacieux des généraux autrichiens, Laudon, avait résolu de tenter un coup plus hardi que son intrépide ennemi n'eût osé le tenter lui-même. Il réussit à surprendre le plus vigilant des guerriers par une

attaque nocturne. Le 14 octobre, lorsque la cloche du village de Hochkirch eut sonné cinq heures, Daun donna un signal convenu. Le roi dormait avec toute son armée. On vient lui apprendre que le camp est forcé, que les Autrichiens se sont emparés de sa grande batterie. Point de manœuvres à exécuter. On ne peut se livrer qu'à un courage aveugle. Frédéric et ses lieutenans rallient des brigades qui couraient dans la plus grande confusion. Le maréchal Keith, les princes Maurice d'Anhalt et François de Brunswick, essaient de reprendre le village d'Hochkirch sur le corps de Laudon qui s'en était emparé. Bientôt ils sont chassés. Ils recommencent l'attaque. Ces trois généraux succombent. Keith et le prince de Brunswick sont tués; le prince Maurice d'Anhalt est blessé [1]. Frédéric, lorsque le jour pa-

1 Jacques Keith était Écossais. Il descendait d'une ancienne famille dans laquelle la dignité de maréchal était héréditaire. L'aîné de la famille portait le titre de lord-maréchal. Son frère et lui s'étant déclarés, en 1714, pour le prétendant, furent obligés de quitter leur patrie. Ils passèrent au service de l'Espagne, et de là à celui de la Russie. Jacques Keith se distingua sous les ordres de Munich au siége d'Oczakow, et sous ceux de Lascy à la victoire de Wilmanstrund, remportée sur les Suédois. La révolution qui chassa de la Russie les étrangers les plus distingués, le fit entrer, ainsi que son frère aîné, au service de la Prusse. Son

raît, et que le brouillard se dissipe, essaie encore d'arracher la victoire à l'ennemi; mais par son opiniâtreté, il rend sa défaite plus sanglante. Il cède enfin. Un corps de réserve que lui amène Retzow, lui procure le moyen d'assurer sa retraite. Quoiqu'il laisse plus de cent canons au pouvoir des Autrichiens, et qu'il ait perdu le tiers de son armée, il se retire lentement et vient se poster à un mille de l'ennemi. Daun craint de compromettre sa victoire, et passe bientôt de l'audace qui lui a valu un succès éclatant, à une circonspection qui lui en fera perdre le prix.

Le roi de Prusse répare ses revers.

On crut le roi de Prusse accablé par une défaite qui altérait beaucoup sa réputation de

mérite n'était pas borné à des talens militaires; il avait quelque analogie avec le caractère, et surtout avec l'esprit de Frédéric. Ce monarque le traitait comme son ami, et lui rendit le même honneur qu'à Schwérin et à Winterfeld, en faisant élever sa statue sur la place de Berlin. Seidlitz fut le quatrième héros dont le roi de Prusse honora ainsi la mémoire.

Le prince François de Brunswick était frère de ce prince Ferdinand qui commanda si glorieusement l'armée des alliés, et oncle du prince héréditaire, depuis duc régnant de Brunswick, qui mourut des suites de ses blessures, après la bataille d'Iéna.

Le prince Maurice d'Anhalt fut fait prisonnier le lendemain de la bataille. Il ne revint plus à l'armée, et mourut peu de temps après à Dessau.

vigilance et d'habileté. Mais quel fut l'étonnement de toutes les cours qui insultaient à ce roi vaincu [1], lorsqu'elles apprirent que par ses manœuvres, son sang-froid et son activité, il avait en quelques jours réparé ce revers, ou plutôt qu'il en avait tiré les mêmes résultats que

[1] Frédéric, qui avait paru se livrer au désespoir après sa défaite à Kolin, et surtout après sa première retraite de la Bohême, supporta avec un flegme étonnant le revers de Hochkirch. Il était si sûr de le réparer, qu'il en plaisantait. « Daun, disait-il, m'a » joué un tour de maître Gonin; mais je l'attraperai » à son tour. » Il n'eut point la même impassibilité lorsqu'il apprit, peu de jours après un événement si malheureux, la mort de sa sœur chérie, la margrave de Bareith. Il se livra aux regrets les plus vifs, célébra la mémoire de cette princesse dans des vers pleins de sensibilité. Pour la première fois, il parut recourir aux consolations et aux espérances de la religion. Son lecteur Kat le trouva lisant un sermon de Bourdaloue : et, comme il s'en étonnait, le roi lui montra un panégyrique de sa sœur, qu'il venait de commencer, et dans lequel il citait différens passages de la Bible. Les lettres qu'il écrivit à Voltaire sur ce même sujet, offrent l'expression la plus vraie et la plus touchante de l'amitié fraternelle.

La victoire remportée par le feld-maréchal Daun à Hochkirch excita le plus grand enthousiasme dans toutes les cours liguées contre la Prusse. Le pape Clément XIII l'en félicita comme d'une victoire obtenue sur les infidèles, et lui envoya une épée et un chapeau bénits.

d'une victoire ! Il s'était joint avec le prince Henri, avait marché au secours de Neiss, assiégée par les Autrichiens, et l'avait délivrée. Daun, qui n'avait pu prévenir un mouvement si hardi, voulut en vain se dédommager sur Dresde. La garnison prussienne de cette place, sous les ordres de Schmettau, l'intimida par tous les signes d'une résistance désespérée. Un spectacle horrible remplit les assiégeans d'indignation. Schmettau, par les ordres de son maître, livra aux flammes les beaux et opulens faubourgs de Dresde. La famille du roi de Pologne, qui était restée dans cette capitale, fut témoin de cet incendie. Daun parut craindre que le siége ne causât l'entière destruction d'une ville si florissante; il s'éloigna, en dénonçant cette violence à toutes les nations chrétiennes. Déjà Frédéric reprenait la route de la Saxe. Le vainqueur d'Hochkirch n'osa point attendre l'ennemi qu'il avait vaincu; et, pour prendre ses quartiers d'hiver, il abandonna la Saxe et la Silésie.

Combat de Crévelt. 23 juin. 1758.

Pendant que le roi de Prusse échappait à de si grands dangers, le prince Ferdinand se montrait sur le Rhin le digne émule de ce monarque. Ce général avait passé ce fleuve près d'Emmerich. Le comte de Clermont, qui tenait ses troupes réparties dans les duchés de Clèves et de Juliers, et dans l'électorat de

Cologne, n'avait pas su défendre le passage du fleuve; honteux d'avoir été surpris, et jugeant sa faute irréparable, il ne songeait qu'à précipiter sa retraite. Le comte de Gisors, fils du maréchal de Belle-Isle, s'indigna de cette résolution et en fit rougir le prince. Enfin, on convint d'attendre les ennemis dans la position favorable de Crévelt. L'armée des alliés se déploya bientôt. Le comte de Saint-Germain en soutint l'effort à la tête d'un corps d'armée qui disputa le terrain habilement. Mais Saint-Germain, à qui l'on avait reproché d'avoir vu de sang-froid le prince de Soubise écrasé à la bataille de Rosbach, se vit lui-même abandonné au moment où il croyait assurer une victoire. Un ennemi qu'il avait auprès du comte de Clermont, le général Mortagne, effraya ce prince, et lui persuada de donner l'ordre de la retraite. La confusion se mit dans les rangs. Saint-Germain voulait tenir encore; le comte de Gisors montrait la même résolution : ce jeune guerrier fut tué en chargeant à la tête des carabiniers. Le champ de bataille fut abandonné, et les Français y laissèrent sept mille hommes [1]. Le prince Ferdinand s'empara de Nuys, de Ruremonde

[1] On raconte que le comte de Clermont, après sa défaite, s'enfuit à toute bride à Nuys. Il demanda aux

et de la forteresse de Dusseldorf : il osa pousser des partis jusqu'à Bruxelles. L'indolent abbé de Saint-Germain-des-Prés fut enfin rappelé d'une armée qui semblait ne fuir jamais assez promptement à son gré. Le marquis de Contades, créé bientôt après maréchal, le remplaça, et parut d'abord devoir rendre quelque lustre aux armes françaises. Une diversion que le prince de Soubise opéra en pénétrant dans la Hesse, vint mettre enfin un terme aux progrès des alliés. Soubise brûlait d'effacer le souvenir de Rosbach, et parvint du moins à l'affaiblir par deux combats dont il sortit vainqueur. Les alliés, qui croyaient n'avoir rien à craindre d'un tel général, ne lui avaient opposé qu'un corps de sept ou huit mille hommes, sous les ordres du prince d'Isembourg. Ce corps fut battu à Saugerhausen et à Lutterberg. La Hesse fut occupée. On marchait sur Munster, et l'on remarquait enfin un peu d'harmonie entre les mouvemens des deux armées françaises. Inquiet de cette diversion, le prince Ferdinand repasse le Rhin, et sachant bien que Contades, dans une saison avancée, n'osera pas le poursuivre, il

magistrats de cette ville s'il était déjà arrivé beaucoup de fuyards. « Non, monseigneur, lui répondit-on, » vous êtes le premier. »

marche contre Soubise. Celui-ci n'ose l'attendre, abandonne ses conquêtes et revient se placer sur le Mein, au point d'où il était parti.

Situation de la France.

La France venait d'éprouver depuis trois ans les funestes effets d'une politique insensée. Chaque campagne avait ajouté à la gloire du roi de Prusse. L'Autriche montrait, soit par ses défaites, soit par des succès dont elle ne profitait pas, l'impuissance où elle était de dépouiller ce monarque, et même de reprendre sur lui cette funeste Silésie, objet de tant de batailles. Le Hanovre avait pour sa défense une armée formidable et l'appui d'un héros. La honte de Crével venait d'être ajoutée, pour les Français, à celle de Rosbach. La discipline ne renaissait pas dans leurs camps. Malgré la multitude des trahisons, on n'avait osé punir aucun traître. Des impôts dévorans, mal répartis, portaient la désolation dans les campagnes. Les contrôleurs généraux se succédaient avec une rapidité sans exemple [1]; et, décriés dès le premier essai de leurs opérations, ils achevaient de décréditer le gouvernement. La nation ne montrait plus aucun

[1] Lorsque Machault passa, le 28 juillet 1754, au ministère de la marine, Moreau de Séchelles fut nommé contrôleur général. Moras remplaça celui-ci en avril 1756. Boulogne lui succéda le 25 août 1757, et donna sa démission en 1759.

enthousiasme militaire; elle laissait éclater son admiration pour le héros qui avait fait tant d'affronts à ses armes et à celles de l'Autriche. Les chansons par lesquelles elle punissait et flétrissait des généraux inhabiles ou perfides [1], retentissaient dans les camps, y fomentaient des querelles, y détruisaient toute confiance et toute subordination. Les Anglais, peu contenus par les escadres françaises, sur lesquelles régnaient aussi la désunion et le découragement, descendaient sur les côtes de la Bretagne et de la Normandie. A la vérité, ils ne retiraient pas de grands avantages de ces bravades dispendieuses; mais ils arrêtaient

[1] Les chansons et les épigrammes dirigées contre la marquise de Pompadour, ont trop de cynisme pour être rapportées ici. Celles dont le prince de Soubise fut l'objet après la bataille de Rosbach, sont beaucoup plus piquantes; mais elles montrent un emploi très-déplacé de la gaieté française. Voici l'une de ces épigrammes :

Soubise dit, la lanterne à la main :
J'ai beau chercher, où diable est mon armée?
Elle était là pourtant hier matin.
Me l'a-t-on prise, ou l'aurais-je égarée?
Ah! je perds tout, je suis un étourdi;
Mais attendons au grand jour, à midi.
Que vois-je, ô ciel! que mon âme est ravie!
Prodige heureux! la voilà! la voilà!
Ah, ventrebleu! qu'est-ce donc que cela?
Je me trompais, c'est l'armée ennemie.

par-là des secours d'hommes et de vaisseaux qu'attendaient nos colonies. En 1757, ils s'étaient présentés devant Rochefort, et n'avaient osé débarquer. Une descente qu'ils avaient faite auprès de Saint-Malo, avait causé à la France une perte de douze millions en effets de marine [1]. Dans une troisième expédition, ils avaient brûlé vingt-sept navires à Cherbourg. Le peuple de Londres s'était réjoui à la vue de vingt-deux canons et de plusieurs drapeaux enlevés. Enfin leur témérité avait été châtiée dans le voisinage de Saint-Brieux. Le duc d'Aiguillon, secondé par le patriotisme et la valeur des milices bretonnes, les battit complétement à Saint-Cast [2]; et de treize mille hommes débarqués, il y en eut à peine huit mille qui purent regagner leurs vaisseaux. Le marquis de Montcalm, à la vie duquel était attachée la conservation du Canada, avait défendu cette colonie par des prodiges de valeur, pris le fort Saint-George, et battu

[1] Cette descente fut dirigée par le célèbre lord Anson. Trois frégates, un grand nombre de bâtimens marchands, furent brûlés dans le port de Saint-Malo.

[2] La gloire que le duc d'Aiguillon acquit dans cette journée fut bientôt contestée. Les Bretons, qui le considérèrent peu de temps après comme leur tyran, prétendirent qu'il s'était tenu caché pendant le combat de Saint-Cast.

vingt mille Anglais à Ticonderagò. Mais nul secours ne lui était envoyé ; on était forcé de prévoir qu'il succomberait bientôt. Les commandans de la Martinique et de la Guadeloupe ne pouvaient plus répondre du salut de ces îles.

L'abbé de Bernis insiste pour la paix. Il est disgracié.

Ce fut dans un tel état de choses que l'abbé de Bernis renouvela ses instances pour la paix. Mais en vain voulut-il effrayer la marquise de Pompadour sur le danger d'accroître le mécontentement de la nation. Le malheur de la France voulut qu'une femme légère se piquât de paraître immuable dans ses desseins. On eût dit qu'elle ambitionnait une sorte de gloire militaire, qu'elle voulait surpasser et les combinaisons politiques du cardinal de Richelieu, et les plans de campagne si vantés du marquis de Louvois. Pour qu'on pût dire d'elle un jour, « elle a vaincu le héros de son temps ; elle l'a fait descendre du trône en expiation de quelques outrages ; elle a été l'amie d'une reine intrépide ; du palais de Versailles, elle a par son génie et sa persévérance fait la conquête du Hanovre, de la Hesse et des deux Saxes, » la favorite bravait les leçons du malheur, les plaintes du peuple, les cris de l'armée, et repoussait les conseils de ses amis. Parce qu'elle s'était rendue insensible elle se croyait magnanime.

L'abbé de Bernis essaya auprès du roi des représentations qui n'avaient fait qu'irriter la marquise. Le monarque ne put l'écouter sans partager ses pressentimens sur les suites de la guerre. Dès que le ministre vit son maître ébranlé, il osa tenter, soit à Vienne, soit à Londres, soit à Berlin, les premières démarches qui ouvrent une voie aux négociations. Quelque espoir de paix commençait à luire. Quoique la marquise eût fait entrer dans le conseil ses plus serviles créatures, un seul homme osait encore y soutenir avec chaleur le parti de la guerre ; c'était le maréchal de Belle-Isle. La frénésie militaire de cette homme d'État venait d'être punie par la mort d'un fils cité comme le modèle des jeunes guerriers, ainsi qu'elle avait été punie, dix ans auparavant, par la mort d'un frère tendrement aimé. Flatteur de madame de Pompadour, il faisait, pour rendre une province à la reine de Hongrie, autant de projets gigantesques, incohérens, qu'il en avait conçu pour la dépouiller de tout son héritage. Le dauphin parla dans le conseil en faveur de la paix. Ce prince avait en vain conjuré son père, lorsqu'on apprit la journée de Crévelt, de lui permettre de se montrer à l'armée. Louis toujours porté à craindre son fils, et résolu de le tenir en quelque sorte caché aux Français, se garda bien de le satisfaire,

et s'offensa ensuite de la chaleur avec laquelle le prince appuyait les vues pacifiques de Bernis. La marquise, inquiète du concert qui paraissait s'établir entre son protégé et l'héritier du trône, résolut de perdre le premier, et lui reprocha, dans les termes les plus emportés, son ingratitude, comme si la reconnaissance lui eût fait un devoir de sacrifier à la vanité de la fille de Poisson nos vaisseaux, nos armées, nos finances et l'honneur du nom français. L'abbé de Bernis, à qui la pourpre romaine venait d'être assurée, parut quitter sans regret un ministère dans lequel il n'eût conservé le pouvoir que pour perpétuer des fléaux [1]. La marquise, en le faisant exiler, annonça aux hommes d'État qu'on ne résistait pas impunément à ses volontés. Le public,

[1] Le cardinal était avec M. de Stahremberg, ambassadeur de Vienne, lorsqu'il reçut la lettre du roi qui le remerciait de ses services et l'envoyait dans son abbaye de Saint-Médard de Soissons. Après la lecture du fatal billet, il revint à l'ambassadeur sans qu'il parût sur son visage aucune altération ; et rompant l'entretien qui s'était engagé sur les affaires des deux cours : « Ce n'est plus avec moi, monsieur, lui dit-il d'un air riant et d'un ton aisé, que vous devez vous expliquer sur ces grands sujets ; voilà que je reçois mon congé de S. M. » Il soutint avec une aisance merveilleuse quelques momens d'une conversation indifférente avec l'ambassadeur, qui se retira également étonné de sa disgrâce et de sa fermeté.

peu instruit des causes de la disgrâce du cardinal de Bernis, ne plaignit point l'auteur du funeste traité de Versailles.

Le duc de Choiseul le remplace

On attendait beaucoup de son successeur, le comte de Stainville, qui fut créé duc de Choiseul. Les rôles politiques, depuis si long-temps, étaient occupés en France par tant d'hommes d'un caractère faible et d'un esprit borné, qu'on voyait arriver avec plaisir un homme vif, entreprenant. On l'aimait parce qu'on le connaissait ambitieux. Le duc de Choiseul avait à peine paru dans le ministère qu'on l'indiquait déjà comme le rival secret de celle qui l'y avait appelé. On faisait des vœux pour que son influence écartât par degrés celle de la favorite. Comme tous les Français, à l'exception de leur monarque, rougissaient de reconnaître en elle un premier ministre, ils aidaient de leurs vœux celui qu'ils croyaient assez habile pour lui arracher une autorité qu'elle exerçait avec autant d'orgueil que de folie. On s'entendait pour faire des éloges prématurés des talens du duc de Choiseul, et pour rejeter ses premières fautes sur la déplorable nécessité de ménager la marquise.

Second traité de Versailles. 1758. 30 décembre.

La manière dont il annonça ses combinaisons politiques ne fut point heureuse. Au lieu de rompre ou de rendre moins onéreuse notre alliance avec l'Autriche, il la fortifia par un

nouveau traité de Versailles, dans lequel la France se mettait aux ordres d'une puissance à laquelle elle payait des subsides [1]. Le roi, outre le secours de vingt-quatre mille hommes stipulé par le traité de 1756, s'engageait à tenir en Allemagne une armée de cent mille hommes pendant toute la durée de la guerre.

Voici une époque où la guerre de sept ans vient plus que jamais rebuter l'imagination par l'abondance et la triste diversité des événemens dont elle est surchargée. Plus on combat, moins il est facile de distinguer entre

[1] Voici les principaux articles du traité de Versailles, conclu le 30 décembre 1758, entre l'impératrice-reine et la France.

Les deux parties confirment le traité de Versailles, du 1er. mai 1756, et le prennent pour base de la présente convention.

Le roi de France promet de fournir à l'impératrice-reine, pendant toute la présente guerre, un secours de dix-huit mille hommes d'infanterie et de six mille hommes de cavalerie, soit en troupes, soit en argent, au choix de l'impératrice-reine. Ce secours, en argent, est évalué à trois millions quatre cent cinquante-six mille florins par an.

Le roi de France se charge seul du subside à payer à la Suède. Il promet de soudoyer le corps des troupes saxonnes, et de le renvoyer à la disposition de l'impératrice-reine, dès qu'elle le demandera.

Les deux parties s'engagent de procurer au roi de Pologne, électeur de Saxe, non-seulement la restitu-

eux les combattans. Les faits militaires trop rapprochés s'obscurcissent. L'esprit le plus patient et le plus laborieux parvient à peine à se représenter cent théâtres de bataille dans les quatre parties du monde, et à suivre encore des combats plus épouvantables sur les mers. Surtout lorsque l'honneur national est blessé, on perd le seul intérêt qui fait soutenir ces récits fatigans.

Considérations générales sur la guerre de sept ans.

Après trois campagnes glorieuses, le roi de Prusse voyait ses dangers s'accroître. Il con-

tion de ses États, mais aussi un dédommagement proportionné.

Le roi de France promet d'employer cent mille hommes en Allemagne, pour couvrir les Pays-Bas autrichiens et les États de l'empire.

Les pays conquis sur le roi de Prusse seront gouvernés et administrés au nom et par les commissaires de l'impératrice-reine; mais les revenus publics appartiendront au roi très-chrétien, à l'exception de quarante mille florins prélevables pour les frais de l'administration.

« Le traité de Versailles paraît, dit le roi de » Prusse, avoir été conclu en opposition de la con- » vention de subsides qui avait été signée le 11 avril » de la même année, entre les cours de Prusse et » d'Angleterre. »

Cette convention confirmait l'alliance signée entre ces deux cours le 16 janvier 1756, et stipulait six cent soixante-dix mille livres sterling payables au roi de Prusse par le roi d'Angleterre.

servait plutôt son activité que son audace. On eût dit que le caractère lent et méthodique de son ennemi le maréchal Daun, avait ralenti l'impétuosité du sien. Il offrait moins l'aspect d'un héros, et développait toujours les ressources d'un grand homme. Jamais on ne s'était égorgé avec plus de sang-froid. La victoire n'avait plus d'ailes; à peine osait-on s'éloigner de quelques milles du champ de bataille que l'on avait gagné. Soit dans la Silésie, soit dans la Saxe, soit dans le Brandebourg, soit dans le Hanovre, soit dans la Westphalie, on revenait à cinq ou six reprises se donner rendez-vous autour d'une même forteresse; et chaque année deux cent mille hommes expiraient dans ces promenades savantes. Il fallait de grands magasins pour traverser de nouveau des provinces qu'on avait déjà désolées. Les Russes, les Autrichiens, les Français et les Suédois ouvraient la campagne avec assez d'ardeur quand ces magasins étaient encore remplis, et la finissaient misérablement dès qu'ils étaient épuisés. Lorsque l'une de ces armées avait obtenu quelque avantage, au lieu de marcher en avant, elle trouvait juste qu'une autre marchât à son tour. On passait le temps à s'attendre. Le roi de Prusse et ses deux habiles lieutenans, le prince Ferdinand et le prince Henri, soit qu'ils fussent vaincus ou vainqueurs, parve-

naient aisément à se glisser entre des corps qui n'avaient nul empressement à se réunir; eux seuls avaient toujours un centre fixe pour leurs mouvemens, et maintenaient une ligne d'opérations. Il eût fallu battre ces trois héros à la fois, et les alliés avaient très-rarement des succès simultanés. On s'envoyait réciproquement des commissaires, qui, par leurs plaintes, augmentaient les rivalités nationales[1]. Chacun s'était écarté plus ou moins des projets concertés; et peut-être eût-on mieux fait de s'abandonner à ce que des circonstances inopinées pouvaient indiquer de favorable ou de nécessaire. A force de chercher l'art, on ne permettait plus rien au génie, et souvent même on enchaînait le courage. Les Français rougissaient de leur peu de savoir, étudiaient avec quelque dégoût les méthodes allemandes, dédaignaient quelquefois, et souvent enviaient la

[1] Le gouvernement français envoya trois officiers supérieurs d'un mérite reconnu dans les camps de tous les confédérés. Le marquis de Montalembert fut envoyé à celui des Russes, le comte de Montazet à l'armée autrichienne, et le marquis de Caulaincourt à l'armée suédoise. M. le colonel Jomini dit, dans son savant Traité des grandes opérations militaires, que ces ministres généraux auraient rendu leur mission très-utile s'ils avaient eu des pouvoirs illimités de tous les souverains.

pesanteur autrichienne, se refroidissaient chaque jour davantage pour une guerre dont ils ne concevaient pas le motif, et s'étonnaient d'être souvent battus par des soldats que le bâton d'un caporal chassait à la victoire. Achevons le tableau rapide de la guerre de sept ans.

1759. L'année 1759 fut remarquable par de grands désastres qu'éprouva le roi de Prusse. Ils furent si complets, si sanglans, que des trônes plus antiques et plus solides que le sien en auraient été ébranlés. Mais Frédéric, non moins secondé par la fortune que par sa vigilance et son activité, les avait presque entièrement réparés à la fin d'une campagne où il fut toujours battu. Cette même année vit commencer le malheur des Français dans les quatre parties du monde. Leur marine fut anéantie. Une puissance coloniale, qu'ils avaient élevée à grands frais, fut ruinée. Les succès éphémères qu'ils obtinrent en Allemagne, furent effacés par une nouvelle journée qu'il fallait inscrire à côté de celles de Rosbach et de Crévelt. Point de remède à ces maux dans une monarchie dont le souverain ne savait ni choisir avec discernement, ni récompenser avec justice, ni punir avec sévérité ses généraux, ses amiraux, ses conseillers; oubliait dans de lâches plaisirs les malheurs de son peuple, et ne savait pas même provoquer le réveil de l'honneur.

Les Russes, fiers d'une bataille aussi disputée que l'avait été celle de Zorndorf, croyaient avoir appris l'art de tirer plus de parti de leur froide intrépidité. Le général Fermor, qui avait terminé sans gloire une campagne commencée avec beaucoup d'éclat, avait lui-même demandé un successeur. Tandis que les généraux français cherchaient à s'arracher le commandement par des intrigues, et quelquefois par des trahisons, ce général russe servait dans une armée qui n'était plus sous ses ordres. Soltikoff le remplaçait. C'était à la fois un guerrier valeureux et un courtisan timide. Il se croyait obligé de vaincre le roi de Prusse pour conserver la faveur d'Élisabeth, et de ménager ce monarque pour ne pas exciter l'implacable ressentiment de l'héritier du trône. Frédéric résolut de lui ôter le moyen de commencer ses opérations, en faisant attaquer ses magasins dans la Pologne. Cette république, qui avait voulu rester neutre en dépit de son roi dont l'électorat était envahi, était occupée par les Russes, qui s'habituaient à la traverser comme une de leurs provinces. Les Polonais attendaient les Prussiens comme des libérateurs; mais l'expédition des derniers, mal dirigée par le comte de Dohna, répondit mal à l'espérance de Frédéric. Celui-ci, mécontent de son général, et voyant avec inquié-

Batailles de Palzig et de Kunersdorf.

tude la jalousie naître parmi ses lieutenans, voulut leur donner un chef. En imitant, dans un État despotique, un usage emprunté des fiers Romains, il conféra au général Wédel, officier plus connu par sa bravoure que par son génie, le titre bizarre de dictateur. Soltikoff, vainqueur dans plusieurs petits combats, s'approchait de l'Oder. Un corps autrichien se dirigeait sur Francfort, pour se joindre à l'armée russe. Le dictateur se résolut à tenter une bataille pour prévenir cette jonction. Il la livra auprès de Palzig, fut battu, et perdit huit mille hommes, l'élite de l'infanterie prussienne. Les Marches de Brandebourg furent ouvertes aux Russes pour prix de leur victoire. Ils occupèrent Francfort. Un corps autrichien, sous la conduite de Laudon, se joignit à eux près de cette ville. Le roi de Prusse vint réparer les fautes du faible et malheureux dictateur. Il s'avança sur Francfort, et, pénétrant dans la forêt de Kunersdorf pour surprendre les Russes, il se trouve bientôt en face de leurs retranchemens sur le Muhlberg. Le 12 août il attaque ces retranchemens, les emporte, enlève soixante-dix canons, et met en fuite l'aile gauche de l'armée russe. Ce succès lui avait si peu coûté, qu'il croyait n'avoir plus qu'à poursuivre une victoire. Déjà il avait expédié un courrier à Berlin pour an-

noncer le gain de la bataille. Mais il voulait que cette journée fût décisive. Ce qu'il avait exécuté à Lissa, ce qu'il n'avait pu exécuter à Zorndorf, il voulut l'essayer encore une fois. Son but était de ne laisser échapper presque rien de l'armée vaincue. Il la pressa, la tourna, se porta successivement sur sa gauche, sa droite et son centre, et la trouva partout ralliée, immobile. Il n'avait ni assez d'artillerie ni assez de cavalerie pour enfoncer une masse qui se montrait comme inhérente au sol qu'elle occupait. Son désespoir fut au comble quand il vit que ses plus intrépides bataillons avaient épuisé leurs cartouches. Le brave Seidlitz revenait blessé d'une charge de cavalerie. Les Prussiens reculaient accablés de fatigue. Dès que Frédéric pouvait ramener un peloton de hussards, il s'élançait à leur tête. Ses aides-de-camp tombaient à ses côtés. N'y a-t-il pas, disait-il, un maudit boulet qui pourra m'atteindre? Enfin il se retira lorsque tous ses corps furent dispersés et coupés. Il ne restait que cinq mille hommes autour de lui; le reste avait été tué, blessé, fait prisonnier, ou fuyait à une longue distance de cet horrible champ de bataille. Vingt mille Autrichiens ou Russes étaient couchés à côté de treize mille Prussiens. Les vainqueurs se sentaient presque aussi accablés que les vaincus. Cependant il dépendait

de Soltikoff de finir, le lendemain de cette journée, le destin de la Prusse : ce général résolut de manquer à sa victoire. Il craignait qu'un jour le grand-duc ne lui fît expier, dans les déserts de la Sibérie, le tort d'avoir privé le monde d'un roi que ce prince honorait avec une espèce de culte. Les fuyards revinrent au bout de quelques jours retrouver un héros malheureux, et bientôt il eut vingt-huit mille hommes pour arrêter les progrès des Russes.

Campagne du prince Henri dans la Saxe. 1759.

Soltikoff cherchait à se disculper de son inaction par des reproches amers contre les généraux autrichiens. On lui avait promis l'arrivée prochaine de la grande armée du maréchal Daun, et le prince Henri suffisait, avec vingt mille hommes, pour arrêter cette armée dans la Haute-Lusace. Ce prince fut dans cette campagne le véritable libérateur de la Prusse; mais des ouvrages militaires peuvent seuls montrer quels titres il se fit à l'admiration des guerriers, et à la reconnaissance de son frère [1]. La campagne touchait à sa fin, lorsqu'on vit avec étonnement les vainqueurs de Palzig et de Kunersdorf se retirer encore une fois vers

[1] Le roi de Prusse déclara, à la fin de cette campagne, que le prince Henri était le seul qui n'eût point commis de faute. Cependant plusieurs historiens reprochent à ce monarque d'avoir souvent décélé de la jalousie contre un frère auquel il avait dû en plusieurs

la Pologne. Daun n'avait profité des succès des alliés de l'Autriche qu'en se rendant maître du château de Dresde. Mais une nouvelle épreuve attendait encore Frédéric. Un corps de douze mille Prussiens, qu'il avait laissé auprès de Maxen trop loin de lui et dénué de secours, fut tourné, coupé, assailli par toute l'armée autrichienne, se crut trop certain de sa perte pour opposer une défense sérieuse, et subit la honte de poser les armes [1]. Daun, après ce nouveau succès, ne se montra ni plus actif ni plus entreprenant. Toujours pressé de prendre ses quartiers d'hiver, il se vit successivement chassé de différens postes qu'avait choisis sa timide prudence. Après trois défaites des armées prussiennes, Frédéric, affaibli de plus de cinquante mille hommes, n'avait perdu que Dresde et deux districts de la Saxe. Les succès du prince Ferdinand contre les Français aidaient encore à consoler ce monarque.

Opérations des Français.

Ce prince avait eu lui-même des revers à

rencontres le salut de ses provinces. Le prince Henri, de son côté, se dépêchait de vaincre dès qu'il était instruit de l'approche de roi, et y parvenait presque toujours.

[1] La plupart des historiens prussiens justifient le général Finck qui subit ce revers, et montrent qu'une mauvaise disposition prise par le roi en fut l'unique cause.

Bataille de Berghen 13 avril. 1759

réparer, et l'ouverture de la campagne de 1759 avait pu faire espérer aux Français que les jours de leur gloire militaire allaient enfin renaître. Ils ne s'étaient pas tenus long-temps inactifs dans des quartiers d'hiver. Le maréchal de Contades faisait ses dispositions pour passer le Rhin. Le duc de Broglie commandait, dans l'absence du prince de Soubise, une armée sur le Mein, et couvrait la ville de Francfort. Contades et Broglie étaient l'un et l'autre chers à l'armée, parce qu'ils avaient en quelque sorte conquis le commandement en dépit de Versailles. Contades avait servi avec gloire sous le maréchal de Saxe. C'était au duc de Broglie que l'on attribuait les deux petites victoires remportées en 1758 par le prince de Soubise. On voulait voir en lui un Turenne naissant. Son tort était de s'abandonner trop aux conseils d'un frère inquiet et ambitieux, qui lui inspirait beaucoup d'orgueil et des pensées jalouses. Le prince Ferdinand, pendant que le maréchal de Contades se tenait encore retranché sur le Bas-Rhin, voulut surprendre le corps de Broglie, et lui ôter, par l'enlèvement de ses magasins, les moyens de commencer des conquêtes. Il vint l'attaquer à Berghen, près de Francfort. Broglie l'attendait dans une position militaire, qu'il avait rendue presque inexpugnable.

Le combat fut long, sans être un moment douteux. Sûr de toutes ses dispositions, Broglie pouvait les développer avec flegme. Le prince Ferdinand fut déconcerté par la précision des manœuvres des Français, et quitta le champ de bataille avec autant de désespoir que Frédéric avait quitté celui de Kolin.

Bataille de Minden. 1er. août.

Contades se mit bientôt en mouvement. En peu de temps il passa des bords du Rhin à ceux du Wéser, s'empara de Cassel et de Minden; mais cette dernière ville devait lui être fatale. A peine en eut-il fait la conquête, que son activité fit place à des précautions pusillanimes. Après de faibles mouvemens qui décelaient son irrésolution et ses craintes, il se vit dans la nécessité d'accepter une bataille qu'il avait trop long-temps évitée. Le prince Ferdinand, pour l'attirer, avait affecté de lui montrer un de ses corps qui paraissait tout-à-fait isolé, mais qu'il pouvait soutenir par des moyens habiles. Contades, pour attaquer ce corps, s'écarta, disent les historiens prussiens [1], de toutes les règles de l'art. Sa cavalerie, placée au centre, eut à soutenir tout le feu des batteries de l'armée des alliés. Elle se dis-

[1] Le prince Ferdinand était si sûr de la victoire, qu'il écrivit à l'un de ses officiers, qu'il employait comme partisan, ces propres mots : « Je vous préviens

persa, et dans sa déroute jeta le désordre sur les deux ailes; l'armée française s'enfuit jusqu'à Cassel. A tous les maux de cette déroute inopinée se joignait le fléau de la discorde. Contades accusait le duc de Broglie de lui avoir fait perdre la bataille en attaquant trop tard le corps qu'il était chargé de couper. Chaque combat avait amené une accusation de ce genre entre les généraux. Les Français, après leurs défaites, étaient condamnés à en voir les détails les plus pénibles longuement retracés dans une foule de mémoires où l'on s'accusait mutuellement de lâcheté et de perfidie. Le duc de Broglie avait, pour se défendre, son éclatante victoire de Berghen : un pareil titre le fit triompher de son accusateur. Il le remplaça dans le commandement général, et sut se maintenir dans la Hesse et dans une partie du Hanovre.

Quelque chagrin qu'on éprouvât en France d'avoir vu se renverser si promptement les espérances d'une campagne commencée avec autant d'activité que de sagesse, ce malheur n'était rien auprès de la destruction presque

» que je bats demain les Français près de Minden.
» Emparez-vous dans la matinée, des défilés marqués
» sur la carte d'autre part; et, s'il échappait un seul
» équipage français, je vous rends garant des évé-
» nemens. »

entière des escadres de l'Océan et de la Méditerranée, et de la perte de presque toutes nos possessions coloniales.

Affaires maritimes.

Combat naval de Lagos. 17 août, 1759.

Un projet imprudent et vague avait été formé, d'aller venger sur les côtes de l'Angleterre, ou sur celles de l'Irlande, les téméraires incursions des Anglais sur nos rivages. Le maréchal de Belle-Isle avait conçu un plan où l'on retrouvait l'exagération et l'imprévoyance de cet obstiné vieillard. Un corps avait été encore rassemblé à Dunkerque sous les ordres de Chevert. Un autre se formait en Bretagne sous les ordres du duc d'Aiguillon. L'escadre de Toulon devait se joindre à celle de Brest; réunies, elles auraient conduit et protégé l'armée qui menaçait Dublin, Édimbourg ou Londres. Une escadre anglaise de quatorze vaisseaux, en se présentant devant Toulon, vint d'abord déconcerter cette entreprise. Elle se retira, peut-être à dessein; l'amiral français de La Clue osa sortir avec douze vaisseaux et trois frégates. Comme il serrait la côte de Barbarie, et avait déjà dépassé la côte de Ceuta, cinq de ses vaisseaux et ses trois frégates se séparèrent du reste de l'escadre, et le lendemain l'amiral Boscawen s'offrit en bataille avec quatorze vaisseaux. Le succès de ce combat inégal ne put être un moment balancé. Trois vaisseaux prirent

la fuite, et se réfugièrent à Lisbonne. Deux furent pris, et deux autres furent brûlés le lendemain. Un seul de nos marins, le comte de Sabran Grammont, se couvrit de gloire dans cette fatale journée. Il s'était défendu long-temps contre cinq vaisseaux. Quoique La Clue eût fait lui-même une défense obstinée sur le vaisseau amiral, et qu'il eût perdu les deux jambes dans ce combat, cet officier ne put être justifié d'avoir laissé s'égarer une partie de son escadre. Mais un nouveau désastre surpassa et fit presque oublier celui-ci.

Déroute de l'escadre de Brest. 20 novembre 1759.

Le gouvernement français, en apprenant la nouvelle du combat de Lagos, n'avait pas voulu paraître renoncer au projet d'une descente en Angleterre. L'escadre de Brest se disposait à sortir; les Anglais vinrent observer de près ses mouvemens; ils furent plusieurs fois repoussés, et même dispersés par des vents contraires. Ici deux versions contraires viennent embarrasser l'historien. Suivant l'une, le maréchal de Conflans, amiral français, n'osa poursuivre les Anglais. Il sortit enfin le 14 novembre; mais dès qu'on eut signalé l'escadre anglaise qui s'avançait avec vingt-trois vaisseaux, le signal de la retraite fut donné. Conflans se flattait, en approchant de la côte, hérissée de bancs de sable et de rochers, que l'amiral Hawke n'oserait le poursuivre à tra-

vers des écueils peu connus de ses pilotes. Par l'effet de cette lâche manœuvre, l'arrière-garde française fut coupée et soutint un combat inégal. Tandis que Saint-André Duverger, qui la commandait, résistait avec intrépidité à toutes les forces anglaises, Conflans précipitait sa fuite, et se faisait échouer avec le vaisseau amiral, qu'il ordonna ensuite de brûler. D'autres vaisseaux se brisèrent complétement; il y en eut un, *le Thésée*, qui fut englouti avec huit cents hommes d'équipage. Une division de l'escadre pénétra dans le fleuve de la Vilaine où l'on ne jugeait pas que des frégates pussent mouiller. Jamais les précautions de la science navale n'avaient été plus habilement ni plus lâchement employées. C'était devant l'ennemi qu'il eût fallu développer des manœuvres si savantes[1]. Les vaisseaux entrés dans la Vilaine ne purent en sortir; il fallut ajouter

[1] Un armateur français, le capitaine Thurot, qu'on regardait comme un nouveau Duguay-Trouin, osa, après la défaite de la flotte de Brest, aller avec trois frégates et huit cents hommes de débarquement, faire une descente au nord de l'Irlande. Il s'empara, le 21 février 1760, de la ville de Carrik-Ferjus, et la mit à contribution. Mais, comme il revenait en France, il fut attaqué par une escadre anglaise qui força les trois frégates à se rendre après un combat de deux heures, dans lequel Thurot fut tué.

cette perte à celle de six vaisseaux pris, brûlés, échoués ou engloutis. Une bataille rangée n'eût pu avoir des suites plus funestes; du moins elle eût fait éprouver quelques dommages à la marine anglaise, et sauvé l'honneur du pavillon français. Le gouvernement ne demanda point compte au maréchal de Conflans de cette fuite infâme; le public se chargea de flétrir ce marin. La journée où il avait si honteusement refusé le combat fut appelée *la bataille de M. de Conflans*.

Suivant une autre version plus détaillée et plus savante, l'extrême supériorité des Anglais fit seul le malheur de cette journée. On y parle de l'amiral de Conflans, non pas comme d'un marin très-expérimenté, mais comme d'un militaire très-intrépide.

Prise de la Guadeloupe. 2 mai. 1759.

Dans cette même année les Français se laissèrent enlever la Guadeloupe et les petites îles qui en dépendent. La perte du Canada, de cette colonie objet de tant de dépenses et de sacrifices, fut décidée par la prise de

Et de Québec. 18 septembre.

Québec. Pendant trois ans le marquis de Montcalm avait fait respecter le nom français dans le nord du Nouveau-Monde. Ses victoires, son humanité et ses soins paternels lui avaient fait d'utiles alliés parmi les sauvages. Mais les Anglais, battus presqu'à chaque rencontre, demandaient à leur gouvernement et en ob-

tenaient de puissans renforts; Montcalm, vainqueur et affaibli par un grand nombre de combats, était oublié de la France. Une expédition formidable sortit des ports de l'Angleterre. Après avoir battu une escadre française, et fait la conquête du cap Breton, elle se porta sur le Canada, et entra dans le fleuve Saint-Laurent. Wolf, l'un des généraux anglais les plus estimés, après avoir erré trois mois sur ce fleuve avec une flotte qui portait six mille soldats, parvint à débarquer à quelque distance de Québec. Montcalm vint à sa rencontre avec quatre mille hommes; le combat s'engagea le 12 septembre 1759. Les deux généraux y firent des prodiges de bravoure, et furent tués presqu'en même temps; mais Montcalm en mourant éprouva la douleur de voir l'armée française en fuite; et Wolf, en ses derniers momens, fut consolé par la nouvelle d'une victoire. Les Anglais perpétuèrent la mémoire de leur héros par tous les hommages de la reconnaissance nationale. Montcalm fut pleuré dans sa patrie; mais aucun monument n'y fut élevé pour rappeler ses généreux efforts. Québec fut bientôt réduit à capituler.

Expédition de Lally dans l'Inde.

La fortune commençait aussi à se déclarer contre les Français dans les Indes, et Pondichéry devait éprouver le sort de Québec après

de plus longs malheurs. Un nouveau gouverneur venait d'entrer dans cette ville ; c'était le comte de Lally, Irlandais d'origine; il s'était distingué au service de France, et particulièrement à la journée de Fontenoy. Aussi brave que Montcalm, il n'avait ni la prudence ni l'affabilité de ce noble guerrier. En arrivant à Pondichéry, il y trouva des préventions toutes formées contre lui. Son caractère farouche, son esprit maladroit et inflexible, n'étaient pas propres à les calmer. Bussi, qui avait long-temps partagé les succès, et depuis réparé les revers de Dupleix, servait à regret sous un chef étranger. Lally voulut débuter par une expédition brillante; il assiégea et prit le fort Saint-David [1]; et déjà il annonçait que dans peu de mois les Anglais seraient chassés de la péninsule. Informé qu'une escadre française, sous les ordres du comte d'Aché, venait d'être battue, et ne pouvait plus disputer les mers des Indes aux Anglais, il n'en continua pas moins l'imprudente en-

[1] Le gouvernement français, qui attendait le plus grand succès de l'expédition de Lally, avait mis sous ses ordres de jeunes officiers qui tenaient aux premières familles de France, un d'Estaing, un Crillon, un Montmorenci, un Conflans, un La Fare. Ils se distinguèrent beaucoup à l'attaque du fort Saint-David.

treprise d'assiéger Madras, et perdit devant cette ville l'élite de ses troupes. Bientôt il se vit lui-même enfermé dans Pondichéry.

Les établissemens français sur les côtes d'Afrique étaient dévastés et presque entièrement détruits par les Anglais.

C'était ainsi que la cour de France expiait son vil et opiniâtre asservissement à l'Autriche. Un an plus tôt, la paix eût pu encore couvrir bien des fautes et des revers. Toutes nos possessions nous restaient alors, et les Anglais avaient perdu Minorque. Notre marine n'avait été déshonorée dans aucune action, et le combat de La Galissonière laissait un beau souvenir. Quand même on eût dû trouver le cabinet de Londres déterminé à prolonger une guerre dont il n'avait pas encore recueilli les fruits, la paix accordée au roi de Prusse satifaisait à la prudence, et nous laissait une libre disposition de nos forces et de nos trésors contre les Anglais. Mais comment leur demander la paix, depuis qu'ils jouissaient des dépouilles de la France? On recula devant cette pénible nécessité, et on laissa les affronts s'amonceler.

Détresse de la France.

Ce fut aussi dans l'année 1759 que se manifesta la plus déplorable détresse de nos finances. Madame de Pompadour était aussi peu habile à trouver de bons administrateurs

qu'à choisir de bons généraux. Elle paraissait enfin fatiguée de mettre à la tête des finances des hommes qui, dans des circonstances violentes, n'avaient à offrir que des ressources vulgaires. Moreau de Séchelles n'avait point soutenu dans le ministère de contrôleur général la renommée qu'il s'était faite comme intendant des armées. Moras s'était montré inepte, et Boulogne irrésolu. On vantait les talens, la probité et le caractère d'un magistrat nommé Silhouette. Ses idées en administration étaient vastes, mais incohérentes comme celles du maréchal de Belle-Isle dans les opérations politiques et militaires. Il n'eut point de peine à séduire ce vieux ministre, et bientôt madame de Pompadour montra pour lui de l'enthousiasme. Le public applaudit au choix de la favorite, quand il vit le nouveau contrôleur général proposer à la cour des réformes assez sévères. Le roi parut s'y soumettre; d'anciens officiers du palais en souffrirent, et les dépenses du Parc-aux-Cerfs ne furent pas même interrompues. Mais la guerre avait tellement épuisé les ressources du royaume, que Silhouette se vit forcé de passer des faibles palliatifs à des remèdes violens. Imitateur maladroit du système financier auquel l'Angleterre devait sa prospérité, il précipita toutes ses mesures, et les rendit

contradictoires. Il effraya le crédit public dont il voulait s'appuyer. Il commença par où Law avait fini, et fouilla dans les caisses des particuliers pour étayer une banque nouvelle. Il eut recours à un de ces moyens qui divulguent la pénurie du trésor sans y porter un véritable soulagement. D'après ses conseils, Louis XV, à l'exemple de son bisaïeul, fit porter une partie considérable de sa vaisselle à la monnaie, et invita ses sujets à faire le même sacrifice. On ne tira presque aucun fruit de cette opération mesquine, mêlée à des opérations tyranniques. Silhouette annonçait un projet plus étendu : c'était un *édit de subvention* qui créait plusieurs impositions, et les présentait comme le gage d'impositions nouvelles. Le parlement éclata contre Silhouette comme il l'avait fait contre Law. Il fallut recourir à un lit de justice pour faire enregistrer l'édit de subvention. Mais un ministre qui se rendait à la fois odieux et ridicule, ne put se maintenir contre les murmures des courtisans, ni contre les clameurs du peuple; il fut renvoyé. Le roi révoqua l'édit de subvention, qui fut remplacé par un troisième vingtième. A peine restait-il en France la moitié du numéraire qui était en circulation avant la guerre. Ce fut sous de tels auspices que s'ouvrit la campagne de 1760.

Campagne de 1760.

Combat de Landshut. 23 juin.

Bataille de Lignitz. 15 août.

La ruine de Frédéric ne parut jamais plus assurée que dans le cours de cette campagne, où ses désastres se prolongèrent jusqu'au mois d'août. Il s'était épuisé en vains efforts pour reprendre le château de Dresde; ce siége lui avait aussi mal réussi et coûté plus que celui d'Olmutz. Un de ses lieutenans, Fouquet, avait été battu à Landshut par le général Laudon, et y avait perdu plus de huit mille hommes. L'une des forteresses principales de la Silésie, Glatz, avait été emportée d'un coup de main. Les Autrichiens purent de nouveau se réunir avec les Russes. Le prince Henri, qu'on avait opposé à ces derniers, se retira devant eux en bon ordre; mais il laissa Berlin à découvert. Soltikoff et Lascy marchaient à grandes journées vers cette capitale. Environné de tant d'armées victorieuses, Frédéric se vit réduit à imiter, comme il le dit lui-même, la conduite d'un partisan qui varie sa position toutes les nuits, afin de se dérober aux coups que des forces supérieures pourraient lui porter. Il errait sans cesse autour de la grande armée de Daun, toujours à l'abri d'une surprise, et toujours prêt à surprendre les corps qu'il trouverait détachés. Il eut le bonheur de rencontrer celui de Laudon à quelque distance de Lignitz, et se déploya devant lui sur les hauteur. Laudon, le plus intrépide des géné-

raux autrichiens, revint quatre fois à la charge pour déloger les Prussiens d'une position formidable ; mais, pendant qu'il renouvelait ses efforts, il était tourné. La déroute de son armée devint bientôt aussi complète que l'avait été celle du prince de Lorraine à Lissa. Il se retira en laissant au pouvoir de l'ennemi six mille prisonniers, vingt-trois drapeaux et quatre-vingt-deux canons. La fortune fut ce jour-là si favorable à Frédéric, que Daun, qui campait à deux lieues, n'entendit point le bruit de cette bataille.

Entrée des Autrichiens et des Russes à Berlin; 9 octobre. 1760.

Bataille de Torgau.

Mais, tandis que le roi de Prusse jouissait de ce succès, il apprit que vingt mille Russes et dix-huit mille Autrichiens s'étaient emparés de la capitale de ses États, y levaient d'énormes contributions, et pillaient les maisons royales. Sa contenance n'en fut point ébranlée ; il se mettait en marche, lorsqu'on lui annonça la retraite précipitée des Russes, qui repassaient l'Oder à Francfort, et des Autrichiens qui se repliaient sur Torgau. Daun vint bientôt lui-même concentrer ses forces dans cette dernière position. Il fallait encore une bataille pour décider du sort de la Silésie ; le roi de Prusse vint la livrer, et ajouta la victoire de Torgau à celle de Lignitz. Le choc fut long et terrible. Daun et le roi s'étaient jetés au milieu de la mêlée : le dernier

eut la poitrine effleurée d'un coup de feu, et fut obligé de quitter le champ de bataille; Daun, qui avait reçu une blessure plus grave, le quittait presqu'en même temps. Mais les lieutenans de Frédéric surent mieux le remplacer que les généraux autrichiens ne remplacèrent Daun. Les fautes que ceux-ci commirent livrèrent aux Prussiens une victoire qui fut poursuivie jusqu'au milieu de la nuit. Cette journée, qui, après tant d'inutiles massacres, parut épuiser les forces des deux nations, coûta aux Autrichiens vingt mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et près de quatorze mille hommes aux vainqueurs.

Opérations militaires des Français. 1760.

Pendant ce temps, le maréchal de Broglie avait mieux réussi que tous les généraux ses prédécesseurs à balancer les succès du prince Ferdinand; il avait perdu la bataille de Warbourg, mais il avait su réparer les effets de ce nouveau revers; il se maintenait dans la Hesse, et se montrait souvent dans le Hanovre. Le prince Ferdinand se lassait de ne recueillir aucun fruit d'actions peu décisives; il éprouvait souvent une résistance opiniâtre en attaquant des villes qui ne semblaient pas susceptibles d'une longue défense. Un officier français, Narbonne, reçut de sa nation le glorieux surnom de Fritzlar, pour avoir arrêté long-temps l'armée des alliés devant cette

ville. Afin de décider les Français à quitter l'Allemagne, le prince Ferdinand entreprit une diversion sur le Bas-Rhin. Le prince héréditaire de Brunswick paraissait fait, par son brillant courage et son activité, pour la conduire avec succès. Le maréchal de Broglie avait pénétré le dessein de l'ennemi ; il avait fait filer un corps de vingt-cinq mille hommes, sous la conduite du marquis de Castries, pour défendre la place importante de Wésel. Ce général et le prince héréditaire arrivèrent presqu'en même temps sous les murs de cette ville. On se disposait au combat.

Dans la nuit du 15 au 16 octobre, l'armée française bivouaquait. Le chevalier d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne, avait été envoyé à la découverte, et s'était avancé à quelque distance de son corps. Un parti d'ennemis arrive, le surprend, le couche en joue, et lui dit : « Si tu fais le moindre bruit, tu es mort. » D'Assas crie : « A moi, Auvergne, voilà les ennemis ! » et reçoit la mort. Ainsi nous retrouvons, jusque dans cette fatale guerre, ces faits brillans de l'honneur français qui le disputent aux traits les plus sublimes de la vertu spartiate ou romaine. De tels soldats méritaient d'autres généraux ; et ces généraux même, malgré leurs discordes et leur imprévoyance, Dévouement de d'Assas.

méritaient d'obéir aux ordres d'un gouvernement plus sage et plus magnanime.

Combat de Clostercamp. 16 octobre. 1760.

Le combat qu'avait précédé un si noble dévouement fut glorieux pour les Français. Le marquis de Castries se soutint avec avantage, dans la belle position de Clostercamp. Le régiment d'Auvergne, privé du capitaine d'Assas, mais enflammé par son exemple, décida la victoire. Le prince héréditaire se retira après avoir éprouvé une perte de douze cents hommes, abandonna le siége de Wésel, repassa le Rhin, et ne fut pas poursuivi.

Mort du maréchal de Belle-Isle. 16 janvier. 1761.

Le partisan le plus opiniâtre d'une guerre si fatale, le maréchal de Belle-Isle, mourut dans les premiers jours de l'année 1761. L'Europe conçut quelque espoir que la campagne ne s'ouvrirait pas. Des négociations furent en effet commencées; mais toutes les puissances belligérantes ne s'en servirent que comme d'un voile pour couvrir des préparatifs plus formidables. Le duc de Choiseul, fidèle à son plan d'arriver au premier ministère en flattant la favorite, osait lui présenter encore de grandes espérances. Quand le roi paraissait ému du malheur de son peuple, on lui citait l'exemple de son bisaïeul, qui avait résisté à de bien plus grands désastres, et que la fortune avait enfin sauvé. Le duc de Choiseul, pour prix des illusions qu'il entretenait encore, vit ajouter à son

département des affaires étrangères celui de la guerre, vacant par la mort du maréchal de Belle-Isle. Dans ce moment, il conduisait avec l'Espagne une négociation très-importante, dont il attendait le salut de la marine et des colonies françaises.

Pacte de famille. Août. 1761.

Le roi d'Espagne, Ferdinand VI, était mort à la fin de 1759, sans laisser d'enfans. Son frère, don Carlos, roi de Naples, lui succéda. Ce nouveau monarque se prévalut des embarras que donnait à l'Autriche la guerre où elle se trouvait engagée, pour régler sa succession d'une manière peu conforme au traité d'Aix-La-Chapelle. Après avoir fait constater l'imbécillité de son fils aîné, il déclara le second, prince des Asturies, et le troisième, roi des Deux-Siciles [1]. La cour de France n'avait pu entraîner le roi Ferdinand VI à partager les dangers d'une guerre maritime contre les Anglais. Le duc de Choiseul mit tout en usage pour décider Charles III à la résolution magnanime d'assister les Français vaincus sur toutes les mers. Louis XIV eût à peine pu obtenir un pareil dévouement de son petit-

[1] Par cet arrangement, don Philippe demeura duc de Parme, et l'impératrice-reine fut privée de ce duché qui devait revenir à l'Autriche, lorsque don Philippe aurait passé au royaume des Deux-Siciles.

fils, après l'avoir établi sur le trône. Une négociation pleine de franchise et de noblesse fut suivie entre les deux cours. Le traité qu'on obtint fut digne du beau nom qui lui fut donné, *pacte de famille* [1]. On a trop voulu le juger d'après les résultats peu satisfaisans qu'il pro-

[1] Ce fut le 15 août 1761 que les rois de France et d'Espagne conclurent le traité connu sous le nom de *pacte de famille*, tant pour eux que pour le roi des Deux-Siciles et l'infant du duc de Parme, contenant vingt-huit articles, par lesquels ils établissaient entre eux une alliance perpétuelle, convenaient de regarder à l'avenir comme ennemie toute puissance ennemie de l'un d'eux, et se garantissaient réciproquement tous leurs États, dans quelques parties du monde qu'ils fussent situés, suivant l'état où ils se trouveraient au moment où les trois couronnes et le duc de Parme seraient en paix avec les autres puissances. Les deux rois s'obligeaient de se fournir les secours nécessaires, de faire la guerre conjointement, et de ne point faire de paix séparée. Ce traité portait encore suppression du droit d'aubaine en France, en faveur des sujets des rois d'Espagne et des Deux-Siciles, et convention expresse que les sujets des trois couronnes jouiraient, dans leurs États réciproques, des mêmes droits, priviléges et exemptions que les nationaux par rapport à la navigation et au commerce, sans que les autres puissances de l'Europe pussent être admises à cette alliance de famille, ni prétendre pour leurs sujets le même traitement dans les États des trois couronnes.

duisit d'abord. Il est bien vrai que l'Espagne compromit sa marine sans relever la nôtre, et qu'elle ne put diminuer pour nous, ni pour elle-même, les affronts de la paix. Mais le pacte de famille, ainsi que tous les traités qui reposent, non sur des passions mobiles, mais sur des intérêts permanens, eut des conséquences étendues : ce fut par lui que l'avide Angleterre fut contenue pendant près de quinze ans. On dut aussi à ce traité de pouvoir recommencer, après cet intervalle, une guerre maritime qui rendit à la Grande-Bretagne des rivaux sur les mers. Mais quel effet n'eût-on pas dû se promettre du pacte de famille, s'il eût été conclu cinq ans plus tôt ; si la France n'eût point été précipitée dans une ligue contre un souverain que tout liait à ses intérêts ; si elle ne se fût laissé humilier, enchaîner, appauvrir par les deux traités de Versailles ?

Campagne de 1761. Revers des Prussiens.

La campagne de 1761 décela une extrême lassitude dans tous les combattans. On parvint encore à mettre en mouvement de grandes armées ; on ne parvint pas à les faire agir avec vigueur. Chacun ménageait ses dernières ressources. Il semblait qu'on fût convenu d'éviter enfin des batailles meurtrières, dont le résultat était si faible, ou plutôt si cruel pour les vainqueurs. Le roi de Prusse perdit dans la Silésie

Schweidnitz, que l'entreprenant Laudon emporta sans avoir besoin d'en former le siége. Les Russes prirent la ville de Colberg, auprès de laquelle ils avaient échoué dans deux campagnes précédentes. Les Prussiens se virent chassés des montagnes de la Saxe. Le gouvernement français, qui avait rassemblé cent cinquante mille soldats, leur fit recommencer des marches lentes et monotones dans la Hesse et dans la Westphalie. Le prince de Soubise fut mis à la tête d'une armée de cent dix mille hommes, qui s'était formée sur le Bas-Rhin. Le maréchal de Broglie conserva le commandement d'une armée moins nombreuse, qui avait pris ses quartiers d'hiver sur le Mein. Celui-ci murmurait de se voir réduit à un rôle secondaire; ses intrigues et celles de son frère fomentaient le mécontentement dans le camp de Soubise. Les deux armées, en agissant séparément, n'avaient eu que de faibles succès. Le prince Ferdinand s'opposait aux progrès de l'une, tandis que le prince héréditaire contenait l'autre. Les soldats étaient harassés de fatigue et d'ennui. Broglie proposa de renoncer à un plan de campagne si languissant, et d'opérer la jonction des deux armées. Celle des alliés était trop faible pour s'y opposer. Broglie regardait cette jonction comme le moment de son triomphe sur son rival. En effet, dès que

les deux armées se touchèrent, celle du prince de Soubise accueillit avec les plus vives acclamations le vainqueur de Berghen. Les troupes de la maison du roi battirent des mains en apercevant Broglie, et toute la ligne leur répondit. Le prince de Soubise sut affaiblir l'outrage qu'on lui faisait par un procédé loyal et plein de grâce. Il conduisit le maréchal de Broglie sur un tertre qui dominait tout le camp. « Monsieur, lui dit-il, vous voyez » avec quels applaudissemens mon armée » vous reçoit; vous lui devez de vous faire voir » à ceux dont vous n'avez pas encore été » aperçu. »

Broglie fut impatient de justifier la confiance des deux armées. Il mit en mouvement la sienne, et l'on croit qu'il en donna un avis trop tardif au prince de Soubise, qu'il voulait seulement rendre témoin de sa victoire. Il marcha sur le village de Fillingshausen, vers lequel le prince Ferdinand se dirigeait de son côté. Il s'en rendit maître, et repoussa jusqu'à la nuit les efforts de l'armée des alliés, sans avoir reçu de nouvelles de l'armée de Soubise. Mais, dès l'aube du jour, le prince Ferdinand revint à la charge; et, amenant avec lui des renforts, il emporta, sans beaucoup de peine, le village qui avait été disputé la veille avec acharnement. Soubise marchait enfin, et déjà

Combat de Fillingshausen. 15 juillet. 1761.

ses colonnes commençaient à s'engager avec l'ennemi, lorsque Broglie lui fit dire qu'il était battu, et qu'il faisait sa retraite. Soubise fit la sienne. Les deux armées se séparèrent, les deux généraux ne manquèrent point de s'accuser. Soubise se plaignait de n'avoir point été averti; Broglie, de n'avoir pas été secouru. La cour prit parti pour le premier; le public et l'armée se déclarèrent pour le second. La plus vive indignation éclata quand on apprit que Broglie avait été exilé dans ses terres [1]. Tout général était justifié dès qu'il avait déplu à madame de Pompadour.

Disposition des esprits en France.

Cependant la haine qu'inspirait cette favorite, le mépris qu'on ressentait involontairement pour le roi, le spectacle de misère qu'offraient les campagnes, les villes de commerce et la capitale même, ne produisaient nulle part de mouvemens séditieux. Plus le découragement pénétrait dans les âmes, plus on recherchait avec avidité tout ce qui promettait un plaisir ou une distraction. La cour n'avait jamais été partagée entre des intrigues plus

[1] Le jour où l'on apprit la disgrâce du maréchal de Broglie, le public donna des applaudissemens redoublés à ces deux vers de la tragédie de *Tancrède* :

On dépouille Tancrède, on l'exile, on l'outrage;
C'est le sort d'un héros d'être persécuté.

petites et plus opiniâtres. Les femmes, à l'exemple de madame de Pompadour, balançaient la renommée des généraux, et discutaient leurs plans. Elles décidaient qu'une campagne était encore nécessaire, lorsqu'elles espéraient pour un de leurs protégés une occasion de gloire. L'ardeur des disputes était également animée, soit qu'elles eussent pour objet les causes d'une bataille perdue, ou quelque nouveau plan de finances, ou la victoire que les parlemens remportaient enfin sur les jésuites, ou les progrès de la philosophie. L'imagination, flétrie par une longue suite d'événemens désastreux et monotones, accueillait avec complaisance des rêves de félicité publique éloquemment ou ingénieusement présentés. On sentait, sans beaucoup d'effroi, qu'il se faisait un ébranlement sourd dans la monarchie; c'était le gouvernement qui se dégradait, et la nation conservait le sentiment de sa force; elle voulait tout mettre à profit, jusqu'à la mollesse et jusqu'au sommeil du monarque. Louis XIV, dans sa gloire, eût-il permis les projets ambitieux, les plans de vastes réformes que Louis XV, dans sa faiblesse, laissait discuter? Les maux du moment étaient adoucis par les tableaux enchanteurs qu'on se formait de l'avenir. La guerre continuait d'exercer ses ravages, mais le fanatisme expirait. On voyait

arriver l'instant où les nations allaient faire un paisible échange de leurs trésors et de leurs lumières. Apprenait-on la perte d'une nouvelle colonie, on calculait le dédommagement qu'allait procurer une culture mieux entendue et plus active du sol de la France. Les philosophes n'insultaient pas aux fautes du gouvernement; ils ne mêlaient pas leurs voix à celle de la multitude, lorsqu'elle flétrissait tel général ou tel ministre; leur silence n'était point acheté, et n'était pas même chez eux une précaution politique. Ils attaquaient non les procédés de la guerre, mais la guerre en elle-même; non telle combinaison de la politique, mais les vieux usages qui rendaient cette science obscure, insidieuse et misérablement embarrassée; non l'établissement de quelque impôt nouveau, d'une subvention ou d'un troisième vingtième, mais les mesquines et pernicieuses inventions du génie fiscal.

Telle était la disposition des esprits, lorsque Louis XV et madame de Pompadour chargèrent le duc de Choiseul de négocier une paix qui allait sanctionner tous les outrages reçus pendant la guerre. Nous touchons à ce dénoûment.

Mort du roi d'Angleterre Georges II. 1761.

Le roi d'Angleterre, Georges II, mourut le 25 octobre, âgé de soixante-dix-sept ans.

Le prince de Galles son petit-fils, âgé de vingt-deux ans, lui succéda sous le nom de *Georges III.* On prévit que le gouvernement allait changer de maxime. Il s'éleva contre l'impérieux Pitt un rival puissant qui avait de grands droits à l'affection et à la reconnaissance du jeune monarque; c'était le lord Bute. La nation anglaise commençait à s'effrayer de l'accroissement de sa dette; et des impôts excessifs lui faisaient acheter cher ses victoires. Pitt réussit encore pendant quelque temps à écarter de l'administration le lord Bute, et à empêcher l'effet des dispositions pacifiques de Georges III. Il fit rompre une négociation que la cour de France avait commencée, et la présenta au parlement comme un artifice par lequel le duc de Choiseul cherchait à couvrir l'alliance projetée entre les cours d'Espagne et de France. Il voulait que l'on prévînt les armemens de cette dernière puissance en tombant sur ses colonies, et en détruisant son commerce comme on avait détruit celui de la France au commencement de cette guerre. Le lord Bute montra au parlement des scrupules sur une agression violente et prématurée. Pitt s'emporta, et bientôt après, en se démettant de ses emplois, il céda la place à son rival. L'impulsion qu'il avait donnée aux forces navales de l'Angleterre ne fut point ra-

lentie par sa retraite. La France, dans les années 1761 et 1762, perdit la Martinique, les dernières possessions qui lui restaient dans le Canada, et tous ses établissemens dans les Indes orientales [1]. Les Anglais lui firent encore une insulte plus cruelle en s'emparant de Belle-Isle : le chevalier de Sainte-Croix y avait fait une défense héroïque, mais on manquait de vaisseaux pour lui porter des secours. L'Espagne fut victime de son dévouement tardif. Les Anglais s'emparèrent presqu'en même temps de l'île de Cuba et des îles Philippines. La Havane et Manille leur offrirent un butin immense. Ils trouvèrent sur le grand vaisseau d'Acapulco trois millions de piastres [2]. Mais, au milieu de ses succès, le lord Bute était impatient d'assurer une paix glorieuse. La cour de France tâchait de se familiariser avec les dures conditions qui allaient lui être imposées. Le duc

[1] Pondichéry capitula le 15 janvier 1761. Nous aurons occasion de rapporter les tristes événemens du siége de cette ville, en parlant du procès du comte de Lally.

[2] L'Espagne obtint une très-faible compensation des pertes qu'elle avait faites dans les deux Indes, par une attaque assez heureuse qu'elle fit sur les frontières du Portugal. On regardait ce royaume comme une province de l'Angleterre. Le fort d'Almeida fut emporté par les Espagnols.

de Nivernais accepta une mission qui l'exposait aux outrages d'un peuple arrogant. Pendant qu'il la remplissait avec autant de dignité que le permettaient les malheurs et la détresse profonde de sa patrie, la guerre se continuait faiblement en Allemagne, et les alimens commençaient enfin à manquer à ce vaste incendie.

Triste situation du roi de Prusse.

Le roi de Prusse, qui, pour la première fois, avait terminé une campagne sans parvenir à repousser les Autrichiens de la Silésie et de la Saxe, et les Russes de la Poméranie, était réduit, au commencement de l'année 1762, à une situation beaucoup plus déplorable que celle qui lui avait inspiré toutes les pensées du désespoir, après la journée de Kolin et avant celle de Rosbach. Quel fruit pouvait-il espérer d'une campagne nouvelle ? Il ne succombait pas, il est vrai, sous les victoires de ses ennemis; mais les siennes même lui montraient l'insuffisance d'un État borné et peu favorisé de la nature. Il l'avait accablé d'impôts, épuisé d'hommes; la nécessité l'avait conduit à l'expédient le plus cruel et le plus honteux, celui d'altérer la monnaie. La gloire n'avait point abandonné ses drapeaux; mais ses armées, renouvelées six fois, ne lui montraient plus que des milices inexpérimentées à la place des

vainqueurs de Lissa et de Zorndorf. Il fallait livrer encore deux batailles meurtrières pour reprendre les places d'armes qu'il venait de perdre, Golbert, Dresde et Schweidnitz. Une faveur inespérée de la fortune vint le délivrer d'une position si cruelle.

Mort de la czarine; son successeur Pierre III s'allie avec le roi de Prusse.

1762.

L'impératrice de Russie, Élisabeth, mourut le 5 janvier 1762, et bientôt son successeur Pierre III, magnanime jusqu'au délire, annonça au héros qui depuis si long-temps excitait son enthousiasme, qu'il lui restituait toutes les conquêtes faites par les Russes dans ses États, et lui demandait en échange son amitié, ses leçons et son alliance. Le jeune monarque parlait déjà de changer les destinées du monde, en joignant ses armes puissantes à celles du plus grand guerrier du siècle. La catastrophe tragique qui termina, au bout de six mois, le règne et la vie de Pierre III, et dont je parlerai dans le livre suivant, arrêta de vastes projets. L'impératrice Catherine II, assise sur le trône de son époux par une révolution qui épouvanta le monde, n'imita ni la politique de ce prince, ni celle d'Élisabeth. La neutralité qu'elle observa fit tomber sur les Autrichiens tout le poids de la guerre. Des armées qui s'étaient livré des chocs si terribles, parurent succomber à une égale fatigue. Le roi de Prusse borna ses efforts à la reprise de Schweidnitz,

Cette forteresse peu importante l'arrêta pendant deux mois et demi. Les efforts infructueux que fit Daun pour la délivrer jetèrent le découragement parmi les Autrichiens. La victoire de Freyberg, que remporta le prince Henri dans la Saxe, leur enleva le prix des exploits de Lascy et de Laudon.

La campagne n'avait pas été plus active entre les Français et les alliés. Le duc de Choiseul, qui attendait le résultat de ses négociations avec l'Angleterre, avait donné pour instruction au prince de Soubise de se borner à défendre ce qu'on possédait encore en Allemagne. Le maréchal d'Estrées avait consenti à diriger ce guerrier malheureux. Une bataille qui fut livrée à Wilhelmstadt, au passage de la Dimmel, n'eut aucun résultat. Le prince héréditaire de Brunswick et le partisan Luckner engagèrent, contre le prince de Condé et le comte de Stainville, plusieurs combats qui sont aujourd'hui peu dignes de l'histoire. Le prince Ferdinand assiégeait et prenait Cassel, lorsqu'on apprit que les préliminaires de paix avaient été signés à Versailles, le 1er. novembre, entre les cours de France et d'Angleterre. Les négociations déjà commencées entre la Prusse et l'Autriche furent accélérées par cet événement. Au mois de février 1763, la paix

fut signée entre toutes les puissances belligérantes.

Fatigué de rapporter depuis si long-temps les humiliations que reçut ma patrie à cette époque déplorable, je me hâte d'énoncer les principales conditions de la paix la plus honteuse qu'eût signée la France depuis le traité de Bretigny.

Par le traité de Paris, qui contenait vingt-sept articles, la paix fut rétablie entre les rois de France et d'Espagne, et ceux d'Angleterre et de Portugal. Le roi de France renonçait à ses prétentions sur l'Arcadie, cédait en toute propriété au roi d'Angleterre le Canada, l'île du cap Breton et toutes les îles du golfe et du fleuve Saint-Laurent. La pêche et la sécherie de la morue étaient confirmées aux Français sur une partie des côtes de Terre-Neuve et dans le golfe Saint-Laurent, à trois lieues des côtes anglaises. Le roi d'Angleterre cédait au roi, en toute propriété, les îles de Saint-Pierre et de Miquelon pour les pêcheurs français. Une ligne tirée au milieu du fleuve Mississipi, dans toute sa longueur, devait être la limite des territoires français et anglais, la Nouvelle-Orléans restant cependant à la France dans son entier. Les îles de la Guadeloupe, de Marie-Galante, de la Désirade, de la Martinique et de Belle-Isle,

étaient rendues à la France. Le roi cédait à l'Angleterre celles de la Grenade et des Grenadins, et partageait les îles neutres, en sorte que Saint-Vincent, la Dominique et Tabago seraient à l'Angleterre, et Sainte-Lucie à la France. L'île de Gorée était rendue à la France, qui cédait à l'Angleterre la rivière du Sénégal et les comptoirs en dépendant. Les rois de France et d'Angleterre se restituaient réciproquement les comptoirs et les places sur les côtes de Coromandel et d'Orixa. L'île de Minorque et le fort Saint-Philippe étaient rendus au roi d'Angleterre. La ville et le port de Dunkerque devaient être mis dans l'état fixé par le dernier traité d'Aix-La-Chapelle. Les places et pays occupés en Allemagne par la France étaient restitués. L'évacuation des places de Clèves, Wesel, Gueldres et autres lieux appartenant au roi de Prusse, était stipulée pour le 15 mars, avec promesse réciproque de ne point fournir de secours aux alliés. Le sort des prises faites en temps de paix devait être décidé, par les cours de justice, selon le droit des gens et des traités. Dans la baie de Honduras, appartenant à l'Espagne, le roi d'Angleterre s'obligeait à faire démolir les ouvrages et fortifications qu'il y avait élevés, et il était permis aux Anglais de couper et de transporter du bois de teinture et de campêche sans trouble de la part des

Espagnols. Le roi d'Espagne se désistait de ses prétentions à la pêche de Terre-Neuve. L'Angleterre rendait à l'Espagne l'île de Cuba et la place de la Havane. L'Espagne cédait à l'Angleterre la Floride et la baie de Pensacola. Les places prises en Portugal par les Espagnols et les Français devaient être rendues. Tous les États du roi d'Angleterre, comme électeur de Brunswick, Lunebourg, étaient compris et garantis par ce traité, dont les ratifications devaient être échangées au plus tard dans un mois.

Le traité de paix entre l'impératrice et le roi de Prusse fut signé à Hubersbourg en Saxe, le 15 février, ainsi que celui du roi de Pologne et du roi de Prusse.

Par le premier, la Silésie restait au roi de Prusse, et le comté de Glatz lui était restitué par l'impératrice-reine; et, par des articles secrets, le roi de Prusse promettait sa voix à l'archiduc Joseph lors de l'élection du roi des Romains, et à l'archiduc qui épouserait la princesse de Modène, pour l'expectative des États de Modène.

Par le second, le roi de Prusse s'obligeait d'évacuer et de restituer toutes les places qu'il occupait en Saxe; et la rivière de l'Oder était établie pour limite des deux états de Saxe et de Brandebourg.

La Suède et la Prusse avaient fait, dès le mois de juin 1762, un traité de paix qui remettait les choses exactement sur le même pied qu'avant la guerre.

FIN DU LIVRE XI ET DU TOME TROISIÈME.

TABLE

DES SOMMAIRES DE CE VOLUME.

LIVRE NEUVIÈME.

SUITE DU RÈGNE DE LOUIS XV : TABLEAU DES LETTRES DES SCIENCES, DES MŒURS.

Le règne de Louis XIV offre deux époques littéraires, page 3. — Première époque. Éclat de la religion, du trône, des lettres et des arts, 4. — Découvertes et circonspection des savans, 6. — Seconde époque. Le génie répand un éclat moins vif, 7. — Tableau des lettres à cette seconde époque, 9. — État des mœurs à la deuxième époque du règne de Louis XIV, 13. — Sciences et beaux-arts à la même époque, 15. — Décadence de la peinture, 16. — Régence, 18. — Le luxe s'accroît, mais il devient moins imposant, 19. — Conduite adroite et honorable des gens de lettres, 20. — Jeunesse de Voltaire, 23. — Il compose à la fois la tragédie d'*Œdipe* et le poëme de *la Ligue*, 24. — Il décèle son esprit irréligieux, mais le contient un peu, *ibid.* — Montesquieu; ses *Lettres persanes*, en 1721, 26. — Effet particulier des mœurs de la régence, 29. — Ministère de M. le duc, 30. — Voltaire attaque le fanatisme au moment

où M. le duc persécute les protestans, 31. — Caractère de l'esprit philosophique dans ce royaume, 32. — Adversaires et défenseurs de la révélation, 33. — Montesquieu va aussi observer l'Angleterre, 37. — Ministère du cardinal de Fleury, 38. — Tragédie de *Brutus*, 40. — *Zaïre*, *ibid.* — Second ouvrage de Montesquieu. *Grandeur et décadence des Romains*, 42. — Descartes et Pascal combattus par Voltaire, 44. — Voltaire recommande l'inoculation, 46. — Des savans envoyés au Pérou et en Laponie déterminent la figure de la terre, 47. — *Éloges des savans*, par Fontenelle, 49. Les érudits dédaignés ne se rebutent point, 50. — Travaux des missionnaires jésuites à la Chine, 52. — Quelques hommes d'État favorisent l'esprit philosophique, 53. — Mort de J.-B. Rousseau, 56. — Longue inaction de Crébillon, 57. — Troisième âge de la comédie française, *ibid.* — Destouches et Marivaux, *ibid.* — La Chaussée crée la comédie pathétique, 59. — Piron les surpasse tous trois dans sa *Métromanie*, *ibid.* — Gresset; caractère de son talent, 60. — Écrivains défenseurs de la religion, 61. — Romanciers, 62. — Voltaire à Cirey, variété de ses travaux, 63. — Madame de Pompadour se déclare ouvertement pour Voltaire, 71. — Projet de l'Encyclopédie, 77. — D'Alembert, 78. — L'Encyclopédie commence à paraître, 81. — Dispositions du public et du gouvernement, 82. — Heureux effet de la philosophie du dix-huitième siècle, 84. — Service rendu par d'Alembert, 86. — Condillac achève son ouvrage, *ibid.* — Écrivains irréligieux, 89. — Progrès de l'incrédulité, 91. — J.-J. Rousseau, 92. — Buffon. Quelques traits de son caractère, 103. — Commencement de l'*Histoire naturelle*, 105. — Progrès des sciences,

107. — Montesquieu; *Esprit des Lois*, 113. — Séjour de Voltaire à Berlin, 122. — *Histoire du siècle de Louis XIV*, 124. — Voltaire quitte le roi de Prusse, 127. — Il est arrêté à Francfort, 129.

LIVRE DIXIÈME.

SUITE DU RÈGNE DE LOUIS XV; 1749—1757.

Tableau de la cour, depuis 1748 jusqu'en 1754, 142. —Composition du ministère, 146.— Faible opposition de la famille royale contre la marquise de Pompadour, 147. — L'abbé de Bernis et le comte de Stainville, 150. — La reine de Hongrie flatte la marquise de Pompadour, 152. — La marquise veut marier sa fille au fils du maréchal de Richelieu, 153. — Occupations futiles de Louis XV, 154. — Sa galanterie, 156. — Ses infâmes désordres, 157. — Le prince Édouard est arrêté à l'Opéra, 160. — Satires. Libelles. Lettres de cachet, 162. — Émeute à Paris; haine du peuple contre le roi, 164. — Multiplicité des partis et des cabales, 166. — Machault menace les biens ecclésiastiques, 168. — Édit concernant les gens de mainmorte, 172. — Tentatives des jésuites pour établir une sorte d'inquisition, 173. — Christophe de Beaumont, archevêque de Paris depuis 1746, 174. — Mort du duc d'Orléans, 179. — Irrésolution du roi et de la marquise, 183. — Rivalité de d'Argenson et de Machault, 184. — Le parlement saisit les revenus de l'archevêque de Paris, 185. — Médiation du cardinal de La Rochefoucauld, 191. — Sagesse du pape Benoît XIV pendant ces troubles, 192. — L'arche-

vêque de Paris recommence les refus des sacremens, 193. — Situation intérieure de la France, 195. — Embellissemens de Paris, 197. — Fondation de l'École militaire, 198. — Ponts, canaux et grandes routes, 199. — Embellissemens des villes de province, *ibid.* — Église de Sainte-Geneviève, 200. — Mausolée du maréchal de Saxe, *ibid.* — Décadence de la peinture, 201. — Invention du luxe, 202. — Manufactures; commerce, 203. — Agriculture, 204. — Colonies, 205. — Les Anglais veulent la guerre, 208. — Affaires des Indes; succès de Dupleix, 210. — Revers de Dupleix, 213. — Agression des Anglais en Canada, 215. — Succès des Français en Canada, 217. — L'Angleterre nous enlève trois cents bâtimens sans déclaration de guerre, 218. — Désastres de Lisbonne, 219. — Traité d'alliance avec l'Autriche, 221. — Traité de Versailles, 225. — Expédition de Mahon, 227. — Ligue générale contre le roi de Prusse, 235. — Dispositions de la cour de Saxe, 236. — Et de la Suède, 237. — Frédéric envahit la Saxe, 238. — Considérations préliminaires sur la guerre de sept ans, 244.

LIVRE ONZIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XV : GUERRE DE SEPT ANS.

Le parlement inquiète de nouveau la cour, 247. — Assassinat du roi, 251. — Exil de Machault et de d'Argenson, 266. — Le parlement est rétabli, 267. — Préparatifs des puissances contre le roi de Prusse, 268. — Frédéric entre en Bohême, 270. — Bataille de Prague, 272. — Bataille de Kolin, 274. — Mou-

vemens de l'armée française, 278. — Ses premiers succès, 280. — Bataille d'Hastenbeck, 281. — Richelieu remplace d'Estrées, 283. — Fuite du duc de Cumberland, 283. — Le roi de Prusse paraît désespéré de sa situation, 287. — Frédéric se rend en Saxe, 292. — Bataille de Rosbach, 294. — Frédéric retourne en Silésie, 298. — Bataille de Breslaw, *ibid.* — Bataille de Lissa, 300. — Situation des puissances belligérantes, 303. — L'abbé de Bernis conseille en vain de faire la paix, 305. — Impulsion donnée par le ministre Pitt à l'Angleterre, 307. — Siége d'Olmutz, 309. — Opérations des Russes, 311. — Bataille de Zorndorf, 312. — Bataille de Hochkirch, 314. — Le roi de Prusse répare ses revers, 316. — Combat de Crévelt, 318. — Situation de la France, 321. — L'abbé de Bernis insiste pour la paix, 324. — Il est disgracié, *ibid.* — Le duc de Choiseul le remplace, 327. — Second traité de Versailles, *ibid.* — Considérations générales sur la guerre de sept ans, 329. Batailles de Palzig et de Kunersdorf, 333. — Campagne du prince Henri dans la Saxe, 336. — Opérations des Français, 337. — Bataille de Berghen, 338. — Bataille de Minden, 339. — Affaires maritimes, 341. — Combat naval de Lagos, *ibid.* — Déroute de l'escadre de Brest, 342. — Prise de la Guadeloupe, 344. — Et de Québec, *ibid.* — Expédition de Lally dans l'Inde, 345. — Détresse de la France, 347, — Campagne de 1760, 350. — Combat de Landshut, *ibid.* — Bataille de Lignitz, *ibid.* — Entrée des Autrichiens et des Russes à Berlin, 351. — Bataille de Torgau, *ibid.* — Opérations militaires des Français, 352. — Dévouement de d'Assas, 363. — Combat de Clostercamp, 354. — Mort du maréchal de Belle-Isle, *ibid.* — Pacte de famille,

355. — Campagne de 1761, 357. — Revers des Prussiens, *ibid.* — Combat de Fillingshausen, 359. — Disposition des esprits en France, 360. — Mort du roi d'Angleterre Georges II, 362. — Triste situation du roi de Prusse, 365. — Mort de la czarine; son successeur Pierre III s'allie avec le roi de Prusse, 366.

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.



